

Libre de 1.50

THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTA-TROISIÈME ANNÉE — N° 9842

36 PAGES

MERCREDI 15 SEPTEMBRE 1976

**M. Giscard d'Estaing fera
une « visite de travail »
à Rome
au début de décembre**

LIRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 5 0,35 ; Danemark, 7 kr. ;
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 40 rls. ; Italie, 300 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts. ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 31

4, RUE DES ITALIENS

75437 PARIS — CEDEX 09

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris n° 630572

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Hanoï Washington et les séquelles de la guerre

Pour la seconde fois cette année, les États-Unis viennent d'opposer leur veto à la demande d'admission d'un pays à l'ONU. Invoquant le maintien de forces ennemies en Angola, ils avaient, en juin, nié tout droit au régime de Luanda d'être, dans les conditions actuelles, représentatif de l'Organisation internationale. Ils estiment maintenant que la République socialiste du Vietnam ne remplit pas, sur un plan strictement humanitaire, les conditions exigées pour devenir membre des Nations unies.

Washington reproche à Hanoï de n'avoir pas fourni de renseignements au sujet de plusieurs centaines d'Américains disparus pendant la guerre. Les Vietnamiens avaient, au début du mois, fait un « geste de bonne volonté » en publiant une liste de douze noms. Tous les prisonniers ayant été libérés, ce marchandage politique d'un pays de disparus, qui sont, hélas ! des morts, ne manque assurément pas de cynisme.

Pour les Vietnamiens, les accords de Paris qui ont mis fin au conflit forment un tout : on ne saurait appliquer l'article 9 (qui concerne les militaires disparus) et mettre en même temps en vigueur l'article 21 qui a trait au « placement des blessés de guerre ». Hanoï veut que les Américains respectent leurs engagements et continuent financièrement à la reconstruction d'un pays que leurs avions, leurs chars, et leurs produits chimiques ont dévasté.

M. Kissinger entend, lui, oublier le passé, ce à quoi se refusent les Vietnamiens. M. Ford a, de son côté, fait savoir que son veto à l'admission du Vietnam à l'ONU se basait sur des considérations purement humanitaires. L'argument ne convaincra personne. En période électorale, le chef de l'exécutif veut avant tout montrer à son opinion publique qu'il sait faire preuve de fermeté. Et, en demandant à Hanoï de tirer un trait sur le passé, il repousse à plus tard le débat qui ne manquera pas d'avoir lieu sur le montant et les modalités de l'aide américaine à la reconstruction du Vietnam.

Cette question avait déjà fait trainer en longueur les discussions entre Vietnamiens et Japonais (il s'agissait des réparations des dommages causés par l'armée japonaise pendant le second conflit mondial). Mais, les deux parties ayant intérêt à échanger des ambassadeurs et à commercer, leurs diplomates finirent par trouver une porte de sortie ménagée des susceptibilités des uns et des autres. Sans doute en ont-ils même aujourd'hui entre Américains et Vietnamiens si les États-Unis n'étaient pas en pleine campagne électorale.

Des pressions sont en effet exercées sur le département d'État et la Maison Blanche afin que soient normalisées les relations entre Washington et Hanoï. Les milieux d'affaires ne veulent pas que soit répétée en Indochine l'erreur antérieure commise en Chine. Il existe au Vietnam un marché de cinquante millions d'habitants et, selon toute vraisemblance, les réserves de pétrole « off shore » sont suffisamment abondantes pour être exploitées. On peut donc penser que, après les élections, le dialogue américain-vietnamien pourra enfin commencer. La Maison Blanche devra alors convaincre le législatif que le marché vietnamien ne s'ouvrira pas aux firmes privées sans une aide à la reconstruction, quel que soit le nom qui lui sera officiellement donné. Il serait erroné de croire que Hanoï modifiera son attitude et publiera sans contrepartie financière la liste des soldats disparus en échange d'une levée du veto américain à l'ONU. Et, puisque les responsables de Washington tiennent tant à inviter les questions humanitaires, on peut leur rétorquer que les troubles de conscience les agitaient moins lorsqu'ils faisaient bombarder les villes et brûler les villages du Vietnam.

(Lire nos informations page 4.)

Les conditions économiques et politiques du succès du plan Barre

- Le premier ministre ne veut pas que la politique contractuelle des salaires devienne une mécanique de surenchère
- Approuvée par l'U.D.R., la rentrée en scène de M. Jacques Chirac peut concurrencer la mission de M. Olivier Guichard

M. Raymond Barre a confirmé, lundi soir 13 septembre, lors de sa deuxième interview télévisée en tant que premier ministre, qu'il soumettrait au conseil des ministres du 22 septembre son plan de lutte contre l'inflation, ainsi que les mesures destinées à maintenir le revenu des agriculteurs victimes de la sécheresse.

Le premier ministre a confirmé que l'Etat res-

pecterait ses engagements envers ses salariés en 1976, mais précisé qu'au-delà « la politique contractuelle devrait tenir compte des conditions générales de l'économie » pour éviter qu'elle ne se transforme en une « mécanique » qui « permette une surenchère » constante par rapport aux salaires des années précédentes. Quelques heures avant cette interview, M. Chirac s'était réplacé, lundi matin, sur le

devant de la scène politique et électorale en manifestant sa volonté de rassembler « par-delà les partis » tous ceux qui souhaitent « éviter à notre pays l'aventure et les contraintes du collectivisme » et défendre « notre société de liberté et de progrès ». Ce projet qui n'a provoqué aucune réaction de l'Elysée ni de l'hôtel Matignon a été commenté en termes favorables par M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R.

Deux précisions

Avant de se voir, M. Barre n'a guère levé le voile sur ses projets, lundi, devant les téléspectateurs. Il réserve pour le conseil des ministres du 22 septembre l'annonce de son dispositif anti-inflation.

Tout au plus a-t-il confirmé ce qu'il avait dit la semaine dernière à ses interlocuteurs syndicaux : pas de remise en cause de la politique contractuelle ; moyens de financement « sérieux » pour couvrir les dépenses supplémentaires de l'Etat en 1976 ; répartition « équitable » des efforts d'austérité demandés au pays ; préférence pour une action « continue et globale » contre la hausse des prix, destinée à produire des « résultats durables », plutôt que pour des gestes « brillants et spectaculaires ». Au-delà de ces généralités, le premier ministre a fourni deux précisions.

Contrairement à ce qu'il pensait — et disait — jusqu'ici, M. Barre semble avoir pris son parti de ne pas modifier la « loi Royer ». Il la considère précédemment comme un texte malhonnête, de nature à freiner la concurrence (en gênant l'implantation des « grandes surfaces »), donc à perpétuer des rentes de situation préjudiciables au consommateur. Lundi, il l'a présentée comme « un instrument (possible) de transformation des structures... largement accepté par les milieux socio-professionnels auxquels elle s'adresse ».

Capitulation devant les menaces des petits commerçants et des artisans ? Ou subterfuge destiné à masquer provisoirement un changement de front ? La seconde réponse semble la bonne : la première ministre pour, dans ce secteur de la distribution où les hausses ont été particulièrement rapides ces derniers temps, attaquer directement aux prix et aux marges par la taxation et le contrôle, plutôt que de recourir au détour — nécessairement long — d'un époussetage législatif de la « loi Royer ».

Seconde précision : la garantie des engagements contractuels pris par l'Etat dans le secteur public vendra seulement pour les salaires de 1976, donc pendant encore trois mois. Au-delà, M. Barre compte agir « dans l'esprit » de la politique contractuelle, mais « en tenant compte de la situation générale » (c'est-à-dire

avec la pédale douce) et du cas particulier de chaque « secteur particulier » (état du marché et rythme de la productivité dans la branche). L'exemple de l'armement que veut donner l'Etat en matière de salaires, afin d'éviter toute « surenchère », se traduira donc par une réduction notable des offres faites aux syndicats de la fonction publique et des entreprises nationales.

Curieusement, le premier ministre n'a pas dit un mot de l'incidence du nouveau cours sur les salaires du secteur privé. Est-ce parce que ses projets de « modulation des revenus » ne sont pas encore au point ? Ou pour préserver l'effet de surprise du 22 septembre ?

Les organisations syndicales savent en tout cas, dès à présent, que si la méthode contractuelle n'est pas abandonnée, son contenu va se réécrit. Pour les « non-salariés », le secret reste total, huit jours encore.

GILBERT MATHIEU.

Se garder à droite et à gauche

Ayant choisi M. Raymond Barre pour premier ministre, M. Giscard d'Estaing avait indiqué, dès le 25 août, qu'il lui incomberait notamment d'assurer, un peu mieux que son prédécesseur, la tâche importante qui consiste à « expliquer régulièrement et clairement la politique suivie à l'opinion française ».

Son interview de lundi — moins de dix minutes — a permis au premier ministre de s'expliquer sur le « calendrier » qu'il a retenu pour la mise au point du plan anti-inflation et de démentir quelques-unes des intentions qu'on lui avait prêtées ici et là. L'interview aussi, de toute évidence, a la nécessité de se faire mieux connaître.

On voit ainsi se préciser peu à peu, de touche légère en touche légère, le portrait tantôt grave tantôt souriant d'un homme qui n'est ni un pessimiste ni un tenant de l'« optimisme béat », qui se veut raisonnable et équilibré. Un peu trop calme peut-être et sans doute un peu trop rassurant, il n'a, en tout cas, aucun penchant (se sentant visé) pour les « actions brillantes et spectaculaires » dont les lémurins ne chantent pas les lendemains.

Si M. Barre se doit d'occuper le terrain, ce n'est pas seulement pour satisfaire aux désirs du « patron ». C'est aussi pour s'affirmer face à une opposition qui ne croit guère au pas du tout en lui, voit l'avenir en rose et est bien décidée à servir les coudes jusqu'aux échéances électorales des municipales de 1977 et des législatives de 1978. C'est enfin, et surtout peut-être, pour ne pas laisser à M. Chirac le loisir de jouer trop librement son jeu.

Une noble entreprise

Vraiment impatient de se rapatrier au bon souvenir de ses concitoyens, peut-être soucieux d'entendre parler et de faire parler d'autre chose que du financement de l'Esor du Limousin, l'ancien premier ministre, dont la « rentrée politique » n'était envisagée que pour le 10 octobre, à la faveur des assises de la fédération U.D.R. de Dordogne, s'est manifesté lundi avec un petit mois d'avance.

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 7.)

LIRE PAGE 32

LA FAUSSE QUERELLE DE L'INDEXATION

par GILBERT GANTIER

TAIWAN LUTTE POUR SA SURVIE

La mort de Mao Tse-toung a fourni aux dirigeants de Taiwan une nouvelle occasion de vitupérer le régime installé depuis 1949 à Pékin.

M. Tchang Ching-kuo, premier ministre du gouvernement, vient de réaffirmer que son parti entend reprendre le pouvoir sur le continent.

I. — Le dégagement américain

Quemoy. — « L'ennemi... » D'un geste large, l'officier montre la ligne bleutée des côtes chinoises, à quelques kilomètres. A mi-chemin, au milieu du bras de mer qui nous sépare du continent, semblent flotter les deux

De notre envoyé spécial
PHILIPPE PONS
petits îlots de Chaou et de Chaiten, tenus par les communistes. A la jumelle, on aperçoit — image

de paix — des pêcheurs qui font sécher leurs filets sur la plage.

Quemoy (en chinois, Kinmen) : la porte d'or, place forte avancée des nationalistes qui ont fui le continent pour s'installer à Taiwan, est en apparence le droit le plus tranquille du monde. Il est pourtant, avec Matsau, autre petite île contrôlée par les nationalistes, en état d'alerte permanente. Dans un paysage de terre ocre et de conifères parfaitement alignés (en deux décennies, soixante-douze millions d'arbres ont été plantés à des fins de camouflage) se succèdent blockhaus, abris et batteries de D.C.A. L'armée — dont les effectifs ne sont pas divulgués — contribue à la mise en valeur du territoire cultivé avec autant de soin qu'un jardin. Omniprésente, elle impose son rythme de vie aux soixante mille habitants.

(Lire la suite page 2.)

« Peu d'hommes ont joué un tel rôle dans l'histoire du monde ».

KISSINGER

JEAN MONNET MÉMOIRES



FAVARD

AU JOUR LE JOUR

La préterition

On a beaucoup glosé sur les réactions de M. Dassault aux accusations portées contre lui par M. de Vathaire.

Son désir de s'expliquer « le moment venu » est bien naturel. Cela veut sans doute dire en un lieu approprié, devant une personne accréditée et en présence de son avocat.

Mais ce qui est plus curieux, c'est le procédé de négation partielle qui le mène à maintenir l'acronyme hors du fait, ce qui le conduit par préterition à y plonger le reste de ses activités.

C'est peut-être par souci de ne pas discréditer une marchandise qui joue un rôle important dans les exportations françaises. Qu'il se rassure : les produits Lockheed continuent à se vendre très bien.

ROBERT ESCARPIT.

« LE FOU ET LES ROIS », de Marek Halter

Un destin, un cri

Quel destin surprenant, quel homme étonnant et quel livre ! C'est au sein de la vie qu'en publiant ses souvenirs on apporte son témoignage, on fait son bilan : nos bibliothèques sont pleines de « Mémoires » d'octogénaires prestigieux. Voici les souvenirs d'un quadragénaire, les Mémoires d'un homme jeune, le témoignage d'un étrange enfant de ce siècle qui, arrivé au milieu du gué, a voulu faire halte un moment, regarder derrière lui pour raconter ses tribulations, ses choix, ses passions. Des tribulations si extraordinaires, des

choix si inattendus, une passion si dévorante et insensée qu'un roman d'aventure bâti sur cette trame ferait hausser les épaules tant il paraîtrait invraisemblable. Or tout ici est vrai et l'auteur, s'il n'était pas si simple et modeste, pourrait à quarante ans s'écrier à son tour : « Quel roman que ma vie ! » Qu'en en luge.

Marek Halter est né à Varsovie il y a quelques quarante ans, dans une famille juive profondément imprégnée de traditions.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 14.)

TAIWAN LUTTE POUR SA SURVIE

(Suite de la première page.)

Une musique martiale retentit chaque matin à Taïwan sur toute l'île. Et, dès seize ans, garçons et filles suivent un entraînement militaire intensif.

D'un immense haut-parleur s'élève soudain une voix qui porte à 20 kilomètres. Comme chaque jour, les nationalistes envoient des messages sur le continent. Celui-ci, par exemple : « Le jour où tous vous soulèverez, nous viendrons vous aider en quelques heures. » De l'autre côté du bras de mer, les communistes répondent.

Elégants, vêtus de bleu, obus inoffensifs chargés de tracts, bels hommes porteurs de documents de propagande... La seule guerre que l'on se livre ici est d'ordre psychologique. Pékin promet de « libérer Taïwan », et Taïwan parle de reconquérir le continent.

A Taïwan en effet, le vieux rêve de Chiang Kai-shek demeure celui de ses succès. Pour les choses ont en apparence changé depuis la mort de « Gino » en avril 1975. Le fils, M. Chiang Ching-kuo ne cesse de brandir l'anathème contre les « rouges ». En fait, cependant, les nationalistes sont avant tout préoccupés par l'avenir de leur régime et le maintien du statu quo dans leurs relations avec Washington.

Or, la campagne électorale américaine et la mort de Mao viennent de redonner une actualité à la question de Taïwan. Les dirigeants nationalistes avaient été déçus de la défaite de M. Reagan, le seul candidat à la Maison Blanche qui était favorable au maintien en l'état des relations entre Washington et Taïwan. Leur seul espoir est désormais de voir écarter une crise grave à Pékin. Ils espèrent que la disparition de Mao contraindra les Etats-Unis à retarder la normalisation de leurs rapports avec la Chine populaire. De fait, les experts américains des questions chinoises pensaient que Washington devait faire vite et procéder à une telle normalisation alors que Mao vivait et assurait un équilibre relatif entre les forces en présence à Pékin (le Monde du 11 septembre).

De toute façon, les Américains ont bien avancé à Taïwan la préparation du passage à la « seconde phase » de l'établissement de liens diplomatiques complets avec Pékin. Le retrait graduel de leurs troupes (prévu dans la communication de Changhaï de 1972) s'achève. Les derniers chasseurs ont quitté la base de Chiang Kai-shek en mai 1975. Il n'y a plus que 2 200 soldats américains à Taïwan, contre 4 000 l'an passé. 1 000 autres doivent bientôt partir. « Nous n'avons plus ici ni avions, ni navires, ni troupes de combat, dit un officier américain. Quant au MAAG (Military Assistance Advisory Group), qui a compté jusqu'à 3 000 personnes, il n'est plus constitué que d'une cinquantaine de conseillers. » Comme dans le reste du monde, cette organisation, qui supervise la livraison du matériel militaire américain et veille à son entretien, est appelée à disparaître dans les deux années qui viennent.

Un pas de plus dans le désengagement a été franchi en juin lorsque furent rappelés les six conseillers qui se trouvaient à Quemoy et à Matsu. Sur le plan militaire, leur départ est sans conséquence, mais il a été ressenti à Taïwan comme un nouveau pré-signe de la fin de la présence américaine. Certains jeunes, comme M. Tehiang Ching-kuo, premier ministre, crut bon de se rendre à Quemoy et à Matsu pour réaffirmer la détermination de Taïwan de défendre les deux îlots.

L'exemple allemand

Selon les nationalistes, les Etats-Unis ne peuvent cependant renoncer à maintenir une présence militaire à Taïwan, car « l'île est un des points essentiels de la stratégie américaine en Asie ». Apparemment, le point de vue de Washington est différent. « Si nous retirons progressivement nos troupes, nous pourrions en déduire à contrario l'importance stratégique que nous attachons à Taïwan », dit un officier de l'U.S. Taiwan Defence Command (organisation créée par le traité de défense signé en 1954). En fait, les stratégies américaines se sont toujours bien gardées d'inclure Taïwan dans la « ligne des grands archipels » (Japon, Okinawa, Guam, Philippines et Indonésie) qui, depuis le désengagement américain en Indochine, est l'axe de la nouvelle stratégie des Etats-Unis.

Si rien n'entrave, du point de vue stratégique, une révision des relations entre Taïwan et Washington, il reste à trouver une formule politique que les nationalistes se refusent officiellement à envisager. « Ce n'est pas à nous de proposer », dit M. Tchen, vice-

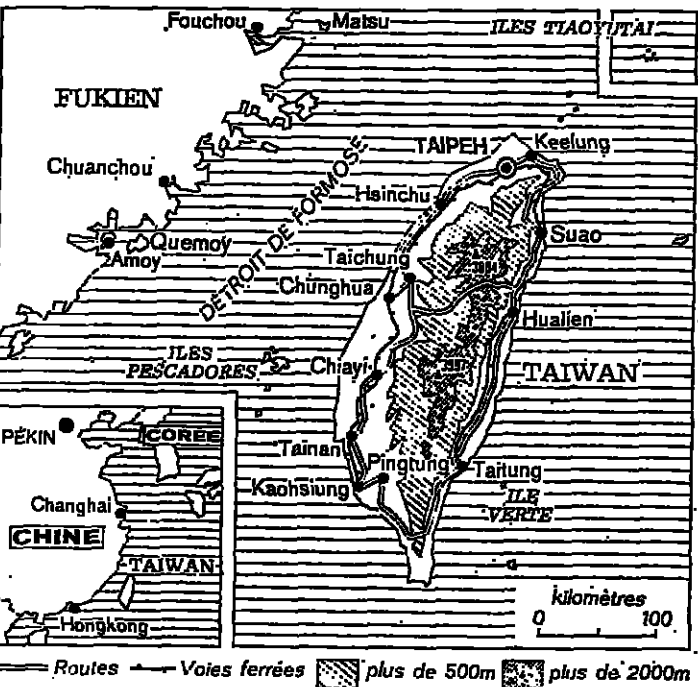
ministre des affaires étrangères : « toute « formule » modifiant la situation actuelle sera à notre désavantage. Ce qui décidera le gouvernement américain est évidemment hors de notre contrôle. Mais nous ne pensons pas qu'une reconnaissance du régime communiste par Washington conduise obligatoirement à rompre les relations diplomatiques avec la République de Chine ». Il évoque le précédent des deux Allemagnes qui, dans le cas présent, reviendrait à affirmer qu'il n'y a qu'une seule nation chinoise (point sur lequel Pékin et Taïwan sont d'accord), mais deux entités étatiques différentes ayant des droits souverains. Ce point de vue, soutenu par des professeurs américains, dont M. Trager, de l'université de New-York, aurait l'avantage de permettre le maintien du traité militaire avec les Etats-Unis qui, en cas de rupture des relations diplomatiques avec Taïwan, devient caduc ipso facto.

Mais la « formule allemande » est rejetée sur le continent. Les

regies les problèmes des biens mis sous scellés en Chine populaire et aux Etats-Unis ? Autant de questions qui, pour l'instant, sont apparemment sans réponse, mais qui doivent avoir une solution si on veut éviter de créer un mouvement de panique dans les milieux d'affaires chinois aux Etats-Unis et à Taïwan.

Un rapprochement avec l'U.R.S.S. ?

Le problème le plus difficile à résoudre est celui de la sécurité de Taïwan en l'absence du traité de défense mutuelle. Les Chinois, avant la mort de Chou En-lai, ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils étaient prêts à faire preuve de patience. Et il est vraisemblable qu'il y a dans les milieux diplomatiques de Taïwan, au moment de signer le communiqué de Changhaï, M. Nixon avait obtenu l'engagement verbal de l'ancien premier ministre que la Chine ne recourrait pas à la force



Routes — Voies ferrées — plus de 500m — plus de 2000m

dirigeants chinois exigent d'un pays qui établit des relations diplomatiques avec Pékin qu'il rompe tous liens officiels avec Taïwan. Au mieux, Washington pourrait obtenir de maintenir un consulat général accrédité auprès du gouvernement de la province de Taïwan tandis que l'ambassade serait à Pékin. Le Grand-Brevezage usa de cette formule pendant quelques années, mais dut y renoncer sous la pression de la Chine.

Washington, excluant un abandon pur et simple des nationalistes, cherche une formule originale. Elle est d'autant plus difficile à mettre sur pied qu'elle doit concilier des facteurs de politique intérieure américaine et des données internationales. Sur le premier point, le prochain président des Etats-Unis aura sans doute les mains moins libres que ne les avait M. Nixon. Le Congrès est et restera réticent à accorder des crédits, peu à peu, s'était arrogés le président. Il n'en sera que plus difficile pour la Maison Blanche de négocier en sous-main avec Pékin, à la manière de M. Kissinger.

A cela s'ajoutent d'épineuses questions juridiques : de quelle garantie bénéficieront les investissements américains à Taïwan ? Sera-t-il possible aux Chinois de Taïwan de se rendre aux Etats-Unis ? (Le quel d'Orsay le long y temps des difficultés pour leur accorder des visas en France). Qu'advient-il du statut de nation la plus favorisée dont bénéficie l'île, ce qui permet à l'Exim Bank (banque d'export-import américaine) de lui accorder des prêts (fin décembre 1975, 4,5 milliards de dollars à Taïwan, son deuxième client après le Brésil) ? Comment seront

pour « résoudre » la question de Taïwan. Manifestement le gouvernement américain a essayé d'obtenir un engagement formel, et non plus seulement tacite, des Chinois en la matière. Mais ceux-ci ont fait valoir que, la question de Taïwan étant une « affaire interne », ils ne voyaient pas la nécessité de s'engager formellement à renoncer à la force. « De toutes façons, dit-on à Taïwan, bien que nous ne soyons pas communistes », les Américains n'ont apparemment pas la même approche et continuent à penser qu'un tel engagement serait, dans l'état actuel de la situation, la meilleure solution.

Il conviendrait que les autorités de Taïwan ou les Américains, s'engagent de leur côté à ne pas attaquer la Chine. Hypothèse improbable car Taïwan, avec cinq cent mille hommes sous les drapeaux — n'a pas la capacité de lancer une offensive. Les nationalistes ont tenté, en juillet 1969, des incursions sur la rivière Min, dont les Américains n'avaient pas été avertis : ils l'ont appris par la presse.

Un dégauchement américain trop radical de Taïwan ne pourrait cependant que desservir les Etats-Unis en encourageant les Soviétiques à être plus actifs dans la région et en leur donnant libre accès au détroit de Taïwan, où aucun navire russe ne s'est aventuré depuis 1972. Cette inquiétude fut exprimée par M. Miyazawa, le 12 juin, au cours d'un entretien privé avec le sénateur américain Mansfield. Le ministre des affaires étrangères nippon aurait mis en garde son interlocuteur contre tout changement brutal de la politique américaine à Taïwan. Pékin condamnera l'« intervention » de M. Miyazawa dans les affaires intérieures de la Chine. Les autorités de Taïwan seraient-elles tentées de se rapprocher de l'U.R.S.S. ? C'est une hypothèse qu'il est difficile d'envisager et que, du côté américain, on pense difficilement imaginable. La presse de Taïwan refuse avec vigueur tout commentaire étranger faisant état d'une telle éventualité, qualifiée d'« absurde ». D'ailleurs, lorsqu'en juin un bateau soviétique recueillit des pêcheurs taïwanais en difficulté, Taïwan demanda qu'ils soient débarqués aux Philippines afin d'éviter que le navire n'entre dans un port de l'île.

Dans le cas d'un accord entre Pékin et Washington, qui ne pourra qu'être défavorable à Taïwan, quelle sera la réaction des nationalistes ? « Nous sommes prêts à toute éventualité », répondent les personnalités officielles, qui se refusent, cependant, à en dire plus. Et les dirigeants de

mettre l'accent sur la capacité et la détermination de Taïwan à se défendre.

Taïwan développe en effet son potentiel militaire grâce à une accélération des livraisons d'armements américains très modernes. Les ventes de matériel militaire en provenance des Etats-Unis se sont élevées à 196 millions de dollars en 1974, à 215 millions en 1975, et atteindront 283 millions en 1976. Les nationalistes possèdent déjà vingt-quatre missiles Hawk, dont ils ont fait passer le rayon d'action de 30 à 40 kilomètres. Ils prévoient de doubler leur nombre d'ici à deux ans. Un nouveau contrat d'un coût de 95 millions de dollars prévoit la construction de six nouveaux avions pour 1977. Le plus important accord récemment conclu entre les Etats-Unis et Taïwan concerne la livraison d'équipements de défense anti-aériens d'un coût de 38 millions de dollars.

Taïwan ira-t-elle jusqu'à construire une bombe atomique ? M. Tehiang Ching-kuo a déclaré, lors d'une interview, le 17 juin 1975 : « Nous admettons que nous avons les moyens de construire des armes nucléaires, mais nous n'en commencerons jamais la fabrication. Nous n'envisageons pas d'utiliser des armes nucléaires contre nos compatriotes. »

Taïwan disposera en octobre d'une première centrale nucléaire de 600 mégawatts. Les autorités ont cependant démenti les affirmations de certains experts américains selon lesquelles Taïwan traitait de l'uranium enrichi dans un réacteur de recherche fourni par les Canadiens et assez voisin de celui qui permit à l'Inde de fabriquer sa bombe. Mais, quelle que soit la plan militaire, la politique qui suivra le régime, Taïwan ne jouera plus aucun rôle sur la scène internationale le jour où Washington fera son ambassade à Taïwan. Il est, dans ces conditions, essentiel pour les dirigeants de renforcer la cohésion nationale pour mieux assurer le développement économique.

PHILIPPE PONS.

Prochain article :
II. - LE « PETIT TCHIANG » AUX COMMANDES

APRÈS LA MORT

Les dirigeants soviétiques estiment que le problème du maoïsme reste entier

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques se sont réunis, lundi 13 septembre, à accomplir un geste qui aurait pu passer pour une volonté d'ouverture à l'égard de la Chine : la délégation qu'ils ont envoyée signer le registre de condoléances à l'ambassade de Chine ne brillait pas en effet, par son importance. Cette délégation, qui n'est restée que quelques minutes, était dirigée par M. Gromyko, le ministre des affaires étrangères ; elle comprenait aussi M. Maslounov, premier adjoint de M. Kasprov, ministre des affaires étrangères, chargé notamment des négociations soviéto-chinoises.

La composition de cette délégation peut se comparer à celle du groupe qui s'était rendu en janvier dans la même ambassade, à l'occasion de la mort de Chou En-lai. M. Maslounov et M. Archipov étaient déjà là, mais ils étaient accompagnés par M. Petrovski, ministre de la santé, actuellement en visite officielle en France.

Six jours après la disparition du père de la révolution chinoise, le Kremlin ne s'est donc toujours pas départi de sa réserve. La mort du dirigeant chinois, accueillie avec une satisfaction manifeste par le Soviétique moyen, n'a toutefois pas été commentée par la presse soviétique, sinon par le biais d'une revue des journaux étrangers diffusée dimanche soir par l'agence Tass. Cette analyse tend à prouver, grâce à un montage habile, que toute la classe de la planète considère que Mao Tse-toung fut avant tout un traître au communisme.

Le silence de Moscou s'explique aisément : si, au début du conflit sino-soviétique, les dirigeants de l'U.R.S.S. feignaient de penser que Mao Tse-toung était la cause de tous leurs maux, depuis plus de deux ans ils écrivent dans leurs journaux que le problème du maoïsme ne disparaîtra pas avec Mao. Les récents changements intervenus dans la direction chinoise ne poussent pas la direction soviétique, estime-t-on à Moscou, à réviser son analyse. — J.A.

« L'Osservatore romano » invite Pékin au « dialogue »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Quarante-huit heures après avoir commenté de manière assez mitigée l'œuvre de Mao Tse-toung, l'Osservatore romano consacre un long article à la Chine dans son numéro daté des 13 et 14 septembre. Il s'agit d'une étude non élogieuse, à la fois historique et polémique, dans laquelle la situation de l'Eglise est largement exposée. Elle se conclut néanmoins par un appel au dialogue et des vœux chaleureux au peuple chinois.

La situation de l'Eglise en Chine est définie comme « une réalité douloureuse et un mystère inquiétant » par le journal du Vatican, assez proches, l'escaie, bien que d'un de chrétiens sur ce territoire ? De divers témoignages, on sait qu'il y a jusqu'à présent des catholiques qui conservent la foi, mais la vie religieuse ne peut se manifester qu'en privé. En outre, ils vont être privés rapidement des structures indispensables pour soutenir une communauté. Il est certain que depuis plus de quinze ans, il n'y a plus en Chine aucun séminaire en activité. Des quelque trois mille prêtres chinois en exercice en 1948, il n'en restera plus, selon des calculs sérieux, que cinq ou six cents privés de toute possibilité d'exercer leur ministère. Parmi les évêques légitimement sacrés avant 1949, une dizaine encore pourraient sur-

vivre. Quelques-uns d'entre eux sont emprisonnés depuis 1958 (comme Mgr Ignace Kung, de Changhaï, et Mgr Dominique Tang, de Canton). On ne sait plus rien de leur sort depuis des années.

L'Osservatore romano estime cependant que « tout n'est pas perdu » et que l'espoir de l'Eglise reste vive. « Le Saint-Siège, affirme-t-il dans une conclusion qui sera particulièrement remarquée, a exprimé, à diverses reprises, son espoir pour le grand peuple chinois. Les multiples messages adressés et les divers gestes faits vers la Chine (qui peut oublier, en des temps assez proches, l'escaie, bien que d'un de chrétiens sur ce territoire ? De divers témoignages, on sait qu'il y a jusqu'à présent des catholiques qui conservent la foi, mais la vie religieuse ne peut se manifester qu'en privé. En outre, ils vont être privés rapidement des structures indispensables pour soutenir une communauté. Il est certain que depuis plus de quinze ans, il n'y a plus en Chine aucun séminaire en activité. Des quelque trois mille prêtres chinois en exercice en 1948, il n'en restera plus, selon des calculs sérieux, que cinq ou six cents privés de toute possibilité d'exercer leur ministère. Parmi les évêques légitimement sacrés avant 1949, une dizaine encore pourraient sur-

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

LE MOT D'ORDRE DE GREVE GÉNÉRALE DE RUES pour le lundi 13 septembre par les organisations clandestines de gauche au Pays basque espagnol en signe de protestation contre le report d'un congrès de M. Jesus Maria Zabala, tué par la police le 8 septembre à l'occasion d'une manifestation, a été largement répandu. Les organisateurs du mouvement estiment que deux cent mille personnes y ont participé, essentiellement dans les provinces de Guipuzcoa et de Biscaye. En plusieurs endroits, la police a tiré pour disperser des manifestants. Les incidents ont fait une vingtaine de blessés. — (A.F.P., A.P., U.P.J.)

Irlande du Nord

DE VIOLENTE MANIFESTATION DE RUES organisée par les protestants ont eu lieu le 13 septembre à Belfast. Elles coïncidaient avec l'arrivée du nouveau secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Roy Mason. Celui-ci est resté trois heures à Belfast et y a rencontré le chef de la police, M. Mason a déclaré dans un communiqué, qu'il considérait ce poste comme un « formidable défi » et qu'il n'y avait pas de « solution immédiate » à l'urgence actuelle. Il a rappelé que l'armée resterait en Irlande du Nord aussi longtemps que nécessaire. M. Mason s'entretient avec les différents partis nord-irlandais à son retour à Belfast à la fin de la semaine. — (Corresp.)

Maroc

LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES, le prince Sadrudin Aga Khan, se trouve depuis dimanche 12 septembre à Rabat, en mission d'information. Il a eu,

lundi, un entretien avec le ministre des affaires étrangères, le Dr Ahmed Laraki, qui a porté, indique-t-on du côté marocain, sur les moyens à mettre en œuvre pour le rapatriement des réfugiés sahraouis « retenus contre leur gré à Tindouf par les autorités d'Algérie ». — (A.F.P.)

Union soviétique

LE PHILOSOPHE ALEXANDRE ZINOVIEV a perdu l'emploi à mi-temps qu'il occupait à l'université de Moscou, annonce-t-on de sources dissidentes. M. Zinoviev, qui est très connu à Moscou et dont certains travaux ont été traduits à l'étranger, avait occupé la chaire de logique de l'université de Moscou jusqu'en 1969.

Yougoslavie

LES AUTORITÉS YUGOSLAVES ONT DÉMENTI LA PRÉSENCE DE « CARLOS » à Belgrade. Selon la police, il semble que l'on ait pris les membres d'une équipe de télévision algérienne, en reportage en Yougoslavie, pour les terroristes recherchés. — (A.F.P.)

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

objet :	secrétariat de direction secrétariat médical
note confidentielle :	L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'un secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse :	40, rue de Liège - Paris 8° tél. 387.58.83 • 387.52.90

الطبعة 1520

ASIE

DE MAO TSE-TOUNG

L'hommage des étrangers de Pékin

De notre correspondant

Pékin. — Les diplomates et autres résidents étrangers dans la capitale chinoise ont été invités, lundi, à s'inscrire devant la dépouille mortelle du président Mao Tse-toung. Au fond du grand hall du palais de l'Assemblée du peuple, le corps du président défunt est désormais exposé sous un drapeau de verre, recouvert jusqu'à la poitrine par les plis du drapeau du parti communiste chinois. Sous la vive lumière des projecteurs, les rides profondes semblent s'accroître encore. Le teint très sombre du visage. Le rouge vif du drapeau marqué de la faucille et du marteau tranché sur le gris ter de la célèbre tunique, dont le col adhérent le met en valeur. Des plantes vertes, des fleurs entourent le cercueil. D'innombrables couronnes et gerbes sont disposées par rangées sous les colonnes de la grande salle.

Un an d'une lente musique funèbre jouée en permanence, trois des membres du comité permanent du bureau politique — MM. Hua Guo-feng, Chiang Chun-chiao et Wang Hong-wen — recevaient, en début d'après-

midi, les condoléances des diplomates. Un peu plus tard, les journalistes étaient notamment accueillis par le ministre des affaires étrangères, M. Chiao Kuan-hua, les traits tirés et les larmes aux yeux, qui se tenait aux côtés du vice-président de l'Assemblée populaire, M. Sou Hsiang-tien.

En dépit d'un protocole rigou-

reux et minuté avec précision, l'émotion est très forte au cours de ce défilé. Des sanglots s'échappent des rangs des délégations chinoises voisines, mais, parmi les diplomates et botes étrangers, les visages sont également tendus, parfois émus de larmes. Chacun s'incline profondément, à plusieurs reprises, devant le corps.

Tout cela ne dure qu'une dizaine de minutes au plus, et chacun s'éloigne en silence.

ALAIN JACOB.

UN TÉLÉGRAMME DE M. GISCARD D'ESTAING A LA VEUE DU PRÉSIDENT

M. Giscard d'Estaing a adressé le lundi 13 septembre à Mme Chiang Ching-kuo, veuve du président Mao Tse-toung, le télé-

gramme suivant : « Madame, j'ai été profondément affligé par la nouvelle du décès du président Mao Tse-toung qui fut l'un des grands amis de la France. Le peuple français tout entier rend hommage à sa mémoire et prend part à la peine que vous éprouvez. Je vous prie de recevoir, madame, l'expression de ma vive sympathie et de mes condoléances personnelles. »

OMBRES CHINOISES

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Le maoïsme serait-il voué à voir alterner, à l'instar de la France qui décrivait de Gaulle, « les succès achetés et les maux hérités » ? Ou, plus simplement, la dépouille mortelle du président du P.C. chinois, couverte de cent fleurs et bien davantage, va-t-elle rendre hommage à la stature historique et à l'œuvre du héros de la Longue Marche, cette presse s'interroge sur l'avenir d'une doctrine et d'un pays qui devaient tant à un seul homme, ce dernier fut-il tout le contraire d'un homme seul.

Paradoxalement, c'est encore la FRANCE NOUVELLE, l'hebdomadaire central du parti communiste, qui ménage le moins ses éloges au dirigeant chinois disparu. On y lit notamment : « L'éviction de l'impérialisme, le passage de la Chine au socialisme, ont été considérablement facilités par les forces dans le monde. Dans le même temps, l'épopée du peuple chinois pour la reconstruction de son pays, la lutte révolutionnaire et démocratique dans tous les continents. Depuis lors, de profondes transformations économiques et sociales ont été réalisées. »

Caractère révolutionnaire socialiste que conteste Arlette Laguiller (trotskiste). L'ancien candidat à la présidence de la République écrit : « De communistes et de prolétaires, Mao et son régime n'ont que les noms, même si, depuis 1973, la dictature du prolétariat a été officiellement proclamée en Chine populaire. Les dix dernières années de l'histoire de la Chine suffisent à le prouver. (...) Le dirigeant qui vient de disparaître a donc été de qualités remarquables comme chef de parti. Et le parti qu'il a dirigé avait aussi des qualités : abnégation, dévouement, ténacité, que bien des révolutionnaires prolétaires peuvent lui envier. Mao Tse-toung a incontestablement gagné une place dans l'histoire, mais cette place est parmi les grandes figures des révolutionnaires nationalistes bourgeois, aux côtés de Washington et Robespierre, pas de Marx ou de Lénine. »

ou de jouer aux billes quelques part dans le monde. Il ne serait pas impossible que ce soit un successeur de Mao. Celui-ci a tellement brisé la poitrine chinoise qu'elle est de nouveau toute aérée et peut donner un petit coup. Le pessimisme aussi, puis, comme dit le proverbe, « l'automne vient, le printemps est loin ». Le maoïsme, comme moyen et non comme fin, l'emportent, continuent et se complètent et obéissent à tout instant à l'esprit collectif, contribuent par un travail indéfectible à un développement total. »

Les réflexions de Lucien Bocard dans PARIS-MATCH le portent surtout à s'interroger sur les réactions de la classe politique chinoise, mais aussi sur une mentalité populaire que connaît bien le « fils du consul ». Il écrit : « Mao mort, les intrigues, les égoïsmes, les affrontements ne vont-ils pas repasser ? On est dans le moment incertain, dans le moment où tout peut arriver, où tout peut s'arranger, mais aussi où la Chine peut sombrer dans des guerres intestines encore plus graves que celles du temps de Mao, parce que, malgré tout, même si tout était censé, Mao était un dieu, le nouvel empereur rouge. (...) Malgré tout, Mao laisse une Chine cultivée, où les hommes ont appris à penser, où ils ont appris à être, où ils ont mené à leur fin. Et, quel qu'il en soit, Mao est admiré, même de ses ennemis, même des riches Chinois extérieurs, de Singapour et d'ailleurs, complétement et obéissent à tout instant à l'esprit collectif, contribuent par un travail indéfectible à un développement total. »

C'est à la « politique politique » chinoise, aux hésitations de Mao Tse-toung sur la désignation de son dauphin, que s'interroge Pierre de Villemarest dans VALEURS ACTUELLES : « Cette hésitation sur le choix du futur arbitre a entraîné la renouveau des campagnes contre les « tenants des tendances bourgeoises et capitalistes ». Campagnes animées par la génération des ambitieux que l'on appelle les « radicaux », issus de l'agitation politique des années 60, et notamment de la révolution culturelle. (...) Le président Mao Tse-toung a toujours voulu maintenir ouverte et la lutte entre les deux lignes, c'est-à-dire la compétition entre les deux clans. Pour lui, c'était la condition de l'équilibre, empêchant simultanément l'apparition du parti de se figer et des hommes de se contenter de situations acquises. Mais encore faut-il un arbitre. »

Emile Guikovsky, dans L'EX-PRESS, s'interroge, lui aussi, de la « grande succession ». Évoquant l'histoire la plus récente de la Chine populaire, il estime : « Mao vieillissant, voyant les querelles renouer autour de lui, les cabales se reformer. Sa femme, Chiang Ching, et quelques leaders de la révolution culturelle s'affrontent aux anciens, aux réserves des luttes passées. En avril dernier, Mao sacrifiant Yang Hsiang-ping aux exigences de la nouvelle génération a fait du pouvoir, mais imposé un homme à lui, un inconnu, M. Hua Guo-feng. Le dernier geste d'un extraordinaire voyage arrêté au terme de sa course. L'assurance qu'il a prise dans sa lente descente vers la mort pour éviter qu'autour de son corps les passions ne battent de l'aile avant son dernier souffle. »

L'hebdomadaire se demande si le Grand Timonier tiendra son jaloux parti de gouverner — par sa pensée — la Chine après sa mort. L'opinion de Simon Levy, dans LE POINT, est qu'il vaudrait mieux éviter, dans l'intérêt même du peuple chinois, d'évoquer un tableau assez sombre de la personnalité et de l'œuvre de Mao Tse-toung. Il écrit : « La Chine a perdu son « grand leader ». Elle devrait lui permettre enfin de reprendre sa progression, après un trop long et anormal intermède de désordre politique et de stagnation culturelle. Pour une nation telle que la chinoise, la perte ne devrait pas être dramatique : les peuples vraiment grands ont des leaders. Mais, dans l'histoire, ce n'est pas toujours le cas. M. Alain Peyrefitte, dans la même hebdomadaire, estime en tout cas que, même si la Chine avait fini par s'assombrir quelque

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

POUR RENOUE LE DIALOGUE ENTRE LA SYRIE ET L'O.L.P.

Les médiateurs arabes ont proposé une rencontre entre MM. Sarkis, Arafat et Khleifiaoui

De notre correspondant

Beyrouth. — Après l'échec des tentatives syro-palestiniennes de médiation et l'arrêt de la nouvelle formule de dialogue à été proposée par Damas pour sortir de l'impasse les relations entre la Syrie et la résistance et, par voie de conséquence, amorcer le règlement de la crise libanaise. Le dialogue serait donc renoué à l'occasion d'une réunion tripartite regroupant le président libanais élu, M. Elias Sarkis, qui doit entrer en fonction jeudi 20 septembre, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Arafat, et le premier ministre syrien, le Khleifiaoui. Elle se tiendrait à Chataura, en territoire libanais sous contrôle de l'armée syrienne. La résistance ayant déjà donné son accord, malgré des réserves du Front du refus et de M. Kamal Joumblat, qui dirige le Mouvement national, allié libanais des Palestiniens. Le président Sarkis devrait, de son côté, accepter la formule, et la réunion pourrait se tenir dans les quarante-huit heures.

Mais la crise libanaise a été tellement fertile en rebondissements et les rencontres syro-palestiniennes ont été tant de fois annoncées puis décommandées qu'il faut accueillir cette information avec prudence. Le point de départ de la médiation est le comité quadripartite arabe, comprenant les ministres des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, l'Émirat du Koweït, l'Émirat du Qatar, le secrétaire général du mouvement koweïtien des affaires étrangères, M. Rashid El Rashid, et le représentant de la Ligue arabe, M. Kholi.

En associant le président Sarkis à cette réunion, en l'organisant à Chataura, et non à Damas, et en faisant représenter la Syrie par M. Khleifiaoui plutôt que par le président Assad, les médiateurs ont cherché une porte de sortie honorable pour permettre à M. Arafat de dialoguer avec les dirigeants syriens.

Néanmoins, les résultats des rencontres syro-palestiniennes de la semaine dernière laissent songer à la possibilité d'un dialogue réel de cette nouvelle tentative. Abou Ayad, bras droit de M. Arafat, a déclaré avoir participé à une réunion de travail avec les médiateurs, mais il n'a pas pu se rendre à la réunion, car il était malade.

Dans la première phase de la crise libanaise, les phalanges reprennent d'Egypte des armes

secteurs de Beyrouth, ainsi qu'en montagne. Le dernier en date des accrochages de la capitale s'est produit lundi. Chaque des deux parties accuse l'autre de l'avoir provoqué, ce qui est habituel. Mais le fait nouveau est que les phalanges ont accusé la « force de paix arabe » d'y avoir participé aux côtés du mouvement national. Le commandant de cette force a catégoriquement démenti cette allégation. La question est cependant posée de savoir si cette prise de position phalangiste préjuge d'une récusation de la « force de paix arabe » par la droite chrétienne, allée de Damas ou si elle constitue un simple incident de parcours.

LUCIEN GEORGE.

L'Égypte souhaite être associée à un éventuel règlement du conflit

De notre correspondant

Le Caire. — Une « grande semaine libanaise » a commencé au Caire. Le premier ministre du Liban, M. Rashid Karameh, est arrivé dans la capitale égyptienne, le lundi 13 septembre, en provenance de Damas. L'imam Moussa Sadr, chef spirituel des musulmans chiites libanais qui était déjà venu au Caire il y a une dizaine de jours pour tenter de rapprocher les points de vue syrien et égyptien, est de retour en Égypte, dans l'intention de poursuivre ses efforts. Quant à M. Pierre Gemayel, chef suprême des phalanges libanaises, il était attendu ce mardi dans la capitale égyptienne, à la tête d'une forte délégation.

D'autres personnalités libanaises de diverses tendances doivent également, en principe, venir bientôt s'entretenir avec les dirigeants égyptiens. Il s'agit notamment de M. Kamal Joumblat, président du parti socialiste progressiste et chef de file de la gauche libanaise, de M. Saïb Salameh, ancien président du conseil et l'un des représentants des musulmans sunnites modérés, et du cheikh Hassan Khaleel, mufti (sunnite) de la République libanaise.

Les responsables égyptiens attachent une importance particulière à la visite de « cheikh Pierre » (Gemayel), car il est à la tête de la principale force militaire libanaise organisée. En outre, M. Gemayel, qui a été en partie dévot en Égypte, dispose d'un certain nombre d'armes.

Dans la première phase de la crise libanaise, les phalanges reprennent d'Egypte des armes

soviétiques, et M. Gemayel fut qualifié de « patriote arabe » par le rai. Ce n'est que lorsque la Syrie a commencé à soutenir les dirigeants du « petit Liban » chrétien que le Caire s'est mis à aider l'O.L.P. Envoiant notamment au Liban la brigade palestinienne Al-Jeloud (du nom d'une victoire arabe de l'époque califale). Le rai a conseillé depuis longtemps le président François de se démettre et la presse caennaise s'est attaquée avec violence à M. Camille Chamoun, ministre libanais de l'Intérieur, mais les phalanges ont, ici, toujours été ménagées.

La « tournée caennaise » des dirigeants politiques libanais, qui provoque quelque agacement à Damas, a été suscitée par le Caire. M. Fathi, vice-premier ministre et ministre égyptien des affaires étrangères, a annoncé pour cette raison le voyage qu'il devait faire ce mardi-ci à La Haye et à Bruxelles.

L'Égypte, on le sait, n'est pas mécontente de la mise au pas, politique et militaire, des Palestiniens, actuellement en cours au Liban. Elle espère même que ne pas y être mêlée directement. En revanche, elle s'irrite de ne pas avoir son mot à dire dans le règlement qui est peut-être en cours au Liban sans l'Égypte. Aussi espère-t-elle faire entendre à ses hôtes libanais qu'une solution de leurs problèmes n'aura que plus de chance d'être durable si l'Égypte, comme tenu de son poids politique dans la région, lui apporte son appui.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le conflit israélo-arabe

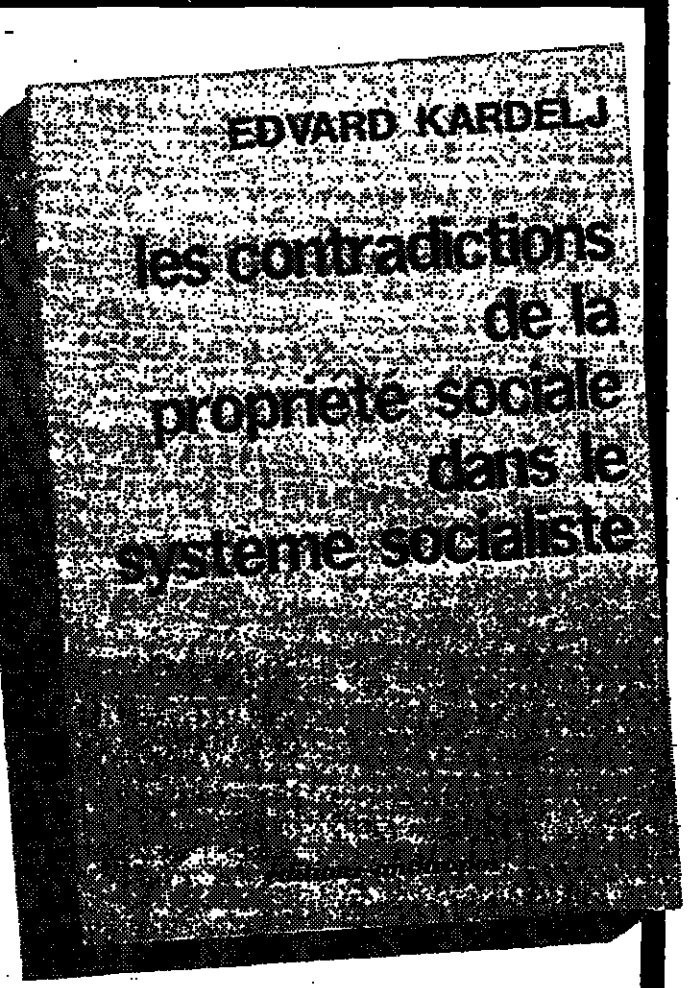
M. ALLON PRÉVOIT DANS LES PROCHAINS MOIS « DE NOUVEAUX EFFORTS EN VUE D'UN ACCORD DE PAIX »

M. Ygal Allon, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré, lundi 13 septembre, au club de presse de Jérusalem : « Je pense que, dans les prochains mois, nous pourrions avoir un accord de paix. (...) L'installation d'un nouveau gouvernement à la Maison Blanche faciliterait la reprise des négociations. (...) Les États arabes pourraient alors s'intéresser à de nouveaux efforts en vue d'un accord de paix. »

Des conversations pourraient avoir lieu à Genève, et Israël souhaite toujours que les États-Unis agissent en « hommes courtois », comme ils l'avaient fait pour les accords de désarmement avec l'Égypte et la Syrie après la guerre d'octobre 1973, à-t-il encore ajouté.

D'autre part, dans une interview à l'agence U.P.I., M. Abba Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré qu'il estimait le moment venu pour Israël de prendre des initiatives de paix, parce que les pays arabes sont désorganisés actuellement et ont, « pour la première fois, des préoccupations plus urgentes que la question israélo-arabe ». L'ancien ministre serait favorable à une reprise de la conférence de Genève. A son avis, Israël devrait, pour résoudre le problème de la Cisjordanie, accepter la participation à la conférence de Palestiniens modérés et de Jordaniens.

L'initiative que M. Eban suggère serait fondée sur le principe d'importantes concessions territoriales par Israël, mais dans le cadre d'une paix permanente. Dans ces conditions, il serait favorable à l'évacuation de la plus grande partie de la Cisjordanie, si la paix était assurée d'accords de démilitarisation. — (Reuter, U.P.I.)



Une œuvre capitale pour comprendre un système social qui entend réaliser le socialisme fondé sur l'autogestion.

Aux Editions Anthropos
12, av. du Maine
75014 Paris

220 pages
30 F

RES LA MO
victiques estime
maoïsme reste

iano invite
alogue

ONDE

PERIEURE
ETARIAT
ENT PRIVE
DE LIEGE

DIPLOMATIE

Les États-Unis s'opposent à l'admission du Vietnam à l'ONU

Les États-Unis opposeront leur veto à la demande d'admission du Vietnam aux Nations unies, a annoncé lundi 13 septembre, le représentant des États-Unis à l'Organisation mondiale, M. Scranton, qui venait d'être reçu par M. Ford. Le débat doit avoir lieu mardi au Conseil de sécurité.

M. Scranton a déclaré que cette décision était fondée essentiellement sur le refus du Vietnam de fournir à Washington les renseignements que celui-ci lui a demandés depuis la fin de la guerre au sujet des Américains disparus pendant les hostilités. Il a ajouté que les renseignements récemment donnés par Hanoi au sujet de douze militaires disparus avaient été de « peu d'utilité » et que, en refusant de fournir des informations sur le sort de plusieurs centaines d'hommes, les Vietnamiens « infligent un traitement brutal et inhumain » aux familles. M. Scranton a affirmé que deux critères doivent être réunis par un pays qui veut devenir membre de l'ONU : il doit être « pacifique » et avoir « une attitude humaine ». Le veto américain, a-t-il dit aussi, n'est en rien motivé par des considérations politiques, électorales en particulier.

Peu de temps avant les déclarations de M. Scranton, le ministre des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam a révéillé qu'il avait proposé le 27 août aux États-Unis d'avoir des contacts officiels directs afin de régler les différends entre les deux pays. Dans une déclaration accompagnant la publication de sa correspondance avec le département d'État, le ministre indi-

que que cette proposition visait à relancer une offre qui lui avait été faite le 26 mars 1976 par M. Kissinger.

Le secrétaire d'État américain avait alors écrit, selon le texte publié à Hanoi : « Je crois que l'intérêt de la paix et de la sécurité est de mettre le passé derrière nous et de développer les bases de nouvelles relations entre les deux pays. Nous sommes prêts à ouvrir des négociations avec votre gouvernement pour la réalisation de cet objectif ».

Depuis cette lettre du 26 mars, ajoute le ministre des Affaires étrangères, les deux pays ont échangé, « chacun de son côté, trois lettres ou notes ».

Selon le ministre, le Vietnam a fait savoir le 27 août que son représentant était prêt à avoir des contacts officiels avec la partie américaine. « Mais, jusqu'à présent, la partie américaine n'a pas encore répondu à cette lettre de la partie vietnamienne ». La partie vietnamienne, précise-t-on à Hanoi, avait proposé aux États-Unis une rencontre à Paris, au niveau des conseillers d'ambassade, en dehors des ambassades, et dans des lieux alternatifs de leur choix.

Rappelant que, le 6 septembre, l'ambassade du Vietnam à Paris a fait parvenir aux Américains une liste de douze pilotes disparus, « ce qui était un geste de bonne volonté », le ministre s'étonne d'avant l'application de l'article 8 des accords de Paris (il concerne les soldats disparus), sans se soucier de l'article 21 (« punition des blessures de guerre »), ce qui est « une attitude arrogante, contraire à la raison et au droit international ». On rappelle à Hanoi que le premier ministre, M. Pham Van Dong, a la conférence des pays non alignés de Colombo : « La mise en application de l'article 21 des accords de Paris est pour les États-Unis, une question d'honneur que l'on ne peut pas éluder ».

En raison de l'état de santé du président Tito

LE VOYAGE À BELGRADE DE LA REINE DU DANEMARK EST AJOURNÉ

Belgrade (A.F.P.). — La visite officielle que la reine Margrète du Danemark devait faire en Yougoslavie du 26 septembre au 2 octobre a été reportée à une date ultérieure en raison de l'état de santé du président de la République, M. Josip Broz Tito. M. Tito, 72 ans, souffrant d'une maladie hépatique, a été admis à l'hôpital de Belgrade. M. Milos Milutinovic, secrétaire yougoslave aux affaires étrangères, a prié l'ambassadeur du Danemark d'en informer la souveraine et de lui transmettre un « message amical » du président Tito.

Le maréchal Tito a commencé à suivre un traitement à sa résidence de Belgrade, ainsi que d'autres communiqués qui ne précisent pas la nature de la maladie hépatique du chef de l'État. Il est précisé qu'il ne sera pas publié de bulletin de santé quotidien.

● M. Adam Kodjo, ministre des affaires étrangères du Togo, reçu lundi 13 septembre, pendant une demi-heure, par M. Giscard d'Estaing.

Libye

DES CARTES OFFICIELLES COMPORTERAIENT UNE MODIFICATION DES FRONTIÈRES MÉRIDIENNALES

Selon l'agence A.P., des cartes officielles qui viennent d'être publiées à Tripoli par la section information du ministère des Affaires étrangères comporteraient une modification des frontières méridionales de la Libye avec le Tchad, le Niger et l'Algérie. La frontière libyenne serait portée plus au sud de manière à englober au total 135 200 kilomètres carrés, dont 96 200 au dépend du Tchad, 19 500 au dépend du Niger, et une surface équivalente aux dépens de l'Algérie.

Toutefois aucune protestation officielle n'a encore été élevée par les trois pays concernés. Toutefois, selon A.P., le premier ministre libyen, le commandant Jalloud, a démenti au cours d'une conférence de presse la semaine dernière que son gouvernement ait autorisé des tentatives dans les zones frontalières.

Les tentatives en question pourraient recréer des gisements de fer, d'uranium et de phosphates.

AFRIQUE

M. KISSINGER COMMENCE SA MISSION EN AFRIQUE AUSTRALE

Après avoir passé la nuit du lundi 13 au mardi 14 septembre à Zurich, M. Henry Kissinger était attendu mardi soir à Durban, capitale de la Tanzanie, où il commence une tournée africaine qui le conduira ensuite à Lusaka, capitale de la Zambie, puis, en fin de semaine, à Pretoria.

Le président Gerald Ford avait souhaité lundi matin « bonne chance » au secrétaire d'État américain avant son départ.

Ce dernier, qui pourrait rester deux semaines sur le continent africain, est accompagné de sept de ses principaux adjoints, dont M. William Rogers, sous-secrétaire d'État pour les affaires économiques, et de sept journalistes.

D'autre part, le gouvernement britannique a envoyé en Afrique australe un haut fonctionnaire, M. Richard Samuel,

qui sera chargé d'assurer la liaison avec M. Kissinger pendant son séjour dans la région.

Enfin, M. Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a déclaré, lundi, dans une interview à la télévision ouest-allemande, qu'en cas d'échec de la nouvelle mission de M. Kissinger, la lutte des Africains se poursuivrait au besoin avec l'aide militaire des pays communistes.

La grève est largement suivie dans les banlieues noires de Johannesburg

Johannesburg. — Des révoltes lycéennes, une grève largement suivie par les travailleurs de Soweto et d'Alexandria (principales banlieues de Johannesburg) — M. John Vorster aurait pu rêver d'une situation intérieure plus calme pour le dixième anniversaire de son accession à la tête du gouvernement. C'est en effet le 13 septembre 1966 que M. Balthazar Johannes Vorster, alors ministre de la police et de la justice, a succédé au premier ministre, M. Hendrik Verwoerd, assassiné une semaine auparavant. Il avait alors cinquante ans et venait de se faire remarquer par la création d'un « Sabotage Act », permettant la détention, sans inculpation, pendant plusieurs mois.

Souvent comparé par la presse à un sphynx, M. Vorster s'est vu reprocher par l'opposition libérale sa rigidité et son obstination dans la politique d'apartheid. Théoricien par son prédécesseur, mais renforcé par son propre gouvernement guidé par sa haine farouche du communisme et par sa conviction intime que rien de bon ne pouvait sortir des mélanges raciaux, il a cherché par ses ministres une trame compliquée et serrée d'interdictions et de lois

qui permettent des arrestations sans inculpation pour une période indéfinie.

Sans politique extérieure, il fait, en revanche, figure de libéral aux yeux de ses propres Sud-Africains. Toujours modéré par la lutte de pouvoir, il a toujours été un homme d'ordre, mais aussi par son désir de voir son pays intégré au continent. Il a, dès 1970, inauguré une politique d'ouverture et de rapprochement avec d'autres pays africains, tels que la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Sénégal. Une initiative compromise, en 1974, par l'engagement de sa police à tuer des milliers de combattants de la lutte armée de l'UNITA dans le conflit angolais.

Bien qu'il ne cesse de le nier, M. Vorster doit aujourd'hui faire face à une crise intérieure grave. Depuis trois mois, d'abord à Soweto, puis dans presque toutes les grandes villes du pays (seul l'État libre d'Orange a été en grande partie épargné), des lycéens et étudiants noirs se révoltent. Leurs manifestations, d'abord pacifiques, dégénèrent en affrontements violents avec les forces de police qui, la plupart du temps, n'hésitent pas à tirer. Malgré plusieurs centaines de morts, des milliers de blessés et d'arrestations, les révoltes continuent. Elles ont même gagné une province considérée par les Blancs comme un « ultime refuge », celle du Cap, et les mépris y ont progressivement participé.

Si l'enseignement de l'Afriqueans et un refus de l'éducation « pour Noirs » ont été à l'origine de la première vague de manifestations, l'abolition de la politique d'apartheid, et en particulier, en août dernier, comme étant au centre des revendications lycéennes.

Persuadés que, sans l'aide de leurs parents, leur mouvement serait voué à l'échec, les jeunes manifestants ont organisé, du 23 au 25 août, une grève dans la région de Johannesburg, suivie par 30 000 des travailleurs de Soweto. Depuis lundi 13 septembre, et jusqu'au 15, les lycéens demandent à nouveau aux adultes de ne pas se rendre au travail. Ils ont aussi demandé à leurs employés de Soweto, mais aussi cette fois d'Alexandria, ont suivi le mot d'ordre.

Sur leurs tracts, rédigés en anglais, soulignent les lycéens que leur mouvement serait voué à l'échec, les jeunes manifestants ont organisé, du 23 au 25 août, une grève dans la région de Johannesburg, suivie par 30 000 des travailleurs de Soweto. Depuis lundi 13 septembre, et jusqu'au 15, les lycéens demandent à nouveau aux adultes de ne pas se rendre au travail. Ils ont aussi demandé à leurs employés de Soweto, mais aussi cette fois d'Alexandria, ont suivi le mot d'ordre.

Sur leurs tracts, rédigés en anglais, soulignent les lycéens que leur mouvement serait voué à l'échec, les jeunes manifestants ont organisé, du 23 au 25 août, une grève dans la région de Johannesburg, suivie par 30 000 des travailleurs de Soweto. Depuis lundi 13 septembre, et jusqu'au 15, les lycéens demandent à nouveau aux adultes de ne pas se rendre au travail. Ils ont aussi demandé à leurs employés de Soweto, mais aussi cette fois d'Alexandria, ont suivi le mot d'ordre.

Sur leurs tracts, rédigés en anglais, soulignent les lycéens que leur mouvement serait voué à l'échec, les jeunes manifestants ont organisé, du 23 au 25 août, une grève dans la région de Johannesburg, suivie par 30 000 des travailleurs de Soweto. Depuis lundi 13 septembre, et jusqu'au 15, les lycéens demandent à nouveau aux adultes de ne pas se rendre au travail. Ils ont aussi demandé à leurs employés de Soweto, mais aussi cette fois d'Alexandria, ont suivi le mot d'ordre.

Les entretiens Vorster-Smith

C'est dans ce climat intérieur tendu que M. Vorster devait rencontrer, ce mardi 14 septembre, M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, et qu'il accueillera, du 17 au 19 septembre, M. Henry Kissinger.

Le premier ministre sud-africain



CHRISTIANE CHOMBEAU.

Guinée

La laborieuse réconciliation entre Paris et Conakry

M. Seydou Keita, ambassadeur de la République de Guinée en France, doit remettre, mercredi 15 septembre, à M. Giscard d'Estaing, un message personnel du président Sekou Touré. Ce texte est une réponse au message que le président de la République avait adressé au chef de l'État guinéen le 19 août dernier.

Les relations franco-guinéennes sont, en principe, normales depuis le 14 juillet 1975, date à laquelle un communiqué commun a officiellement été publié à Paris et à Conakry, tandis que dix-huit ressortissants français, arrêtés pour complot, étaient remis en liberté par M. Sekou Touré. Cependant, depuis qu'en janvier dernier les deux pays ont procédé à un échange d'ambassadeurs, le dialogue reste difficile entre les deux capitales.

Les six cents Français qui vivent actuellement en Guinée avaient pourtant accueilli avec soulagement l'annonce de la venue à Conakry de M. André Lewin, nouvel ambassadeur de France (le poste était resté fermé plus de dix années, les Italiens assurant la défense des intérêts français). Depuis lors, non seulement les sociétés installées en territoire guinéen, comme Pechiney ou U.T.A., ont pu poursuivre leurs activités, mais de nouveaux liens ont été établis en un an : signature d'un contrat avec Renault-Saviem pour l'achat de cinq cents camions, de tracteurs, d'autobus, etc.; accord avec la société Francorail pour la réfection de la voie ferrée reliant Conakry à Kankan; prise de participation de 4 % dans le capital de la société minière Miferqui-Nimba par les groupes Usinor et Solmer; conclusion de contrats avec Berliet, etc.

D'autre part, les partisans du rapprochement franco-guinéen ont noté avec satisfaction, pendant plusieurs mois, que M. Sekou Touré s'était abstenu de critiquer la politique française en Afrique. Ni l'attitude ambiguë adoptée par le gouvernement de M. Chirac à l'égard de l'Angola, ni le problème de Mayotte, ni la vente de centrales nucléaires françaises à la République Sud-Africaine, n'ont donné lieu à polémique.

Cependant, depuis quelques semaines, le président de la République de Guinée a repris ses attaques contre la France et certains de ses partisans africains.

La récente dénonciation à Conakry du « racisme peuhl » (le Monde du 25 août) pour expliquer la nouvelle attitude de méfiance de M. Sekou Touré. Après l'arrestation pour complot de M. Diallo Teï, ancien secrétaire général de l'O.U.A., le président guinéen n'a pas hésité à lancer l'anathème contre l'ethnie peuhl, dont fait partie M. Teï. Or les Peuhls du Fouta-Djallon furent parmi les rases guinéens à voter pour l'entrée de leur pays au sein de la communauté franco-africaine, lors du référendum de septembre 1968, choix qui ne leur a jamais été pardonné par les dirigeants de Conakry.

Le fait que la France continue d'accorder asile à des réfugiés politiques guinéens irrite au plus haut point M. Sekou Touré, qui n'a pas non plus obtenu de la Côte d'Ivoire et du Sénégal que les exilés guinéens soient extradés pour lui être livrés. Le président de la République guinéenne est d'ailleurs persuadé que, sous couvert de sentiments humanitaires, certains Français hostiles à son régime aident clandestinement les réfugiés politiques à poursuivre une action subversive contre lui. Toutefois, le changement de premier ministre à Paris a été bien accueilli par les dirigeants de Conakry, qui estiment que, contrairement à M. Chirac, dont ils soupçonnent les amis d'apporter une aide active aux opposants guinéens (2), M. Raymond Barre adoptera une attitude compréhensive à leur égard.

PHILIPPE DÉCRÈNE.

(1) Notamment dans *Voix d'Afrique* de septembre.

(2) Le Monde du 31 août.

AMÉRIQUES

Argentine

DEUX DIRIGEANTS DU PARTI RADICAL SONT ASSASSINÉS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Deux dirigeants du parti radical (U.C.R.), tous deux avocats MM. Sergio Karakachoff et Domingo Terruggi, ont été découverts assassinés le 12 septembre. Les deux hommes avaient disparu l'avant-veille. Deux autres leaders de l'U.C.R., les anciens parlementaires Solari, Drigoyan et Abel Amaya, qui avaient été enlevés, puis retrouvés le 30 août par la police, sont toujours détenus par les autorités de Bahin-Bianca, à 800 kilomètres au sud de la capitale.

D'autre part, le gouvernement militaire a interdit, le 13 septembre, la circulation des publications antijuives éditées depuis quelque temps en Argentine par des groupes pro-nazis. Cette décision a été prise à la demande de la communauté juive du pays. Avec environ six cent mille représentants, celle-ci est l'une des plus importantes du monde. Récemment, des magasins tenus par des Juifs avaient été pris pour cibles par des tireurs, et des synagogues avaient été plastiquées.

Enfin, trois policiers sont morts le 13 septembre en Argentine. Deux ont succombé aux blessures qu'ils avaient reçues lors de l'attentat à la dynamite commis la veille à Rosario contre un car des forces de l'ordre, et qui avait fait deux morts. Un troisième a été tué par des inconnus dans la banlieue de Buenos-Aires. En six mois, quatre-vingt-cinq policiers ont été tués quinze au cours d'affrontements, les autres victimes d'attentats. Le 2 juillet dernier, une bombe placée dans le

réfectoire du siège central de la police fédérale à Buenos-Aires avait fait vingt et un morts et une soixantaine de blessés. Déjà, le 18 juin, le général Cesario Carmona, chef de la police fédérale, avait été tué à son domicile par un engin explosif. Dans les deux cas, les moniteurs, organisation péroniste d'extrême gauche, avaient revendiqué l'action.

M. Cheatham a déclaré, lundi 12 septembre, devant la sous-commission sénatoriale pour les sociétés multinationales qu'il avait demandé en 1973 à la Maison Blanche d'intervenir en faveur de sa firme pour la vente au Japon d'un système de surveillance E2-C. M. Nixon devait rencontrer quelques mois plus tard le premier ministre japonais d'alors, M. Tanaka.

Selon M. Cheatham, un adjoint du président pour les ventes internationales, M. Richard Allen, lui avait alors fait entendre qu'une intervention de la Maison Blanche « valait environ un million de dollars ». L'ancien responsable de Grumman a précédemment versé la sous-commission qu'apparemment aucune contribution n'avait finalement été faite à la campagne du président.

En revanche, l'actuel président de la société Grumman, M. Joseph Carvin, a reconnu devant la même sous-commission, présidée par le sénateur Frank Church, que lors de la négociation pour la vente à l'armée de quatre-vingt avions de type F-14, sa firme, en compétition pour ce contrat avec la société McDonnell-Douglas, avait « retenu les services » d'un bureau d'affaires « généralement

Etats-Unis

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN SE PROPOSE DE SÉVIR CONTRE LES FIRMES ÉTRANGÈRES QUI VERSENT DES POTS-DE-VIN

Washington (A.F.P.). — Un ancien président de la société aéronautique Grumman International, M. Thomas Cheatham, a accusé Grumman d'avoir versé un million de dollars au comité pour la réélection du président Richard Nixon en 1972, en échange des bons offices de la Maison Blanche dans un marché avec le Japon.

M. Cheatham a déclaré, lundi 12 septembre, devant la sous-commission sénatoriale pour les sociétés multinationales qu'il avait demandé en 1973 à la Maison Blanche d'intervenir en faveur de sa firme pour la vente au Japon d'un système de surveillance E2-C. M. Nixon devait rencontrer quelques mois plus tard le premier ministre japonais d'alors, M. Tanaka.

Selon M. Cheatham, un adjoint du président pour les ventes internationales, M. Richard Allen, lui avait alors fait entendre qu'une intervention de la Maison Blanche « valait environ un million de dollars ». L'ancien responsable de Grumman a précédemment versé la sous-commission qu'apparemment aucune contribution n'avait finalement été faite à la campagne du président.

En revanche, l'actuel président de la société Grumman, M. Joseph Carvin, a reconnu devant la même sous-commission, présidée par le sénateur Frank Church, que lors de la négociation pour la vente à l'armée de quatre-vingt avions de type F-14, sa firme, en compétition pour ce contrat avec la société McDonnell-Douglas, avait « retenu les services » d'un bureau d'affaires « généralement

bien renseigné », le cabinet dirigé par M. Parvis Levi, qui reçut 3,1 millions de dollars en 1975. Déjà par les « informations » de M. Levi, Grumman avait obtenu le cabinet Shabam un « contrat de représentation » d'un montant de 2,5 millions de dollars. Par la suite, ce contrat fut annulé.

D'autre part, le président de la commission des opérations en Bourse américaines (SEC), M. Roderick Hills, qui a pu démentir les sous peines de sanctions, la confession volontaire de tout acte de corruption à l'intérieur ou à l'extérieur des États-Unis commis par des sociétés étrangères, a annoncé le 13 septembre que le gouvernement américain pourrait prendre d'ici un an des mesures destinées à lutter contre les sociétés étrangères qui pratiquent le versement de pots-de-vin.

Il est évident que dans le monde entier des sommes considérables sont consacrées par les sociétés à des versements illégaux, a-t-il ajouté devant les journalistes. M. Hills a souligné que les sociétés étrangères ne tentent actuellement un terme à ces pratiques à l'étranger, et qu'en conséquence il est important que les sociétés étrangères en fassent la déclaration. Le gouvernement américain envisagerait d'agir en recourant à toute une gamme de démarches allant de la discrète démonstration diplomatique à des restrictions frappant l'importation de la production de sociétés étrangères convaincues d'avoir emporté des contrats moyennant finances.

bonne nuit !

ÉPÉDA

MATÉLAS EN SOMMIERS EN ENSEMBLES au nouveau centre

CAPÉLOU

37, av. de la République - (117) Méro Permetteur 337-46-35 livraison très rapide

150

EUROPE

Tchécoslovaquie

Un ancien dirigeant du P.C. critique sévèrement le régime

Prague (A.P.P.). — L'un des principaux protagonistes du « printemps de Prague », M. Zdeněk Mlýnar, qui fut brièvement membre du présidium du P.C. tchécoslovaque et secrétaire du comité central en 1968, vient de sortir de son silence pour dresser un réquisitoire sévère contre le régime tchécoslovaque. Dans une lettre ouverte adressée aux plus hautes instances du parti et de l'Etat ainsi qu'à la presse et aux correspondants étrangers à Prague, M. Mlýnar analyse les raisons qui poussent certains jeunes à trouver refuge dans la « contre-culture ».

Pour lui, les poursuites engagées récemment contre des jeunes musiciens de deux orchestres de rock pour « usage de cocaïne » visent en réalité « à manipuler et à faire taire des jeunes qui refusent de se plier aux critères officiels sur la façon de mener sa vie, ses loisirs, et d'apprécier ses valeurs personnelles et celles de la société. Tous ceux qui connaissent notre système politique savent que la justice et la police n'agissent jamais seules. De pareilles décisions sont toujours l'objet de discussions politiques à des échelons variés des organes de l'Etat et du parti ».

Après avoir souligné que les remises en cause sont fréquentes dans les sociétés industrielles modernes, M. Mlýnar écrit : « Je pense que dans notre société il existe de nombreux facteurs concrets favorisant ces tentatives de rejet, chez tous ceux qui refusent le mensonge et la dupé-

rie », car « en dépit des assurances du contraire, il est de fait que le mensonge et la duperie sont aujourd'hui honorés dans notre société ». Pour lui, le meilleur exemple de cette duplicité est l'interprétation officielle des événements de 1968.

Aujourd'hui, poursuit M. Mlýnar, « le chemin du succès officiel passe par le cynisme et la faculté de rejeter tout ce qui n'a pas la faveur du pouvoir officiel ». Pour lui, seul un régime combattant ces tentatives et rendant la liberté d'expression pourrait réconcilier la jeunesse avec la société. Il se félicite que de « nombreuses forces progressistes de gauche » à l'étranger, et notamment le P.C. italien, aient pris la défense des jeunes musiciens arrêtés en Tchécoslovaquie et il évoque l'intérêt de ses concitoyens pour les positions du P.C. « face à toute une série de problèmes concernant le développement de la démocratie politique et des droits de l'homme dans le socialisme ».

Grande-Bretagne

● **ERRATUM.** — Dans la biographie du nouveau ministre de l'Intérieur britannique, M. Merlyn Rees (*Le Monde* des 12 et 13 septembre), nous avons indiqué par erreur que l'ancien secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord était âgé de quarante-six ans. Le remplaçant de M. Roy Jenkins est, en fait, né en 1929.

Le P.S.U. estime que la gauche ne pourra gouverner si M. Giscard d'Estaing reste à l'Élysée

M. Michel Mouzel, membre du secrétariat national du P.S.U., a rendu compte lundi 13 septembre, au cours d'une conférence de presse, des travaux de la direction politique nationale de son parti. Celui-ci a notamment adopté une motion qui affirme : « Le gouvernement Barre, sous couvert de lutter contre l'inflation, entend mener une politique d'austérité renforcée, s'appuyant sur une pseudo-consolidation. Cette politique, au détriment de ceux qui, à gauche, souhaitent son succès partiel, est promise aux mêmes échecs que celle de Chirac-Foucault et se traduira par une aggravation de l'autoritarisme et de la répression ».

Le P.S.U. souhaite faire de sa campagne contre l'austérité un objectif essentiel et soumettre aux partis de gauche et aux syndicats un ensemble de cinq propositions, comportant notamment le refus de tout impôt nouveau sur les revenus des travailleurs, la revendication commune d'un SMIC à 3 000 francs et « la lutte contre les privilèges fiscaux de la bourgeoisie ».

Les socialistes unifiés comptent, d'autre part, renforcer leurs liens avec les petits signataires du programme commun, s'agissant, en particulier, de la préparation des élections municipales, auxquelles sera consacré le conseil national des 12 et 13 octobre prochains. Ils souhaitent que leurs candidats figurent sur des listes uniques d'union de la gauche : les premiers contacts établis entre fédérations départementales ou entre sections, sont jugés « encourageants » par la direction du P.S.U.

A propos des élections législatives de 1978, M. Michel Mouzel a déclaré : « Il faut que la gauche dise clairement qu'il ne lui sera pas possible de traduire au niveau gouvernemental sa victoire électorale si Giscard d'Estaing reste à son poste. (...) On croit rassurer les électeurs en leur promettant le contraire ; mais ce qui serait réellement rassurant, ce serait de dire franchement que l'Assemblée élue en 1978 devra avoir des pouvoirs constituants, au moins partiellement, pour mettre sur pied un mécanisme institutionnel qui débouche la situation actuelle. L'argumentation faussement rassurante de la gauche se retournerait contre elle si elle persistait à la développer ».

La déclaration de la D.P.N. affirme de son côté que, « pour la gauche, accepter de gouverner sous la présidence de Giscard d'Estaing, ce serait capituler ».

Enfin, M. Mouzel a estimé que les états généraux pour l'auto-gestion socialiste, réunis au début de l'été à Malakoff par le P.S.U. (le *Monde* du 6 juillet), « ont rencontré un excellent écho dans les fédérations et ont ouvert la voie à de nouveaux contacts ».

POLITIQUE

En Polynésie

M. Sanford est réélu député avec 55,74 % des suffrages exprimés

Francis Sanford, candidat du Front uni pour l'autonomie interne (F.U.A.), a été réélu député de la Polynésie française des le premier tour de scrutin avec 55,74 % des suffrages exprimés, soit 22 447 voix, contre 34,46 % (13 579 voix) à son principal adversaire, M. Gaston Flosse, candidat du Mouvement contre l'indépendance. M. Charles Taufa obtient 7,22 %, M. Charles Ching (candidat du Parti de l'indépendance) 1,69 %, et Eritia Tefaan 0,83 %. A Paris, M. Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 14 septembre, un conseil restreint consacré aux problèmes du Pacifique.

De notre envoyé spécial

Papeete. — L'ampleur du succès du député sortant a surpris, mais sa réélection était attendue. Depuis vingt-cinq ans, la Polynésie a toujours élu un député autonomiste : M. Fonavanua en 1951 et 1956, M. Marcel A. Oopa en 1960, John Tealiki (aujourd'hui suppléant du député) en 1962, et Sanford depuis 1967. En donnant sa démission et en se faisant réélire, M. Sanford voulait souligner la volonté des Polynésiens d'obtenir l'autonomie interne.

Pour le député, le scrutin du 12 septembre a bien valeur de référendum : « Pourquoi le gouvernement se dérobe-t-il toujours ? Nous n'avons pas d'autre choix que de provoquer nous-mêmes un référendum que l'on nous refusait », nous a-t-il déclaré.

A l'issue du scrutin, le gouverneur Charles Schmitt a relevé que 35,83 % des électeurs inscrits ont voté pour M. Sanford. De plus, le député n'aurait pas la majorité de 60 % des voix qu'il se promettait d'obtenir. Il est vrai que le nombre des abstentions est élevé, mais il s'agit d'une élection partielle, et non d'élections générales.

En outre, M. Sanford a progressé sensiblement par rapport au scrutin de 1973, alors que son rival perd environ 1 % des suffrages qu'il avait alors obtenus. De plus, à Pirae, dont il est le maire, M. Gaston Flosse perd 2 % et M. Francis Sanford gagne 6 %.

Aux Tuamotu-Gambier, chef traditionnel de l'Union tahitienne (U.T.-U.D.R.), que préside M. Gaston Flosse, M. Francis Sanford arrive pour la première fois en tête au premier tour avec plus de la moitié des suffrages. Enfin et surtout, tous les candidats ont plaidé pour l'autonomie, « autonomie interne » pour M. Francis Sanford et Charles Taufa, « autonomie de gestion » pour M. Gaston Flosse, chacun refusant avec la même fermeté la départementalisation que l'on soupçonne le gouvernement de vouloir imposer.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Le refus de l'indépendance

De même, chacun des trois principaux candidats a confirmé son refus de l'indépendance : M. Gaston Flosse a fait campagne contre l'indépendance ; M. Charles Taufa avait pour slogan « autonomie et Français toujours » ; M. Francis Sanford a réaffirmé que, pour lui, « l'autonomie interne sera une école de responsabilité pour la jeunesse qui, alors, comprendra l'absurdité de vouloir se séparer de la France ».

Quant au candidat du parti de l'indépendance, M. Charles Ching, il a recueilli 823 voix. Peut-on pour autant, comme le fait le gouverneur Charles Schmitt, affirmer que « 98,3 % des élec-

MAISON DU DAIM
11, RUE AUBER
OPERA 91-35

le Cuir la Peau
VESTES-BLOUSONS MANTEAUX
HOMME - FEMME

Les hommes N°1 en Europe ne perdent pas de temps quand ils louent une voiture.

Vérifiez-le en adhérant au Hertz N°1 Club.



Les membres du Hertz N°1 Club* gagnent du temps en louant une voiture. Pourquoi pas vous ?

En tant que membre du Hertz N°1 Club, vous appelez avant de partir le numéro qui se trouve en bas de cette page, votre Agence Hertz la plus proche ou votre Agent de Voyages. A votre arrivée à n'importe quel comptoir Hertz d'Europe ou d'Amérique du Nord, votre voiture vous attend. Tout ce que vous avez à faire c'est montrer votre permis de conduire et votre carte de crédit, signer... et prendre le volant.

Pas d'attente. Pas de contrat de location à remplir. Nous l'avons déjà établi pour vous d'après votre fiche d'inscription au Club.

La voiture qui vous attend est une Ford Granada ou tout autre grande marque. Fin prête, entièrement contrôlée, nettoyée et vidangée, elle fera en douceur autant de kilomètres que vous voudrez.

Si cela paraît simple, c'est parce que c'est simple. C'est pourquoi depuis les trois dernières années, dans le monde entier, plus d'un million et demi d'hommes d'affaires ont adhéré au Hertz N°1 Club.

Pas de recommandation spéciale. Pas de cotisation. Et le plus important de tout, pas d'attente. Alors n'attendez pas plus longtemps.

Demandez dès maintenant votre formulaire d'inscription à n'importe quel comptoir Hertz.

Où, la prochaine fois que vous louerez une voiture Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera ensuite automatiquement. * en Allemagne, Hertz VIP Club.



Hertz N°1 Club.
788.51.51

TÉLÉPHONEZ, SIGNEZ, ET PRENEZ LE VOLANT.

Lumoprint

Les photocopieurs solides, fiables, rentables.
3 qualités allemandes.

LX 4: l'un des modèles de la gamme Lumoprint. 30 copies/minute sur papier normal. Un rendement exceptionnel.

Documentation sur demande à :
Lumoprint France S.A.
6/8 rue du 4-Septembre, 92130 Issy-les-Moulineaux.
Tél. 645.27.91

POLITIQUE

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PREMIER MINISTRE

M. Barre: l'important est que nous entreprenions une action continue et globale

Voici le texte de l'interview accordée lundi 13 septembre par M. Raymond Barre à TF 1 et à Antenne 2.

Question. — « Monsieur le premier ministre, vous venez donc de consacrer, pendant une semaine, l'ensemble des partenaires sociaux. Alors, comment se sont déroulés ces entretiens ? Quel bilan en tirez-vous ? »

M. RAYMOND BARRE. — Ces entretiens se sont déroulés dans de très bonnes conditions. Je souhaite recevoir les organisations professionnelles et syndicales. Elles m'ont présenté des avis et des suggestions. J'ai constaté que toutes étaient conscientes de la nécessité d'engager une action pour lutter contre la hausse des prix. Bien entendu, chacune d'entre elles a une certaine vision du problème mais il appartient au gouvernement d'arrêter une politique pour l'ensemble de la France. La réalité française est diverse. Je m'en suis bien rendu compte. Il faut donc que la politique menée contre l'inflation tienne compte de la diversité des situations.

Q. — Monsieur le premier ministre, je sais bien que vous ne voulez pas nous faire beaucoup de confidences mais tout de même, il y a un certain nombre de rumeurs qui ont filtré. On a dit, par exemple, que vous vouliez toucher à la politique contractuelle, que vous vouliez toucher à la loi Royer.

M. BARRE. — Je suis très étonné de lire chaque jour de l'apprendre chaque jour ce que je vais faire de peur, vous dire qu'aucune décision n'a été arrêtée mais sur les deux points précis que vous avez évoqués je voudrais être clair. En ce qui concerne la politique contractuelle, je considère qu'elle est un facteur essentiel de progrès dans les relations sociales et je trouve que dans un pays comme la France, la politique contractuelle exprime à la fois le goût du dialogue, de la concertation et permet à chacun d'exercer son sens des responsabilités. J'ai dit que le gouvernement était attaché au principe

de la politique contractuelle. J'ai dit que tous les contrats qui avaient été signés dans le secteur public pour 1976 seraient intégralement respectés. J'ai dit d'autre part que la politique contractuelle ne devait pas être considérée comme une manœuvre d'année en année permet une surenchère par rapport aux mesures arrêtées l'année précédente. La politique contractuelle doit tenir compte des conditions générales de l'économie et de la situation particulière des secteurs dans lesquels des discussions sont ouvertes et peuvent aboutir. Je crois que c'est dans cet esprit que nous devons en 1977 et dans les années à venir poursuivre l'effort entrepris en matière de politique contractuelle, effort auquel certaines organisations syndicales ont apporté un concours loyal et efficace.

Q. — Concernant la loi Royer, est-ce que vous allez y toucher également comme on l'a dit ?

M. BARRE. — Non, cela était aussi une rumeur. Je crois que la loi Royer a été largement acceptée par les milieux socio-professionnels. Auxquels elle s'adresse et qu'elle peut être un instrument de transformation des structures dans certains secteurs de l'économie française où une évolution est nécessaire. Pourquoi la modifier ?

Q. — Monsieur le premier ministre, il vous reste neuf jours — et c'est peut-être bien court — pour mettre au point définitivement votre plan anti-inflation. Alors, comment allez-vous travailler ? Allez-vous le faire, comme on l'a dit, avec des hauts fonctionnaires — on a même parlé d'un groupe de cinq experts, ou allez-vous le faire en consultant de nouveau ?

M. BARRE. — Ce sont également les bruits et rumeurs multiples que j'ai entendus. En fait, je travaillerai comme je l'ai fait depuis le début, c'est-à-dire avec mes collaborateurs immédiats, avec les fonctionnaires compétents du ministère des finances car je dois m'entourer de beaucoup d'avis et de suggestions. Cette semaine sera consacrée à la préparation du projet de loi de finances pour 1977, c'est-à-dire

la loi de finances rectificative pour 1976. Il faut bien distinguer ces deux problèmes : en 1976, il y a un budget qui est en cours d'exécution ; il y a eu de nouvelles dépenses, par exemple les dépenses qui interviennent pour l'aide aux agriculteurs — ce ne sont pas les seules — et il y a des moyens de financement à trouver si nous voulons que le financement soit assuré dans le cadre d'une politique budgétaire et financière sérieuse. Il conviendra donc d'établir la loi de finances rectificative pour 1976. Il était prévu que ceci serait fait au conseil des ministres du 29 septembre. La raison en était simple, c'est que la

commission des comptes de l'agriculture, qui doit fixer l'évolution du revenu agricole, ne pouvait se réunir que le 21 septembre. Or j'ai pu obtenir que la commission interne se réunisse le 14 septembre, ce qui me permettra, le 23 septembre, de saisir le conseil des ministres. Au cours de ce même conseil des ministres, je présenterai la loi de finances pour 1977, c'est-à-dire le projet de budget pour l'année prochaine accompagné des mesures de politique économique qui définiront le programme de lutte contre l'inflation. Je tiendrai donc le calendrier que, dès le départ, avec l'accord du président de la République, je m'étais fixé.

La France est un pays calme

Q. — Est-ce qu'il n'y a quand même pas une petite contradiction entre le fait que vous annoncez les mesures du 29 ou 32 septembre et le fait que vous déclarez qu'il n'y a pas le feu dans la maison ? Vous semblez assez optimiste et un des vôtres Français à l'étranger en est étonné.

M. BARRE. — Je n'ai jamais pratiqué un optimisme béat. Je sais qu'on aime dans ce pays où dans certains milieux, commenter indéfiniment ce que l'on appelle « les petites phrases ». J'ai dit qu'il n'y avait pas le feu dans la maison. Mais regardez la France. C'est un pays calme ; elle a des problèmes. Ce sont des problèmes sérieux. J'ai dit qu'il y avait des aspects préoccupants de la situation et je n'ai pas caché, notamment à mes interlocuteurs, que des mesures sérieuses et qu'un effort déterminé devraient intervenir. De là à affoler ou à prendre des mesures improvisées spectaculaires, il y a une marge. Quant à moi, je cherche à faire des actions brillantes et spectaculaires qui se traduisent par une réduction temporaire du rythme d'inflation et qui, ensuite, conduisent à la condition de l'inflation. Ce qui me paraît important, c'est que nous entreprenions une action continue et globale qui puisse apporter des résultats durables en matière de hausse des prix. Voilà quelle est la position que j'ai, et j'espère qu'elle est comprise.

Q. — Monsieur Barre, les Français, si l'on en croit les derniers sondages, semblent prêts à accepter des mesures d'austérité. Mais ils ne veulent pas que l'État intervienne pour leur faire des cadeaux. Comment allez-vous concilier ces deux tendances ?

M. BARRE. — J'ai toujours

eu au bon sens des Français. Je n'aurais pas accepté la mission que le président de la République m'a confiée si je n'étais pas sûr de trouver chez nos compatriotes une compréhension de la situation dans laquelle se trouve la France.

Dans toutes les conversations que j'ai eues, je me suis rendu compte que les Français étaient soucieux que les efforts demandés au pays soient équitablement répartis. Je suis attaché à l'esprit d'équité. Je l'ai dit le jour même de ma nomination quand j'ai quitté l'Élysée et vous pouvez être certains que je ferai tous mes efforts pour que cette équité soit respectée.

Q. — La C.G.T., par la voix de M. Jean-Louis Mornet, secrétaire confédéral, a fait savoir, après la déclaration du premier ministre, que « la gros bon sens dont M. Barre cherche à faire étalage n'est pas fait pour nous rassurer ». M. Mornet craint « la suspension de toutes négociations pendant plusieurs mois ». En outre, la perspective d'un « super-impôt sévère » ne peut que « renforcer la C.G.T. dans la conviction qu'il faut agir rapidement et vigoureusement au niveau national contre cette agression directe contre le pouvoir d'achat ».

Q. — La C.F.T. (Confédération française du travail) n'est pas satisfaite par les propositions de la télévision par M. Raymond Barre. Elle a exprimé au secrétaire confédéral, M. Auguste Blanc, « Si la politique contractuelle est un facteur de progrès dans les relations sociales, celle-ci ne peut continuer à se poursuivre avec une minorité, même si la raison d'être de cette politique vise essentiellement la protection des salariés ». A-t-il ajouté, « La C.F.T. a réitéré sa demande d'audience auprès de M. Barre ».

M. Sanguinetti (U.D.R.) : échapper à l'alternative libéralisme-collectivisme

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a demandé, vendredi 10 septembre, son admission au centre d'études et de recherches Égalité et Liberté, créé le 18 juin 1974 par Claude Peyret, député U.D.R. de la Vienne, et de la Fédération U.D.R. de la Vienne, créée le 7 juillet 1974, et présidée depuis par M. René La Combe, député U.D.R. de Maine-et-Loire.

Q. — J'attends de cette adhésion, a-t-il expliqué, de pouvoir échapper au machisme actuel qui coupe en deux, sur le plan politique, notre nation et d'entretenir des rapports, que j'espère fructueux, avec des hommes venus d'horizons politiques différents et avec lesquels nous pourrions être d'accord, soit de façon générale, soit de façon particulière, par exemple sur des problèmes de défense, d'indépendance, d'investissements.

Cela représente pour moi, a ajouté M. Sanguinetti, un retour aux sources du gauchisme de la Résistance, c'est-à-dire le rassemblement et la recherche de cette troisième voie qui permettrait à la société française d'échapper à l'alternative libéralisme / j'ai avancé le collectivisme, pour tenter de résoudre avec l'accord du plus grand nombre, quelle que soient les origines politiques et philosophiques, les problèmes et les maux qui frappent la société française.

(...) Cela ne me fait pas renoncer à mon appartenance à l'U.D.R., mais je ne trouve plus, actuellement, dans ce parti, les

réponses aux questions qui nous sont posées. J'attends que l'ensemble de nos compatriotes recensement à ce que sont nos sources », a conclu M. Sanguinetti.

(Après l'élection présidentielle de mai 1974, M. Claude Peyret s'était vivement élevé contre M. Chirac et avait fondé le CEREEL pour tenter le rapprochement de certains gauchistes avec le centre gauche. En octobre 1974, il avait critiqué les dirigeants du mouvement qui s'étaient ralliés à M. Giscard d'Estaing.

Auteur du Manifeste de ce groupe d'études, dont il préside la commission de la doctrine, M. Roland Nussens, ancien ministre du général de Gaulle, député U.D.R. du Val-de-Marne, a rencontré, le 21 juillet dernier, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche.

Alors que M. Nussens se félicitait de voir apparaître à « un premier symptôme de « décapitation » de la vie politique française », M. Fabre royal dans la démarche du député U.D.R. la traduction « du trouble qui règne dans la majorité, et en particulier chez certains gauchistes qui ne se reconnaissent pas dans la société libérale avancée » de M. Giscard d'Estaing.

Le 9 juillet dernier, M. Sanguinetti déclarait, dans une interview au « Journal de Genève » : « En gauchiste en 1975, c'est reconnaître le droit de refuser, de critiquer la politique du président. Je ne soutiens pas du tout l'action de M. Giscard d'Estaing, parce que j'estime que la politique conduit la France vers des maux. »

Après le conseil de la Grande Loge de France

« Nous devons choisir entre une société préventive et tutélaire et la société répressive et libérale »

affirme M^r Richard Dupuy

M^r Richard Dupuy, réélu pour la troisième fois grand maître de la Grande Loge de France, a présidé, le 13 septembre, le bilan du conseil de la Grande Loge de France, au cours duquel les travaux étaient achevés la veille. Il a notamment annoncé que les effectifs de la Grande Loge sont en augmentation de 10 % par rapport à l'an dernier : treize mille membres au lieu de douze mille. Adressant ses félicitations aux parlements et aux assemblées parlementaires, M. Dupuy a déclaré que la Grande Loge de France, a-t-il déclaré, est prête à apporter son concours pour la défense de la nation et à défendre les libertés concrètes.

« La liberté », a souligné M. Richard Dupuy, comprend le droit de choisir et le droit d'agir. Or, lorsqu'on se trompe, on subit la sanction de son erreur. C'est la théorie du risque, inséparable de la notion de liberté. Il faut choisir et choisir clairement entre la liberté, dont le corollaire est la répression, et la sécurité, dont le corollaire est la liberté. Il faut choisir entre la société préventive et tutélaire et la société répressive et libérale.

Le grand maître a illustré ses propos en évoquant le cas de la responsabilité des juges à raison de leurs fautes personnelles.

« Si l'on veut, a-t-il affirmé, que l'organe judiciaire soit revêtu de l'autorité et de la respectabilité qu'il mérite, il faut tout

bonnement lui conférer, en contrepartie du pouvoir qu'il exerce, une responsabilité qui, dans le droit présent, n'existe pas. »

M^r Lefebvre adhère à la politique

« la plus maurassienne »

Au sujet de la « crise morale » qui sévit à travers le monde, M^r Richard Dupuy a abordé la question d'un désarroi profond qui se traduit dans les rangs mêmes de l'Église. « Tout ce que nous devons défendre, a-t-il dit, c'est la France-maçon » dans une querelle interne à cette institution, le grand maître a notamment déclaré :

« En tant qu'hommes de tradition, nous avons, les uns et les autres, dans notre unanimité, suivi de l'extérieur, mais d'un œil plutôt sympathique, les efforts de M^r Lefebvre pour la défense d'une tradition en péril. »

Mais, après la messe de Lille, les bras nous en sont tombés lorsque nous avons entendu ce grand maître, dans une parole fidèle, fulminer contre les franc-maçons, contre les protestants. (...) Nous avons compris avec quelle acuité les efforts qu'il accomplissait en vue, pour nous, de préserver la pureté d'une tradition, sommant lamentablement dans les flots amers de la politique, la plus maurassienne, la plus périmée que la France ait connue. »

« France nouvelle » soupçonne M. Elieinstein de tomber dans les pièges de l'occidental-centrisme

Jacques de Bonis, rédacteur en chef de France nouvelle, hebdomadaire central du P.C.F., analyse, dans le dernier numéro de cette publication, l'ouvrage de l'historien communiste Jean Elieinstein, consacré au P.C. Jacques de Bonis se montre plus critique à l'égard de cet ouvrage (analysé dans le Monde du 2 septembre) que l'humanité (le Monde du 12-13 septembre). Parlant des « intellectuels laïques » de l'histoire et du fait qu'on trouve dans son

ouvrage « une abondante matière à discussion, voire à contestation », Jacques de Bonis note : « On dira peut-être qu'il est, malgré tout, été souhaitable, afin de mieux rendre compte de la cohérence du projet politique des communistes, que l'auteur, justement soucieux de souligner leur attachement au culte universel à toutes les étapes de la « voie démocratique », mette plus et mieux l'accent sur l'articulation entre le respect nécessaire de la volonté majoritaire et la nécessité non moins impérieuse des luttes populaires contre le grand capital : ce qui n'est, dans chaque circonstance du processus démocratique. »

Il reproche également à Jean Elieinstein d'avoir pas assez mis en valeur le fonctionnement démocratique du P.C.F. Enfin, il souligne : « D'accord, par exemple, pour mettre l'accent sur le contenu concret, fruit de longues et tenaces luttes populaires, des libertés improprement appelées formelles : d'accord pour déplorer les insuffisances démocratiques de la France. Mais, dans la liberté dans le ou les socialistes, peut-on néanmoins affirmer qu'il n'existe pas, pas du tout de libertés publiques dans tous les pays socialistes, sans tomber du même coup dans les pièges de l'occidental-centrisme ? »

M. Servan-Schreiber avance sept propositions pour lutter contre l'inflation

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber reprend et développe dans une plaquette d'une soixantaine de pages (1) les propositions de lutte contre l'inflation qu'il avait présentées dans l'Express du 30 août sous le titre : « Un pour cent de glissement du franc, c'est 1 milliard de plus de déficit pour notre commerce extérieur », le député radical de Nancy affirme : « Il n'y a pas de mal français » ; il n'y a qu'une variante française des difficultés de tous les pays développés : la maîtrise du processus d'inflation actuelle de l'univers. »

Selon lui, la « mutation d'ordre historique dont il faut se rendre compte » est que le taux de croissance devra, à l'avenir, être réduit pour deux raisons : le transfert de richesses vers les pays producteurs de matières premières, qui repaie les hautes tiges de celles-ci ; le transfert de la consommation vers l'investissement d'une partie de la richesse nationale pour empêcher la constitution de goulets d'étranglement, lutter contre la pollution, réduire la dépendance française en produits énergétiques. « On peut viser, écrit M. Servan-Schreiber, une croissance moyenne de 3 à 5 %, pas davantage. »

Simple maintien du pouvoir d'achat

« L'impératif absolu, pour aboutir à une situation cohérente d'ici à 1980, est de consacrer, et le plus tôt possible, de 5 à 6 points supplémentaires de l'investissement productif (...). Ce qui signifie que le pouvoir d'achat individuel ou collectif doit sérieusement inflechir pendant plusieurs années (...). Il s'agit de faire passer la croissance annuelle du pouvoir d'achat de + 4 % au seul maintien de son niveau... si tout va bien. »

Cela soulève le problème des inégalités puisque « une majorité de familles françaises sont à la limite du minimum vital pour subsister décemment dans un pays civilisé, alors qu'une fraction d'autres Français continuent d'avoir largement les moyens de gaspiller, de vivre dans le luxe, d'ignorer, en somme, les contraintes de l'époque ». L'indispensable « mutation d'une réelle ampleur dans la distribution des ressources nationales et l'acceptation d'un freinage généralisé du pouvoir d'achat : ne seront pas possi-

bles « tant qu'une novation politique radicale n'aura pas, résolu, et notamment, maîtrisé les deux scandales qui — entre autres — bloquent tout accord : les inégalités, la fraude fiscale ». Le député de Nancy estime qu'une bonne partie de l'impulsion du pouvoir en France face à ces urgences vient de la « contradiction » entre deux lignes poursuivies simultanément : celle qui fait « confiance à l'homme » et celle de la « méfiance envers le citoyen de la part d'une bureaucratie qui veut faire son bien mal. »

Enfin, création de « comités de médiation des décisions » : — Création d'un impôt déclaratif, modéré et annuel sur le capital. — Réforme de l'impôt sur les successions : exonération de 85 % des familles (grâce à un relèvement du seuil de taxation), exonération de 100 % pour les autres ; — Publicité des déclarations fiscales pour les hauts revenus ; — Codification des négociations dans l'entreprise pour les autres ; — Chaque trimestre « au niveau d'efficacité le plus élevé » l'implication du chef d'entreprise, respect du secret professionnel par les représentants syndicaux ; amélioration des moyens d'information mis à la disposition du comité d'entreprise ; « communication des comptes » suffisamment à l'avance ; assistance du comité par des experts-comptables payés par l'entreprise ; — Transfert aux autorités locales et régionales d'une part croissante des crédits publics, et en commençant tout de suite et par les équipements publics, pour remettre au moins le tiers des dépenses publiques à la base ; — Enfin, création de « comités régionaux pour l'emploi » (élus, chefs d'entreprise, syndicats) pour « mettre au travail les jeunes, au moins au service des collectivités » et, au-delà, « inventer » les méthodes qui permettront une régulation de l'emploi. »

Le Mouvement démocratique socialiste de France, que préside M. Max Lejeune, président du groupe réformateur de l'Assemblée nationale, a publié lundi 13 septembre une déclaration dans laquelle on lit notamment : « Le M.D.S.F. réaffirme son soutien de principe à la politique de réformes entamée par le chef de l'État (...), mais ne se considérera, à l'avenir, comme solidaire des choix de la majorité que dans la mesure où l'action de celle-ci correspondra à ses options politiques fondamentales. »

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DES DEUX MONDES

Fondée en 1829	Président : JEAN JAURES	SEPTEMBRE 1976	LE NUMERO 12 F
JUAN CARLOS I ^{er} , ROI D'ESPAGNE	***	679	
LA GAUCHE ET LE PROGRAMME COMMUN	JULES MOCH	677	
ROME OU L'EUROPE	ROBERT NOUET	678	
PAUL MORAND	JACQUES CHATELAIN	680	
RENAN ET LE TRANSFORMISME	ETIENNE WOLFF	680	
A LA DECOUVERTE DE LA SOCIOLOGIE	LOUIS PAULWEL	680	
ROBOCRATIE	GASTON PAULWEL, de l'Institut	680	
AU CONGRES DE VIENNE	NEUF LETTRES INEDITES DE TALLEYRAND	681	
LE FONCTIONNAIRE DANS SON CADRE TERRITORIAL	MAURICE DOUBLET	687	
LA REVOLUTION DU CREDIT	ADRIEN DANNETTE	678	
LES DEFFICULTES DE L'ECONOMIE SOVIETIQUE (IV)	ANDRÉ PETTIER, de l'Institut	685	
LE BICENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE	ANDRÉ PETTIER, de l'Institut	685	
● BEAUMARCHAIS ET LES AMERICAINS	LION FEUCHTWANGER	683	
● PORTRAITS ET SOUVENIRS : ● LE CENTENAIRE DE MAX JACOB ● HOLLYWOOD EN 1942	CHARLES LE QUINTER	619	
	ANDRÉ DAVID	620	
PROPOS	GASTON PAULWEL, de l'Institut	631	
LA POLITIQUE EXTERIEURE	FRANÇOIS SEYDOUX	647	
LA POLITIQUE INTERIEURE	MARCEL GABRIEL	648	
A L'UNIVERSITE	JOSEPH BARSALOU	657	
	PASCAL ARRIGHI	659	

LES CHRONIQUES ET ESSAIS DE : ETIENNE WOLFF. — LEON BOUSSARD. — PIERRE DE BOISDEFRE. — ANDRÉ BOURIN. — GEORGES CHARENCOU. — PHILIPPE SENEY. — YVAN CHRIST. — FERNAND LOT. — PAULE FOUGERE. — MIRIAM DE BRANCOVIAN. — ANTOINE GOLEA. — ROGER REGENT. — PIERRE AUDINET. — JEAN-PIERRE ENKIL. — JACQUELINE DE CHENAY. — ANDRÉ BOGARD. — JACQUES-HENRY BOURGUE. — JEAN GAULMIER. — THEODORE GUONAN. — INGEGORG MARTIN-TRUON. — PANTOMA BERAZA. — JACQUES DE RICAUMONT.

15, RUE DE L'UNIVERSITE - PARIS-VII — TEL. 261.21.49

ABONNEMENT 1 AN (12 n^{os}) : 120 F.

Spécimen gratuit sur demande

100 146 150

POLITIQUE

Libres opinions

Changements

par PIERRE MARCILHACY

Le changement de premier ministre, qui a dénoué une crise gouvernementale que l'on a laissée beaucoup trop durer, se traduit par un règlement de comptes entre diverses composantes de la majorité, sans que l'opposition ait été le moins du monde consultée ce qui l'amène à ne pas se sentir concernée.

L'opinion publique en général n'a que faire des querelles de palais, des conflits d'influence voire de l'ambition des personnes. Ce sont là des jeux qui l'amuse parfois et l'irritent souvent. Ce qu'elle veut c'est se sentir gouvernée pour son bien et la satisfaction du plus grand nombre. C'est ici qu'intervient le problème constitutionnel qui tient au fait que la Constitution n'a jamais été respectée et qu'on feint de s'en apercevoir aujourd'hui.

Oui, le président de la République incarne la nation et assure par son arbitrage le fonctionnement des institutions. Oui, le premier ministre, que seul le président de la République a qualité pour désigner, dirige les affaires du pays. Oui, l'Assemblée nationale peut obliger un gouvernement à démissionner mais elle ne peut rien contre le chef de l'Etat.

Oui, dès l'origine, il y avait, dans les textes, les germes d'un conflit entre les deux tenants du pouvoir exécutif, et c'est bien ce conflit qui risque de paralyser M. Barre.

Certes, le gouvernement dispose aujourd'hui d'une large majorité à l'Assemblée nationale, mais cette même majorité dépend de la grappe de l'U.D.R. ou de la défection des centristes. Au surplus le problème est, comme nous l'avons dit, au-delà de ces jeux ou des calculs portant sur le nombre de suffrages des députés. Il se situe au sein de cette large majorité des citoyens qui reconnaissent l'autorité constitutionnelle du chef de l'Etat mais qui ne se reconnaissent pas dans ceux qui, trop souvent, se réclament de lui.

Cette opposition qu'on enfonce dans un ghetto — car je ne sache pas que ni le président de la République ni le premier ministre aient invité officiellement ses représentants qualifiés à discuter des problèmes nationaux — ne peut qu'être réservée, voire hostile. Faut-il dès lors s'étonner de la position des centrales syndicales les plus représentatives ? Or, sans elles, aucune mesure anti-inflation ne peut aboutir.

Les travaillistes sont au pouvoir en Grande-Bretagne, les socialistes en Hollande, la social-démocratie en Allemagne fédérale, et je n'évoque que pour mémoire les pays scandinaves. Ce sont des responsables politiques de gauche qui, dans tous ces pays, mettent en place des dispositifs efficaces contre le laxisme financier ou monétaire.

Comment la majorité de M. Barre, auquel nous faisons personnellement confiance sous l'angle de la compétence, de la volonté et de l'honnêteté, pourrait-elle obtenir le consensus de ceux en qui elle ne voit que des adversaires pour les futures batailles électorales ?

A cet état de choses infiniment préjudiciable au sort de la nation il n'y a que deux remèdes :

L'un, c'est de promouvoir un véritable régime présidentiel redonnant au Parlement la plénitude du pouvoir législatif, instituant une Cour suprême, et faisant élire le président de la République au même temps et pour la même durée que l'Assemblée nationale ;

L'autre, moins brutal, consisterait tout simplement à dissoudre l'Assemblée nationale pour sortir de l'actuelle équivoque et si, comme il est probable, une Assemblée plus à gauche que l'actuelle était élue, à créer avec elle et sous l'autorité du chef de l'Etat un cabinet représentatif de la majorité des citoyens et même, si possible, d'union nationale.

Faute d'employer l'un de ces remèdes, nous craignons que la technicité et l'évidente bonne volonté de M. Barre n'échouent. Et ce serait grand dommage pour le pays, qui risquerait alors de maudire toutes les politiques et de s'abandonner aux pires aventures autoritaires.

Le Département de PSYCHANALYSE-CHAMP FREUDIEN de l'Université de Paris-VIII, organise, dans le cadre de la formation permanente, le stage : PSYCHANALYSE, PSYCHOLOGIE, PÉDAGOGIE. — QUESTIONS : du 16 octobre au 27 novembre 76 - 48 heures d'enseignement. Renseignements et inscriptions : Université de Paris VIII, SERVICE DES FORMATIONS PERMANENTES, route de la Tourville, 75017 PARIS CEDEX 12. Tél. : 374-12-50. Poste 389 et 374-02-02.

SE GARDER A DROITE ET A GAUCHE

(Suite de la première page.)

N'ayant pu obtenir les élections législatives anticipées qu'il préconisait, il n'en aspire que plus farouchement à nous épargner « l'insécurité et les contraintes du collectivisme » et il est « résolu à consacrer toutes ses forces » à une noble entreprise : rassembler « par-delà les partis » tous ceux qui ne veulent pas du programme commun de gouvernement de la gauche.

L'ancien et futur député de la Charente-Providence, certes, ne parait pas fidèle à « nos institutions dont le chef de l'Etat est le garant et à la majorité qui le soutient », mais pourquoi donc veut-il agir « par-delà les partis » ? S'agit-il sur le président de la République, qui s'était lui-même publiquement opposé à tout regain d'ambition et d'influence des partis, ou ne songe-t-il pas plutôt à concurrencer son maître d'hier et à dresser, face à un éventuel « rassemblement gauchiste », quelque « rassemblement chrétien » ? Peut-il ignorer que le premier ministre actuel est mieux fondé que lui-même à se réclamer d'une totale indépendance vis-à-vis des formations politiques ? Enfin, comment peut-il se proposer d'inviter « nous voulons dire sans arrière-pensée » pour prendre la tête du combat électoral, alors que M. Olivier Guichard a reçu l'adhésion de ceux qui, au moins pour partie, cette lourde tâche ?

On y verra plus clair dans ce nouvel épisode de la guerre entre « jeunes loups » et « barons » du gauchisme lorsque seront précisées les « initiatives » annoncées par M. Chirac, mais on doit s'attendre à ce que M. Chirac, secrétaire général de l'U.D.R., envisage de se situer « par-delà les partis » sans que son successeur, M. Guizot, ne se réclame de lui, puisque celui-ci indique : « Il n'y a entre les déclarations de M. Jacques Chirac et la façon dont nous apprécions la situation à l'U.D.R. aucune différence ».

Le trouble et l'insécurité subsistent de toute évidence parmi les « gauchistes », et l'on a bien du mal à croire que l'unique dessein d'un grand « rassemblement » dépourvu soit de ramener la sérénité dans la maison. M. Barre aurait-il à se garder demain à la fois à gauche et à droite, que l'on n'en serait pas autrement surpris.

RAYMOND BARRILLON.

● L'ouvrage de M. Giscard d'Estaing sur la société libérale revu et corrigé, paru chez Denoël, 13 septembre 1976. M. Jean-Pierre Lucat, porte-parole de l'Élysée. Publié aux éditions Fayard, il aura de 170 à 180 pages et sera mis en vente au début du mois d'octobre.

● Mme Valéry Giscard d'Estaing visitera les 22 et 23 septembre à un ensemble de réalisations à caractère social dans plusieurs communes du département de l'Indre.

● MM. Henri Coudane et Jacques Pelletier (Gauche démocratique), respectivement sénateurs du Lot-et-Garonne et de l'Aisne, animateurs du Comité d'action pour une démocratie sociale, ont annoncé, lundi 13 septembre, qu'ils participeront, « à titre d'observateurs et dans le cadre d'une opposition de dialogue », à une réunion du centre d'études de recherche Égalité et Liberté, que préside M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne.

● Le Monde a signalé, le 18 août 1976, que le président Bedu avait rendu une ordonnance de référé donnant acte, et ceci à la demande de M. Gilles de La Rocque, d'un accord sur l'insertion d'un encart au Décret de la III^e République, par Henri Dubief (éditions du Seuil). L'encart vient de paraître, mais avec une erreur : le prénom de M. Gilles de La Rocque a été remplacé par celui de Guy.

Plus de douze millions de jeunes Français sont rentrés en classe

Les organisations d'enseignants et de parents mobilisent leurs adhérents pour des « actions locales »

Dix millions cinq cent vingt mille élèves dans l'enseignement public et plus de deux millions dans l'enseignement privé sont rentrés en classe ce mardi 14 septembre, de la maternelle au lycée. C'est dans une école maternelle de Chéry-sur-Marne (Aisne) que M. René Haby, ministre de l'éducation, a participé à cette rentrée. Il a assisté à l'ouverture de la dixième classe maternelle créée en France depuis qu'il occupe son poste de ministre.

Par rapport à d'autres rentrées, celle de 1976 est marquée par une relative modération des syndicats d'enseignants, qui n'ont pas, pour l'instant, lancé de mots d'ordre nationaux et qui mobilisent leurs adhérents pour des actions locales. Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) annonce deux jours de grève dans le secondaire pour les 23

et 24 septembre, tandis que le Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S.) s'est donné jusqu'au 21 septembre pour faire le point.

Les organisations d'enseignants et de parents critiquent sévèrement la politique scolaire actuelle et annoncent qu'elles seront vigilantes. Mais on n'a pas assisté aux polémiques et aux offensives de ces dernières années, sauf à propos du coût, pour les familles, de la rentrée scolaire.

Idi ou là des « bavures » étaient signalées ce mardi matin. A Brunoy (Essonne), les enseignants du lycée Talma ont commencé l'année par une grève. Dans la Seine-et-Marne et dans l'Ille-et-Vilaine, l'organisation des transports scolaires provoque des difficultés sérieuses (lire en pages 8 et 9 notre supplément éducation).

● Le Syndicat national des enseignants du second degré (S.N.E.S., affilié à la F.E.N.) a invité ses adhérents à organiser des « actions locales » pour la rentrée des classes. Les enseignants ont pour objectif de faire passer des messages à la direction de l'école, au conseil d'administration, aux parents, afin d'examiner les conditions de la rentrée. Le S.N.E.S. souhaite que soient décidées des actions concrètes, « y compris le grève », et en « assurera à tous les niveaux la coordination nécessaire ». Le bilan de ces actions sera tiré le 21 septembre. D'ici là, le S.N.E.S. aura rencontré M. Haby. Le S.N.E.S. organisera avant la fin du mois une journée nationale d'action.

Le syndicat a, d'autre part, annoncé, le 13 septembre, le remplacement de ses deux publications, l'Université syndicaliste et l'Université d'information, qui paraissent alternativement chaque mois, par un hebdomadaire unique, l'Université syndicaliste. Le tirage sera de cent vingt mille exemplaires.

● S.N.E.S., 1, rue de Courty, 75341 Paris, Cedex 07, tél. 557-77-45.

● Le syndicat C.G.T. de l'enseignement technique déclare que, dans les collèges d'enseignement technique, « plusieurs milliers d'élèves sont touchés par le chômage total ou partiel. (...) Les classes des établissements sont vides, mettant ainsi les enseignants dans l'impossibilité de dispenser une formation professionnelle correcte. Les conditions d'enseignement se dégradent par suite de la politique de bourrage des classes. (...) Lorsque les personnels sont contraints de cesser le travail ou de manifester, c'est le ministre qui en est responsable, parce qu'il n'a pas voulu négocier avec les syndicats et prendre les dispositions nécessaires à une rentrée normale ».

● S.N.E.T.P. - C.G.T., 10, rue de Solferino, 75341 Paris, Cedex 07, tél. 551-29-27.

● La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.F.E.P.), que préside M. Antoine Lagarde, lance un appel à la « concertation » et à la « sérénité ». Reconnaissant que « tous les problèmes ne sont pas encore résolus », elle appelle de ses vœux un « plan concerté entre le ministre, les organisations de parents et les syndicats d'enseignants ».

La fédération met en garde contre « l'agitation et la contestation qui perturbent le travail scolaire et portent atteinte au renom de l'enseignement public ».

● F.F.E.P., 31, boulevard Maréchal, 75017 Paris, tél. 755-63-29.

● M. Louis Mezardieu, député du Calvados et délégué du P.S. à l'éducation, en présentant le projet de plan des socialistes (le Monde du 14 septembre), a annoncé, le 13 septembre, une campagne contre la politique scolaire gouvernementale. Il a accusé le gouvernement de cacher une réalité « médiocre » et la faiblesse des moyens accordés à l'éducation. Il a demandé que soient créés des « établissements supérieurs ». Cette situation s'accompagne, selon lui, d'un renforcement de l'autoritarisme, et, sous une « apparente volonté de dépolitiser », de la multiplication des interventions politiques « dans le seul but de gagner les élections ».

sa fédération veillerait principalement à l'absence réelle des effectifs d'élèves dans les classes, à la gratuité des fournitures, à l'amélioration de l'enseignement en milieu rural et au « droit à la formation professionnelle des jeunes après la troisième ».

Il a cité à ce propos le cas d'établissements se trouvant dans l'impossibilité de reprendre certains élèves de troisième, pourtant admis en classe de seconde.

En Seine-Saint-Denis, onze cents élèves d'établissements techniques, admis dans les classes préparant au C.A.P., attendent toujours leur affectation.

● F.C.P.E., 209, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, tél. 544-18-53.

● L'Union nationale des comités d'action lycéens (UNCAL) a dénoncé l'augmentation des dépenses de scolarité et les mauvaises conditions de travail dans certains établissements. Des « mesures d'urgence » sont proposées : elle appelle de ses vœux un « plan concerté entre le ministre, les organisations de parents et les syndicats d'enseignants ».

La fédération met en garde contre « l'agitation et la contestation qui perturbent le travail scolaire et portent atteinte au renom de l'enseignement public ».

● F.F.E.P., 31, boulevard Maréchal, 75017 Paris, tél. 755-63-29.

● M. Louis Mezardieu, député du Calvados et délégué du P.S. à l'éducation, en présentant le projet de plan des socialistes (le Monde du 14 septembre), a annoncé, le 13 septembre, une campagne contre la politique scolaire gouvernementale. Il a accusé le gouvernement de cacher une réalité « médiocre » et la faiblesse des moyens accordés à l'éducation. Il a demandé que soient créés des « établissements supérieurs ». Cette situation s'accompagne, selon lui, d'un renforcement de l'autoritarisme, et, sous une « apparente volonté de dépolitiser », de la multiplication des interventions politiques « dans le seul but de gagner les élections ».

SC.PO

Préparation annuelle sur place ou par correspondance :

- Examen d'entrée 1^{re} année ;
- Procédure admission 2^e année ;
- Soutien en cours d'A.P. ;
- Concours E.N.A.

3 CENTRES CEPEs

Groupeement libre de professeurs 37, rue Charles-Lafitte, 92110 Neuilly-sur-Seine

722-34-34 ou 745-35-19

Professions Comptables

SI VOUS VOULEZ VOUS ORIENTER VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

Préparez chez vous l'examen Préparatoire de l'E.C.C., presque toujours indispensable pour vous inscrire aux examens comptables. Il vous permettra de vous spécialiser dans l'industrie, le commerce et les professions libérales.

Grâce à la préparation par correspondance de l'E.C.C. à la S.F.B. vous serez diplômé. Niveau : 1^{er} ou 2^e Bac. Date prévue : avril 1977. Brochure gratuite P. 2.945 à l'adresse : F.F.E.P. 31, boulevard Maréchal, 75017 Paris. Brochure gratuite par correspondance à l'adresse : F.F.E.P. 31, boulevard Maréchal, 75017 Paris.

Parce que l'Anglais s'apprend sur place...

Pendant tout l'été : SEJOURS LINGUISTIQUES EN GRANDE-BRETAGNE

un stage de la formation permanente ou de la promotion personnelle, pour étudiants (à partir de 18 ans) et pour adultes ;

Stages : immersion - de 10 jours pour les adultes (début, anglais) ; sessions intensives - 3 et 4 semaines ;

Stages : longue durée - avec préparation aux examens ; 2 à 6 semaines de cours quotidiens ;

à l'adresse : CROSSBY HOUSE SCHOOL (BOURNEMOUTH)

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

OSFB

pour une documentation complète et gratuite

NOM : _____

ADRESSE : _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

On ouvre à Levallois

Ce n'est pas sans appréhension que M. Jean-Claude Michelon, le quarantaine repêlé d'un Monsieur-tout-le-monde, est rentré de vacances.

Nommé directeur de la nouvelle école primaire de la rue de Levallois à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), il avait trouvé en juin le gros œuvre à peine achevé. Aujourd'hui, il respire. Son nouveau domaine fleurit bon la peinture fraîche, les derniers gravats ne sont plus qu'un mauvais souvenir, les tableaux noirs viennent d'être posés. Et s'il ne dispose pour l'instant en tout et pour tout dans son bureau que d'une table nue, il a bon espoir de dénicher parmi le matériel que les agents municipaux achèvent d'installer les quelques chaises qui lui permettront de faire face aux premières visites des parents.

Ce n'est pas seulement son école que M. Michelon a trouvée changée, c'est tout le quartier. Certains immeubles en construction ont encore gagné en hauteur : dans d'autres, en voie d'achèvement, les rideaux apparaissent aux fenêtres. Malgré une odeur tenace de béton frais, la vie s'installe peu à peu.

Dossier en main, le nouveau directeur fait ses comptes : deux classes par année, du cours préparatoire au cours moyen deuxième année, deux classes d'adaptation. — Voyez les listes, ce ne sont pas des noms à consonnance étrangère, — les effectifs sont pratiquement au complet. Trois cents « têtes blondes » découvriront donc le jour de la rentrée leurs nouvelles classes, vert tendre, mauve pâle, bleu ciel ou ocre rouge : l'architecte n'a pas lésiné sur la couleur. Pour quelques-uns des élèves,

ce ne seront que des retrouvailles. Accompagné de six de leurs professeurs, ils déménageront simplement d'une école à l'autre, donnant un peu d'oxygène au vieil établissement décapité où ils se rendaient chaque matin à quelque distance de là.

Vieux Levalloisien, M. Michelon connaît déjà ses six « collègues » qui feront le voyage. Pour les autres, c'est l'inconnu. Des têtes qu'il ne verra que le jour de la rentrée, des noms qu'il ne connaît pas toujours, à qui l'on a réservé les cours préparatoires, — ceux pour lesquels il n'y a jamais beaucoup d'aspirants.

Les difficultés pédagogiques, il y en aura. Avec la population des grands ensembles, c'est presque fatal, estime le nouveau directeur. Mais cela, c'est pour plus tard. Pour l'instant il faut veiller au moindre détail : le crâne, les livres, les crayons. Se préoccuper d'obtenir le téléphone. Aujourd'hui on ouvre. Chaque chose en son temps.

Le jour de la rentrée est aussi une date pour la municipalité. Constructeur et payeur, elle livre aujourd'hui l'école à l'éducation nationale. Affable et précis, M. Parfait Jans, député, maire (P.C.) de Levallois, fait, lui aussi, ses comptes. Coût total : plus de 6 millions et demi : subvention de l'Etat : 747.000 francs. Une grosse somme que la municipalité, déjà endettée, aura du mal à sponger. Mais outre qu'à Levallois — ce n'est pas al courant — les équipements collectifs sont rarement en retard sur l'achèvement des nouveaux quartiers, les prochaines élections municipales valent bien ce sacrifice.

B. L.-G.

CABRAL?

Pedro Alvarez, mais aussi Amilcar et Luis

CARPENTIER?

Georges mais aussi Aléjo

GUZMAN?

d'Alfarache, mais aussi Martin Luis

JACKSON?

Andrew, mais aussi Mahalia

c'est aujourd'hui que vous vivez !

... alors il vous faut un dictionnaire qui vous renseigne aussi sur vos contemporains !

PETIT LAROUSSE EN COULEURS

OU DANS LE PETIT LAROUSSE ILLUSTRÉ

mise à jour, comme chaque année, l'édition 1977 vient de paraître. CHEZ TOUS LES LIBRAIRES

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International

Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année. Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD
Enseignement supérieur privé

8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.66.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

(PUBLICITE)

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

Établissement d'enseignement privé
reconnu d'utilité publique

PRÉPARATION A TOUS LES EXAMENS COMPTABLES DE L'ÉTAT

- Cours promotionnels du soir :**
67, bd Haussmann, 75008 (4^e ét.). Tél. 265-46-31.
- Cours à plein temps - Centre-Europe S.C.F.**
67, bd Haussmann, 75008 (2^e ét.). Tél. 265-89-98.
- Formation professionnelle continue :**
39, rue de Moscou, 75008 (2^e ét.). Tél. 292-23-26.

si vous hésitez encore à faire un choix, pour vos enfants, pour vous-même,

La Rentrée des classes a lieu tous les jours...

à l'ECOLE UNIVERSELLE

Notre enseignement par correspondance vous offre :

- des études, suivies, régulières, personnalisées,
- un métier assurant une qualification, la sécurité de l'emploi.

Demandez l'envoi gratuit de la brochure qui vous intéresse en précisant les initiales et le N°563

Études	Métiers
ES ETUDES SUP. DE SCIENCES	EC COMPTABILITÉ
ED ETUDES DE DROIT	CC COMMERCE
EL ETUDES SUP. DE LETTRES	CS SECRETARIAT
	DE POUR DEVENIR FONCTIONNAIRE

SOCIÉTÉ NOUVELLE
ECOLE UNIVERSELLE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE
59, Bd EXELMANS 75781 PARIS CEDEX 16

EPPREP ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'Enseignement Technique

- Statut étudiant • Deux années d'études
- Cours par demi-journée • Rentrée 11 octobre 1976

- Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle
- Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales

- Carrières : Publicité, Tourisme, Commerce, Relations Publiques

- Diplômes d'État : BTS Publicité, BTS Tourisme, BTS Distribution Commerce, BTS Commerce Extérieur.

Mêmes préparations en cours par correspondance.

E.P.P.R.E.P. 10, rue de la GRANGE-BATELIÈRE - 75009 PARIS
Tél. 74.61.60 Métro : Richelieu-Liège

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

DOUZE MILLIONS
CINQ CENT MILLE ÉLÈVES

La dernière rentrée avant la réforme

Dans le dédale des « filières »

L'ORGANISATION et les programmes de l'enseignement vont changer à partir de la rentrée 1977, par suite de la réforme Raby, qui doit être ache-

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

● **Ecole maternelle.** — L'enseignement pré-scolaire n'est pas obligatoire. Les enfants peuvent être admis à partir de deux ans. Mais, compte tenu du nombre de places, la priorité est souvent donnée aux enfants les plus âgés. Les jeunes élèves sont répartis en petits, moyens et grands. Des jeux et une préparation aux premiers apprentissages leur sont proposés.

● **Ecole élémentaire.** — A six ans les enfants commencent leur scolarité obligatoire, qui se poursuivra jusqu'à seize ans dans le second degré.

L'enseignement élémentaire dure cinq ans : cours préparatoire (C.P.), puis deux années de cours

élémentaire (C.E. 1 et 2), enfin deux années de cours moyen (C.M. 1 et 2).

Tout cours de ces cinq années, les élèves étudient le français (lecture, écriture, langue française, devinç), le calcul, les disciplines d'enseignement moral, histoire, géographie, sciences d'observation, dessin, travail manuel, chant, activités dirigées, et reçoivent une éducation physique et sportive.

A la fin du cycle élémentaire, une commission se prononce sur l'admission en sixième. S'ils ne sont pas d'accord avec sa décision, les parents peuvent s'adresser à une commission d'appel qui organise un examen de contrôle.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

● **Premier cycle.** — Il correspond aux classes de sixième, cinquième, quatrième et troisième, qui sont organisées dans les collèges d'enseignement secondaire

(C.E.S.) et général (C.E.G.), ainsi que dans certains lycées.

Jusqu'à 1974, le premier cycle était divisé en trois « filières » : I (type lycée avec un professeur par discipline) ; II (type collège avec des professeurs enseignant deux ou trois disciplines) ; III (classes de transition avec un ou deux professeurs). La filière I n'existe pas dans les C.E.G.

M. René Raby, ministre de l'éducation, a invité, il y a deux ans, les chefs d'établissement à rassembler les élèves de sixième en précisant que les élèves en difficulté pouvaient être accueillis dans des classes à programme allégé et à effectif limité à vingt-cinq élèves.

Il a été largement effective en sixième puis en cinquième, est étendue cette année aux classes de quatrième et de troisième. Il subsiste cependant des classes « aménagées » pour les élèves qui ont besoin d'un enseignement de « soutien » en français, en mathématiques ou en langue vivante.

En sixième et en cinquième (cycle d'observation), les disciplines au programme sont les suivantes : mathématiques, français, première langue vivante, histoire, géographie, instruction civique, biologie, dessin, éducation musicale, travaux manuels, éducation physique.

En quatrième et en troisième, s'y ajoutent la technologie et, sauf dans les classes aménagées, au moins une option choisie entre le latin, le grec, une seconde langue vivante ou un enseignement renforcé de la première langue.

● **Orientation.** — A la fin de

la cinquième, cependant, certains élèves sont orientés vers des classes à caractère « professionnel » menant à un collège d'enseignement technique ou à l'apprentissage. La classe préparatoire technique (C.P.T.) reçoit les élèves de quatorze et quinze ans sortant de cinquième qui n'ont pas été admis en quatrième. Les élèves sortant de C.P.T. peuvent aussi entrer au collège technique pour préparer un C.A.P. en trois ans.

A seize ans, à la sortie d'une C.P.A., on peut signer un contrat d'apprentissage.

A l'issue de la troisième, tous les élèves changent d'établissement pour entrer dans un lycée ou un collège d'enseignement technique.

Au cours des deux années d'orientation, et particulièrement en troisième, le premier trimestre est consacré à l'information des jeunes gens et des familles. Les parents sont ensuite invités à formuler des « vœux provisoires » à partir desquels le conseil de classe fait une « proposition provisoire d'orientation ». Le troisième trimestre est celui des décisions : les parents présentent leurs souhaits « définitifs » et le conseil de classe fait son choix.

Mais, en cas de désaccord, il existe une possibilité d'appel. A la fin du trimestre, enfin, une commission décide de l'affectation de chaque élève en fonction de la décision du conseil de classe et de possibilités d'accueil.

● **Le second cycle « long ».** — De la classe de seconde à la terminale, les élèves préparent le baccalauréat de l'enseignement général dans les lycées. Conformément aux décisions d'orientation, ils sont répartis en seconde en trois sections : littéraire (A), littéraire et économique (AB), scientifique théorique (C). Ces sections mènent, à partir de la classe de première, à quatre séries de baccalauréat : A (philosophie-lettres), B (économique et social),

C (mathématiques et sciences physiques), D (mathématiques et sciences de la nature) ; les sections A et B comprennent elles-mêmes plusieurs options.

Les lycées techniques mènent aussi à partir de la seconde T (scientifique et technologique) au baccalauréat E (mathématiques et technique) ou aux baccalauréats de techniciens F (qui comprennent onze spécialités du secteur industriel), H (informatique). Cette dernière section peut aussi accueillir des élèves venant de seconde C. De même, les élèves sortant de seconde AB peuvent préparer l'un des trois baccalauréats de techniciens du secteur tertiaire (G).

Il existe aussi dans les lycées techniques des préparations en trois ans aux quatre-vingt spécialités du brevet de technicien.

● **Le second cycle court.** — Il prépare avec une forte dose de travaux pratiques dans les collèges d'enseignement techniques à trois diplômes professionnels (certificat d'aptitude professionnelle, brevet d'études professionnelles, certificat d'études professionnelles).

Le C.A.P. (certificat d'aptitude professionnelle) — dont il existe environ trois cent soixante-dix spécialités — est généralement préparé en trois ans, à l'issue d'une classe de cinquième ou de quatrième. Le C.A.P. est un diplôme d'ouvrier ou d'employé qualifié, reconnu dans les conventions collectives.

Le B.E.P. (brevet d'études professionnelles) est préparé en deux ans, après la classe de troisième. Menaient aussi à des emplois d'ouvrier ou d'employé qualifié. Il correspond à une formation plus large que le C.A.P. mais le diplôme n'est pas reconnu dans les conventions collectives.

Le C.E.P. (certificat d'études professionnelles) est préparé en un an par les élèves de quinze ans sortant de cinquième à programme allégé ou d'une classe d'enseignement technique de niveau et dont les résultats scolaires sont très faibles. Le diplôme est délivré sans examen et conduit à des emplois d'ouvrier spécialisé.

CATHERINE ARDITTI.

LES PRÉVISIONS POUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

NATURES DES ENSEIGNEMENTS	PRÉVISIONS D'EFFECTIFS 1976-1977	VARIATIONS PAR RAPPORT À 1975-1976
● PREMIER DEGRÉ		
Enseignement préélémentaire	2 876 000	+ 36 000 (1,6 %)
Enseignement élémentaire	3 925 000	+ 29 000 (0,7 %)
Classes de fin d'études	1 400	+ 1 000 (50 %)
Enseignement spécialisé	180 000	+ 12 000 (6,7 %)
TOTAL	6 982 000	+ 6 000 (0,1 %)
● SECOND DEGRÉ		
Premier cycle	2 604 000	+ 16 000 (0,6 %)
Lycées :		
— Second cycle général	443 000	+ 2 000 (0,4 %)
— Second cycle technologique	315 000	+ 23 000 (7,6 %)
— Classes préparatoires aux grandes écoles	31 000	+ 1 000 (3,3 %)
— Sections de techniciens supérieurs	32 000	+ 3 000 (10,3 %)
TOTAL LYCÉES	821 000	+ 25 000 (3,1 %)
Second cycle court (C.E.T.)	601 000	+ 26 000 (4,5 %)
Enseignement spécialisé	102 000	+ 9 000 (9,6 %)
TOTAL SECOND DEGRÉ	4 065 000	+ 72 000 (1,8 %)
TOTAL GÉNÉRAL	10 980 000	+ 70 000 (0,6 %)

* Compte non tenu des classes préparatoires aux grandes écoles et des sections de techniciens supérieurs.

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les statistiques fournies par le ministère de l'éducation ne tiennent pas compte de l'enseignement privé. D'après les renseignements obtenus auprès du secrétariat général de l'enseignement catholique et de la Fédération nationale de l'enseignement privé laïque, ce sont plus de deux millions d'élèves qui sont attendus dans ces établissements.

Du côté de l'enseignement catholique, on ne peut faire de prévisions pour l'année scolaire qui commence. Voici quels étaient les effectifs l'an dernier : pré-scolaire, trois cent quarante-trois mille ; perfectionnement, huit mille cinq cents ; primaire, six

cent quarante et un mille ; cours complémentaires, cent quatre-vingt-un mille ; secondaire, trois cent soixante-cinq mille ; technique, cent cinquante-deux mille. Au total, l'enseignement catholique — sauf agricole — accueillait plus d'un million sept cent mille élèves.

Dans l'enseignement privé non confessionnel, les prévisions pour la rentrée de septembre 1976 sont les suivantes : élémentaire, vingt-cinq mille ; secondaire, vingt-cinq mille ; technique, cent quarante mille. Au total, ces établissements accueilleraient deux cent quarante-deux mille élèves.

DICTIONNAIRE ACTIF NATHAN

Un nouveau Dictionnaire pour les enfants de 5 à 9 ans

tout en couleurs — 1200 illustrations

288 pages — 34,00 F

FERNAND NATHAN

100 pages 150

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

effectifs dans les enseignements techniques, diminution dans l'enseignement classique et moderne.

Les établissements de premier cycle (niveau à l'école) ne progressent plus que très légèrement (0,5 %), après le « boom » de ces dernières années. Parmi les deux millions six cent quatre mille élèves de ce niveau, 80 % sont accueillis dans des collèges d'enseignement secondaire. Les statistiques du ministère montrent une lente diminution des effectifs dans les premiers cycles de lycées. La transformation de la totalité des premiers cycles de lycées en C.E.S. engagée en 1983 par la réforme Fouchet, aurait dû être achevée il y a plusieurs années mais des résistances locales, surtout à Paris, ne l'ont pas permis.

DANS le second cycle (classes de seconde, première et terminale), la population scolaire augmente légèrement (vingt et un mille de plus que l'an dernier). Cette progression est due uniquement à la forte poussée de l'enseignement technologique long, qui gagne vingt-trois mille élèves (plus 7,5 %), tandis que l'enseignement classique et moderne, condu-

sant au baccalauréat général, en perd deux mille.

La poussée de l'enseignement technique se confirme au niveau du second cycle court (enseignement technique), qui gagne vingt-six mille élèves. L'augmentation sera surtout sensible dans les classes préparant en deux ans aux brevets d'enseignement professionnel et aux certificats d'aptitude professionnelle. Les effectifs de jeunes entrant en apprentissage, enfin, sont estimés pour l'année qui commence à deux cent mille. L'enseignement spécialisé, qui s'adresse aux élèves handicapés ou en difficulté, accueillera cette année douze mille enfants de moins dans les premières degrés et neuf mille de plus dans le second degré. Selon le ministère, la diminution au niveau du premier degré a deux explications : effet des actions de prévention et maintien plus fréquent des handicapés en milieu scolaire normal.

LA troisième année scolaire de M. René Haby au ministère de l'Éducation est la dernière avant la réforme qu'il a engagée. Dès septembre 1977, les classes des cours pré-

paratoires et de sixième seront transformées. Les innovations ont donc été plutôt reportées à l'an prochain et c'est une année d'attente qui s'ouvre, de mise au point définitive des programmes futurs. Le ministre, en lançant un appel à la modernisation des revendications, a-t-il des chances d'être entendu ? Sur le plan technique de l'accueil des élèves, peu de difficultés graves sont à attendre. Mais tout-il croit que les syndicats et l'opposition de gauche attendront passivement l'an prochain ? La lutte continuera, d'autant plus vive que les échéances électorales se rapprochent.

Le premier ministre et le ministre de l'éducation se plaisent à souligner que, parmi les difficultés de la France, les difficultés de la rentrée scolaire, s'il s'en présente, doivent être appréciées à leur juste place dans la hiérarchie des priorités. Les enseignants ne refuseront pas de participer à l'« effort » de solidarité qui sera demandé à tous les Français, mais les incertitudes sur le budget de 1977 les ont déjà mis en alerte. Ils demanderont sans doute à ne pas être plus « solidaires » que d'autres.

BRUNO FRAPPAT.

DE L'AGRÉGÉ A L'AUXILIAIRE

On enseigne et où ? En France, il n'est pas si facile de répondre à la question. On compte environ 280 000 maîtres dans les écoles primaires et maternelles publiques, 190 000 dans les lycées et collèges de premier cycle, 42 000 dans les collèges d'enseignement technique (C.E.T.). Selon ce schéma théorique, ne devant enseigner dans les écoles que des instituteurs formés (en deux ans maintenant) dans les écoles normales départementales ; dans les établissements secondaires stricto sensu, que des professeurs (agregés ou certifiés) recrutés par concours après quatre ou cinq années d'études à l'université ; enfin, dans les C.E.T., que des professeurs formés dans les écoles normales d'enseignement professionnel.

Mais plusieurs phénomènes ont transformé ce schéma en une grille d'une infinie complexité. D'abord, la structure des établissements a été plusieurs fois remaniée. Sont ainsi entrés dans le premier cycle, avec les collèges d'enseignement général (ou les classes « de type C.E.G. »), et les classes de transition et pratiques, les professeurs d'enseignement général de collège ou P.E.G.C. (« normaliens » pour la plupart, aujourd'hui formés en deux ans à l'université plus une année d'études dans un centre spécialisé), et les instituteurs.

Surtout, la poussée démographique et la prolongation spontanée de la scolarité ont amené, jusqu'en 1970, à recruter, en marge des concours, des auxiliaires non diplô-

més en grand nombre, pour l'enseignement primaire d'abord, puis pour le secondaire et le technique. Aussi peut-on trouver dans le même établissement — notamment dans le premier cycle secondaire — des enseignants appartenant à six « corps » différents, sans parler des professeurs d'éducation physique — qui ont une formation différente et reçoivent d'une autre administration — et des auxiliaires de chaque caté-

Après l'unification du premier cycle secondaire d'abord, puis pour le second degré, la « réforme Haby » a déjà abouti à une réduction du nombre des catégories d'enseignants. Plus de 6 000 instituteurs des classes de transition et pratiques ont été intégrés, cette année, parmi les P.E.G.C. (qui étaient 40 000 à la rentrée 1975). Quatre mille autres doivent se joindre cette année ; à terme, près de 20 000 instituteurs, en quelques années, vont devenir « professeurs de collège ».

Le problème le plus grave est celui de l'« auxiliaire ». Recruté à titre précaire, l'auxiliaire, auquel on confie volontiers les classes les plus difficiles, peut en principe perdre son emploi sans indemnité aucune à la rentrée suivante, et même être renvoyé ad nutum en cours d'année, s'il est jugé incompétent... ou mal-pensant. En fait, certains ont été maintenus longtemps en poste, notamment dans les académies défavorisées du nord et de l'est de la France, tant que les concours normaux de recrutement ne fournissaient pas un nombre suffisant de maîtres. Aujourd'hui, la tendance s'est inversée, par suite de la décade démographique et de l'achèvement de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans (même dans les classes maternelles, les effectifs augmentent beaucoup moins vite que les années précédentes). Au contraire, le

nombre de bacheliers et de diplômés de l'enseignement supérieur n'a cessé d'augmenter.

La situation des auxiliaires est cependant fort différente selon les ordres d'enseignement. Par le nombre d'abord : on comptait en 1975-1976 environ 21 000 instituteurs non titulaires (soit environ 10,5 %), et environ 18 000 maîtres auxiliaires d'ans : l'enseignement secondaire (12,5 %) plus de 11 000 dans les C.E.T. (25 %).

Par le statut ensuite : un instituteur « remplaçant » (recruté seulement avec le baccalauréat) a normalement la possibilité de passer le certificat d'aptitude professionnelle et d'être titularisé après quelques années d'exercice ; un grand nombre des instituteurs actuels ont suivi cette voie. Au contraire, un maître auxiliaire du second degré ou du technique ne pouvait jusqu'à ces dernières années que préparer les

concours normaux de recrutement, comme les étudiants des universités, mais avec moins de chances qu'eux de les réussir (et de moins en moins).

Le gouvernement a décidé, en 1975, de réformer complètement l'auxiliaire. Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) a obtenu pour ses membres un plan de titularisation ; la priorité est accordée à l'enseignement préscolaire, et le désir de maintenir les écoles rurales y ont aidé. Seize mille postes (dont 4 000 en 1976) ont déjà été créés pour titulariser des instituteurs payés jusque-là sur des crédits de remplacement de maîtres malades ou en congé. Mille autres vont l'être à cette rentrée : à partir de l'automne 1977, le ministère ne doit plus recruter d'auxiliaires.

Dans l'enseignement secondaire et le technique, un premier « plan de réorption » après 1968 avait permis de titulariser 10 000 auxiliaires du second degré et 9 000 des C.E.T. Aujourd'hui le problème posé n'est plus celui du nombre des auxiliaires mais de l'« excédent » de professeurs par rapport aux postes disponibles. Dans le secondaire, compte tenu de la stabilisation démographique, les nouveaux enseignants entrant en concurrence avec les maîtres auxiliaires.

Le nombre de postes aux concours de recrutement, dépasse largement les besoins de renouvellement (par décès, départ à la retraite, etc.) d'un corps professoral jeune : par exemple, en 1975 il y avait 450 nouveaux certifiés de lettres modernes... pour cent postes vacants. Pour pouvoir garder les maîtres auxiliaires, il avait fallu créer, à la dernière rentrée, 3 000 postes supplémentaires, et mettre 1 450 nouveaux certifiés à la « disposition des recteurs ».

Cette année, malgré le passage de quelques 2 500 adjoints d'enseignement dans le corps des certifiés et la diminution du nombre de postes à l'agrégation et au CAPES (certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire), la situation s'est encore aggravée. Pour accueillir les nouveaux titulaires en « surnombre » (800 en lettres, 500 en histoire et géographie, plusieurs centaines en espagnol), il a fallu récupérer des postes qui n'étaient pas occupés par des titulaires, en particulier en éducation musicale et en arts plastiques. Cependant, près de 800 certifiés, essentiellement « littéraires », restent sans affectation il y a quelques jours. De nombreux maîtres auxiliaires ne retrouveront pas de poste : plus de 2 000 pour les académies de la région parisienne ; selon les syndicats et les groupements d'auxiliaires, 10 000 pour toute la France.

Dans les collèges d'enseignement technique, en revanche, la proportion d'auxiliaires demeure considérable (32 % pour l'enseignement pratique) en raison des difficultés de recrutement et de formation ; 750 seulement sur plus de 11 000 ont été titularisés par un concours interne spécial.

GUY HERZLICH.

CINQ CENT MILLE ENSEIGNANTS

Une « réorption » ambiguë

Vingt-sept bureaux au service des familles

« L'appel de votre nom, vous vous dirigez vers le bureau 18. » Dans le grand hall, une centaine de personnes attendent que l'hôtesse les appelle. Depuis le 8 septembre et jusqu'au 18, au siège de chaque académie, des services spécialisés fournissent aux familles des renseignements sur les inscriptions ou les problèmes de la vie scolaire. A Paris, le centre « spécial rentrée » est installé au rez-de-chaussée de l'hôtel des examens, rue Mably. Une vingtaine d'attachés d'administration, répartis en différents bureaux, accueillent le public et répondent aux questions. Les deux premiers jours de l'opération, près de sept cents visites ont été enregistrées, et le standard téléphonique est saturé.

« Je viens de m'installer à Paris et je voudrais inscrire ma fille en classe de 4^e. » « Que devient la demande d'inscription de mon fils en C.E.T. ? » Les inscriptions représentent 80 % des démarches. Certaines affectations ont été laissées en suspens au mois de juin. Des familles brusquement mutées dans la région parisienne ne savent pas où inscrire leurs enfants.

Dans la plupart des cas, il faudra attendre la rentrée scolaire pour dénicher exactement les places restées vacantes dans certaines classes. En effet, malgré les importants fichiers, une mise à jour rigoureuse des effectifs ne peut être effectuée : les chefs d'établissement contractent directement des inscriptions, et des arrondissements de Paris, essentiellement le 19^e et le 13^e, sont l'objet de mutations importantes difficilement prévisibles.

La rapidité des interventions, dont l'opération « spécial rentrée » s'encadre, est également variable selon les sections et les niveaux, les inscriptions ne présentant aucune difficulté. Par exemple, pour les branches commerciales, mais nécessitent un délai important pour les classes de seconde technique.

Mais il y a des questions plus insistantes : « Ai-je droit à une bourse professionnelle ? » « Je veux terminer mes études en Allemagne. » Connaissiez-vous une section de dessin industriel spécialisée en aéronautique ? Les services d'accueil ont constitué des « fiches-réponses types », afin de faire face rapidement et avec précision.

Dans certains cas ne relevant pas directement de la compétence des services, l'intéressé sera dirigé vers d'autres lieux, comme cet élève de terminale, par exemple, repart muni d'une liste impressionnante d'organismes chargés de location de chambres.

En 1975, le centre d'accueil a enregistré un nombre important d'inscriptions venant de jeunes Vietnamiens. Cette année, dès le début de l'opération, plusieurs centaines de Libanais ont effectué la même démarche. « Je suis Libanais, j'ai vingt-deux ans, je voudrais m'inscrire en terminale. » « Existe-t-il des équivalences entre les diplômes libanais en France et au Liban ? » Les services « Hôtes des examens » mettent tout en œuvre pour favoriser l'accueil des jeunes émigrés. Ainsi, l'équivalence du niveau d'études qui n'existe qu'à l'étranger vient d'un collège reconnu par la France, est accordée après un simple test effectué dans un centre d'information et d'orientation (C.I.O.). Pour ceux qui possèdent une attestation d'inscription immédiate, la limite d'âge, souvent dépassée, demeurant le seul obstacle.

Et que le phénomène demeure marginal, une dizaine de familles gadeloupéennes ont souhaité inscrire leurs enfants dans la métropole pour les éloigner du volcan de la Soufrière.

« Mon fils vient de l'enseignement privé, peut-il passer dans le public ? » « Je refuse l'inscription de mon fils dans ce lycée, il a mauvaise réputation. »

Mme Caroff, responsable du

centre d'accueil, constate « la mauvaise image de marque que cette année aura eue ». Certains disent que, « si par trait qu'en mai 1968... » Dans ce cas un démenti remplacé, le plus souvent, la mutation.

Pour l'entrée dans l'enseignement public d'un élève venant du privé, l'hôtesse essaie de décourager les demandes : « Les examens sont clos, madame. » Mais, si la personne insistée, elle est dirigée vers le service correspondant à la classe demandée. L'obligation scolaire, le principe de gratuité, l'ouverture de l'école à tous et à toutes l'emportent sur la vieille querelle.

L'opération « spécial rentrée » est-elle un succès ? La question n'a pas été posée. Cependant, les trois mille demandes de renseignements relevées à Paris l'année dernière témoignent de son utilité. Et si, dans le domaine des inscriptions, une meilleure coordination entre les chefs d'établissement et les services d'accueil est souhaitable, de longues démarches sont évitées aux familles.

Cette opération n'a vraisemblablement pas réussi à « changer le usage de l'administration en la rapprochant du public », comme le souhaite Mme Treflet, chargée de l'accueil au ministère ; du moins a-t-elle contribué à supprimer certains obstacles.

Tous les renseignements sur les adresses et les numéros de téléphone des services « spécial rentrée 1976 » sont résumés dans les numéros suivants : 705-21-22, 705-21-23, 705-21-24, 705-21-25 et 705-21-26.

ALAIN GENESTAR.

COLLÈGE SÉVIGNÉ

Établissement d'Enseignement Privé Laïque Mixte
Directrice : Mlle MONTADES, agrégée de l'Université

Préparation aux AGRÉGATIONS

Étudiants présents et correspondants

formation de DIRECTRICES

de jardins d'enfants et classes de petits

Externat - Demi-pension - Du jardin d'enfants aux baccalauréats
28, RUE PIERRE-NICOLE 75005 PARIS - 033-33-06 et 90-55

BACHELIER ou NON

JEUNES GENS - JEUNES FILLES
venez préparer une carrière de cadre commercial aux débouchés nombreux et sûrs (Général, Marketing, Informatique, Secrétariat)

E.P.P.A.

Enseignement privé

14, bd Gervin-Saint-Cyr-17^e

751-38-51

ÉCOLE D'ART MARTENOT

23, rue Saint-Pierre, 92200 Neuilly
824-34-08 et 824-01-65

Participation de l'art au développement général

ENFANTS ET ADULTES

ÉDUCATION MUSICALE ET ENSEIGNEMENT INSTRUMENTAL

sous une forme vivante suscitant le plus vif intérêt des élèves.

DESSIN, PEINTURE, MODELAGE

RELAXATION

DANSE EXPRESSIVE

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

DE LA RUE DE LIÈGE

secrétariat de direction

secrétariat médical

40, rue de Liège

Paris 8^e

Tél. 387.58.83 et 387.52.90

Le Monde de l'éducation

numéro de septembre

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

une école "vivante"



un enseignement "sur mesure" à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés par le Service de Placement de l'Association des anciens élèves

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

Ecole des Secrétaires de Direction (enseignement privé)

15 rue Soufflot 75005 Paris

Demandez une documentation

nom

prénom

adresse

niveau études

ESRA ÉCOLE SUPÉRIEURE DE RÉALISATION AUDIO-VISUELLE

FORMATION À LA CONCEPTION ET À LA RÉALISATION DE FILMS, DE PROGRAMMES VIDÉO, DIAPORAS POUR L'INFORMATION, LA FORMATION ET LA PUBLICITÉ.

Admissions : en 1^{re} année pour les bacheliers, en année préparatoire pour les non-bacheliers de niveau terminal.

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 25 septembre 1976

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

ESRA, 44 rue de Rennes PARIS 6^e. Tél. 544 0112-14 47

SOCIÉTÉ

Les familles de malades mentaux réclament l'application rapide de la loi sur les handicapés

De notre correspondant

Reims. — Le malade mental est un malade comme les autres. Quand la société en sera convaincue, que le malade soit guéri ou stabilisé de l'hôpital psychiatrique ne lui fera plus peur, elle le réintégrera. Lui rendra la place qui est la sienne. Cette réhabilitation du malade, la multiplication des centres de réinsertion, l'appel à la compréhension de l'opinion publique, telles ont été les principales conclusions, assorties d'innombrables vœux, des travaux du congrès de l'Union nationale des familles de malades mentaux (UNAFAM), qui récemment réuni pendant trois jours à Reims sur le thème : « Le malade mental et son environnement hors du milieu hospitalier ».

La psychiatrie moderne, fondée sur la chimiothérapie et la psychothérapie permet de guérir ou, pour le moins, de stabiliser la maladie mentale dans une proportion de plus en plus importante. On sait aussi que le législateur, conformément à la loi d'orientation sur les handicapés du 30 juin 1975, a décidé de prendre en compte la réinsertion sociale des malades et de mettre en place les établissements qui en ce moment font cruellement défaut, les seuls foyers de post-cure existant actuellement étant dus à l'initiative privée, comme le Foyer de l'amitié, créé à Reims en 1974. Or les décrets d'application de ce texte important, articles 46 et 47, doivent être pris avant la fin de l'année.

Pour l'UNAFAM, l'action essentielle à entreprendre est d'ordre psychologique. Il faut forcer le mur du silence dressé par la société face aux malades mentaux : il faut, par une information largement diffusée, dédramatiser, démythifier la maladie mentale et parvenir à la mettre au rang de « maladie ordinaire ». L'article 56 de la loi d'orientation des handicapés prévoit cette information : il ne reste donc qu'à la traduire dans des textes d'application que l'UNAFAM compte réclamer avec insistance.

Dans le même temps, elle a décidé de prendre contact avec les familles pour les déboulonner, avec les enseignants, les employeurs, les syndicats ouvriers,

les Églises et surtout les mass media, pour qui, trop souvent, la maladie mentale n'est abordée qu'à travers des faits divers à sensation. L'UNAFAM souhaite aussi engager le dialogue avec les psychiatres pour leur demander de se montrer plus disponibles avec les familles.

La réinsertion du malade mental stabilisé par les soins (création, de foyers, de clubs de vacances, etc.) et surtout par le travail a retenu le plus longuement l'attention des congressistes. L'insuffisance des structures d'accueil intermédiaires entre l'hôpital psychiatrique et le retour à la vie normale a été regrettée une fois de plus. Mais la loi du 30 juin 1975 prévoit la création de telles structures. L'UNAFAM, en outre, va réclamer sa rapide application et le règlement du problème financier de la prise en charge et sociale que le plus tôt possible soient prises des mesures pour favoriser le travail à temps partiel des handicapés en leur confiant, si possible, des tâches non répétitives dans l'administration ou les entreprises privées. Elle demande que soit correctement appliquée la loi qui oblige les employeurs à embaucher au moins 3 % des handicapés dans leur personnel, et que ceux qui appliquent la loi soient aidés financièrement.

Un colloque sur la liberté d'information et l'obligation pour les pouvoirs publics de communiquer les informations se tiendra à Graz (Autriche), du 21 au 23 septembre, sous les auspices du Conseil de l'Europe. Il réunira à l'université de Graz des experts gouvernementaux délégués par les ministères de la justice et des affaires étrangères des pays membres du Conseil et sera ouvert au public.

Les rapports préparatoires au colloque analysent les dispositions actuellement en vigueur dans les différents pays et font des propositions de nature à faciliter un meilleur accès des citoyens aux informations relatives aux activités gouvernementales et administratives.

Devant l'ambassade roumaine

LA LONGUE ATTENTE DE Mlle LEPILLIER

Depuis jeudi 9 septembre, une jeune femme fait les cent pas devant l'ambassade de Roumanie à Paris. Mlle Marie Lepillier attend. Cela fait deux ans qu'elle attend. Démarches, lettres, coups de téléphone n'ont pu fléchir les autorités de Bucarest. Pourtant, son exigence n'a rien d'excessif. Elle veut simplement que son fiancé, de nationalité roumaine, puisse la rejoindre en France.

An refus qui lui est opposé, elle répond — pour se faire entendre — par la grève de la faim. Mlle Marie Lepillier espère toujours. Elle ne mangera plus jusqu'à ce que son fiancé lui soit rendu. Interpellée jeudi soir par la police, puis relâchée après un contrôle d'identité, elle est revenue vendredi à son poste. Outre les amis qui persistent avec elle dans cette rue calme du 7^e arrondissement, deux Roumains sont venus en renfort. Il s'agit de deux réfugiés politiques, MM. Cuciuc et Sarbulescu, qui ont lésé en Roumanie, l'un sa femme et ses enfants, l'autre sa fille. Ils ont, eux aussi, décidé de ne plus s'alimenter. Ils espèrent être rejoints par d'autres. Mais Mlle Lepillier tient à préciser que, en ce qui la concerne, le problème n'est pas politique.

Deux policiers en civil pénétrèrent devant l'ambassade, dont les responsables restent sceptiques. « Ce n'est pas une affaire d'État », Mlle Lepillier est plus agée que son fiancé, mais ne plaie pas à la famille ; nous n'y pouvons rien », a répondu s'insurgeant contre ces déclarations : « J'ai tous les matins ma belle-mère au téléphone qui m'annonce que son fils est en train de mourir sur place des démanches. » — B. R.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Patrick Depailler et Ronnie Peterson courent pour l'équipe Tyrrell en 1977

De notre envoyé spécial

Monza. — Le constructeur britannique Ken Tyrrell a renouvelé pour 1977 samedi 11 septembre, l'accord qui le liait avec le pilote français Patrick Depailler. L'engagement du Sud-Africain Ronnie Peterson étant intervenu quelques jours auparavant, l'équipe Tyrrell sera donc formée, pour la prochaine saison, de Patrick Depailler et de Ronnie Peterson. Le Sud-Africain Jody Scheckter quitte Tyrrell sans doute pour courir chez Frank Williams, qui dispose désormais d'importants moyens financiers.

Ken Tyrrell a décidé de poursuivre l'expérience tentée cette année avec la voiture à six roues. Le développement de ce type de monoplace, amélioré en fonction de l'expérience acquise tout au long de la saison, est en cours de construction, et les nouvelles voitures à six roues devraient entrer en service pour les premiers grands prix de 1977. Considérées, à tort, comme relevant d'une opération publicitaire, les Tyrrell à six roues ont, en fait, démontré qu'elles pouvaient être tout à fait compétitives, mais il est vrai aussi que, dans un premier temps, elles n'ont pas apporté de révolution en formule 1. Avec cette voiture, Scheckter a remporté un grand prix (Sudde), et le plus souvent Scheckter tout comme Depailler ont été en mesure de se battre pour les premières places. Le bilan peut donc être considéré comme positif, même si d'autres espoirs ont accompagné la construction de ce type de voiture.

En 1977, Tyrrell devrait recevoir de nouveaux moteurs, soit au début de l'année, soit vers la fin de la saison du Cosworth, soit en fin de saison le tout nouveau Cosworth dont la construction a été décidée pour combattre la supériorité des moteurs Ferrari et même, dans certains cas, du moteur Matra qui équipe la Ligier. Il n'est toujours pas exclu, d'autre part, que Tyrrell fasse un essai avec le moteur turbo-compressé de la régie Renault, encore que le constructeur français n'ait pas fait connaître ses intentions à ce sujet.

A Monza lors du Grand Prix d'Italie, Ken Tyrrell a pu suivre facilement la course de ses deux pilotes, Peterson et Depailler, sans trop disperser son attention. Peterson et Depailler ont bouclé un certain nombre de tours dans les ruelles au premier et deuxième places et, en

fin de compte, Patrick Depailler a été le seul à réellement menacer Ronnie Peterson, vainqueur sur March. Peterson devrait être une bonne ressource pour Tyrrell. Il a toujours la réputation de compter parmi les plus rapides, et son palmarès comporte huit victoires en grands prix.

FRANÇOIS JANIN.

FOOTBALL

LE DÉBUT DES COUPES D'EUROPE

Saint-Étienne face aux difficiles Bulgares

Saint-Étienne, Marseille, Nice et Sochaux participent, dès ce mercredi 15 septembre, au premier acte des coupes d'Europe. Les Marseillais entrent dans la course avec les vainqueurs de coupe, tandis que Nice et Sochaux disputent la coupe de l'UEFA. Première née de ces compétitions continentales, la coupe des clubs champions reste la plus prestigieuse, celle qui suscite, en tout cas, le plus d'engouement.

Les Français y sont d'autant plus attachés qu'ils en ont suivi les premières heures de gloire avec Reims — deux fois finaliste — et qu'ils se sont passionnés pour les exploits de Saint-Étienne, demi-finaliste en 1975 et finaliste en 1976. Le champion de France commence sa nouvelle saison européenne en Bulgarie, où l'attend le C.S.K.A. de Sofia. C'est le club qui a dominé le football bulgare depuis la seconde guerre mondiale, remportant dix-neuf fois le championnat national et réalisant huit fois le doublé coupe-championnat.

Vainqueur d'Ajazz

Club central des sports de l'armée, le C.S.K.A. se trouve déjà en tête, cette saison, de championnat de Bulgarie après la sixième journée. Sa réputation, cependant, n'aurait guère

dépassé les frontières de son pays, s'il n'avait accroché à son tableau de chasse des adversaires aussi titrés que l'Ajax d'Amsterdam, le F.C. Barcelone ou la Juventus de Turin. Que Sofia se soit emparé effaçant devant des clubs plus modestes n'enlève rien au peu de cas que ses joueurs semblent faire du glorieux passé des équipes qui lui sont opposées. Les Stéphanois, qui connaissent un début de saison difficile (ils sont neuvièmes du championnat de première division après la sixième journée), ne peuvent compter que sur leur seule expérience des compétitions internationales pour s'imposer en Bulgarie. Ils en sont conscients, et leur capitaine, Jean-Michel Larqué, déclarait avant son départ de Saint-Étienne : « La Bulgarie sera deux fois sur notre chemin, car, après la coupe d'Europe, l'équipe de France jouera à Sofia pour la coupe du monde. Les Bulgares sont bien armés physiquement. Il m'a semblé que leur style se rapprochait de celui des Yougoslaves. »

Quant à l'entraîneur Robert Herbin, il se félicite d'avoir à jouer le premier match en terre étrangère, comptant en tirer d'utiles enseignements pour le match « retour », le 29 septembre à Saint-Étienne.

La rencontre sera retransmise à la télévision mercredi 15 septembre, sur Antenne 2, à partir de 18 h. 55.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

RIDEAU SUR RAIMU

Voilà deux jours qu'on nous parle de Raimu à la télévision. On en parle, mais on ne nous en dit rien ou pas grand-chose de très révélateur. Il est difficile, je sais bien, d'évoquer trente ans après sa disparition — à propos, de quel est-il mort ? — il est délicat de livrer à la curiosité du public les clés de quelqu'un que l'on a admiré, aimé, ou parfois envié, détesté, saisi-on jamais. A en croire ceux qui l'ont approché de près, Marie Bell, Michèle Morgan, Roger Richet, Georges Simenon, c'était un camarade, un partenaire délicieux, attention, scrupuleux, un tendre, un timide doublé d'un colérique, un instinctif, un grand enfant. L'adieu ? Oui, sans doute. Cette aversion — immédiatement qualifiée de légendaire, ce qui en l'exagérant lui enlevait de sa crédibilité — s'arrêtait à la porte de ses placards, en tout cas, il s'habillait avec élégance, avec soin.

De lecture très banale, extraits de films, d'entretiens mêlés, battus, distribués sur la table de montage, les deux portraits présents dimanche et lundi, par FR 2 et par TF 1, étaient à peu près identiques. Interviewé ici et là peu avant sa mort, Marcel Pagnol s'est bien gardé de raconter les brouilles, les rancœurs, les chicanes qui l'ont si souvent opposé à son fabuleux interprète. On les devinait par recoupement. Certes, Jules, c'est ainsi qu'il s'appelait Jules Mursire — ne comptait pas que des amis. Exigeant pour lui-même et pour les autres, il cachait rarement sa façon de penser et ses remarques étaient toujours justifiées. Cela lui a valu quelques inimitiés.

Est-ce que ce n'a pas été la cas à la Comédie-Française justement ? Est-il vrai qu'il a été très mal accueilli par les sociétaires, inquiets de voir ce M. Jourdain de la scène et de l'écran plâtrer leurs plates-bandes ? On percevait, sous les propos légalisants de Pierre Berthoin, de Louis Seigner, de sombres drames, de terribles humiliations. En être réduit à ne jouer de toute une saison qu'une pièce en un acte, l'anglais tel qu'on le parle, pour un homme de sa stature, de son talent, cela a dû être un crevasseur de chaque instant. Comment réagissait-il ? Personne ne s'en est enquis.

On aurait voulu en savoir davantage aussi sur sa vie privée, sur sa mère, sur sa femme Esther, évoquée une ou deux fois, comme ça, en passant. On venait de le retrouver dans l'homme au chapeau rond, éternel mari, plutôt féroce, assez étranger au héros de Dostoïevski indifférent à la mort de la petite Lisa. Lui-même avait-il des enfants ?

Questions oiseuses, indiscrètes, stupides, dictées par la mauvaise habitude, par le mauvais goût qui développe une certaine prose de sensation ? Je ne le pense pas. Derrière les personnages qu'incarne un acteur de génie, c'en était un, il y a évidemment un personnage, et derrière ce personnage, une personne. Ce deuxième rideau, les témoins de ses vidéos au Fouquet's, de sa ponctualité aux répétitions, du souci qu'il avait de son prestige, ne l'ont pas levé. Domage.

CLAUDE SARRAUTE.

NOMINATIONS A LA DIRECTION DE L'INFORMATION DE RADIO-FRANCE

MM. Jacques Perrier, Robert West et Jean-Pierre Eliebach ont été respectivement nommés directeur adjoint, secrétaire général, rédacteur en chef à la direction de l'Information de Radio-France par Mme Jacqueline Baudrier, en accord avec M. Michel Péricard, qui dirige ce service.

Les deux premiers postes n'existent pas antérieurement : M.M. West (Administration) et Perrier assurèrent ensemble la rédaction en chef.

La chasse sur TF 1. TF 1 diffuse, jusqu'au 15 septembre, 19 h. 5, des émissions quotidiennes d'une quinzaine de minutes, chacune ayant pour thème « La chasse en France ». Pierre Willems, en collaboration avec le concours du ministère de la qualité de la vie et de l'Office national de la chasse. La première émission, opposée à la chasse, sera suivie de deux autres, montrant les difficultés d'existence d'une faune perpétuellement remise en cause par la transformation de son environnement et le développement des moyens de braconnage industriels. Le maintien des principaux gibiers de France est l'un des sujets abordés ensuite. Quelques candidats au permis de chasse et des étudiants de l'Ecole nationale professionnelle et technique de la chasse viendront également témoigner.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 14 SEPTEMBRE

— La zoologie est le sujet du magazine de France-Inter à 19 h. 20.

— Les féministes s'expriment à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— L'Église est-elle en danger ? La question du débat des « Dossiers de l'écran » vers 22 heures.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

— M. Jacques Attali (P.S.) est l'invité du « 13-14 » de France-Inter.

— M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, est l'invité de France-Inter à 19 h. 20.

— L'U.D.E. s'exprime à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.

— M. Olivier Guichard, ministre d'État, garde des sceaux, est le « grand témoin » du magazine « C'est à dire », qui comprend une interview de M. Jimmy Carter et une séquence sur l'athlétisme après les Jeux olympiques, sur Antenne 2 à 21 heures.

MARDI 14 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

La bonne infusion
Calmiflorine
sommeil naturel réveil lucide

20 h. 30. Variétés : Jean Sahlon ; 21 h. 30. Le sens de l'histoire (La féminité), de J. Auriel et J. Laurent ; 22 h. 30. Sur la gravure : Ombre et lumière (Hans Hartung) ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

Grasset
Maurice Clavel
« Dieu est Dieu, Nom de Dieu ! »
Pour comprendre ce qui se passe dans l'Eglise

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme interromptu... à 13 h. 35. Les visiteurs du mercredi. 20 h. 30. Téléfilm : « Adios » (première partie) d'après K. Hagedorn, adapt. F. Verry et A. Michel, réal. A. Michel avec J.-F. Morin, A. Cayrol, J. Servais, M. Dessers.

Adaptation en trois fois une heure et demi du roman autobiographique, et de la dernière œuvre du célèbre historien, et chroniqueur sportif, mort le 15 août dernier.

Un journaliste sportif se remémore son enfance et son adolescence...

22 h. 5. Magazine médical : Indications, d'I. Barrère (La médecine aux États-Unis) ; 23 h. 5. Journal.

CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme interromptu... à 18 h. Un sur cinq ; 19 h. Football : Sofia-Saint-Étienne en Coupe d'Europe (seconde mi-temps à 20 h. 10).

21 h. Magazine : C'est à dire, de G. Leroy ; 22 h. 30. Série : Un shérif à New-York ; 23 h. 30. Journal.

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 35. Les dossiers de l'écran. Film : « Le Visiteur », de Gold (1973), avec T. Howard, M. Sheen, C. Cusack, A. Keir.

Vers 22 h. 10. Débat : Les catholiques, l'Eglise et la fol. Avec M.M. Maurice Clavel, André Frossard, Georges Houdart (fondateur de la Vie catholique), le Père René Barthier (de la Fédération des organismes de communication sociale), M. Yves Luyet, animatrice nationale des Sûretés de l'Église, Jean-Robert Armogast (épître vingt-cinq ans), Jacques Gaudin (curé de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption, à Paris).

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. Westerns. Films policiers, aventures : « L'Attique de la maille-poste », de H. Hawthay (1950), avec T. Power, S. Hayward, H. Marloue, D. Jagger (N.).

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Poésie 20 h. 5. Dialogues : la culpabilisation chrétienne, avec P. Solignac et J.-F. Sir ; 21 h. 20. Film : Festival d'art contemporain de Royan : récit de J. Melano, pianiste (Concert, Koernig, Pabst, Finland).

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 21 h. En direct des Semaines musicales de Berlin 1976. Concert en mémoire de A. Weiler : l'Orchestre philharmonique de Berlin, direction K. Boehm, interprète les symphonies nos 27, 40 et 41 de Mozart ; 22 h. 25. Musique traditionnelle italienne ; 23 h. L'équipe savante.

MERCREDI 15 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30 (R.). Un film, un auteur : « La vie privée d'Elizabeth d'Angleterre », de M. Curtiz (1939) avec B. Davis, E. Fivyn, O. de Havilland, D. Crisp.

Épisode du conte d'Essex, dont l'émotion est mesurée, la reine Elizabeth IV est livrée entre son amour et la raison d'État. Une reconstitution historique superbe et le choc de deux grandes vedettes des années 30.

CHAÎNE II : A 2

22 h. 10. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie ; 20 h. 5 (M). Bibliographie : P. Soliers ; 21 h. 35. Musique de chambre, avec les pianistes H. Scherz et C. Gruber ; la flûte A. Nicot et la Trio à cordes français ; 22 h. 5. Entrées avec E. Granados ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. En direct du Festival festival de Pèrs, salle Pleyel, par l'Orchestre de chambre anglais, soliste et direction M. Perle ; « Symphonie n° 6 » (Haydn) ; « Concertos pour piano et orchestre n° 9 et n° 21 » (Mozart) ; 22 h. 30. Musique traditionnelle italienne ; 23 h. Musique et théâtre (Brecht-Dessau).

Lotez votre TV couleur pour 133 F s1
(146 F par mois et 12 mois profit)
— option d'achat facultative —
60 points de service dans la région parisienne
ou 739.33.75

NOVA-TEL
739.40.40
la couleur et la nuit et blanc large choix de portables design

100 pages 1.50

RELIGION

POINT DE VUE

LA LIBERTÉ DES ENFANTS DE DIEU

par RÉGINALD RINGENBACH (*)

Au-delà du débat provoqué par la rébellion de Mgr Lefebvre, le Père Réginald Ringenbach donne un point de vue théologique et répond notamment aux questions posées par André Piettre dans « le Monde » du 27 juillet et du 31 août.

SUR le cas de Mgr Lefebvre, pulque tout a déjà été dit, et souvent dans la confusion la plus absolue de tous les problèmes, je voudrais ajouter ceci : il était et il reste indispensable que cet évêque, qui se réclame du seizième siècle, soit traité avec les moyens du seizième siècle ; et puisqu'il veut le catéchisme du concile de Trente, son rite de la messe, qu'il en accepte aussi la discipline. Pie V qu'il veut suivre de si près fut obligé d'imposer son « nouveau rite » à ceux qui se réclamaient de ses prédécesseurs. Et il le fit avec la rigueur qu'on lui connaît.

Mais est-ce bien de Dieu qu'il s'agit en cette affaire ? A l'évidence, non ! Et nous avons quelques raisons de nous méfier de ceux qui se prennent tout soudain pour les détenteurs de l'honneur de Dieu. Cela même incontestablement à quelque inquisition. Il est tout aussi clair que dans cette affaire on utilise et manipule ceux qui sont véritablement « perdus, paumés » dans ce qu'ils prennent pour un changement. J'ai bien dû expliquer à mon père scandalisé que « la communion dans la main » est une très ancienne tradition, laquelle a même le mérite de remonter à la Cène ! Il est vrai, encore, qu'on tire le « peuple de Dieu », enfin redécouvert, à hue et à dia, qu'on le somme de « prendre ses responsabilités », cependant que d'autres lui « concèdent une charte » que d'autres ont peine à lui « octroyer ». Et, depuis bien longtemps, on n'avait guère habitude ce peuple de Dieu — réalité d'ailleurs oubliée — à autre chose qu'à obéir.

Et pourtant : « On vous a appris que... et moi je vous dis que... » On est peut-être en train de découvrir que cette parole ne vaut pas seulement pour l'Ancien Testament.

C'est pourquoi je prends très au sérieux les questions de M. Piettre. M. Piettre sort que les deux piliers de la religion chrétienne sont : 1) la transcendance ; 2) l'effort moral per-

sonnel épanoui en charité. A cela, je réponds : non. C'est totalement insuffisant ; car, à ce compte-là, nul ne lui plus chrétien qu'un Platon, un Aristote, un Socrate, un Celse, un Marc-Aurèle, un Lao-Tseu, un Bouddha. Ils l'étaient même plus que beaucoup de « chrétiens » si ce sont là les critères de la « religion » chrétienne. Et la tentation de ces critères-là ne date pas d'aujourd'hui : le Moyen Âge essaya de faire des grands philosophes grecs des « saints » avant la lettre. Il le fit parce que la communion des saints, précisément, transcendait l'histoire à ses yeux. Mais que leur manquait-il à ces esprits souverainement intelligents pour être dits « chrétiens » — un rien, la foi !

Qu'est-ce qui scandalisait un Celse, qu'est-ce qui scandalisait Augustin avant sa conversion ? Ce n'est pas du tout, mais alors pas du tout, que les chrétiens prétendent que Jésus est Dieu : on avait l'habitude : on avait bien divinisé les empereurs. Non. Ce qui scandalisait ces esprits, c'est d'oser prétendre que Dieu soit cet homme, EST cet homme ; c'est l'Incarnation qui faisait et fait scandale. Et dans la mesure même où ces hommes avaient une très haute « idée » de Dieu, ils étaient davantage scandalisés. Celse ne pouvait admettre que l'Être infini puisse être appréhendé dans une nature finie — tout comme Augustin — que le Transcendant soit devenu Immanent. Voilà ce que Dieu a bousculé, voilà où gît aussi l'identité chrétienne, voilà le scandale historique et éternel. Les Pères de l'Eglise pensaient même que ce scandale-là explique le péché et la chute des anges ; ils ne pouvaient admettre que Dieu se fasse homme ; ange, à la rigueur, mais homme ? Paradoxalement, sous l'orgueil on trouve toujours le mépris de l'homme ; et ce n'est pas vrai seulement pour les anges...

M. Piettre, dans son premier article, écrivait : « Simples fidèles, nous demandons d'y voir clair. » Bonne requête, si l'on n'oublie pas, cependant, que l'important n'est pas d'y voir clair (je souligne ce « y », car je vais m'expliquer), mais d'aimer.

Et la deuxième question : « Qu'on nous dise ce qu'il y a dans l'Arche. » Je veux oublier que M. Piettre termine sur une mauvaise plaisanterie le-

paragraphe où il pose cette grave question. Oui, Pilate aussi était en recherche, et c'est chaque jour que chacun de nous se lave les mains quand il s'agit de témoigner de l'une ou l'autre conséquence de l'Incarnation, quand il s'agit de proclamer que Dieu s'est compromis et qu'il faut se compromettre comme lui. Voici pourquoi :

IL N'Y A RIEN DANS L'ARCHE. Car, pour le chrétien, l'Arche, désormais, c'est le corps humain de Dieu, c'est l'humanité de Dieu, en Jésus le Christ d'abord, et exemplairement (et donc dans ce qu'il nous a laissé de lui, son eucharistie), et en nous ensuite, nous les hommes, de tous les lieux, de tous les temps. Être chrétien, c'est témoigner de l'humanité de Dieu, de sa tendresse infiniment proche, de sa proximité dans tous nos efforts, luttés, combats. Être chrétien, c'est reconnaître d'abord non qu'un homme soit Dieu (cela, encore une fois, ne distingue pas le chrétien), mais que Dieu est devenu homme, a pris chair en la personne de ce Jésus de Nazareth. C'est, et dans le même mouvement, reconnaître, témoigner que la divinité de l'homme est inachevée, parce que l'humanité de Dieu est encore incomplète : tant qu'elle ne récapitule pas toute la nôtre. Complète en Jésus, elle est inachevée en nous. Il manque quelque chose au corps du Christ, disait saint Paul (à propos de la souffrance). Quel donc ? Nous l'humanité à nous tous.

Un acte libre

Et voyez à ce signe combien l'être humain fut totalement assumé, transcendé par la « prise de corps » de Dieu ; dans toutes ses dimensions. Et jusqu'à la mort : l'amour, le politique, l'économique. En Jésus éclate l'assomption totale de tout ce qui nous fait, de tout ce que nous sommes. De sorte que Dieu ne cessera de devenir homme tant que durera la devenir divin de l'homme. Mais cette fois, et depuis que le mort est reconnu vivant, Dieu est de notre côté. Et l'humanité singulière de Dieu est, fut crucifiée en Jésus par la conjugaison des trois pouvoirs ; et son humanité universelle, faite de toutes les nôtres, sera ordonnée et sera vivante, à cause de,

cette « toile de Dieu » (voyez encore saint Paul).

Être chrétien, c'est témoigner que l'Arche est vide, que l'Arche c'est nous. C'est bien cela qui est difficile à admettre, à vivre. Car cela ne nous fait pas encore les égaux de Dieu ; c'est plus grave : c'est Dieu qui s'est fait notre égal.

J'ai répondu ainsi à la troisième question de M. Piettre, je crois. Il demande qu'on nous dise : « Voilà ce que, toujours, vous devez croire. » J'en ai dit le contenu sur lequel l'Eglise, jamais, et quelles que fussent les vicissitudes historiques qu'elle traversa, jamais elle n'a changé, varié. Car pour l'application de ce fondement-là, son monnayage, il peut et doit être aussi divers que l'est et le sera l'humanité de Dieu. Et si l'Eglise a failli dans le passé, c'est pour avoir méconnu que l'humanité de Dieu n'est pas immuable...

Mais cela m'entraînerait trop loin. Quant au « devoir croire », encore une fois, non. C'est une formulation intellectuelle. J'y réponds de même : « croire » est l'acte libre par excellence et, peut-être, le seul acte libre : une fois posé, c'est-à-dire chaque jour, on en fait l'inventaire, chaque jour, à l'aide de la lumière que donne la tradition présente, explicitée avec amour par l'Eglise, toute l'Eglise, et singulièrement par ceux que le peuple de Dieu délègue et que Dieu investit pour cette tâche. (Car le pape est élu, on perait l'oublier !)

Mais tout cela explique aussi — (l'humanisation de Dieu) — qu'on ne s'entend plus guère sur le « devoir croire ». Dieu merci ! On finira, sans doute aucun, par retrouver l'aimer croire. Et c'est peut-être bien cela qui nous manquait... Une tête pleine ne remplace pas un cœur vide ; un cœur plein ne peut faire l'économie d'une tête ordonnée. L'Eglise, nous tous, est quelque part entre les deux. Situation inconfortable. Dieu a sans doute eu tort de réaliser son dessein : « Et le Verbe s'est fait chair ». Nous passons notre temps à le renvoyer dans sa transcendance. Il faut croire qu'il résiste. Et l'Eglise manifeste cette résistance chaque fois que l'Esprit s'en mêle d'un peu près. Alors, de quoi avez-vous peur, hommes de peu de foi ? Pourquoi raidir votre nuque, hommes de l'Institution ? Pourquoi craignez-vous la « liberté des enfants de Dieu » ?

(*) Dominique, ancien directeur général des Editions du Cerf.

Maurice Clavel

« Dieu est Dieu, Nom de Dieu ! »



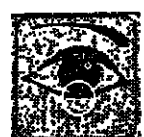
110 000 ex.

« Le déjà vieux modernisme n'a pas à céder la place à de pires vieilleries. L'Eglise n'a pas à changer de maîtres ou de complices terrestres ou diaboliques. Le choix ne doit pas être entre braderie-foire et musée des horreurs. Goulag et Inquisition ! »



Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

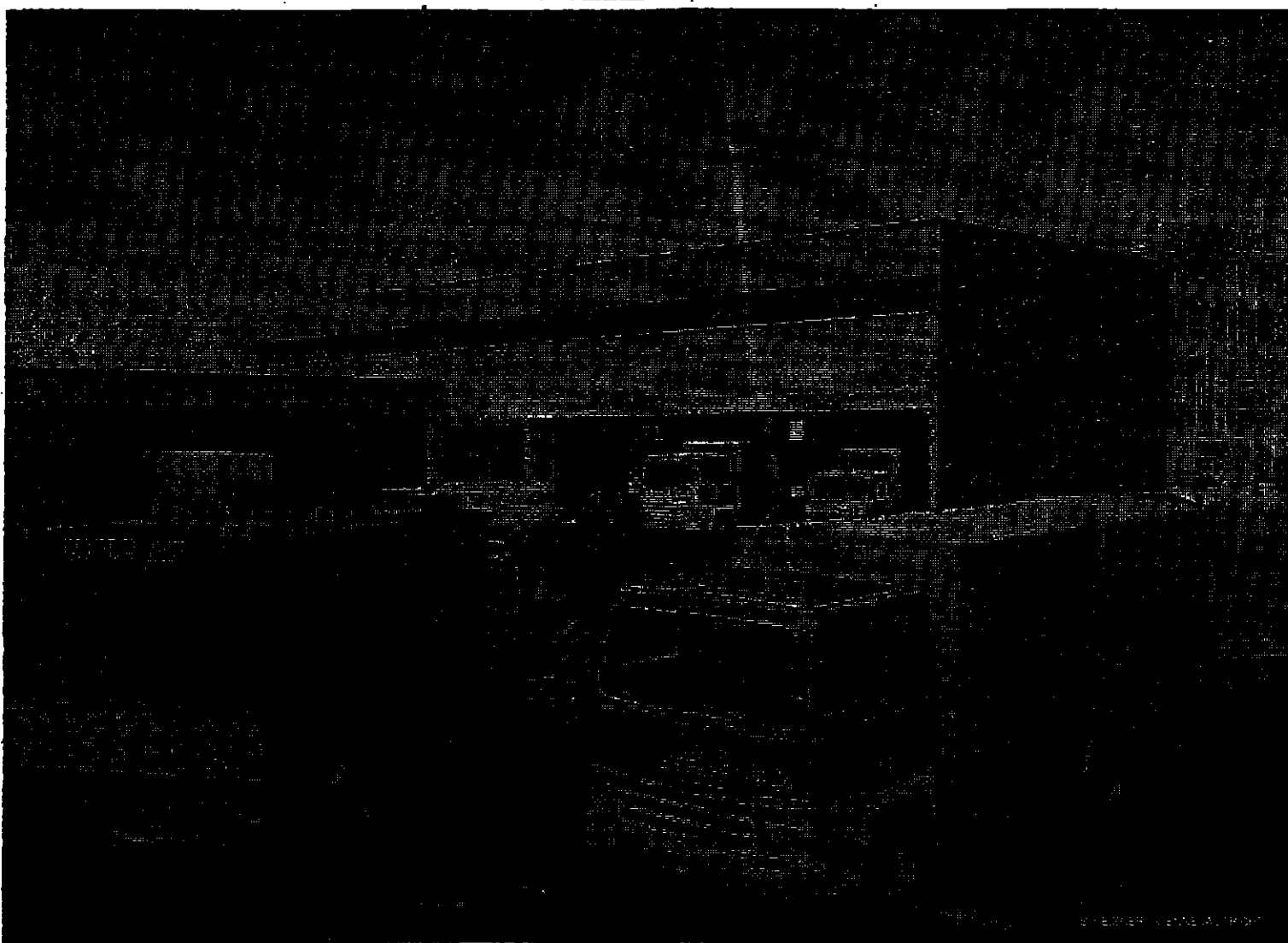
A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

Gosselink

UNE NECESSITE POUR L'AVENIR: LA DIMENSION EUROPEENNE.



Berliet a le réseau "poids lourds", le plus dense de France : aucun point du territoire n'est à plus de 50 km d'une succursale ou d'un concessionnaire Berliet.

Berliet n'aura pas, du jour au lendemain, dans tous les pays d'Europe, le même réseau qu'en France. Mais déjà en moins de deux ans, nous avons ouvert 52 points

de service en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, en Autriche, portant ainsi à 84 leur nombre en Europe.

Et nous poursuivons cette implantation pour assurer une assistance toujours plus efficace aux transporteurs internationaux qui sont nos clients.

réseau berliet

GRUPE BERLIET



PLUS QUE JAMAIS LES MOYENS DU PROGRES.

Les régions

Le Plan et la DATAR dans la même aventure

Tous des provinciaux

LE plan de bataille nationale contre l'inflation que met au point M. Raymond Barre aura-t-il pour la politique d'aménagement du territoire des conséquences fâcheuses ou heureuses ?

Les dirigeants sont depuis longtemps divisés sur l'importance à accorder à la politique de rééquilibrage régional. Pour certains, il s'agit de distribuer les fruits de la croissance d'abord au profit des zones les plus déprimées, cette répartition ne peut s'accomplir qu'en période d'expansion économique rapide. Mais pour d'autres il serait particulièrement injuste que les régions défavorisées fassent, plus que d'autres, « les frais » de la récession ou de la stagnation. Les temps de « sacrifices » ne doivent pas être un prétexte pour relâcher l'effort d'aménagement équilibré de la France.

Sans prétendre trancher un débat dans lequel la science économique et la pratique politique hésitent encore, il faut remarquer que l'âge d'or de l'expansion régionale a coïncidé, de 1950 à 1972, avec un temps de forte croissance, alors que, depuis la crise du pétrole, elle marque le pas. Les résultats sont plus maigres, la doctrine hésite, les hommes installés au centre du dispositif eux-mêmes se lassent et doutent. Pourtant, la persévérance dans l'effort et la rigueur dans le choix des priorités régionales conditionnent l'efficacité de la réussite d'une telle politique.

Voilà pourquoi l'idée de rattacher l'aménagement du territoire à la planification relève à la fois de la logique et de l'efficacité.

Eviter que l'exode démographique ne reprenne dans l'Ouest, transformer le Nord ou la Lor-

raine, marqués depuis des décennies par la civilisation minière, rattacher les coulons rhénans et rhodanien aux grandes voies de circulation européenne, sortir le Massif Central d'un isolement mortel, sont des tâches qui relèvent toutes de la solidarité nationale et demandent une politique à long terme.

L'aménagement régional risque d'alimenter l'inflation, diront les financiers. Et c'est vrai que la réalisation d'équipements anticycliques ou de création d'une usine dans une région rurale éloignée des marchés de main-d'œuvre qualifiée ou de consommateurs peut représenter de lourds handicaps. D'une certaine manière, l'aménagement du territoire dans une économie libé-

rale, c'est l'inverse de la rentabilité immédiate.

Mais les maux — budgétaires et humains — d'une concentration urbaine excessive ne sont-ils pas aussi insupportables ? Un kilomètre d'autoroute à Paris coûte dix fois plus cher que dans le Sud-Ouest et cinq fois plus cher qu'à Lille ou à Lyon.

L'inflation serait-elle mieux contrôlée si la centralisation politique et administrative relâchait quelque peu son étau ? Difficile, sur ce point encore, de trancher : les experts réfléchissent à ce type de corrélation. On constatera toutefois que le rythme de hausse des prix est beaucoup plus faible en Allemagne fédérale, en Suisse ou aux États-Unis, par exemple, qu'en France.

« Le vert me manque »

Les « maisons » de la DATAR et du Plan, auxquelles on a officiellement confié une mission interministérielle, sont donc invitées à vivre ensemble. Ce n'est pas une innovation, mais, jadis, la cohabitation, pour des raisons tenant aux personnes, n'a pas toujours été aisée. La politique et aussi la politique économique, là encore, seront indissociables de l'action concrète et disciplinaire que doit mener un ministre de l'aménagement convaincu de l'importance de ses prérogatives.

M. Jean Lecanuet se souviendra à coup sûr de ce que disait il y a quelques mois M. Olivier Guichard, orléanais de la matière : « En vérité, il n'y a pas de tâche plus politique que l'aménagement du territoire. »

La maire de Rouen passe, comme ses amis réformateurs, pour être le défenseur d'une régionalisation qui ne soit pas seulement de façade. Nous voilà de nouveau au cœur de la politique et des institutions. Les arbitres, peut-on prévoir, seront

délicats lorsque se retrouveront autour du président de la République MM. Pompidou, Guichard et Lecanuet, tous trois intéressés de près par l'avenir des collectivités territoriales.

Il y a fort à parier en tout cas que l'union se réalisera au moins sur un point : finies les métropoles et les mégapoles bouillonnantes ; c'est dans les villes petites et moyennes que la qualité de la vie ne sera plus un vain mot.

Il y a cinquante ans, Antoine de Saint-Exupéry, de Cassabiane, écrivait à sa mère : « Le vert de la campagne française me manque. Le vert est une nourriture morale qui entretient la jeunesse. Les fauves doivent uniquement leur caractère ombrageux à ce qu'ils ne vivent pas à plat ventre dans la luzerne... »

Il faut alors poser la question, même si elle prend une allure de boutade : le pays serait-il mieux gouverné et la démocratie y gagnerait-elle si tous les Français étaient des provinciaux ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

Des volcans du Cantal au plateau de Millevaches

Le Massif Central refuse de se laisser oublier

LE Massif Central se réjouit. Pays de montagne et d'isolement, il s'essouffait à suivre les progrès agricoles et industriels de la France riche. Terre rude de volcans et de causses, il perdait ses hommes, attirés par les lumières des métropoles. Bien de ses fidèles, qui restaient à Saint-Flour ou dans la Margeride, à Capdenac ou sur le causse de Grammat, avaient pu reprendre à leur compte cette réflexion : « Nous avons l'impression de faire le dernier des métiers dans le dernier des pays. »

Vint le programme spécial de développement du Massif Central prescrit par le président de la République et annoncé par lui, le 29 septembre 1975, au Puy : quinze 600 millions de francs destinés à moderniser les relations routières, ferroviaires et aériennes, à susciter les créations d'emplois, à aider l'agriculture, le tourisme, l'artisanat et à améliorer les conditions de vie des habitants grâce à la multiplication des lignes téléphoniques et des relais de télévision.

Au cours d'un voyage du 7 au 9 septembre dans les départements du Cantal, du Lot et de la Corrèze, M. François Bayle, délégué à l'aménagement du territoire (DATAR), est venu apprécier, sur le terrain, comment s'appliquaient les mesures décidées. C'est avec satisfaction qu'il a constaté que les crédits routiers supplémentaires permettaient d'améliorer les grands axes de circulation huit à dix fois plus vite que les budgets ordinaires. Il a vu le dynamisme qu'un contrat de ville moyenne signé en 1975, insufflé à la politique urbaine d'Aurillac. Celle-ci est désormais en mesure de ranimer ses vieux quartiers tout en équipant les zones les plus excentriques.

Au chapitre des satisfactions, on peut encore citer la construction de villages de vacances dans le Lot, et notamment celui de Cluses-Martel qui s'insère

harmonieusement dans la basse vallée de la Dordogne, l'usine agro-alimentaire ultra-moderne d'Égletons (Corrèze), spécialisée dans le steak haché congelé, et l'action du comité d'expansion économique « Millevaches en Limousin » qui a permis à nombre d'éleveurs d'agrandir leurs exploitations et d'améliorer leurs habitations.

Les signes concordants de progrès soulignent un peu plus les handicaps considérables à surmonter pour faire bénéficier le cœur de la France de la prospérité nationale. Par exemple, les observateurs locaux ont rappelé à M. Bayle qu'une bonne partie du Cantal payait l'essence 6 centimes plus cher que Paris en raison de l'éloignement des raffineries. Une interyndicale C.G.T.-C.F.D.T. a dénoncé les fermetures de gares S.N.C.F. à Montheron ou à Saint-Cirq-Lapopie (Lot) pour des raisons économiques. Le docteur Bernard Pons, député U.D.R. du Lot, s'est étonné qu'il faille près de trois heures pour se rendre de Cahors à Toulouse, qui séparent seulement 150 kilomètres. Est-il normal que la vitesse moyenne des trains vers Paris s'élève à 114 kilomètres-heure et que celle des convois à destination de Toulouse n'exécute pas 64 kilomètres-heure ? « Non », répond la S.N.C.F., mais nous ne pourrions remédier à cette situation qu'avec le concours financier des collectivités locales. »

Les plaintes des industriels

Du côté des industriels, la grogne est manifeste. Il leur est par exemple impossible de trouver un traicteur P 2. La main-d'œuvre est peu mobile, car elle reste très attachée à son terroir. M. Maurice Thays, préfet du Lot, a souligné l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi : « Nous dénombérons dans le département quatre-vingt-cinq demandes d'em-

ploi non satisfaites, a-t-il dit. Sur ce nombre, un millier recherchent des fonctions techniques. Quelle que soit l'ampleur de la reprise économique, il est exclu qu'ils obtiennent satisfaction. »

Les entrepreneurs se plaignent surtout du véritable « parcours du combattant » que leur imposent les administrations tant publiques que privées. Deux exemples illustrent leurs doléances. Dans le Lot, un industriel rachète une entreprise en difficulté. Il a le droit à des primes pour des créations d'emplois. Il les réclame dès qu'il prend en main la direction de l'établissement. « Vous n'y avez pas encore droit, lui répond l'administration, parce que vous n'êtes pas encore propriétaire de l'entreprise. » Lorsque la situation juridique est clarifiée, il introduit un nouveau dossier de primes. Réponse : « Vous n'y avez plus droit, car le délai court à partir de la prise de contrôle effective de l'entreprise. » Résultat : le chef d'entreprise envisage de licencier cinquante de ses employés.

Dans un petit bourg de Corrèze, un hôtelier souhaite porter le nombre de ses chambres de trois à douze. Il crée deux emplois et apportera 300 000 F sur les 970 000 F qu'il doit investir. La préfecture de région refuse de lui accorder une prime parce que les normes officielles exigent la création de cinq emplois. Le Crédit local refuse la demande de prêt qu'avait pourtant préparée son agent de Bordeaux. Elle fait valoir que l'apport personnel du demandeur est trop faible. Deux emplois de moins dans un pays qui dépeuple.

Jean-qui-rit, Jean-qui-pleure, les responsables de l'aménagement du territoire ont pu constater à travers ces exemples de réussite et de déconvenue que le développement par le programme spécial de développement du Massif Central était loin d'être gagné.

ALAIN FAUJAS.

DÉBAT

A propos de la liaison Rhin-Rhône

Le train est-il plus économique que la péniche ?

Après l'article du 4 août dans lequel M. Raymond Martin, l'un des responsables de la C.F.D.T., expliquait les raisons pour lesquelles l'axe fluvial Rhin-Rhône ne constituait pas pour cette centrale une priorité essentielle, plusieurs lecteurs nous écrivent, alimentant ainsi le débat sur la rentabilité comparée du rail et des voies navigables.

Je propose qu'on fasse deux choses, l'une pratique, l'autre théorique.

1) Qu'on publie un Livre blanc d'étude comparée de bilan prévisionnel et du montage financier du Rhin-Rhône et de la nouvelle voie de chemin de fer Paris-Lyon. J'espère que les données de cette comparaison existent au ministère de l'équipement et que le choix arrêté en faveur du projet de la C.F.D.T. est le meilleur. — de poser de nouveaux rails dans un pays comme la France a été fait avec objectivité et non pas sous la pression d'un lobby. Cette comparaison devra comporter les résultats d'exploitation de l'ensemble de la S.N.C.F. montrant la participation de l'Etat à cette exploitation. On y verra que les contribuables français dépensent par an, à fonds perdus, pour maintenir en activité le chemin de fer, plus que le coût prévu total, étalé sur plusieurs années, du Rhin-Rhône.

L'article de la C.F.D.T. ne compare pas cette dépense annuelle aux autres choix budgétaires. Mais on y affirme sans rire que (je cite) « le chemin de fer finit par sauter de la carte » (c'est vrai pour la future ligne à grande vitesse Paris-Lyon) ».

2) Comme les études d'avantages collectifs comparés de grands projets d'investissement sont toujours entachées d'hypothèses a priori et de conventions fort arbitraires, il serait plus simple et plus pertinent de réaliser le « référendum » simulé suivant : on créerait deux sociétés par actions, l'une pour la voie rapide Paris-Lyon, et l'autre, pour Rhin-Rhône, et on offrirait des actions aux banques (pas au grand public, car il ne dispose pas de services d'analyses financiers compétents).

Et on constaterait où traient les souscriptions. Il est de notoriété publique que, pour le Rhin-Rhône, on a offert au gouvernement français les concours financiers

nécessaires pour réaliser cette voie d'eau sans charge budgétaire publique significative. A-t-on enregistré une offre analogue pour la nouvelle voie Paris-Lyon ?

M. Georges Bernard, Paris.

M. Martin cite comme un exemple caractéristique d'une infrastructure de transport financée par ses propres recettes la ligne de chemin de fer à grande vitesse entre Paris et Lyon. Comme cette ligne n'est pas encore construite, il se trouve que l'exemple est singulièrement mal choisi. En outre, compte tenu des habitudes de la S.N.C.F. en matière d'investissements et du principe, en vertu duquel l'Etat et qui n'a aucune justification économique, puis les le vote et le droit de passage appartiennent à l'Etat et sont financés par lui, on voudrait être sûr de ce que la S.N.C.F. entend par autofinancement de cette ligne.

Je constate, en effet, au vu des comptes des transports de la nation, pour 1973, que, cette année-là, la route a coûté 23 milliards de francs et a coûté 15 milliards de francs, c'est-à-dire qu'elle a couvert ses dépenses imposées à la collectivité à 155 %, cependant que les voies navigables ne couvraient les dépenses d'entretien et d'infrastructure qu'à 17 % et avaient même subi une perte de 12 milliards de francs. Je n'ai malheureusement pas les chiffres concernant la S.N.C.F. sous les yeux. Mais je sais que, à l'heure actuelle, une fois compensés tous les services entre l'Etat et la S.N.C.F. (y compris, du reste, la participation de l'Etat aux charges d'infrastructure et les compensations pour refus d'augmenter les tarifs), il reste une « insuffisance d'exploitation », c'est-à-dire un déficit de 30 millions de francs par jour. Tous les matins, le contribuable français « creuse au bassin » du chemin de fer pour 3 milliards d'anciens francs. C'est tout de même assez fâcheux. (..)

Il ne me semble pas non plus que la non-saturation des infrastructures existantes milite contre le canal Rhin-Rhône, car il est intéressant, au plan de l'environnement, de déplacer vers la voie cet aspect. Il va même jusqu'à

d'eau un certain nombre de trafics lourds ; je crois aussi que la canalisation de la Saône et du Rhône ont eu, jusqu'ici, un effet très net en matière d'aménagement du territoire, et que l'exemple de la Moselle est tout à fait mal choisi.

M. Grosdidier de Matons, Washington.

Je voudrais souligner deux aspects essentiels du projet qui ne sont même pas évoqués dans cette libre opinion et qui sont pourtant fondamentaux. Il s'agit de l'aspect européen et de l'aspect omnimodal.

D'abord il est évident que Rhin-Rhône ne peut se limiter à une vision purement hexagonale, son aspect européen est double : rattraper un retard, éviter une concurrence.

Battre un retard : il n'est que de regarder une carte des voies navigables européennes, de comparer les divers chiffres de trafic et de constater le retard pris par notre pays au point de vue de l'équipement de ses voies navigables. Je crois qu'il est incontestable.

Permettre à la France de se raccorder au réseau européen en ayant, enfin, plus de 700 kilomètres de voies à gabarit moderne est indiscutablement l'un des buts du projet Mer du Nord-Méditerranée.

Eviter une concurrence : La réalisation de l'axe Rhin-Main-Danube, ouverture formidable vers les pays de l'Est, entraîne de notre part la création obligatoire d'un axe comparable permettant à la fois de faire contre-poids, d'éviter l'évacuation des flux commerciaux et de se raccorder au courant d'échanges qui se crée.

J'ai parlé également de l'aspect « axe omnimodal ». En effet, il ne faut pas oublier que la liaison fluviale Rhin-Rhône doit faire partie d'un ensemble bien plus vaste : l'axe Mer du Nord-Méditerranée, qui rassemble toutes les infrastructures de transport les plus modernes, c'est-à-dire du tube à la voie d'eau en passant par le chemin de fer et l'autoroute.

M. Martin ignore tout à fait cet aspect. Il va même jusqu'à

le contredire, puisqu'il parle de concurrence tarifaire.

Il faut sans doute évoquer ce point. Il est exact qu'il est peu abordé par les partisans du projet, pour la simple raison qu'ils ne s'estiment nullement partisans d'un mode de transport quelconque et ne font pas partie d'un pseudo-lobby de la voie d'eau. Ils sont, au contraire, partisans de l'équipement des conditions de concurrence entre les différents modes de transport. M. Martin parle de celle-ci, mais pour évoquer l'harmonisation des statuts du personnel. Elle est sans doute nécessaire ; je ne suis nullement qualifié pour en parler, mais je suis convaincu par contre que cette harmonisation passe par la mise à disposition des différents modes de transport d'infrastructures au moins équivalentes. Ce sera le cas de l'axe Mer du Nord-Méditerranée.

Quant à l'aspect tarifaire, j'ai déjà dit que, si, au niveau d'une simple concurrence, la concurrence entre les divers modes existe et joue à plein, au niveau de la nation, c'est la complémentarité qui s'avère éminente, mieux, c'est la coordination qui est nécessaire. Je me permets même de m'étonner qu'un responsable national de la C.F.D.T. s'indigne qu'il y ait, je crois, pris en faveur d'une telle coordination, puisse réclamer seulement du projet Rhin-Rhône le fait que la voie d'eau nouvelle bénéficierait d'un transfert de trafic de la route et du fer.

Est-ce vrai ou faux ? A court terme c'est possible. Mais M. Martin ne peut ignorer qu'une voie d'eau comme Rhin-Rhône apportera également du trafic aux autres modes. Les études tendent à affirmer qu'elle en apportera au moins autant que son trafic propre. La simple observation de ce qui se passe déjà sur le terrain, dans les ports fluviaux, source considérable de trafic pour la route et le fer, m'incite à dire que ces études vont dans le bon sens.

Il ne s'agit pas de se partager à coups de tarifs un trafic stagnant ; il s'agit de provoquer, par l'amélioration de l'ensemble des infrastructures permettant une concurrence saine basée sur une réelle égalité de chances, une augmentation du trafic d'ensemble qui profiterait à chaque mode de transport.

M. Marc Schreiber, Paris.

un caban

pour la rentrée ?...

croisé, laine. Marine. 195 F

COSTUME 2 pièces, tweed, laine mélangée, petits boutons, Châtaigne ou lierre. 490 F

PULL-OVER jacquard col en V ou roulé. Marine, rouille ou marron. 85 F

CHEMISE oxford, polyester et coton, col pointés boutons. Bleu, sable ou bordeaux. 55 F



MADÉLIOS

10, rue de la République - 91000 Evry - 01 69 00 00 00

1000-150

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

UNE TERRE TOUTE CABOSSÉE...

Pour mieux connaître ce qu'il y a sous nos pieds

Si la Terre était parfaitement sphérique et homogène, son champ de gravité serait donné par la loi classique de Newton : la pesanteur diminuerait en raison inverse du carré de la distance au centre du globe.

On sait depuis longtemps que ce n'est pas le cas. C'est d'ailleurs Newton lui-même qui a montré que la Terre, par suite de sa rotation sur elle-même, devait être un ellipsoïde légèrement aplati, et non une sphère. La distance des pôles au centre de la Terre est plus courte d'une quarantaine de kilomètres que la distance de l'équateur à ce même centre.

On en est longtemps resté là. C'est avec les premiers satellites que des complications sont apparues. Il se trouve qu'une faible modification de la forme de la Terre a un effet important sur la trajectoire d'un satellite. La Terre est alors apparue comme une poire ; par rapport à l'ellipsoïde, il y a une légère bosse au pôle Nord, un creux relatif au pôle Sud.

On est ensuite allé beaucoup plus loin en raffinant constamment les modèles. Le champ de gravité terrestre peut être décrit par une expression mathématique, somme d'un très grand nombre de termes : pour avoir une description parfaite, il en faudrait un nombre infini, mais, comme les termes sont de plus en plus petits, on obtient une approximation d'autant meilleure qu'on prend plus de termes. Le modèle établi par le G.R.G.S. (1) en comporte une centaine.

Comment est-il établi ? Les auteurs ont utilisé deux sources de renseignements. D'abord, des mesures directes de la pesanteur à la surface du globe : trente-quatre mille quatre cents valeurs donnant chacune la valeur moyenne de la pesanteur sur un carré d'environ 100 kilomètres de côté. Les résultats, couvrant pratiquement tout l'hémisphère nord, et une bonne partie de l'hémisphère sud. Ensuite, des observations de satellites artificiels : quarante-quatre satellites ont été surveillés par trente-huit stations réparties sur tout le globe ; il en résulte

(1) Le G.R.G.S. rassemble des chercheurs du Centre national d'études spatiales, de l'Institut géographique national, du Bureau des longitudes, de l'Institut de physique du globe, du Centre d'études et de recherches de géodynamique appliquée de Grasse et des observatoires de Paris et de Bordeaux.

quelque trois cent mille mesures d'angle (par observation sur fond d'étoiles) et de distances (obtenues par écho laser sur le satellite). Toutes ces données ont été introduites en ordinateur, et un gigantesque programme en a extrait la meilleure détermination du champ de gravité compatible avec les données. Pour vérifier le modèle, on a recalculé à partir du résultat les trajectoires des satellites, et comparé avec les observations. Les écarts de distances varient entre une dizaine et une centaine de mètres.

Le modèle GRIM-2 — il y en a une première version, GRIM-1, fondée sur les seules observations de satellites — n'est pas le premier. Les États-Unis en ont réalisés plusieurs autres (le Monde du 5 octobre 1967). Il est cependant le premier à être en Europe, et sa comparaison au dernier modèle américain montre une qualité équivalente, et parfois supérieure.

Il est difficile de se représenter clairement une formule mathé-

matique comprenant cent termes. Mais on peut en déduire la forme du géoïde. Le géoïde est une surface qui coïncide en gros avec le niveau moyen des océans, et qui est en tous points horizontale, c'est-à-dire perpendiculaire à la verticale du lieu. Ce géoïde est fortement bosselé. Ainsi, au sud de Ceylan, il « descend » à 108 mètres au-dessous de l'ellipsoïde qui représente l'approximation classique de la Terre. En d'autres points, comme le nord de la Nouvelle-Guinée et le sud de l'Islande, il « monte » à 83 mètres et à 64 mètres au-dessus de cet ellipsoïde.

Comme le géoïde est horizontal par définition, monter et descendre sont des termes imprécis. Si un navire coupe l'équateur au sud de l'Inde, vers 105 mètres, et le recroise au nord de la Nouvelle-Guinée, vers + 70 mètres, il n'aura dans l'intervalle ni monté, ni descendu, en négligeant vagues et marées. Mais il sera cependant éloigné de 175 mètres du centre de la Terre.

Les montées du magma

L'application pratique la plus évidente de ce modèle concerne le calcul des trajectoires des satellites — et pour les militaires, le guidage des fusées intercontinentales. Mais il y a un autre intérêt : mieux comprendre la physique de l'intérieur du globe. Les bosses du géoïde traduisent des irrégularités de la Terre ; mais pas ces minuscules accidents de surface que sont les continents et les fosses océaniques. Même si la masse d'un continent est grande à notre échelle, il est aisé de calculer sa contribution au champ de gravité et de voir qu'elle est trop faible pour expliquer les bosses du géoïde. Les irrégularités du champ de gravité signalent des accidents plus profonds.

La localisation des bosses n'a d'ailleurs rien de commun avec celle des continents. Il y aurait plutôt une vague liaison avec certaines frontières des plaques de la croûte terrestre : les déformations du géoïde traduisent la montée du magma sous-jacent.

À dire vrai, si précis qu'il soit, le modèle GRIM-2 ou ses concurrents américains sont encore insuffisants pour qu'on puisse en tirer des conclusions importantes. Les bosses et creux du géoïde, tel qu'il ressort de GRIM-2, ont des dimensions de quelques centaines de kilomètres. Il faut donc une description dix fois plus fine, décrivant des accidents d'une cinquantaine de kilomètres, pour apporter vraiment du nouveau aux géophysiciens.

Ce n'est pas avec des mesures directes de la pesanteur ou avec des observations de satellites qu'on pourra atteindre une telle précision. Mais d'autres méthodes

existent, qui devraient dans l'avenir permettre de progresser. La plus directe est l'altimétrie : on mettrait sur un satellite un laser permettant de mesurer directement sa hauteur au-dessus de l'océan — qui est une matérialisation du géoïde. Cela donnerait en principe une détermination directe des accidents à ce dernier. La chose est malheureusement plus simple à dire qu'à faire.

La poursuite des satellites est une autre technique. Si deux satellites suivent la même orbite, ils vont tantôt se rapprocher, tantôt s'éloigner. Leur distance peut être mesurée à quelques fractions de millimètre près à l'aide d'un laser porté par l'un et dont le rayon est réfléchi par l'autre. Or les fluctuations de distance sont directement reliées aux variations du champ de gravité. Autre technique, terrestre celle-là : mesurer la variation de la pesanteur le long d'une verticale, et non la pesanteur elle-même. Cette « gradiométrie » est une œuvre de longue haleine, mais devrait apporter de précieuses indications.

Il est probable que, d'ici quelques années, GRIM-2 et autres seront dépassés et que, au lieu de décrire le champ de gravité avec une centaine de termes, il en faudra plusieurs milliers. On pourra alors mieux savoir ce qu'il y a sous nos pieds, et peut-être prédire, quand cela va bouger, il semble en effet que les séismes soient en relation avec les petits changements d'orientation de la ligne des pôles — ce qu'on appelle le mouvement du pôle ; et ce dernier dépend principalement des irrégularités du champ de gravité.

MAURICE ARVONNY.

Le nouveau délégué

à la recherche scientifique et technique

M. BERNARD GRÉGORY un international de la science

SELON la tradition, le délégué général à la recherche scientifique et technique est à la fois un physicien et un universitaire. M. Bernard Grégory, qui a été nommé à ce poste au début de l'été, satisfait presque à cette tradition : physicien non universitaire, il a longtemps enseigné à l'Ecole polytechnique.

Haut fonctionnaire, M. Bernard Grégory n'a pas l'aspect austère que l'on remarque habituellement chez ses collègues. Son élégance recherchée mais discrète tranche sur la grisaille des ministères. Personne ne peut résister à son sourire. Quand il veut séduire, il n'hésite pas à jouer du charme de ses yeux bleus.

Rien ne le prédestinait à une

Le hasard l'avait amené au fameux MIT (Massachusetts Institute of Technology). Le même hasard l'avait orienté vers les réactions nucléaires engendrées par les rayons cosmiques. A son retour à Paris, la voie était toute tracée. Il entre comme sous-directeur au laboratoire de recherche de l'Ecole polytechnique que dirige le passionné Leprince-Ringuet.

De Polytechnique à la D.G.R.S.T.

Une carrière internationale de brillant chercheur s'ouvre alors devant lui. Il participe à la mutation du laboratoire qui, progressivement, abandonne les rayons cosmiques pour les particules



(Dessin de CALVIA)

carrière d'administrateur de la science : alors une intelligence et une finesse poussées à un point si extrême qu'elles en deviennent presque des défauts. M. Grégory, qui vient d'entrer en fonction, finit les expéditions au pôle du Midi, où il pouvait assouvir son goût du sport. C'est maintenant le travail de laboratoire dans une grande organisation internationale. Il y gravit les échelons de la hiérarchie de la recherche et enseigne la physique à Polytechnique.

Son nom est mis en avant pour le poste de directeur général du CERN. Mais il y a un autre candidat sérieux : le professeur Italien Puppi. M. Grégory se prend au jeu, défend ardemment sa candidature. Et l'emporte finalement. C'est le début d'une nouvelle phase : celle d'administrateur de la recherche plus que de chercheur. Ces cinq ans à la tête du CERN sont l'occasion d'un réel épanouissement.

Le retour au laboratoire parisien de l'Ecole polytechnique en 1971, où, éligiblement, M. Leprince-Ringuet lui cède la place, en prenant sa retraite avec quelques temps d'avance, n'en est que plus dur. Avec courage, M. Grégory remplace son cours à l'Ecole polytechnique, et s'insère à l'équipe qui travaille avec lui. Mais il se sent à l'étroit. Le style que sa personnalité a pris au CERN s'accommode mal d'un cadre trop petit et trop spécialisé. Il faut qu'il en sorte. En 1973, M. Hubert Curien quitte la direction du C.N.R.S. pour succéder à M. Pierre Aigrain à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). M. Grégory, qui est disponible et range son train, le remplace au C.N.R.S. et retrouve une fonction dont la dimension lui convient. Elle le conduira, comme par fatalité, à succéder à M. Curien quand celui-ci quittera la D.G.R.S.T. pour la présidence du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) au début de l'été.

Le pire ennemi des prisonniers est l'ennui. Comment meubler ces cinq ans d'inaction forcée ? En lisant, principalement des ouvrages de physique, M. Bernard Grégory acquiert une vaste culture. Il n'apprend que le physique très classique, celle que l'on enseignait en France à l'époque, et qui ne tenait que fort peu compte des découvertes essentielles de la relativité et de la mécanique quantique. Mais le goût est pris.

Rentré en France, après avoir passé brillamment son examen de sortie de l'Ecole polytechnique, M. Bernard Grégory choisit une nouveauté : la « boîte-recherche ». Il passe trois ans aux États-Unis et y devient docteur.

Le retour au laboratoire parisien de l'Ecole polytechnique en 1971, où, éligiblement, M. Leprince-Ringuet lui cède la place, en prenant sa retraite avec quelques temps d'avance, n'en est que plus dur. Avec courage, M. Grégory remplace son cours à l'Ecole polytechnique, et s'insère à l'équipe qui travaille avec lui. Mais il se sent à l'étroit. Le style que sa personnalité a pris au CERN s'accommode mal d'un cadre trop petit et trop spécialisé. Il faut qu'il en sorte. En 1973, M. Hubert Curien quitte la direction du C.N.R.S. pour succéder à M. Pierre Aigrain à la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). M. Grégory, qui est disponible et range son train, le remplace au C.N.R.S. et retrouve une fonction dont la dimension lui convient. Elle le conduira, comme par fatalité, à succéder à M. Curien quand celui-ci quittera la D.G.R.S.T. pour la présidence du Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) au début de l'été.

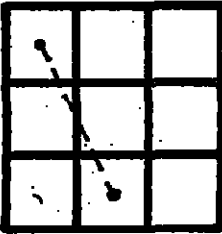
JEAN-LOUIS LAVALLARD.

EN TOUTE LOGIQUE Sauts de cavalier

PROBLEME N° 75

Sur cet échiquier 3 x 3, un cavalier d'échecs peut faire seize sauts différents (deux à partir de chaque case du poutour).

Combien de sauts peut-il faire sur un échiquier 7 x 9 ou, plus généralement, sur un échiquier p x q ?



(Solution dans le prochain Monde des Sciences et des Techniques.)

SOLUTION DU PROBLEME N° 74

Un homme marche sur un pont de chemin de fer. Il en parcourt les deux tiers et voit arriver un train qui avance à 45 kilomètres à l'heure. L'homme peut s'échapper de justesse vers l'une ou l'autre extrémité du pont. Quelle est sa vitesse ?

Dans un temps égal, l'homme peut parcourir le dernier tiers ou reculer d'un tiers. A cet instant, le train a atteint une extrémité du pont. Si l'homme peut s'échapper par l'autre extrémité, alors le train parcourt tout le pont pendant que l'homme en parcourt un tiers. L'homme court à 15 kilomètres à l'heure.

PIERRE BERLOQUIN.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de septembre est paru

LE RÉVEIL DES LANGUES RÉGIONALES

Alsacien - Basque - Breton
Corse - Flamand - Occitan

Bannis de l'école par la III^e République, emportés par l'écroulement et les grands bouleversements sociaux du XX^e siècle, les « patois » français étaient en passe de disparaître. Ce reflux est maintenant stoppé. Les mouvements régionalistes ont retrouvé vigueur et audience. Des couches nouvelles refusent l'uniformisation centralisatrice et tentent de retrouver les racines du terroir. L'administration elle-même l'admet désormais : les langues et les cultures régionales font partie d'un patrimoine à préserver.

Dans le même numéro

Une interview de François Billeloux : le théâtre pourrait servir de base à l'enseignement. Des propositions pour un nouveau calendrier scolaire... Les orbes ont-ils inventé l'université ? Les métiers de la banque. La formation continue à la Banque de France. Les livres et les revues.

Le numéro : 5 F. Abonnements (11 numéros par an) France : 50 F. Étranger : 68 F

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

LE SAVOIR ET LES MACHINES

GÉOPHYSIQUE

Le trou le plus profond

Le navire américain de forages scientifiques, *Gloomar Challenger*, va essayer de forer, au large du Maroc, le trou le plus profond jamais réalisé dans les grands fonds marins. Cette opération est inscrite au programme international IPOD (International Phase of Ocean Drilling), auquel participe la France.

Les responsables scientifiques vont essayer de pénétrer les fonds marins sur une profondeur de 3 500 mètres (ou même plus) de manière à atteindre les sédiments déposés au moment de l'ouverture de l'Atlantique, il y a cent quatre-vingts à cent quatre-vingt-dix millions d'années (des sédiments les plus anciens récupérés à ce jour, au large de l'Amérique

du Nord et au large du Sénégal, n'ont, en effet, que cent cinquante-cinq millions d'années environ). En outre, il n'est pas impossible que le trépan atteigne le socle. On pourrait ainsi savoir si la zone forée, qui est située à près de 100 kilomètres des côtes marocaines, mais déjà sous 3 000 mètres d'eau, appartient déjà au domaine océanique ou fait encore partie du domaine continental. Enfin, on obtiendrait des informations nouvelles sur ces zones encore très mal connues, qui, sont les marges continentales.

Le record précédent de pénétration était de 1 750 mètres. Le forage avait eu lieu l'hiver dernier au large du Portugal.

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

Une deuxième usine d'enrichissement de l'uranium sera construite par la France et quatre autres pays

La France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique et l'Iran, déjà associés depuis 1972 dans le groupement Eurodif, qui décide, en novembre 1973, la construction d'une usine d'enrichissement de l'uranium à Tricastin, près de Pierre-Valle (Drôme), ont annoncé, à Paris, le 13 septembre, leur intention de construire une seconde usine, copiste sur celle d'Eurodif et faisant appel au procédé de diffusion gazeuse. Son coût total, pour dix millions d'unités de travail de séparation isotopique, sera de 10 milliards de francs.

Prise il y a en réalité quelques semaines, cette décision d'ont l'annonce avait été différée, apparaît plus de principe que véritablement définitive. Le site n'est pas choisi et ne le sera que dans les premiers mois de 1977. L'avant-projet détaillé ne sera pas terminé avant mars 1978 et c'est à cette date seulement, lorsque l'usine d'Eurodif commencera à fonctionner, que les pays participants lanceront leurs emprunts sur le marché financier.

La décision n'est donc pas irrévocable, et elle ne sera complètement acquiescée qu'au début de l'année 1978, au vu des conditions du marché de l'uranium enrichi.

Les pays regroupés dans Eurodif (Belgique, Espagne, France, Iran et Italie) avaient formé en 1975 une société Corefid (Compé-

de voir si les États-Unis décident ou non de réaliser une nouvelle usine de diffusion gazeuse de 9 millions d'U.T.S. comme ils en ont depuis longtemps l'intention.

Le problème des usines d'enrichissement est, d'une part, leur coût élevé — 10 milliards de francs 1976 pour 10 millions d'U.T.S. en Europe, 15 milliards au moins aux États-Unis — et, d'autre part, le délai de réalisation. Il faut environ sept ans pour les construire, sans compter la phase d'avant-projet, décidée en novembre 1973, l'usine d'Eurodif ne commencera à produire qu'en 1979 et n'atteindra sa pleine production qu'en 1981. Il s'agit donc de prévoir une dizaine d'années auparavant, de manière suffisamment précise.

Au lieu d'attendre la situation, la crise du pétrole a contribué à la brouiller. Les programmes nucléaires de tous les pays du monde marquent le pas, et la demande prévisible pour 1980 est en baisse de 10 % par rapport aux évaluations de 1974, et pour 1985 et 1990 elle est inférieure d'environ 20 %. Les spécialistes sont assez nombreux à estimer, toutefois, qu'il partir de 1980, le nucléaire sera solidement installé et que la demande de combustible enrichi croîtra assez rapidement. Selon les prévisions actuelles, c'est vers 1984 que la demande mondiale rattrapera l'offre. D'où l'idée de mettre en service Corefid en 1985.

OFFRE ET DEMANDE D'URANIUM ENRICHIS DANS LE MONDE D'ICI À 1990

(En millions d'unités de travail de séparation isotopique)

	1975	1980	1985	1990
Offre				
— États-Unis (ERDA)	14	22	27,7	27,7
— Union soviétique	3	3	9,7	9,7
— Eurodif	3	3	10,3	10,3
— URENCO	0,5	10	10	10
— Corefid	5	5	10	10
Total	17	25,5	56,5	56,5
Demande				
— États-Unis	11	22,1	38	38
— Europe	10,1	21,5	36	36
— Japon	2,3	6,3	9,2	9,2
— Autres pays	1,2	5,3	8,5	8,5
Total	12-14	25,1	56,4	56,4

Ce tableau est indicatif car ni l'offre ni la demande d'uranium enrichi d'ici quinze ans ne sont connues avec exactitude. On voit toutefois que, si les usines d'enrichissement de l'uranium existantes et celles qui seront construites dans les années 1970-1980, l'Union soviétique aujourd'hui à 3 millions d'U.T.S. mais ne sont pas officiellement rendues publiques. On peut aussi supposer que, d'ici à 1980, l'Union soviétique construira une ou deux usines. Pour les États-Unis, on hésite à indiquer la date à laquelle l'usine de 9 millions d'U.T.S. envisagée depuis plusieurs années pourrait atteindre sa pleine capacité, puisqu'elle n'est toujours pas décidée. Il est possible aussi que vers 1980 existent au service d'autres usines, utilisant peut-être le procédé d'ultracentrifugation. Enfin, certains spécialistes doutent que les usines d'URENCO, qui font appel au procédé d'ultracentrifugation, atteignent la capacité de 10 millions d'U.T.S. pour 1985, car on ne sait plus aujourd'hui quel sera le rythme de développement des programmes nucléaires dans le monde. Par rapport aux prévisions de 1974, la demande totale calculée pour 1980 a baissé de 9 % ; celle calculée pour 1985 de 14 %, et pour 1990 de 19 %.

On peut toutefois supposer que les estimations actuelles donnent un ordre de grandeur et que, si les usines officiellement annoncées sont construites et fonctionnent correctement, une certaine pénurie pourrait se faire sentir à partir de 1985 (sauf si les États-Unis construisent des usines nouvelles).

grie de réalisation d'usines de diffusion gazeuse) pour étudier les futures installations dont ils auraient besoin. C'est Corefid qui vient de prendre la décision de réaliser une seconde usine d'enrichissement utilisant une technique mise au point il y a une trentaine d'années pour les besoins militaires, la diffusion gazeuse. Les pays européens et l'Iran confirment ainsi leur intention de concurrencer les États-Unis qui, jusqu'ici, avaient le monopole de la production de l'uranium enrichi dans le monde occidental. Avec une capacité installée de près de 16 millions d'unités de travail de séparation isotopique (U.T.S.) en 1985 — 10,8 millions d'U.T.S. pour l'usine d'Eurodif et 5 millions pour Corefid — la capacité de production des États-Unis, 14 millions d'U.T.S. En 1981 toutefois, la capacité d'Eurodif aura été portée à 27,7 millions d'U.T.S. avec l'extension des trois usines existantes. Pour sa part, l'Union soviétique a annoncé l'annulation d'environ 3 millions d'U.T.S. à des pays étrangers.

Une grande prudence

La décision qui vient d'être prise est cependant empreinte d'une grande prudence. L'usine de Corefid sera construite en deux étapes. Elle commencera à fonctionner vers 1985 à la moitié de sa capacité. Ce n'est qu'ensuite que cette capacité sera portée de 5 à 10 millions d'U.T.S. Cette programmation laisse le temps de voir comment évolueront le marché et les technologies. Lorsqu'il s'agira de décider l'extension de l'usine, on saura notamment combien les États-Unis et d'autres pays (Japon, Australie, Afrique du Sud, qui ne sont pas encore sur le marché mais qui souhaitent construire des usines) auront d'installations d'enrichissement en chantier. Il est vraisemblable que l'on saura aussi si le nouveau procédé d'enrichissement par ultracentrifugation, que les Britanniques, les Néerlandais et les Allemands mettent au point dans le cadre de leur association d'Urenco, est devenu ou non compétitif.

A plus court terme, la décision de construire l'usine de Corefid ne deviendra définitive que dans dix-huit mois, ce qui permettra

D'où l'idée aussi pour Urenco d'augmenter de 4 à 10 millions d'U.T.S. les capacités de ses usines britanniques et allemandes, si et toutefois l'ultracentrifugation donne satisfaction. Si la demande continue de croître, elle pourrait atteindre 92 millions d'U.T.S. en 1990, et il faudra construire trois ou quatre usines nouvelles pour compléter la capacité de production mondiale de 56 millions d'U.T.S. en 1985 (compte tenu de Corefid et d'Urenco).

Un paradoxe : l'absence américaine

« Le phénomène majeur de ces dix dernières années est l'absence de décision américaine », dit, en présentant le projet Corefid, M. Georges Besse, président du conseil d'administration et directeur de la Cogema, filiale du Commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.). Les États-Unis, en effet, hésitent et s'interrogent depuis plusieurs années. Jusqu'ici, tout l'uranium enrichi américain qui approvisionne à la fois les centrales nationales et les centrales étrangères est produit dans trois usines publiques. L'administration fédérale avait conçu le projet de pousser les industriels à investir dans ce secteur, et le président Ford avait proposé, en juin dernier au Congrès, un projet de loi qui privatisait les modalités de transfert des connaissances et le soutien financier du gouvernement fédéral aux investisseurs privés. Ce projet, le Nuclear Fuel Assurance Act, proposait que le gouvernement fédéral assure les investissements des industriels jusqu'à 8 milliards de dollars au cas où ceux-ci ne rencontreraient pas le succès escompté. Il était spécialement destiné à encourager une association de plusieurs industriels, Uranium Enrichment Associates (U.E.A.), qui étudiait une usine de diffusion de 9 millions d'U.T.S. devant entrer en fonctionnement en 1983. Des participations étrangères au financement de l'usine étaient envisagées jusqu'à 40 %.

Trois autres sociétés, Centar Associates, Tencor (groupe Garret), et Exxon Nuclear étudiaient, indépendamment les unes des autres, des unités pilotes d'ultracentrifugation qui, si elles se révé-

laient rentables, seraient étendues à 3 millions d'U.T.S. vers 1986-1987. Aujourd'hui, seule la firme Bechtel reste intéressée au projet d'U.E.A., le Japon manifestant toujours son intention de participer au financement de l'usine. Suront le Congrès américain a modifié le projet de loi de l'administration qu'il n'approuvait guère pour l'aide qu'il souhaitait apporter au secteur privé. Réamontant l'administration fédérale ERDA, qui s'occupe des problèmes d'énergie aux États-Unis, et qui gère les trois usines d'enrichissement existantes, a été invitée à étudier l'extension d'une de ces usines à Portsmouth, dans l'Ohio. Une extension qui équivaltrait pratiquement à la réalisation d'une nouvelle usine et qui pourrait suppléer à la défaillance du secteur privé.

Ainsi les projets des uns et des autres s'entrechoquent-ils, chacun attendant des deux côtés de l'Atlantique que l'autre se décide. Il faut bien constater toutefois que les pays, comme le Japon, qui ne sont pas de grands producteurs d'approvisionnement en combustible enrichi ne paraissent pas très impatients de participer aux projets américains ou européens, alors qu'une telle participation leur assurerait un droit de préemption automatique sur la production des usines. (Ce qui est le cas de l'Iran, par exemple.) Il est vrai que le Japon, comme l'Australie, a ses propres projets.

Il n'est donc pas aisé de prévoir si d'autres pays viendront se joindre à Corefid avant le démarrage de l'année 1978, après que l'on aura tranché entre les trois sites français, les deux sites italiens et un site belge. La première étape appellera un financement d'environ 6,5 milliards, et c'est une usine incomplète qui sera mise en service en 1985. L'hexafluorure d'uranium enrichi devra être enrichi dans l'usine de Corefid avant d'être transporté par conteneur à l'usine d'Eurodif qui terminera l'enrichissement. Au total, 25 000 tonnes d'uranium enrichi seront transportées chaque année, ce qui posera sans doute des problèmes de sécurité. Aux dires des spécialistes français, l'explosion en présence de non-couplées ne serait qu'une catastrophe, couplées ne serait qu'une pénalisation. Corefid devrait être financé à peu près de la même façon qu'Eurodif. Le capital d'Eurodif a été divisé en quatre parts de 1 milliard de francs environ de part et d'autre de Corefid.

naïres, qui ont démarré en 1976 (300 millions) doivent aussi à 1 milliard de francs et les accompagnent à recevoir des clients qui passent des commandes atteignant 1,5 milliard. Le reste provient de crédits bancaires et de crédits à l'exportation. Les dirigeants d'Eurodif ont ainsi commandé aujourd'hui 85 % des matériels de l'usine et les bâtiments commencent à sortir de terre. Tous

LES ACTIONNAIRES

Le capital de la société Corefid, Compagnie de réalisation d'usines de diffusion gazeuse, est partagé entre trois actionnaires. EURODIF possède 51 %, la COGEMA, filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique pour le cycle du combustible nucléaire, en possède 29 %, et l'Organisation de l'énergie atomique d'Iran (O.E.A.I.), 20 %. Mais la COGEMA et l'O.E.A.I. participent aussi à EURODIF, dont le capital se répartit au total entre six partenaires industriels :

AGIP Nucléaire (Italie), 12,5 % ; Comitato Nazionale per l'Energia Nucleare (Italie), 12,5 % ; COGEMA (France), 27,8 % ; Empresa Nacional del Uranio S.A. (Espagne), 11,1 % ; Société belge pour l'enrichissement de l'uranium, 11,1 % ; Société française d'uranium enrichi (SOFIDIF), filiale à 60 % de COGEMA, et à 40 % d'O.E.A.I., 25 %.

A travers sa double participation, la COGEMA détient 42,5 % des parts du capital d'Eurodif. La SOFIDIF détient aussi la majorité avec 50,63 %.

les compresseurs, les barrières de diffusion et leurs supports sont notamment en cours de fabrication. Les usines d'uranium enrichi commencent à fonctionner, M. Besse espère que la crédibilité sera suffisante pour obtenir de nouveaux prêts pour Corefid. Sans doute aussi, d'autres pays étrangers seront-ils davantage tentés de participer à Corefid. — D.V.

PRÉHISTOIRE

CINQUANTE SCIENTIFIQUES ET TECHNICIENS S'INSTALLENT AU NOUVEAU CENTRE DE RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

(De notre correspondant)

Nice. — Mme Alice Saunier-Selb, secrétaire d'État aux universités, a inauguré, lundi 13 septembre, en présence de nombreuses personnalités scientifiques et universitaires, le Centre de recherche archéologique (CRA) du C.N.R.S. dans le parc scientifique (C.N.R.S.) sur le campus Sophia Antipolis à Valbonne (Alpes-Maritimes) (1).

Parti intégrantes du domaine du C.N.R.S., dans le parc d'activités scientifique et technique de Valbonne, les nouvelles installations (quatre bâtiments contigus) ont une superficie totale de 4 217 mètres carrés et une « surface scientifique » de 2 790 mètres carrés.

De leur flot de verdure, elles sont destinées à abriter la direction, les services et les laboratoires de recherche archéologique, en France et dans le monde, de trente U.R.A. (Unités de recherche archéologique) de France et de l'étranger. Les travaux scientifiques et techniques y seront à pied d'œuvre, formant le noyau de base du CRA, dont le directeur, M. Michel de Bonard, est membre de l'Institut, a défini la vocation.

Selon ses promoteurs, auquel M. Robert Chabba, directeur général du C.N.R.S., devait rendre hommage, le pari sur lequel repose le C.R.A. est simple : en apportant à la recherche les ressources de ses services et de ses laboratoires, en faisant bénéficier d'une structure souple et ouverte pouvant jouer le rôle de structure d'accueil, en faisant bénéficier des techniques et des préhistoriens les techniques d'accompagnement indispensables, qu'il s'agisse des moyens nécessaires pour recueillir les données de l'exploration, pour en exploiter les résultats ou pour les mettre à la portée du public.

MICHEL VIVES.

(1) Le CRA est installé dans une zone de 55 000 mètres carrés réservée au C.N.R.S. au campus Sophia Antipolis. Les travaux commencent en mai 1975, ont coûté environ 10 millions de francs et ont été financés par le C.N.R.S. et le fonctionnement sera assuré, selon les prévisions, de l'ordre de 5 à 6 millions de francs par an. L'installation de ce centre en province a été encouragée par M. Jacques Sonssac, à qui le président de la République avait demandé d'établir un rapport sur les perspectives archéologiques françaises. (« Le Monde » du 14 janvier 1976).

LES TRAVAUX DU CONGRÈS DE NICE

Un nouvel « Homo habilis » vient d'être trouvé en Afrique du Sud

De notre envoyée spéciale

Nice. — Entre le 9 et le 17 août dernier, le professeur Philip V. Tobias, professeur à l'université de Witwatersrand de Johannesburg, et M. Alan R. Hughes, assistant à la même université, ont mis au jour sur le site de Sterkfontein, à 35 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg, la mâchoire inférieure d'un crâne appartenant très probablement à un « Homo habilis » datant de 2 à 1,5 millions d'années et ayant appartenu à un adulte d'âge moyen. Trente-neuf morceaux de neuf dents ont été récupérées, si bien que ce nouveau crâne d'« Homo habilis » est, avec trois ou quatre autres, le plus complet des plus complets que les spécialistes aient à leur disposition.

Telle est la communication inattendue que le professeur Tobias a faite mardi 14 septembre au colloque sur les premiers Hominiens qui a eu lieu dans le cadre du IX^e congrès international de sciences préhistoriques et protohistoriques réuni à Nice.

Baptisé S.W. 53, ce crâne est approximativement contemporain des autres « Homo habilis » trouvés à l'« Omo » (Éthiopie du Sud), à Olduvai (Tanzanie), dans l'Afar (Éthiopie de l'Est), et sur la rive est du lac Turkana (anciennement appelé lac Rodolphe, dans le Kenya du Nord). Tous ces « Homo habilis » sont associés à l'industrie la plus primitive, celle des galets aménagés par un ou plusieurs êtres.

La découverte de Sterkfontein confirme donc l'ancienneté de l'« Homo habilis », puisqu'il y a deux à un million et demi d'années sa forme était déjà nettement différenciée de celle de l'Australopithecus gracile, dont, selon les théories actuelles, il serait issu. Pour le moment, on ne connaît que des « Homo habilis » africains, au total quelque soixante-quatre individus parfois représentés par une seule dent. Les « Homo habilis » sont très probablement les précurseurs immédiats des « Homo erectus » (ou « Pithecanthropus »), dont on pense qu'ils sont nos ancêtres directs.

La découverte de Sterkfontein confirme donc l'ancienneté de l'« Homo habilis », puisqu'il y a deux à un million et demi d'années sa forme était déjà nettement différenciée de celle de l'Australopithecus gracile, dont, selon les théories actuelles, il serait issu. Pour le moment, on ne connaît que des « Homo habilis » africains, au total quelque soixante-quatre individus parfois représentés par une seule dent. Les « Homo habilis » sont très probablement les précurseurs immédiats des « Homo erectus » (ou « Pithecanthropus »), dont on pense qu'ils sont nos ancêtres directs.

YVONNE REBEYROL

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

AU CONGRÈS DE PSYCHOSOMATIQUE

La santé et le choix de société

La médecine, la santé, ou plus exactement l'idée que chacun s'en fait, relèvent d'un choix de société. Médecine de pointe ou médecine de masse, médecine collective ou individuelle, hospitalocentrique ou non, autant de questions qu'avait décidé d'aborder entre autres, sous des angles divers, le cinquième congrès international de psychosomatique réuni à Paris du 9 au 12 septembre. Quatre « tables rondes » ont, avec plus ou moins de bonheur, tenté d'examiner les nouvelles orientations possibles de la politique de santé et l'orientation venue en cause de l'idéologie médicale traditionnelle.

En ouverture, le docteur Bernard Pissarro, dans un rapport sur l'avenir et les frontières de la médecine, avait d'emblée situé le problème, rappelant notamment que « conserver la santé d'une population est loin de se résumer à des actions thérapeutiques » et que « la société est elle-même génératrice de nombreux troubles de la santé, que ce soit dans le domaine somatique (pollution, conditions de travail, etc.) ou psychologique (surmenage) ». La médecine du travail et la médecine scolaire peuvent en témoigner chaque jour. En conclusion, le docteur Pissarro envisageait un avenir immense pour la médecine, à condition que le « savoir médical » ne demeure pas confiné par le « pouvoir médical ».

L'hôpital, pour quoi faire ?

Les hôpitaux sont malades, les médecins sont malades, les finances sont malades : c'est ce qu'on pouvait retentir pour l'esprit de la table ronde réunie au congrès de psychosomatique la semaine passée à Paris, sur le thème « L'hôpital pour quoi faire ? ». Le fait de poser la question montrait qu'il était difficile de répondre et que l'on comptait un peu sur la salle très faiblement remplie pour aider à dégarer au moins des éléments de réponse.

L'hôpital, tel qu'il a été décrit analysé, critiqué ce jour-là, le gouffre financier de la Sécurité sociale (42,8 % des dépenses de santé en 1974, soit 33,4 milliards sur un total de 71,9 milliards). C'est aussi le lieu de la technique de pointe, à la fois irremplaçable et hors de prix, et celui des soins aux indigents, aux travailleurs migrants, aux ouvriers, ou encore à ces « petits malades » ou « cas alcooliques » que notre société ne sait pas traiter autrement.

Un hôpital est-il nécessaire pour dispenser ces deux sortes de services qui n'ont rien de commun ? Le docteur Parient de Vail, à plusieurs reprises, insistait à cet égard sur la confusion actuelle entre la vocation d'hôpital, d'hébergement, de « lits » pour personnes malades et la vocation de traitement, de soins, de soins intégrés, sectorisés, plus ou moins d'être au service et à l'écoute des malades ; ce qui entraînerait une diminution du pouvoir médical, dénoncé cette fois encore.

En conclusion, tous les orateurs se sont accordés sur ce point : l'hôpital existe et demeure indispensable ; mais pour quoi faire ? Beaucoup plus que ses simples prestations actuelles, l'hôpital est, par l'impression, au hasard des discussions, qu'il ne serait pas absurde de voir l'empire des « lits hospitaliers » diminuer au profit des services de soins intégrés, sectorisés, plus ou moins d'être au service et à l'écoute des malades ; ce qui entraînerait une diminution du pouvoir médical, dénoncé cette fois encore.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

L'idéologie médicale en question

« L'idéologie médicale en question » était le thème d'un débat qui a réuni une cinquantaine de médecins et sociologues.

Dès la première intervention, un médecin généraliste donna le ton en expliquant que, à son avis, il n'y avait pas une, mais des idéologies à l'intérieur d'un corps médical très hiérarchisé. Selon lui, la technique médicale se situe au-dessus de l'idéologie. Présentant les réticences, le président de séance, M. Maître, objecta qu'il ne saurait y avoir de technique sans idéologie. L'idéologie, poursuivit-il, n'est pas une tare, mais une nécessité : un groupe humain sans idéologie est un homme sans corps. Mais en vain. Il était déjà évident que le vrai débat n'aurait pas été fondé sur la question de la médecine et le monde du travail ou la situation du corps médical ou la situation du corps social, furent soulevées par certains participants : questions restées sans réponse. On leur préféra des thèmes de réflexion certes, très importants, mais d'un autre ordre comme la hiérarchie médicale, l'évolution de la médecine du travail ou encore du médecin devant la mort.

Cette difficulté de communication était-elle le simple fait d'une différence de langage entre médecins et sociologues comme le suggère l'un des participants ? Il semble bien que non, mais on percevait très nettement que, à quelques exceptions près, la plupart des médecins présents n'étaient pas prêts à aborder des sujets dangereux pour l'avenir de la médecine.

Les sociologues n'insistent pas : peut-être craignent-ils qu'un autre débat ne s'instaure, portant celui-ci sur la mise en question de la sociologie.

Après tout, personne n'a intérêt à scier la branche sur laquelle il est assis.

MEDICINE PHARMACIE

Séptembre

Revue Scientifique

Octobre - Juin

Encadrement annuel

parallèle à la Fac.

P.C.E.M. et Pharmacie

Année "O"

Cours par Prof. de Fac.

Groupes de 15 élèves par CHU

IPEC 46 Bd St Michel

632 81 23 032 45 87

ARTS ET SPECTACLES

Concerts

Musique sacrée de Mozart et Haydn

L'an passé, un enregistrement des Vespres de Mozart venait de paraître. On se souvient de la place qu'il occupa dans le monde de la discographie, particulièrement riche (1) : il était dirigé par un chef, un musicologue anglais inconnu, John Eliot Gardiner. Invité par Radio-France et le Festival d'été, ce chef a prouvé, lundi, à Saint-Séverin, ses étonnantes qualités de deux œuvres rarement jouées de Mozart et de Haydn.

Grand, s'en finissant pas de dépit ses jambes et ses bras, le visage à la fois fuyant et marqué par une activité dévorante, il rayonne d'autorité et de gentillesse, tient ses musiciens dans son regard et dans ses mains et déchaîne une musique d'une vigueur bienfaisante. Impossible de résister à des gestes qui allient le dynamisme du flux musical à la précision du détail ; le bonheur de jouer, de chanter du Nouvel Orchestre philharmonique et des chœurs de Radio-France faisait plaisir à voir.

Et l'on était emporté, ballotté, ravi, par la musique des Litanies du Saint-Sacrement de 243 d'un Mozart de vingt ans, exultant avec allégresse les paroles latines en un grand flot symphonique où s'épanouissent des airs à rondeaux comme des buissons de roses.

Vingt-six ans plus tard, la Harmoniemessa de 1802, dernière œuvre de Josef Haydn, ouquel les Saisons, résonnent pourtant de « casser les reins », respirent du même enthousiasme indomptable. Pour célébrer une ultime fois son Dieu, Haydn ignore sa maladie et sa mélancolie ; jamais son art n'a été aussi fort et aussi incrédule, épuisant les paroles de transes vocales et instrumentales fulgurantes, avec ces couleurs si particulières des instruments à vent qui se reflètent dans le titre. Après un Kyrie d'une grandeur beethovenienne, presque toute la messe est d'une intense jubilation dont la pulsation sous-tend même les instants de méditation et jusqu'à l'Agnus Dei, dont la grâce exquise débouche sur les tambours et clairons du Dona nobis pacem, moins pathétique mais tout aussi vibrant que celui de la Messe solennelle de Beethoven.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Deux disques Decca SET 555-561.

Culture

VIOLETTE VERDY NOMMÉE A LA DIRECTION DE LA DANSE A L'OPÉRA

Le malaise de la danse au Palais Garnier, révélé cet été à l'occasion de la crise de l'Opéra, trouve un dénouement. M. Rolf Liebermann a fait appel à Violette Verdy, actuellement danseuse principale au New-York City Ballet, qui prendra ses fonctions à Paris à partir du 1^{er} janvier prochain. Elle devrait succéder à M. Raymond Franchetti comme directeur de la danse, le 1^{er} septembre 1977. M. Franchetti restera à l'Opéra comme inspecteur général de la danse et conseiller technique. Cette décision est reçue avec satisfaction et espoir dans les milieux professionnels.

Violette Verdy, de son vrai nom Nelly Guillem, est bretonne. En 1945, elle débuta dans les Ballets des Champs-Élysées. Aux Ballets de Paris, elle a créé « Le Loup », de Roland Petit. On a rarement vu danseuse aussi expressive, aussi musicale. Depuis 1957, elle était partie pour les États-Unis, et ses compatriotes l'avaient quelque peu oubliée. Ils ont découvert avec surprise et fierté, l'on passe, lors du « Festival Ravel », qu'elle était devenue une étoile de réputation internationale. Georges Balanchine, grand amateur de danseuses longilignes, avait fait d'elle, française, vive et plutôt petite, son interprète privilégiée. Il a composé plusieurs ballets, dont « Sonatine », pour elle. Il lui a confié la sélection des élèves de son école. Depuis plusieurs années, Violette Verdy visite les cours de danse américains à la recherche d'éléments susceptibles de faire carrière au New-York City Ballet.

L'Opéra de Paris a tout à attendre d'une danseuse d'une qualité exceptionnelle, pour qui toute évolution vers la chorégraphie doit passer, comme elle se plaît à le répéter, par le professeur.

M. M.

Festival

L'« ATLANTIDA » de Falla à Lucerne

Lucerne et son lac, les promenades nocturnes en bateau où l'on déguste la fondue en écoutant sonner le cor des Alpes... Soirée agréable, « pleine d'ambiance », assure le dépliant touristique. « Toute la Suisse dans une bouteille ». On rêve, on aimerait s'attarder sur la Kapellbrücke — ce pont couvert en bois qui, depuis six cent quarante-trois ans, franchit la Reuss, — visiter les églises, admirer le palais du gouvernement, témoignage du style florentin au seizième siècle et pousser jusqu'à Trilsch pour voir le musée Wagner... Mais, l'autre soir, les Semaines internationales de musique de Lucerne ont pris fin avec Atlantida, le chef-d'œuvre posthume de Manuel de Falla : un ouvrage qui ne se laisse pas facilement carier, rebelle à l'exégèse, hors du temps et (hors) du style de son auteur... Ouvrons une parenthèse.

Cheque année, les Semaines de Lucerne se donnent un thème en forme d'anniversaire : Stravinski en 1973, Schönberg en 1974, Ravel et Berlioz l'an dernier. Cet été, le centenaire de la naissance de Manuel de Falla aura servi de prétexte non seulement à une rétrospective assez complète de son œuvre, mais à une évocation de l'Espagne, d'Antonio de Cabezón à Cristóbal Haendel, des Goyescas à la Symphonie espagnole, sans oublier Don Quichotte de Tchaïkovski ou le Spanische Liederbuch de Hugo Wolf.

Au Théâtre municipal, un Barbier... de Séville signé Paisiello et, entre autres, parmi les artistes invités : Alicia de Larrocha, Teresa Berganza, Nicor Zabala, sans oublier, d'ailleurs, puisque Lucerne accueille également Karl Böhm ou Herbert von Karajan, venus avec leur orchestre respectif, chacun pour deux soirées. Souci de ne vexer personne ? Désir plutôt de ne pas s'enfermer dans une indigence commémorative aggravée par la célébration en sept soires (mobiliers, concerts, conférences) d'un second centenaire espagnol : Fado Casals. Or devine tout ce qu'il faut de diversité dans la programmation et la chose des interprètes pour que des lignes de force aussi évidentes ne laissent pas une impression de monotonie ou de facilité ; Lucerne reste bien l'un des plus intéressants festivals européens.

Qui connaît l'Atlantida ? D'ailleurs Ernesto Halffter, auteur de la reconstitution de cette fresque inachevée, affirme qu'il s'agit d'une œuvre de la première mondiale de la version

C'est à partir de ce document qu'Ernesto Halffter, élève et familier du compositeur, a établi une version exécutable depuis les premières auditions en concert, à Barcelone en 1961, et sur le scène de la Scala de Milan l'année suivante, avec le désir non d'améliorer la reconstitution, mais, précise-t-il, « conformément à l'évolution de la conscience créative, de rendre l'œuvre plus jouable, plus facile à donner ».

Sur le fond, poursuit E. Halffter, Atlantida comporte tous les éléments musicaux que Falla considérait comme éternels et qui appartiennent au monde tonal, sans exclure l'intérêt porté aux expériences d'orchestration. En second lieu, on remarque des emprunts au vieux fonds populaire. Et l'œuvre d'Isabel, par exemple, mêle des thèmes de Grenade et de Catalogne. Profondément croyant — Garcia Lorca ne le considère-t-il pas comme un saint ? — Manuel de Falla semble, d'autre part, avoir voulu proposer dans sa dernière œuvre un modèle de musique religieuse, évoquant avec le chœur Salve Marianne le style des onzième et douzième siècles. Enfin, fidèle à la tradition des mystères du Moyen Âge, qui s'est longtemps maintenue en Espagne, le compositeur avait sans doute en vue des représentations à caractère vraiment populaire : sur le parvis d'une église plutôt qu'un théâtre.

En bref

« Une aspirine pour deux »

Un type pas beau, juit new-yorkais, cinglé de cinéma, fasciné par le mythe viril d'Humphrey Bogart, et que sa femme vient de quitter, s'acharne à faire craquer ses blocages sexuels. Sur les écrans, c'était Woody Allen dans Tombe les filles et tala-toi. Sur la scène du Gymnase, c'est Francis Perrin dans Une aspirine pour deux. Il a fait l'adaptation, la mise en scène, et il joue sans essayer d'imiter Woody Allen. Il a raison. Avec sa « bonne bouille », franche d'adolescent gaffeur, il est aux antipodes des ambigüités de Woody.

L'Américain fait rire parce qu'il pointe méchamment le doigt sur tout ce qui est sordide, parce qu'il dévise les déshérences de ses névroses vers le burlesque. Les névroses d'un type pas beau

Théâtre

qui se rêve ennemi public numéro un par rejet de son astisme de bouc émissaire. C'est sans combat dans l'air enroulé et la peur, sans la soumission et la révolte, un chevauchement d'actions qui se détraquent, c'est le chaos.

Au Gymnase, tout est bien propre, bien en ordre, de sorte que les comédiens, n'étant pas aidés, se fatiguent sans raison apparente, et que la tension et le comique baissent inexorablement. A la fin, la femme qui a enfin passé la nuit avec le pauvre héros lui dit qu'elle découvre pourquoi elle aime son mari. Les lacunes du spectacle de Francis Perrin font comprendre pourquoi Woody Allen est drôle. — O. G.

* Gymnase, 21 heures.

« Acapulco Madame »

Femme admirable, respectable, et donc sacrifiée à sa famille, Micheline Boudet se prend à rêver d'aventure, et de partir pour Acapulco (un symbole) : elle veut exister enfin. Problème féminin ou problème de « bonne femme » ? La famille, inroductible, penche pour le deuxième terme de l'alternative. Mais enfin, au bout d'une heure, une sorte de prise de conscience amène mari (Philippe Nicoud), enfant, sœur et futur beau-frère à réfléchir et à tout faire pour la retenir. Après encore une heure, Micheline Boudet décide de laisser une dernière chance à son mari. Cinq minutes plus tard, elle y renonce parce qu'elle voit bien que rien n'a changé, c'est la fin de la pièce. — C. G.

* La Michodière, 20 h. 30.

L'ATAC ET LA C.G.T. S'INQUIÈTENT DES MESURES D'AUSTÉRITÉ

L'ATAC (Association technique pour l'action culturelle) a donné à sa conférence de presse annuelle le thème de l'austérité et le ton de l'inquiétude. Sans préjuger de la politique du nouveau secrétaire d'Etat à la culture, Mme Françoise Giroud, dont rien n'est encore connu, « si 1977 ne rétablit pas un certain équilibre, ce sera une année fatale pour les différents organismes appartenant au secteur public », a déclaré M. Dominique Quehec, directeur de la maison de la culture d'Amiens et président de l'ATAC.

Maisons de la culture, centres dramatiques, centres d'action culturelle, compagnies indépendantes, théâtres nationaux, théâtres pour la jeunesse sont gravement menacés par les restrictions d'un budget qui n'a jamais suivi le développement du service public culturel ni le taux d'inflation général.

Si, en dépit de toutes les difficultés, le nombre de créations poursuit dans les organismes sub-

ventionnés est en légère augmentation, celui des spectacles pour enfants et des spectacles livrés est en diminution, ce qui signifie la perspective de déficits accrus. Diminue également le nombre de coproductions et de metteurs en scène employés, situation grave dans des professions déjà fortement atteintes par le chômage.

La Fédération nationale des syndicats C.G.T. du spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle s'inquiète de son côté, dans un communiqué, de ce que « les activités artistiques, solent toujours parmi celles sur lesquelles le pouvoir tente de faire peser prioritairement les restrictions budgétaires ».

Déjà des dimanches sont annoncés dans plusieurs entreprises d'action culturelle, et l'information selon laquelle le budget de la culture serait ramené à 0,37 % du budget de l'Etat en 1977 n'a pas été démentie, ajoute la C.G.T.

Le Monde Visionnaire Les films de **HENRI MICHAUX**

Le monde 100 titres (L'œuvre de Henri Michaux)

MAX ERNST

HALLUCINATIONS

14h30 16h 20h30 22h

PRENEZ LE TEMPS DE CHOISIR TRANQUILLEMENT VOTRE CHAÎNE CHEZ pan

tout le gotha de la haute-fidélité deux auditoriums-détente le conseil de vendeurs mélomanes des prix pas plus chers qu'ailleurs

Accuphase, A.K.G., B & O, Bozak, Braun, Elipson, Koss, Lansing, Lenco, Linear, Micro, Nakamichi, National, Nivicon, Revox, Rotel, Sanyo, Sony, Thorens, Yamaha.

pan

11 RUE JACOB 75006 PARIS - TEL. 326.18.25

nous aimons la musique autant que la technique

Théâtre

Saison et non-saison au Récamier

Au Récamier, Antoine Boursiller ne montera pas « Marie Stuart », ne prolongera pas son travail sur « Oufou », par une nouvelle expérience de théâtre musical, n'invitera pas « Les Saisons », ne coproduira pas le « Chatterton » mis en scène par Jean Jourdhennil, dont il laisse tout le poids financier au Théâtre national de Strasbourg. Il se concentrera de l'acclamer dix fois, peut-être quinze. Que peut faire un directeur de théâtre (privé) qui reçoit une subvention pour promouvoir la création, lorsque cette subvention est brusquement ramassée de 1 million à 600 000 francs ? (Le Monde du 8 juillet). Antoine Boursiller, victime de la politique d'austérité appliquée en premier au secrétariat d'Etat à la culture ne se paie pas de rêves : « Ce n'est pas parce que François Giroud remplace M. Michel Guy que la situation peut s'améliorer dans l'immédiat, dit-il, d'autant plus que le budget est déjà fixé. J'ai dû adapter mon programme, je ne peux recevoir que les troupes assez riches pour prendre leurs risques et se payer leur publicité ».

Ericoer, faire des emprunts privés pour construire en dépit de tout une saison cohérente est déprimant quand on a déjà vécu cette situation et qu'on l'a surmontée, quand on a dirigé un centre dramatique. Au Studio des Champs-Élysées et au Théâtre de Poche II y a dix ans, Boursiller s'est battu pour imposer ses conceptions — « baroques » — au théâtre. A Aix-en-Provence et à Marseille, il s'est confronté aux exigences d'un organisme à vocation populaire. Revenu à Paris, il n'a pas envie de « vendre sa chemise » pour réaliser sans argent un programme cher ; ce ne serait pas professionnel.

Donc, il présente une saison amputée, mais dont les créations disposent des moyens nécessaires. Il y aura une nouvelle mise en scène de « Phédre » avec Chantal Dargat et Michèle Marquand, qui débutera le 1^{er} janvier 1977, exactement trois cents ans après la première représentation du chef-d'œuvre racinien. « Phédre » sera jouée en alternance avec « Tout contre un petit bois » (coproduction de la compagnie Berto-Ribes).

« Cette pièce est un « quitta ou double », dit Jean-Michel Ribes, non seulement parce qu'il est auteur et metteur en scène, mais parce qu'il a totalement investi dans cette pièce, qui traite de l'amour maternel, une partie très intime et secrète de lui : « Cette partie de mon imaginaire est généralement occultée par le côté marrain qui me pousse depuis le succès des « Franches muscettes », soupire-t-il. Récamier est toujours pour moi un déchirement. Cette fois, c'était une souffrance comme l'imagine que peut provoquer la psychanalyse. De sorte que j'ai été obligé de prendre du recul. J'ai terminé pendant les répétitions, en fonction des acteurs — Michèle Marquand, Roland Blanche et je le crois, j'espère, je suis parvenu à un aboutissement dans la forme, qui est à contre-courant de la mode, volontairement traditionnelle ».

COLETTE GODARD.

« Tout contre un petit bois », Récamier, à partir du 14 septembre.

Un récital de Claude Mongeol inaugurera le nouveau muséon de la musique à partir du 20 septembre, 20, avenue d'Ivry, 75013 Paris, jusqu'au 2 octobre, à 21 heures.

CALENDRIER MUSICAL

Festiv. de Musique de Chambre de Paris
RACH - MOZART
BEETHOVEN - HANDEL
COUPERIN - VIVALDI, etc.
(Kiesgen.)

27^e SAISON MUSICALE DE ROYAUMONT
19 h. : film : « Satyricon » de Bruno MAZOUZ
20 h. 45 : « Méloï de piano »
Michel BEROFF
SCHUMANN, RAVEL
Ch. IVES : Sonate « Concerto »

Samedis Musicaux
25^e FESTIVAL
Célébration bicentenaire des États-Unis
GOLDEN GATE
QUARTET
25/9 : J.-J. Kauter et J. Bernard

CONCERTS
Radio France

MUSIQUE DE CHAMBRE

GRAND AUDITORIUM RADIO FRANCE
Lundi 20 septembre à 20 h. 30
JOSQUIN DES PRES, J. BONDON, P. SCIORTINO
avec les Chœurs de Radio France, le Quatuor de Paris et C. Jean direction : J.-P. KREMER

CYCLE D'ORGUE

ÉLISE ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Lundi 27 septembre à 20 h. 30
André ISOIR
du Courroy, Titeux, Porcell, Krebs, Marchand, L.S. Bach
Location : Radio-France et agences

Et si vous souhaitez votre prochain récepteur au 56^e étage de la Tour Montparnasse...
Tel 538.52.56



BARRY LYNDON
un film de STANLEY KUBRICK
GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES vs GAUMONT RIVE GAUCHE vs IMPÉRIAL vs
14 h • 17 h 25 • 21 h
HAUTESEUILLE vs
11 h 30 • 14 h 55 • 18 h 20 • 21 h 45
DIMANCHE : 14 h 30 • 18 h • 21 h 30

RÉCAMIER - BOURSEILLER
CRÉATION
« Tout contre un petit bois »
de Jean-Michel RIBES

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
14^e FESTIVAL INTERNATIONAL DE DANSE DE PARIS
FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS
du 22 Septembre au 10 Octobre 1976
4 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
NEW-YORK CITY BALLET
de George BALANCHINE
du 19 au 31 Octobre 1976
2 PROGRAMMES DIFFÉRENTS
MARTHA GRAHAM DANCE COMPANY
Location : Th. des Champs-Élysées : 359 72 42, par tél. 225 44 36 et Agences.
Renseignements : 359 31 13

MERCREDI - QUINTETTE - 14 JUILLET

ici et ailleurs UN FILM DE JEAN-LUC GODARD ET ANNE MARIE MIEVILLE

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Nouvelles Carré, 20 h. : Cirque à l'ancienne.
Odéon, 20 h. 30 : La Cérémonie.

Les autres salles
Antoine, 20 h. 30 : Le Tube.
Atelier, 21 h. : Monsieur Chasse.
Bibliothèque-Océan, 21 h. : La Servante.
Comédie Cammarin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daumesnil, 21 h. : Monsieur Masure.
Fontaine, 20 h. 45 : Comme avant.
Gymnase-Marcel, 21 h. : Une aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; Le Léon.

Comédie Française
Cyrano de Bergerac
D'EDMOND ROSTAND
21 représentations exceptionnelles
100 interprètes
DU 22 SEPT. AU 10 OCT. 1976
PALAIS DES CONGRES
LOCATION OUVERTE À PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE
A LA COMEDIE FRANCAISE
AU PALAIS DES CONGRES
PLACES : 20, 40, 60 F

TSE PRESENTE
Notes 20130
Vierge Jean
THEATRE ESSAÏON 218.46.42

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 14 septembre

Les opérettes
Bébé, 20 h. 30 : Croisière d'amour.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : Mayflower.
Festival estival
Bateau-Musique, 18 h. 30 : Quintette Guy Tournon.
Sainte-Chapelle, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Concert spirituel (Schütz).
Les cafés-théâtres
Au Bec fin, 21 h. 15 : Les commes fou ; 22 h. 30 : Nadine Mon.
Au Vrai Ode parisien, 21 h. : J.-P. Sèvres ; 22 h. 15 : Pendant les travaux, la fête continue.
Bateau-Musique, 20 h. 30 : Le More sur dents ; 21 h. 30 : Les Jeunes ; 22 h. 45 : Les Conclaves de l'espace.
Variétés, 20 h. 30 : L'autre Valse.

Café d'Edgar, salle 1, 22 h. 15 : Magicomédie. — Salle 2, 22 h. : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.
Café de la Gare, 21 h. : A nos chers disparus.
Coupé-Chou, 20 h. 30 : Je m'imagine pas ma vie demain ; 23 h. : Pour quoi pas moi.
Cœur des Miracles, 20 h. 45 : Pierre et Marc Jolivet ; 22 h. : Zézanie Bretonne.
Petit Casino, 21 h. 30 : Tu descends la poubelle ; 22 h. 30 : J.-C. Montellé.

Les concerts
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas (Bach, Vivaldi).

Les chansonniers
Carcassonne de la République, 21 h. : T'es délin... Vally.
Deux-Anes, 21 h. : Pierre-Jean Vaillard.

Le music-hall
Casino de Paris, 20 h. 30 : Paris Line. Concert Mayol, 21 h. 15 : Nu à l'ère 76.
Elyse-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'été.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Moulin-Rouge, 22 h. 30 : Follement Olympia, 21 h. 30 : Nicole Croisille.

Vidéo
Vidéotex, permanent à partir de 13 h. 30 : Around the Stones.

Pour échanger des trucs pas besoin de fric à la Foire au Troc

Septembre à la Défense

Samedi 18, dimanche 19 septembre ; de 10 h à 20 h.
Foire au troc sur l'esplanade et le parvis.
Réservez vos tréteaux, c'est gratuit.
Renseignez-vous : tél. 532.77.80

Tous les jours du 20 au 25 septembre, de 12 h à 14 h.
Jazz et Folklore en alternance sur l'esplanade.

Du 25 septembre au 1^{er} octobre, SIOCB au Palais du CNIT.

Jeu 30 septembre à 21 h.
Concert gratuit à la Galerie : Purcell, Haendel, Boyce, Schubert, Mozart, interprétés par le Quatuor à Cordes Primavera de l'Orchestre de Chambre de Bernard Thomas.

Jusqu'en 24 octobre.
Présence de la Turquie à la Galerie de 11 h à 19 h.
Entrée gratuite
• Arts et traditions populaires d'Anatolie.
• Ateliers de marionnettes pour enfants : mercredi et samedi à 14 h et 16 h.
• Restaurant turc.

Renseignements : 776.00.08 de 10 h à 18 h même le dimanche.

Comment venir à la Défense : RER et autobus : station la Défense. Voitures : parking "Division Leclerc", sortie n° 6 sur le boulevard circulaire.

MERCREDI
BALZAC ÉLYSÉES - ÉLYSÉES LINCOLN - ST. ANDRÉ DES ARTS - GAUMONT OPÉRA

L'EMPIRE DES SENS

UN FILM DE NAGISA OSHIMA

"... L'un des plus grands succès du Festival de Cannes..."
Jean de Baroncelli - LE MONDE

"... La griffe de Georges Bataille..."
François Forestier - L'EXPRESS

"... Le premier film qui relie l'amour physique dans son paroxysme au mystère de notre destinée..."
Philippe Nourry - LE FIGARO

"... Qui va jusqu'aux plus extrêmes conséquences du pari érotique... C'est un très grand film..."
Albert Corvini - L'HUMANITÉ

"... Extraordinaire... Merveilleux... D'une intensité au-delà de toute expression..."
HOLLYWOOD REPORTER

"... Exemple unique au cinéma de l'expression d'une passion érotique absolue..."
TIMES LONDRES

ARGOS FILMS

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Jp 116 150

REPRODUCTION INTERDIT

emplois internationaux

exp. magas ou admin. Parl.
angl. Libre rap 1 525-19-76,
10 15 heures.

Jeune de 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 12
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Boutils insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
"L'AGENDA DU MONDE"	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Importante Société

recherche pour

USINE EN ALSACE

PSYCHOLOGUE

- Chef du Service de Psychométrie
- Administrateur de groupes de travail concernant : la Sécurité, les conditions de travail, les motivations...

Ce poste convient à un Cadre diplômé ayant plusieurs années d'expérience.

Formation :

- Ecole des psychologues praticiens de Paris.
- Institut National d'Etude du Travail et d'Orientation professionnelle de Paris.
- Institut de Psychologie de Paris.

Large évolution de carrière dans un groupe imp.

Adresser candidature, c/réf. P.S.I., à : REGIE-PRESSE, n° 461705 M., 35 bis r. Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

ingénieur débutant

BSN-Gervais Danone recherche un ingénieur débutant, de formation mécanique et électrique, diplômé ENSAM, ECAM, ICAE, ECI, ENISE, ENSEM, pour l'usine de la Société Européenne de Briques situées à Champigneulle (54).

Il participera d'abord aux études d'installations nouvelles et sera plus particulièrement chargé de coordonner et de superviser les travaux exécutés pour leur montage, dans le respect des budgets et des délais prévus.

Il devra évoluer ensuite vers la responsabilité d'un service de Travaux Neufs.

Langues : Allemand + Anglais souhaité.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J.13, à Jean Burckel, BSN-Gervais Danone, 128-130, rue J. Gosses, 92502 Levallois-Perret.

bsn.gervais danone

Groupe P.M.E. Sud-Ouest recherche

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Placé sous l'autorité du Président-Directeur Général sa mission consistera à :

- fournir les résultats financiers des Sociétés du Groupe et les éléments permettant leur analyse : situation de trésorerie, comptes d'exploitation, bilan, etc.
- assister la Direction Commerciale et les responsables des autres Sociétés du Groupe dans l'analyse des comptes, l'élaboration, du suivi des impayés, des comptes d'exploitation.
- organiser et animer la comptabilité des différentes Sociétés du Groupe ; coordonner la production de leurs besoins pour l'unité d'information.
- assurer les contacts avec les Banques et Services Officiels.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure ou de niveau équivalent. Il aura acquis une expérience confirmée en matière de :

- problèmes comptables et financiers ;
- élaboration et contrôle budgétaire ;
- organisation administrative et comptable ;
- problèmes informatiques.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, sous pli confidentiel à :

HYDREURO - Direction du Personnel, 21, av. de la République, 47240 BON ENVOYER.

chef de laboratoire

Région Est 80.000+

De formation supérieure, vous avez 30 ans minimum, vous possédez une solide expérience des méthodes de recherche et d'analyse appliquées dans l'industrie alimentaire (secteur diététique ou laitier...), ou pharmaceutique. Vous vous sentez la responsabilité des différents contrôles qualité et normes : sur les matières premières, en cours de fabrication, sur les produits finis. De solides notions de la langue allemande sont nécessaires. Réponses et candidatures à vos lettres num. 4. CV + photo + r.é. adressées à réf. B/5069 à Mme Sigel.

bernard juliet psycom

33, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

ALVAN

Nous sommes un des leaders de l'informatique répartie. Nos systèmes interactifs de gestion sont opérationnels dans toutes les branches d'activités : banque, industrie, distribution, administration. Notre gamme vient de s'étendre vers de nouveaux multiprocesseurs spécialisés : bases de données, multipostes... Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux micro-ordinateurs de gestion paris lille lyon marseille bordeaux nantes

Ce message s'adresse à des hommes pouvant annoncer des résultats supérieurs à 2 millions de francs/an dans la vente de produits informatiques et souhaitant accélérer leur propre développement. Rémunération et perspectives personnelles indexées sur le marché le plus rapide de l'industrie des ordinateurs.

écrire ou téléphoner à Jean-Paul Rossinsky, directeur général, ALVAN France S.A., 94, rue Lauriston 75016 Paris, tél. 553-19-75 727-74-22 727-24-92.

CENTRE DE RECHERCHES APPLIQUEES D'UN TRÈS GRAND SECTEUR INDUSTRIEL

recherche :

JEUNES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

(X, Mines, E.C.P. et M., Supélec, E.P.C.I.)

Vous souhaitez, en début de carrière, compléter votre formation dans le domaine des applications industrielles concernant l'ÉLABORATION de l'acier, sa TRANSFORMATION et son UTILISATION.

NOUS VOUS OFFRONS DE PARTICIPER :

- à l'étude des procédés modernes et des perfectionnements qui peuvent leur être apportés, automatisés par exemple ;
- à la conception de procédés nouveaux et à leur mise au point dans des pilotes semi-industriels ou industriels ;
- aux recherches concernant les propriétés et l'utilisation de l'acier.

VOUS AUREZ LA POSSIBILITÉ :

- d'utiliser des moyens modernes d'investigation et de traitement de l'information ;
- d'avoir de nombreux contacts avec l'industrie et les laboratoires des universités et des grandes écoles ainsi qu'avec des organismes étrangers ;
- de poursuivre, après quelques années au service de la recherche, votre carrière dans l'industrie de notre profession.

Une connaissance de la langue anglaise suffisante pour aborder une discussion technique est souhaitée.

CONTRIBUTION AU LOGEMENT ASSURÉE

Env. C.V., photo et prétentions sous le n° 74223 à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

adjoint de direction générale

120.000 +

recherché par entreprise moyenne de

construction mécanique spécialisée

fabriquant des produits de haute technicité, et de grande renommée en France et à l'étranger.

Région Rhône-Alpes

Ce poste conviendrait à :

- homme 35 ans minimum, formation supérieure (Grandes Ecoles) ; expérience affirmée en gestion de production, informatique, organisation, problèmes de structures ; parfaite connaissance de l'anglais et des techniques comptables américaines et françaises.

Les deux premiers objectifs du poste sont :

- améliorer la rentabilité des structures de l'entreprise ;
- définir, implémenter et contrôler le système de gestion de production sur ordinateur.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec CV sous réf. 7039 A

49, RUE SERVANT 69003 LYON

RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES.

Organisme National recherche pour son Centre Pétro de ROUEN

1 technicien supérieur en électronique

ayant 1 an d'expérience minimum, ayant des connaissances en mini-informatique ou transmission de données.

Le candidat retenu sera l'adjoint du responsable national de la maintenance des systèmes électroniques d'exploitation routiers.

Il aura un rôle d'aide et d'assistance technique auprès de bureaux spécialisés du Ministère de l'Équipement en matière d'organisation de la maintenance.

De fréquents déplacements sur tout le territoire sont à envisager.

Pour tous renseignements écrire avec C.V. détaillé sous réf. T.C.39 au C.E.T.E. de ROUEN, Service Recrutement, BP 247 76120 GRAND QUEVILLY

Culligan. FRANCE

recrute

son FUTUR CHEF DE PRODUITS PISCINES

réf. JPC

PROFIL :

formation supérieure technique de préférence avec expérience technico-commerciale d'au moins 2 ans.

2 FUTURS CHEFS DES VENTES

réf. CHO

pour région de LILLE

pour région de VALENCIENNES - CAMBRAI

PROFIL :

Ecole de Commerce + 2 années d'expérience.

FONCTION :

Après un stage de formation rémunéré de 3 mois, les candidats devront recruter, former et animer une équipe de vente.

Ils devront développer le C.A., dans le cadre d'une Direction par objectifs.

La rémunération pour ces 3 postes après formation 50.000 F.-.

Ecrire en précisant références du poste à CULLIGAN France

4, avenue du Président Kennedy

78340 LES CLAYES SOUS BOIS.

distribution alimentaire

La Direction Générale d'une Société distribuant un produit Alimentaire de Grande Consommation crée deux postes de haut niveau pour renforcer et développer son Implantation Nationale.

le secrétaire général

Réf. 1012/M

En prolongeant une politique informatique très avancée, devra assurer la régulation et le contrôle de toutes les opérations à tous niveaux suivant un plan de gestion dont il aura la responsabilité et tenir la politique Sociale à mener en corollaire.

32 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce, option Comptabilité Financière avec au moins 5 ans d'expérience de gestion, sa réussite et son potentiel certain, le feront évoluer vers une situation de tout premier plan.

le directeur commercial

Réf. 1013/M

définira la stratégie commerciale en contenant la promotion du produit et les actions publicitaires dans le cadre d'une politique de marque pour réaliser les introductions dans tous les circuits de distribution, dont il aura une connaissance parfaite en agissant sur la Direction des Ventes et en assurant les contacts avec les Centrales.

Après 32 ans minimum, il devra prouver sa grande expérience et son dynamisme, en justifiant de sa participation effective et de ses résultats, dans une fonction similaire pour une Grande Marque Alimentaire.

Les deux postes sont à pourvoir à LILLE.

Envoyer C.V., photo, récente et rémunération actuelle sous la référence choisie (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75223 PARIS CEDEX 05.

Les Emaux de Briare (Loiret)

vous offrent le poste de :

directeur de l'administration des ventes internationales

vous devrez :

— coordonner les problèmes de douane, de transit international et de transport mondial ;

— vous occuper des problèmes de gestion de stocks et de carter de commandes ;

— effectuer un excellent service à notre clientèle ;

— assurer les tâches de stockage et de production ;

— vous occuper de la coordination des activités de plusieurs personnes ;

— vous occuper d'un département commercial pour l'étranger ;

— vous occuper de la gestion des affaires et avoir de bonnes relations d'affaires pour pouvoir communiquer avec des correspondants dans plus de 40 pays ;

— vous occuper de la gestion de la famille dans le Val de Loire.

Envoyer C.V. détaillé, photo et photo à :

MAUX DE BRIARE

45200 BRIARE

(Région Centre)

CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Située à 120 kilomètres de Paris, recherche

1) UN ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE

Réf. 501

30 ans minimum.

Formation commerciale supérieure.

2 ans d'expérience minimum dans une fonction d'animation et de gestion commerciale.

2) UN ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE

Réf. 502

30 ans minimum.

Niveau ingénieur ou assimilé.

5 ans d'expérience dans l'industrie.

Bonnes connaissances en gestion et en marketing.

3) UN CHARGE D'ETUDES ECONOMIQUES

Réf. 503

30 ans minimum.

Diplômé en sciences économiques.

2 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, à :

B.P. 15. — 71500 SENNECEY-LE-GRAND

CABINET R. & A. OPPERT

Conseil en recrutement de personnel

1, rue du Docteur-Privé. — 71700 TOURNUS.

2, rue Thimothée. — 75008 PARIS.

SALT Groupe C.G.E.

vous propose à POITIERS

le poste

INGENIEUR RECHERCHE ELECTROCHIMIE

VOTRE MISSION :

— Dans le cadre des projets techniques du Département, vous participerez en un premier temps aux recherches concernant la mise au point de nouveaux générateurs électrochimiques.

— Vous serez amené par la suite à prendre la responsabilité complète de certains de ces projets.

POUR REUSSIR IL VOUS FAUT :

— une formation d'ingénieur physico-chimiste, Doctorat en électrochimie ou Ph. D.

— une première expérience industrielle de quelques années, vous permettant de prendre rapidement une part active aux objectifs techniques du Département et d'assurer la conduite de projets.

— la pratique courante de l'anglais.

Si vous êtes intéressé, adressez-nous votre candidature sous référence P5-11 en mentionnant la rémunération souhaitée.

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

119, rue du Pré-Wilson

92300 LEVALLOIS-PERRET

Le Directeur de l'une des Usines (800 collabor.) d'une importante société électromécanique, cherche

1 CHEF du PERSONNEL

placé sous son autorité, il prend en charge la totalité de la fonction :

- gestion des ressources humaines ;
- gestion administrative et pays ;
- relations sociales ;
- relations extérieures ;
- formation et information.

Chargé de faire appliquer la politique sociale de l'entreprise d'un cadre de 35 ans minimum, de formation supérieure (droit, lettres, psychologie...) et pouvant justifier d'au moins 5 ans d'une expérience réussie de la fonction en usine.

Personnalité affirmée, il a le sens des contacts humains, de la négociation et une grande aptitude à la communication.

Le poste est à pourvoir dans une ville du centre de la France proche d'un centre universitaire important.

Le secret absolu des candidatures est assuré.

Envoyer C.V., photo et prétent., en le n° 74250, à CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 72
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 72
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés".	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

contrôleur de gestion

110 000+

LA FINANCIERE BOUVET-PONSAR est une Société de gestion d'un groupe franco-comtois de taille moyenne, orientée principalement vers les matériaux de construction (principales filiales : Ciments de Champagne, Bouvet-Ponsar Matériaux, Béton Contrôlé Comtois, Bouvet Ponsar Poids Lourds). L'homme que nous recherchons, pour créer ce poste, travaillera en collaboration avec les responsables de chaque société pour la fixation des objectifs annuels et l'établissement des budgets correspondants, la consolidation des budgets prévisionnels au niveau du Groupe, etc... Pour réussir dans ce poste, il faut une formation commerciale supérieure à I.C.G., ainsi que l'expérience de la fonction. Lieu de travail : Besançon. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2630/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05



à l'avant-garde des procédés de collage et d'application de peinture

recherche

ingénieurs technico commerciaux

Région est et nord de la France.

Nous offrons :
• un travail stable et varié.
• une grande indépendance
• une salaire élevé
• une voiture
• De réelles possibilités de promotion en France et à l'étranger.

Si vous êtes intéressés par la vente d'équipements industriels et que vous avez des aptitudes en mécanique et électricité, la maîtrise de l'anglais, une bonne culture générale. Pour un premier entretien tél. à : **NORDSON FRANCE S.A.** Parc Industriel de Torcy, Rocade du Parc 77360 - TORCY - Tél. 005.18.72

Importante Société Métallurgique fabriquant des APPAREILS DE LEVAGE (3.000 personnes - 500 millions de C.A.) recherche pour sa DIVISION INDUSTRIE

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Pour promouvoir dans le secteur industriel :
— APPAREILS DE LEVAGE ;
— ÉQUIPEMENT ÉLECTRO-MÉCANIQUE.

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable commercial de la division, il devra prospecter, négocier et conclure les ventes auprès des industriels.

Le candidat :
Age 30 ans minimum — Formation de base B.T.S. MÉCANIQUE ou ÉLECTRIQUE — Expérience d'au moins 3 ans de la vente auprès d'une clientèle industrielle. Allemand apprécié. La formation sur nos produits sera assurée par nos soins.

Le poste est à pourvoir à LYON. Envoyer C.V. et prétentions à n° 74.352, CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

ALBERT S.A.
(85500 LES HERBIERS)

Spécialiste du vêtement pour enfants recrute pour appuyer son développement sur les marchés étrangers un

Animateur des ventes export

capable de :
• procéder à des études de marché et de distribution pour des produits variés pour enfants ;
• restructurer et étoffer des réseaux de vente ;
• évaluer les ventes et les besoins ;
• contribuer à l'élaboration de politiques et programmes d'action par marchés et par lignes de produits.

Préférence sera donnée aux candidats :
• ayant 5 ou 6 ans d'expérience de la vente à l'export de produits de consommation (textiles, jouets) ;
• parlant couramment anglais et une deuxième langue (espagnol ou allemand) ;
• disponible pour une action sur le terrain à raison de 60 % de son temps.

Adresser lettre manuscrite, curée, vitée détaillée à : **M. J. MARTIN-GOUSSET**, Albert S.A., Z.I. du Bois-Joly, 85500 Les Herbiers

ingénieurs commerciaux EXPERIMENTES

Importante Entreprise commercialisant des produits de haute technicité recherche pour développer ses ventes sur PARIS et les GRANDS CENTRES REGIONAUX diplômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel. Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 92 M à P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui tr.

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉTALLURGIQUE région Nord - Pas-de-Calais 1.500 personnes - 500 millions C.A. recherche

CONTROLEUR DE GESTION

30 ans minimum - Formation supérieure (H.E.C., E.S.E.C., SUP. de CO., SCIENCES ECO., Ecole d'Ingénieurs ou équivalent) possédant l'expérience de 4 à 5 ans dans fonction identique. ALLIANT EXPERIENCE CONTROLE GESTION A CONNAISSANCE DU SECTEUR INDUSTRIEL. Il dépendra directement du Directeur Administratif avec large délégation de responsabilités. Il sera chargé :
• de participer à la conception et à la mise en route d'un nouveau système intégré de contrôle de gestion, avec le concours de conseils extérieurs ;
• de l'animation des membres du service contrôle de gestion (8 à 10 personnes) ;
• de bon fonctionnement du système mis en place. Connaissances requises en Informatique comme utilisateur. Résidence ville moyenne proche Métropole Nord. Rémunération de départ : 80.000 à 85.000 francs. Perspectives d'avenir.

Envoyer C.V. sous la référence 2.538 à : **CORT**, 65, avenue Kléber, Paris (16^e). Discretion absolue.

nicholas angel

Une société américaine de réputation internationale, implantée en France en ISERE, fabriquant des produits de grande consommation, recherche pour prendre en charge ses opérations financières, un

CONTROLLER

Age minimum : 32 ans FF 140.000 Sous l'autorité du directeur général pour la France, il gèrera un système sophistiqué de contrôles financiers. Il suivra de près les problèmes de production, en utilisant les méthodes de management les plus avancées. Les candidats doivent posséder :
• une formation type H.E.C./E.S.E.C. ;
• une expérience de plusieurs années dans un poste de responsabilité semblable au sein d'une société américaine, de bonnes connaissances de fiscalité française ;
• une maîtrise parfaite de l'anglais. Adr. votre CV sous réf. 76107 à **Nicholas Angel**, 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris

recrutement financier

UN GRAND GROUPE AGRICOLE cherche un

directeur administratif

pour son activité viande Celui-ci seconde le Président du Directoire dans la définition des politiques et la réalisation des investissements.

Il prend en charge personnellement l'organisation administrative du groupe, la supervision des comptabilités, la consolidation des trésoreries des filiales. Il conseille les dirigeants de celle-ci en matière de droit, finances, personnel... A 35 ans au moins, c'est un homme de formation supérieure (Sup de Co., Agri. ou Agro. + IAE par exemple), ayant exercé des responsabilités administratives et financières réelles dans un groupe intervenant sur le marché de la consommation de masse. Résidence dans une grande ville de Normandie. Ecrire à J.-E. LEYMARIE ss réf. 3086 LM.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-ULIE-BRUXELLES-BENEVO-LONDRES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Centre de la France recherche

OPÉRATEUR IBM 3

Expérience 1 an souhaitée

Ecrire HAVAS 63000 Clermont-Ferrand sous N° 66.632.

Le Groupe bancaire

crédit universel

offre le poste de

directeur

de sa nouvelle agence bancaire de METZ

Le candidat sélectionné sera un jeune Cadre ayant une expérience préalable touchant le secteur de l'habitation et capable de continuer un programme d'expansion déjà avancé. Un homme de caractère dynamique et créatif, capable de mener à bien une excellente équipe, travaillant à la responsabilité pour la vente, la publicité, et la gestion de « sa » région. Une rémunération intéressante + primes et voiture de service sont offertes. Les perspectives d'avenir sont excellentes.

Très importante société dans le secteur des

MAISONS INDIVIDUELLES

recherche UN

DIRECTEUR

COMMERCIAL / MARKETING

pour la région lyonnaise et le Sud de la France.

Le candidat sélectionné sera un jeune Cadre ayant une expérience préalable touchant le secteur de l'habitation et capable de continuer un programme d'expansion déjà avancé. Un homme de caractère dynamique et créatif, capable de mener à bien une excellente équipe, travaillant à la responsabilité pour la vente, la publicité, et la gestion de « sa » région. Une rémunération intéressante + primes et voiture de service sont offertes. Les perspectives d'avenir sont excellentes.

Ecrire sous la référence DOM/BB à T&S, 77, rue La Boétie, 75008 PARIS. Discretion garantie.

Nous recherchons

UN DIRECTEUR

POUR L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES D'AMIENS-PICARDIE

240 ÉLÈVES EN 1976

Les candidats devront impérativement :

- avoir une formation supérieure de haut niveau comportant de solides connaissances en économie et en gestion ;
- avoir exercé des fonctions de cadre supérieur pendant au moins 5 ans dans une entreprise industrielle ou commerciale, à l'exclusion d'une société de conseil ou de formation ;
- s'engager pleinement à l'aide de défendre la libre entreprise ;
- accepter de travailler à plein temps et de résider à Amiens ;
- pouvoir prendre fonction avant le 1^{er} février 1977.

REMUNÉRATION ANNUELLE BRUTE : 150.000-180.000 F. LOGEMENT DE FONCTION.

Adresser C.V. très détaillé avec lettre manuscrite et photo à la C.R.C.I. de PICARDIE 36, rue des Ouges, 80007 AMIENS CEDEX.

chef de département chèques bancaires

La Société Nouvelle des Imprimeries Mont-Louis et de la Presse Réunies, dans le cadre de son département Chèques Bancaires - 250 personnes - 30 millions de C.A. recherche un collaborateur retenu assister pendant un an le chef de département actuel tant sur le plan de la gestion que sur les plans techniques, humains et commerciaux. Ce poste peut convenir à un INGENIEUR de 35 ans minimum, de formation électromécanique et informatique. En outre, il serait souhaitable que ce collaborateur ait de bonnes connaissances en imprimerie et une expérience en gestion industrielle. Poste à CLERMONT-FERRAND. Réponse et discrétion assurées à la lettre manuscrite + CV + photo + rém. adressée ss référence A/3905/B à Mme Sutterlin.

bernard julhiet psycom 93, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

sous êtes BIOLOGISTE ou AGRONOME

MAIS

sous seriez tenté par un poste

RESOLUMENT COMMERCIAL

(pas de déplacements)

Si vous aimez la publicité

Si vous aimez la compétition

Si vous êtes prêts à consacrer d'objectifs

chiffres

Si vous êtes prêts à être jugés sur la façon

dont ils ont été atteints

alors, écrivez nous, nous assurerons votre

formation et vous confèrerons rapidement le poste

d'ingénieur produit

chargé de la commercialisation par catalogues

de la publicité, du calcul des prix d'une collection

d'appareils destinés aux laboratoires scolaires

de biologie

envoyer C.V. et prétentions à M. RIGAL ROY

SOCIÉTÉ JEULIN - BP 510 - 27009 EVREUX

Groupe AUSSÉDAT-REY

Pâtes - Papiers - Panneaux

recherche :

CADRE ADMINISTRATIF

(GESTION ET COMPTABILITÉ)

Formation supérieure souhaitée

D.E.G.S. nécessaire - 28 ans minimum

Pour organisation et direction des Services Adm.

nistratif et comptable (3 Chefs de groupe et 12 Collaborateurs) de plusieurs filiales chargées

des approvisionnements en bois (chiffre d'affaires 200 millions)

Expérience indispensable en organisation, compa-

bilité générale et analytique, trésorerie, fiscalité

relation avec l'information.

Lieu de travail : BRIVE (Corrèze)

Adr. lettre manusc. C.V. et photo à n° 74.620.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet

75116 PARIS

Société Immobilière

(Bureaux à ROUEN)

FILIALE D'UN GRAND GROUPE

recherche pour NORMANDIE

INGÉNIEUR

EXPÉRIENTÉ

E.S.T.P. (Bâtiment ou T.P.)

Pour animation d'études et de travaux

en bâtiment et en V.R.D.

Adr. C.V. dat., photo et prétentions manuscrites

su n° 82.271 REGIE-PRESSÉ

85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e), qui transmettra.

LEADER EUROPÉEN

DANS LA TRANSFORMATION

DE L'ACIER INOXYDABLE

Nous recherchons

pour notre filiale française

(Rég. LORRAINE)

UN ANIMATEUR DES VENTES

Statut cadre, salaire élevé, avantages sociaux,

intéressement.

Après un stage de formation notre collaborateur

participera à la définition des moyens et objectifs

de vente et dirigera une équipe de représentants

déjà en place.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 1553

à HAVAS METZ 57017 qui transmettra.

Désirant poursuivre leur politique de

diversification et accentuer la rigueur

de leur gestion

LES ATELIERS DU LOIR

chaudronnerie mécano-soudure réputés

pour leurs machines de préfabrication

légère recherchent

responsable

pour prise en charge de la comptabilité,

de la gestion et de l'administratif.

Ecrire sous réf. RA (à inscrire sur

l'enveloppe) Discretion assurée.

hébert conseil

Poissonnière Building

11 Fg Poissonnière 75009 Paris

USINE SIDÉBURGIQUE REGION THIONVILLE

recherche

pour service entretien électro-mécanique

UN JEUNE INGÉNIEUR

diplômé Arts et Métiers

ou Arts et Manufacture

Logement assuré.

Ecr. Havas n° 1.554. 57017 METZ Cedex, qui tr.

150

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,53
	70,00	81,73

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés".	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous sommes une très importante société française de Transport Services Régionales et de groupage et nous bénéficions d'une excellente image de marque.

UN CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Directement rattaché au Responsable de l'Agence de Paris :

- Il gère tout le parc (50 véhicules)
- Il répartit les contrats de collaboration avec nos sous-traitants
- Il assure la responsabilité des achats de l'exploitation
- Il assure le suivi de nos prix de revient et de nos statistiques.

Expérience dans les transports souhaitée.

Statut cadre. Salaire de départ non inférieur à 58 000 F/m.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, 3 photos actuelles et photo (recto) au réf. 4709, 54, rue des Petites Écuries, 75070 PARIS.

APPRÉCIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

Compagnie des Forges de
CHATILLON - COMMENTRY - BIACHE

recherche

INSPECTEUR DES VENTES

- Age 30 ans minimum, formation sup. appréciée.
- Caractère ferme mais contacts humains faciles.
- Esprit ouvert aux études de marchés et à la promotion des produits.
- Expérience de quelques années souhaitée dans la vente de produits industriels.

Ce poste basé à Paris entraîne l'obligation de déplacements très fréquents en province.

Adresser C.V. et photo Service Personnel, 18, rue de la Rochefoucauld, 75008 PARIS.

etap

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE - LYON - RECHERCHE

DIRECTEUR MARKETING

Directement rattaché au D.G., il animera et conduira l'élaboration des stratégies et politiques commerciales de l'entreprise au plan des marchés et produits.

Il s'agit d'un POSTE DE PREMIER PLAN QUI PEUT CONVENIR À DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE H.E.C., INGENIEUR, I.N.S.E.A.D., M.B.A., 35 ans minimum, ayant acquis une solide expérience marketing de biens industriels. Anglais courant indispensable, seconde langue appréciée.

Traitement non inférieur à 150.000 F

Ecrire sous référence RL 128 AM.

SOCIÉTÉ DE DIMENSION EUROPÉENNE PRODUITS DE GRANDE DIFFUSION LEADER DANS SA BRANCHE RECHERCHE SON

CHEF DE SERVICE GESTION COMMERCIALE

Il s'agit de diriger et d'animer un service d'environ 70 personnes et de prendre en charge l'ensemble de l'organisation et du fonctionnement de la gestion commerciale.

- Traitement des commandes ;
- Expéditions, stockage, livraisons ;
- Magasin produits finis ;
- Relations clients.

Fonctions pouvant convenir à candidat : H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.O.P. ou équivalent ;

- Disposer d'une expérience de 5 à 8 ans environ dans fonction similaire branche produits de grande diffusion.

POSTE ACTIF ET INTÉRESSANT POUR CANDIDAT HABITUÉ À TRAVAILLER AVEC INFORMATIQUE DESIREUX DE PARTICIPER PLEINEMENT À LA VIE D'UNE ENTREPRISE EN LIAISON DIRECTE AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE.

Résidence ville 140 km Paris. Déménagement 90.000 F +

Ecrire sous référence AK 125 AM.

DUJARDIN MONTBARD SOMENOR

LILLE - ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS - INGÉNIEURIE - RECHERCHE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

CHEF DU SERVICE RÉALISATION CONTRATS

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT ET D'AVENIR QUI IMPLIQUE :

- La responsabilité du bon déroulement de gros contrats pour la France et l'étranger (budgets-planning) en liaison avec la clientèle et tous les services de la société ;
- L'amélioration des procédures utilisées ;
- L'animation d'une équipe étendue d'ingénieurs et cadres.

Ce poste peut convenir à un ingénieur grande école, ayant acquis une très solide expérience similaire, soit chez un constructeur, soit dans un engineering et désireux d'exercer de nouvelles qualités de contacts et d'organisation. Langue anglaise souhaitée.

Ecrire sous référence KS 119 AM.

SOCIÉTÉ INGÉNIEURIE ET ENTREPRISE GÉNÉRALE GROS ÉQUIPEMENTS POUR INDUSTRIES SIDÉRURGiques ET MINIÈRES FILIALE PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL - PARIS

OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES ET AVENIR A

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

R.C.P. MINES, A.M. ou équivalent, ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle (acquise de préférence chez constructeur ou société d'ingénierie à dominante thermique) ou débiteur.

Il collaborera au titre de la direction technique et commerciale A LA RÉALISATION D'IMPORTANTS OUVRAGES DEPUIS L'AVANT-PROJET JUSQU'À LA MISE EN ROUTE.

Qualités de curiosité intellectuelle, d'intérêt pour les problèmes techniques et économiques et de contact indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

INGÉNIEURS RESPONSABLES DE CHANTIERS

Diplômés grandes écoles, ayant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise dans activités de montage d'usines ou travaux neufs.

ILS SERONT RESPONSABLES SUR LE SITE DU BON DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS. Les chantiers ont une durée moyenne de 1 à 2 ans et peuvent se situer en France et à l'étranger.

Qualités d'organisation, de commandement et de contact indispensables. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence KU 124 CM.

O.N.O. - Près Rambouillet

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES TRÈS DYNAMIQUE - FORTE EXPANSION DEPUIS SA CRÉATION - 240 PERSONNES - C.A. CONSOLIDÉ 100 MILLIONS - ÉTOFFE SES STRUCTURES ET RECHERCHE

COLLABORATEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU

H.E.C., E.S.S.E.C. ou équivalent, ayant au moins 5 ans d'expérience vente produits industriels.

Connaissances approfondies de l'anglais et qualités d'animateur et d'apprit d'équipe.

Rattaché au Directeur Commercial, il aura, dans un premier temps, la responsabilité de la commercialisation des produits sur la France (participation à l'élaboration des objectifs, animation des ventes, administration des commandes, lancement des produits nouveaux).

La réussite dans cette fonction lui permettra de prendre dans un délai assez court la responsabilité de l'ensemble des services commerciaux.

Ecrire sous référence VP 144 CM.

UN DES PREMIERS GROUPE CHIMIQUES FRANÇAIS RÉALISANT UNE IMPORTANTE USINE RECHERCHE UN CANDIDAT DE VALEUR POUR CRÉER LE POSTE DE

CHEF DES SERVICES DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un cadre formation supérieure, ayant assumé pendant 5 ans au moins des fonctions de chef de personnel en usine et ayant eu également en l'occasion d'exercer des responsabilités opérationnelles (type production, entretien...). Il assurera l'ensemble des fonctions de personnel.

Poste très intéressant pour candidats capables de promouvoir une gestion moderne du personnel.

Poste : Grande ville NORD FRANCE. Ecrire sous référence DW 186 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRICATION MOYENNE ET GRANDE SÉRIE, DIMENSION EUROPÉENNE LEADER DANS SA BRANCHE OFFRE UNE POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE INTÉRESSANTE ET ÉVOLUTIVE A

ADJOINT AU DIRECTEUR INDUSTRIEL

Ce poste, qui conviendrait à ingénieur H.E.C., A.M., I.D.N. ou équivalent, ayant déjà une expérience industrielle de 2 à 3 ans

DOIT ÉVOLUER VERS DES FONCTIONS DE DIRECTION D'USINE

- Une formation aux fabrications dans différentes usines du groupe est prévue
- Des qualités d'organisation, d'animation et de contact sont nécessaires.

Résidence ville 140 km Paris. Ecrire sous référence ZS 157 AM.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE FRANÇAISE METTANT EN ŒUVRE PARC IMPORTANT DE MACHINES DIVERSES - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

VILLE 100 KM EST PARIS

INGÉNIEUR AM-ENSI CONFIRMÉ

RESPONSABLE DES SERVICES ENTRETIEN MACHINES et SÉCURITÉ

Il s'agit d'un poste important impliquant :

- La supervision des responsables sécurité et entretien machines ;
- Une participation aux analyses des besoins, aux études d'investissements et aux achats des nouveaux matériels.

Ce poste peut convenir à un candidat : ayant un goût réel pour la technique, témoignant de bons contacts humains et d'un intérêt marqué pour la sécurité ;

- Disposant d'une bonne connaissance des machines mises en œuvre en mécanique ou en chaudronnerie grâce à une expérience industrielle de 5 à 10 ans acquise en entretien, méthodes ou fabrication.

Ecrire sous référence EO 129 CM.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE SUÉDOIS RECHERCHE POUR PARTICIPER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE FILIALE FRANÇAISE RÉCENTEMENT CRÉE

INGÉNIEUR DE VENTE

Formation supérieure en chimie ayant 2 à 3 ans d'expérience vente produits industriels (de préférence chimie) ou débiteur et aptitudes commerciales et goût pour la vente très marqués. Basé à Paris, il sera responsable de la commercialisation d'un ou plusieurs produits sur la France entière.

RÉELLES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence BU 139 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue



emplois régionaux

INDUSTRIELS CHIMIQUES DE VOERHVE DISPERSEURS EUROPÉENS DE STEPHAN CHEMICAL Co Chicago, U.S.A.

recherche

CADRE COMMERCIAL

pour assurer les fonctions de CHEF DES VENTES Produits chimiques, Industries Chimiques (études d'usine, études).

- Expérience de plusieurs années de la branche Industries Chimiques indispensables ;
- Langue italienne souhaitée ;
- Basé à Vorarhe, près de Grenchen.

IL AURA POUR MISSION :

- Mise en place d'un réseau d'Agents de Ventes ;
- Coordination des Actions commerciales et d'assistance technique ;
- Intervention directe auprès des clients importants.

Ecrire avec C.V., photo et prétention à : I.C.V., 12, 3346 VOERHVE.

CHEF DE FABRICATION

Une société française, filiale d'un groupe britannique, spécialisée dans la fabrication de bandes de papier, recherche :

UN INGÉNIEUR de formation A.M., Chimiste, ou similaire, pour son usine située dans le Nord. 110 personnes en 4x4.

Rattaché au Directeur de l'usine, il aura pour mission de réaliser les objectifs de production et de participer aux réalisations techniques.

Ce poste convient à un ingénieur de 35 ans environ, à l'autorité naturelle possédant une expérience dans les techniques d'extrusion.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : AGENCIE HAVAS, 9003 LILLE CROIX sous références AT 423/76.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE LA RÉGION ORLÉANAISE

recherche

INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT

(plusieurs années d'expérience)

Pour prendre la responsabilité des SERVICES : D'ÉTUDES et MÉTHODES, avec large autonomie.

Env. C.V. détaillé, prétentions et photo n° 62.902, CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra. (Discrétion assurée.)

B.E.F.S. ENGINEERING

recherche

DIRECTEUR RÉGIONAL

région Centre, poste à pourvoir à BLOIS.

Le candidat devra :

- être diplômé INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ;
- avoir 5 années d'expérience dans la région Centre ;
- avoir vocation technico-commerciale, avoir caractère personnel dynamique et ambitieux.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : B.E.F.S. ENGINEERING, 83, av. des Vosges, 67000 STRASBOURG.

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN DE PRODUITS EN PLASTIQUE EN FORTÉ EXPANSION

recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

expérimenté dans la technique des peintures et vernis adressant à une clientèle industrielle de haut niveau.

Il devra assurer le laboratoire de notre département Métal. Nous lui demandons une qualité de manager, de gestionnaire, Anglais in et parit indispensables.

Envoyer C.V. et photo à VENUS BOUYER, B.P. 4, 71100 TOURNAI.

B.E.F.S. ENGINEERING

recherche

INGÉNIEURS CLIMATISATION

DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE, capable conception installations techniques avancées, connaissant l'anglais, postes à pourvoir à Nancy et Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à : B.E.F.S. ENGINEERING, 83, avenue des Vosges, 67000 STRASBOURG.

La M.A.C.I.F.

recherche pour son centre régional de

SAINT-ÉTIENNE

RÉDACTEURS (TRICES)

contenants ayant une expérience professionnelle dans l'emploi de plusieurs années.

Ecrire à MACIF, Boîte Postale 37, 42100 ANDREZIEUX-BOURBON.

Société Parisienne en expansion

recherche

pour une ville importante du

SUD de la FRANCE

CHEF DE COMPTABILITÉ

(COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET TRÉSORERIE) 30 ans minimum

Les candidats seront reçus à Paris.

Ecrire avec C.V. et photo à M. 74.414 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Entreprise agro-alimentaire

région FRANCHE-COMTE

recherche

RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

(Ingénieur A. et M. ou marine marchande ou équivalent)

Sous la responsabilité du directeur général, il assurera l'organisation, le suivi et le contrôle des différentes fabrications.

Le candidat retenu devra posséder une expérience de deux à cinq ans en entreprises industrielles et sera capable de faire évoluer un processus de fabrication industrielle.

Ecrire lettre, C.V., prétentions sous réf. 506 à P. LICHAIL, S.A., 10, rue Lavoisier, 92010 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ENTREPRISE FORGE ET MÉCANIQUE DE L'OUEST

recherche

INGÉNIEUR ou TECHNICIEN

pour poste responsable commercial Département Sous-Traitance.

Ecrire av. C.V. à Serge Bastien, B.P. 688, 44019 Nantes Cedex, Bureau d'études, Magasin Mobilier contemporain basé de gamme.

DECORATEUR (TRICE) VENDEUR (EUSE)

expérimenté (e) pour projets, devis, contacts clients.

Env. photo et C.V. à PUBLICITE LATY, 7, rue Pt-Ferre, 74000 ANNECY

Collège Jean J. au pair étranger. Ecrire HAVAS Châteauroux, n° 1001 ou télex, (16-54) 3035-62

représentation offres

LOGABAX

DIVISION GRAPHIQUE

recherche

REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

ayant un minimum de 5 ans d'expérience dans la vente de matériels ou produits pour l'imprimerie et les Arts Graphiques ou métiers similaires.

Région SUD-OUEST

Domiciles souhaités :

1) LIMOGES, POITIERS, ANGOULEME.

2) BORDEAUX, TOULOUSE.

Ad. C.V. photo et prétentions à la M. 104, à Société LOGABAX - Direction du Personnel, 78, av. Aristide-Briand, 94100 ARCEUIL.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	46,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

approvisionnement et distribution

L'activité de cette division, qui s'exerce au niveau national, occupe un effectif de 70 personnes : ce chiffre à lui seul laisse soupçonner l'importance du rôle de

Responsable des Stocks.

Cette fonction s'exerce essentiellement en termes de coordination, d'adéquation et de contrôle. Elle recouvre la gestion de l'ensemble des stocks, l'élaboration des programmes d'approvisionnement, les commandes de matériel à l'usine du Groupe en Italie et aux autres fournisseurs à l'étranger, la surveillance permanente de l'état et de la qualité des stocks.

Les candidats pouvant prétendre à ce poste ont une formation de type grande école ou Ingénieur. Une expérience d'environ 5 ans de la fonction leur aura donné l'aisance professionnelle nécessaire.

La nature de la société OLIVETTI implique la maîtrise des problèmes informatiques et la pratique courante de l'Anglais ou de l'Italien.

olivetti

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence K 15 à Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS.



LES HYPERMARCHÉS AUCHAN

17 Unités - 4 milliards de C.A. prévus en 1976
40 % de progression par an depuis 10 ans

recherchent pour maintenir ce taux d'expansion

8 CADRES ou futurs CADRES COMMERCIAUX

Jeunes universitaires ou autodidactes passionnés par le commerce et la grande distribution.

Ils devront :

- être organisateurs, concrets, réalisateurs,
- avoir la capacité d'élaborer, de suivre et de réaliser leurs propres objectifs,
- être capables de diriger et d'animer des hommes de bon niveau,
- savoir fournir des efforts physiques.

Nous leur confierons très vite :

- la responsabilité totale d'une partie du magasin, ou d'un service du magasin où ils auront la possibilité de s'épanouir et de se réaliser.

Si vous ne voulez pas attendre 10 ans pour avoir un poste à grosses responsabilités et si notre proposition vous intéresse, nous vous attendons et serions heureux de vous recevoir :

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à :
M. Jean-François DUPREZ - Direction hypermarché AUCHAN
Avenue Joffre - 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

FILIALE FRANÇAISE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche Jeunes diplômés E.S.C. I.U.T. ou équivalent désireux de faire une

CARRIÈRE DANS LA VENTE

sur un marché en pleine expansion

OFFRE :

- Une formation de base aux méthodes modernes de merchandising et de promotion des ventes et à l'animation d'une équipe de promoteurs de vente.
- La possibilité d'accéder rapidement à un poste de supervision au sein d'une équipe commerciale dynamique.
- Salaire fixe + intéressement + 13^e mois.
- Voiture de société + frais de route.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
M. ROBERT PRESSE, 65 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

INFORMATIQUE

DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX ORTF) POSSÉDANT UN IBM 370/158 SOUS OS/VS 1

programmeur

COBOL ou PL/I D. U. T. ou EQUIVALENT Expérience 1 ou 2 ans souhaitée. Formation complémentaire assurée.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 61/227 à M. le Chef du S. S. L. 3, rue Jean d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RECHERCHE

Ingénieur de Haut Niveau

TELECOM - SUPELEC, ... 35 ans minimum

POUR LUI CONFIER LE SERVICE CHARGE DE L'ETUDE ET DE LA REALISATION DES INSTALLATIONS DE DETECTION ET DE TELESEGNALISATION

Ce poste convient à un ingénieur très au fait de ces techniques et de leurs applications ayant une expérience confirmée de responsabilité de projet acquise dans une entreprise ou une société d'ingénierie.

Les qualités requises : Imagination concrète, efficacité, pragmatisme, rigueur, bonne organisation personnelle.

Ses missions :
— proposition et choix des solutions techniques
— participation à la définition des programmes et à l'élaboration des budgets annuels
— responsabilité de la réalisation des programmes et de leur gestion ainsi que de la maintenance des installations.

Evolution de carrière intéressante pour candidat de valeur.
Lieu de travail : Paris.

Adresser lettre man. + CV détaillé à M. CLERE sous réf. 73364/M 5414 - CEGOS : 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.

GLAENZER SPICER

Vous êtes issu d'une grande Ecole ou diplômé de l'enseignement supérieur (D.E.S., en droit, L.E.P., ...).

Vous êtes fortement motivé pour la fonction personnelle sous ses multiples aspects.

Vous avez complété votre formation par un stage spécifique à la fonction (CFFOP par exemple) et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans.

Si tel est le cas :

GLAENZER SPICER SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE-AUTOMOBILE (2200 personnes)
Siège d'un très important groupe international (120.000 personnes), vous propose le poste d'

ASSISTANT DU CHEF DU PERSONNEL

pour son établissement de POISSY (siège social et unité de production 750 personnes).

Chargé à l'origine, d'études générales concernant notamment la gestion prévisionnelle, votre activité s'étendra progressivement aux différents domaines de la fonction y compris les relations sociales.

Très bon niveau de rémunération. Situation d'avenir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et prétentions sous référence A.P. au Chef du Personnel - Boîte Postale 60, 78301 POISSY CEDEX.

Les systèmes de gestion: un secteur en perpétuel devenir

Produire une gamme de systèmes continus et cohérents, qui soient en mesure de suivre l'évolution des besoins des clients : c'est le but de notre action technique. Mais, nous ne pouvons pas attendre une situation optimale sur le marché sans la complémentarité de l'action commerciale.

Le rôle de nos Ingénieurs Commerciaux - aider les acquéreurs à choisir le système le mieux adapté à leurs besoins - implique qu'ils aient la culture économique (formation commerciale supérieure) et la tournure d'esprit permettant le dialogue avec les clients et leurs collaborateurs.

Des postes sont à pourvoir à PARIS, et en Province

Adresser C.V. et prétentions sous référence 141 à Monsieur BASSAN, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

CHARGÉ DE RELATIONS EXTÉRIEURES

HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP - (ECO - F.)

ayant une bonne expérience de la préparation des décisions importantes de l'entreprise (investissements, décentralisation, implantation d'établissements secondaires, etc.), désireux de s'orienter vers une activité plus commerciale, peut se voir chargé d'une mission passionnante par la jeune équipe constituant l'établissement public d'une importante ville nouvelle de la région parisienne

INTERET :
• Participer au développement harmonieux d'un vaste ensemble aux réalisations novatrices ;
• INFORMER OBJECTIVEMENT et conseiller les dirigeants des entreprises qui ont les caractéristiques voulues pour réaliser une implantation qui leur soit profitable tout en concourant au développement équilibré de la Cité

Si vous voulez en savoir davantage AVANT MEME D'ÊTRE CANDIDAT, demandez une documentation sous réf. 374 M à : F. DOZOL - DELTA CONSEIL - 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

chef de service juridique

Notre Société exerce son activité principale dans le Négoce de Produits de grande consommation.

Son Chiffre d'Affaires dépasse le milliard de francs. Nous créons au sein de notre direction administrative et financière le poste de CHEF DE SERVICE JURIDIQUE chargé de mettre en place et d'animer la fonction juridique de l'entreprise. Il aura en outre à gérer le service "Assurances".

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune licencié en Droit (minimum), ayant une expérience d'au moins 3 ans dans une fonction similaire ou équivalente.

Ecrire avec C.V. + photo à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 31012, qui transmettra.

COMSIP ENTREPRISE

Leader européen pour la conception, l'étude et la réalisation de systèmes d'automatisation industrielle.

recherche pour ses départements EXPORT CHIMIE - GAZ - PÉTROLE des

Ingénieurs Débutants Electriciens et Instrumentistes

Profil souhaité :
• diplômés des grandes écoles d'ingénieurs dans les spécialités indiquées
• pratiquant impérativement l'anglais (parlé et écrit).

Les candidats développeront leurs compétences sur des marchés à l'exportation au sein d'équipes d'ingénieurs confirmés.

Ils souhaiteront s'orienter à terme vers la fonction d'ingénieurs d'affaires.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Ouest.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions et photo, sous réf. 13 à COMSIP ENTREPRISE Direction du Personnel BP. 305 92300 RUEIL-MALMAISON CEDEX (200 m gare du R.E.R.)

ATTACHÉS COMMERCIAUX

TECHNICO-COMMERCIAUX

- Vous vendez avec succès depuis 2 ans des biens industriels ;
- Vous désirez récolter les fruits de l'expansion d'un secteur de pointe, celui des

SYSTÈMES DE COMMUNICATIONS

- Notre société, filiale d'un puissant groupe international, vous confiera la responsabilité d'un secteur de vente à PARIS.
- Votre rémunération (importante) sera en partie le fruit de vos résultats.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7.419 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10.

HAUTE COUTURE

Responsable des Services Juridique et des Relations Sociales

Le Directeur Général de l'un des grands de la haute couture, en forte expansion, regroupe les services juridique et du personnel de sa société qui comprennent, en particulier : établissement de contrats de licence et de franchises, protection des brevets et marques, gestion des assurances, baux et loyers, établissement et contrôle d'une politique de personnel efficace.

Ce poste, offert à Paris 16^{ème}, convient à un juriste très confirmé dans l'exercice de responsabilités similaires, parlant l'anglais, ayant d'excellents contacts humains, internes et externes.

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23467/M à M. J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS 33 quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Jsp 146 150

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

Femme de tête
Femme de caractère
Femme réellement autonome
vous pouvez être

Celle

que nous recherchons !

Si vous savez mettre en phrases les revendications de votre sexe et votre comportement quotidien réel dans la vie sociale et professionnelle,

Si vous avez 21 ans au moins et une solide formation scolaire ou post-scolaire,

Notre structure d'agence est prête à vous recevoir :

- pour compléter votre information,
- pour assurer votre formation,
- pour assister votre intégration,
- pour promouvoir votre carrière.

Nous sommes l'Industrie la plus puissante du secteur tertiaire, l'entreprise la plus importante du secteur privé, le Département pilote de l'entreprise dans les domaines allant de la Vente au Marketing en passant par le Marketing et les Produits. Le niveau moyen de rémunération n'a pas d'équivalent sur le marché du travail actuel.

Se présenter le 15 sept. 1976 de 14 h. à 18 h. et le 16 sept. 1976 de 9 h. 30 à 12 h. et de 14 h. à 18 h. en nos bureaux, 15, rue St-Marc, Paris-2^e.

IMPORTANT : Il faut être totalement disponible dès le 20 septembre 1976.

STÉ FRANÇAISE LEADER DANS SON DOMAINE

recrute pour son département

RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Connaissances particulières en circuits bas niveau et informatique microprocesseur appréciées.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Quelques années d'exp. dans les domaines de physique générale et mécanique de précision.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Début ou quelques années d'expérience pour étude de transport de produits sur convoyeurs à bande.

DESSINATEURS

Niveau PROJETEUR et ETUDES II

Formation BTS ou DUT.

AT2 ÉLECTRONICIEN

formation BTS ou DUT.

Env. avec C.V. sous le numéro 73448, CONTEXTE

Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE

Une importante société multinationale, dont le siège est sur la côte ouest des États-Unis, recherche des cadres de direction éprouvés pour des situations de premier plan dans l'immédiat.

DIRECTEUR GÉNÉRAL FRANCE

Sera directement sous les ordres de notre Directeur Général/Europe. Doit posséder une connaissance parfaite de l'industrie électronique et la capacité prouvée de diriger les activités de ventes, de marketing, de finances et d'administration de notre société en France. Cet emploi exige d'importantes voyages en France et, de temps en temps, entre la France et les États-Unis. La rémunération est à fixer en fonction des titres et de l'expérience, mais elle comprendra des primes d'encouragement, des options d'achat d'actions et une automobile. Le candidat qualifié touche probablement déjà un salaire total annuel dépassant 40 000 dollars.

DIRECTEUR DU MARKETING-TECHNIQUE

Cet emploi comportera la résidence à Paris, mais nécessitera de nombreux voyages dans la zone assignée, ainsi qu'entre les États-Unis et l'Europe. Les candidats devront démontrer la capacité de diriger une équipe d'ingénieurs d'applications et de mettre en œuvre des stratégies de marketing grâce à un réseau de vente qui comprend des bureaux de représentation, des distributeurs franchisés et des représentants indépendants. Les candidats doivent avoir une excellente compréhension des systèmes des clients afin de leur fournir des conseils techniques d'ordre général, y compris sur les microprocesseurs et les L.S.I., appartenant à une organisation des ventes totales de semi-conducteurs à ces clients. La personne choisie sera chargée de marketing technique de toute la gamme de produits semi-conducteurs de la société, y compris les microprocesseurs et les circuits L.S.I. La rémunération est à fixer compte tenu des titres et de l'expérience. Le candidat idéal est intelligent, énergique et gagne probablement déjà une rémunération totale dépassant 23 000 dollars par an.

Pour poser votre candidature, adressez votre curriculum vitae et toutes

indications complémentaires sous le n° 6333

« Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

qui transmettra.

Importante Sté d'Expertise Comptable, spécialisée dans Audit et Etudes Financières recherche

COLLABORATEURS

LIBRES RAPIDEMENT

FORMATION :

R.E.C. - E.S.C. - I.E.P. - ESSEC - Licence en DROIT

1) Ayant deux ou trois années d'expérience confirmée dans firme d'audit ou entreprise (interne) D.E.C.S. nécessaire. Connaissance anglaise ou allemande indispensable. Expér. Informatique appréciée.

2) Débutants ou 1 an d'expér. D.E.C.S. souhaité. Connaissance anglaise ou allemande appréciée.

Les candidats devront faire preuve de qualités professionnelles affirmées et de dynamisme, allées au sens du travail en équipe.

STAGE D'EXPERTISE COMPTABLE ASSURÉ

Large possibilité de développement de carrière.

Ecrire avec C.V. et photo à :

74 999 Contesse Publicité

20, av. Opéra Paris-1^{er}, 9. tr.

ETABLISSEMENT PUBLIC de SECTEUR BANCAIRE

recherche

INGÉNIEUR

Diplômé grande école

pour le poste d'expert technique en bâtiment

et travaux publics

Compétence approfondie de l'exécution des travaux et de leur contrôle

Solides connaissances de gestion administrative et financière

Age minimum quarante ans. Nationalité française.

Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V., prêtent et photo n° 75 308 Contesse Publicité

20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. tr.

MINISTÈRE INTERIEUR

RECRUTE SUR CONCOURS

3 PUPTREURS

2 PROGRAMM. SYSTÈME

Inscription et renseignements

Bureau recrutement formation

stages

4, rue Cambes, Paris (8^e)

AVANT LE 15-10-76

SOCIÉTÉ

EXPERTISE COMPTABLE

recherche

POUR SON SERVICE ADMINISTRATIF

SON (SA) COMPTABLE

D.E.C.S.

2 ans expér. d'entr. min.

Envoyez C.V., manusc. photo récente et prétentions à :

CAHNET J. et M.

51, rue Cardinet, 75017 Paris

ou tél. 22-40-52.

CENTRE RENE-HUGUENIN,

5, rue Gaston-Létoche,

92-Saint-Cloud, recherche

INFIRMIÈRE D.E.

Nuit, salaire début 3.716,25 F

travail pour 46 h. à prime 1,5 %

possible - logement - célébataire.

Ecr. ou tél. 602-70-50, poste 315.

ROCHE

ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche pour s'intégrer à son équipe de diffusion de systèmes informatiques destinés aux laboratoires d'analyses médicales :

INGENIEUR

RESPONSABLE DU MARKETING

A L'EXPORTATION

(référence 201)

CADRES REDACTEURS

pour la définition détaillée des besoins du client.

Un esprit rigoureux et méthodique est indispensable.

(références 202)

Ces postes qui impliquent des contacts à haut niveau et des déplacements très fréquents nécessitent une bonne présentation et une première expérience de la vie professionnelle d'au moins 5 années.

La formation aux produits sera normalement assurée par l'entreprise.

Il est nécessaire de posséder :

FRANCAIS - ALLEMAND

ANGLAIS

Adresser C.V., photo et prétentions en précisant la

référence du poste à ROCHE BIOELECTRONIQUE

Service du Personnel - B.P. 87

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Bachelier ... puis stoppé dans vos études après

une ou plusieurs années d'enseignement supérieur,

Diplômé de l'enseignement supérieur, mais

décoré par l'absence des débouchés lorsque la formation

professionnelle ne vous a pas évité vos connaissances

généralistes,

Professionnel de la vente des Services et du

Management

vous pouvez

embrasser une carrière à coefficient de sécurité

optimum, à capacité promotionnelle

rapide, à personnalisation absolue de l'action

et de la responsabilité, à très larges possibilités

de rémunérations à tous les niveaux.

Il suffit qu'après 21 ans au moins

vous puissiez aborder sans

préjugés une orientation que

vos goûts initiaux ou vos motivations

primaires n'avaient

peut-être pas envisagée.

La que nous offrons est d'autant

moins traditionnelle et conforme

à l'insertion dans un

département totalement nouveau

dans la philosophie, ses

produits, ses programmes

son action et sa prospective.

Carrière

Nous croyons réellement

et sommes prêts à démontrer que

AGP

Expansion

peut répondre à la recherche du petit nombre

de jeunes pour qui l'engagement personnel,

la responsabilité, l'initiative, l'action directe

opérationnelle ont encore une signification

qu'ils sont capables de traduire dans les actes.

Notre Service d'Information-Sélection recevra

26 Boul. Hausmann, Paris 8^e (rez-de-chauss.)

le 15 septembre de 14 à 18 h ou le 16 de 9 à 12 h

Société Industrielle de la Banque Est charge

CH HONEYWELL BULL.

de recruter un

CHEF DE SERVICE

INFORMATIQUE

ET ORGANISATION

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier

et en liaison avec les Directions opérationnelles il aura à :

• assurer le démarrage d'un H.M. 4-220 en remplacement d'un

0 114.

• proposer un plan de mise en place de nouvelles applications

en particulier en gestion de production dans un

environnement transmissif : logiciels à l'entreprise

moins, budget.

• proposer les actions d'organisation nécessaires à la réussite

du plan informatique restant.

Agé de 32 ans minimum et de formation supérieure, le candidat

devra avoir une expérience de l'informatique de gestion

acquise comme Chef de Service ou Adjoint pendant au moins

8 ans dans une Société Industrielle.

Lieu de travail : 25 km Est de Paris (77).

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 21-M

à AGP 1 F 107

CH HONEYWELL BULL.

61-63, rue d'Arcen - 75008 Paris Cedex 20

acies

BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

8 Grands magasins à Paris

100.000 M2 de surface de vente

5.000 Collaborateurs

recherche

L'ACHETEUR

DE SON DEPARTEMENT

PHOTO-CINEMA

SA MISSION :

— Acheter pour le magasin Rivoli et les

magasins périphériques.

— Gérer l'unité du magasin Rivoli.

— Animer une équipe de cadres et

vendeurs.

NOUS DEMANDONS :

— Une bonne connaissance du produit.

— Une formation de négociateur et de

gestionnaire.

— Aptitudes aux relations humaines.

— Quelques années de pratique.

Lettre de candidature manuscrite avec C.V.

photo et prétentions à adresser :

BHV DIRECTION DU PERSONNEL

B.P. 98 75160 PARIS CEDEX 04

Réponse assurée sous trois semaines.

TEXAS INSTRUMENTS

FRANCE

Premier fabricant mondial semi-conducteurs

recherche pour OCCUPER LES FONCTIONS :

INGENIEURS COMMERCIAUX

DES CANDIDATS DYNAMIQUES, AMBITIEUX,

TRIS MOTIVÉS PAR LA VENTE.

Ces postes conviendront à des ingénieurs électroniques

ou de formation générale et ayant de

bonnes connaissances en électronique.

Ils seront responsables de clients importants chez

lesquels ils auront à :

— Assurer les contacts à tous les niveaux hiérar-

chiques pour mener à bien les négociations

commerciales.

— Définir et promouvoir les produits nouveaux.

— Développer les stratégies commerciales.

— Etablir les prévisions de vente à court et

moyen terme.

Les candidatures des ingénieurs débutants

ne seront pas acceptées.

Anglais souhaité - Permis de conduire exigé.

Ces postes sont à pourvoir à Paris.

Pour faire acte de candidature, écrire avec C.V.,

prétentions, photo et date de disponibilité sous

la référence S.C.M. 13-9-76-72 à Mme LE GUET,

T.I.P. Boite postale 5, 92070 Villeneuve-Loubet

LOCATIONS

CONTENEURS

CITERNES

pour transports tous liquides,

solides et gaz liquéfiés (10/200 M3)

et gaz liquéfiés (10/200 M3)

La C.C.R. (Cie des

CONTENEURS RESERVOIRS)

rech. à PARIS (8^e)

JNE CHEF SERV.

TRANSCONTENEURS

(MATÉRIEL 200 M3)

RESPONSABLE

DU DÉVELOPPEMENT de son

dép. : négociations des LOCATIONS

(industrielles et Cies de

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITULES OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.E.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés".	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GLAENZER SPICER
SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2200 personnes)
Filiale d'un très important groupe international
(120.000 personnes), recherche pour son
Usine de POISSY (Yvelines)

un chef de service
ordonnancement lancement

(planing, magasins, réceptions, expéditions, procédures informatiques).

Le candidat devra être de formation mécanicien, niveau de préférence ingénieur ou I.U.T., et avoir au minimum quelques années d'expérience dans une fonction similaire comportant nécessairement la responsabilité de personnel.

Ce poste comportant de larges délégations techniques, économiques et humaines, le choix s'effectuera également en fonction de la motivation dans la conduite des hommes et du goût marqué pour l'organisation.

Très bon niveau de rémunération.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé photo et prétentions sous réf. O.L. au Chef du Personnel - B.P. No 60 - 78301 POISSY Cedex.

Commerce International
Diplômé Grande Ecole Commerciale

En raison de l'expansion continue de ses activités, une Compagnie Internationale a des postes à pourvoir dans ses départements commerciaux convenant à de jeunes diplômés de grandes écoles.

Pour ces fonctions nous préférons des candidats ayant un diplôme de grande école commerciale. L'intention est, après une courte période d'insertion, que l'homme engagé soit placé comme spécialiste en réponse dans un des départements commerciaux, de façon qu'il se familiarise avec les aspects variés du commerce international de matières premières.

A partir de là existent des possibilités variées de carrière dans des fonctions commerciales et d'organisation.

Le candidat souhaité doit avoir les qualifications suivantes :

- études achevées en économie, droit des affaires ou agro économie,
- intérêt bien marqué pour le commerce international,
- être français et avoir une excellente maîtrise de la langue anglaise.

Le commerce international est très exigeant pour ceux qui s'y consacrent et demande d'excellentes aptitudes aux relations, un sens commercial aigu et un bon esprit d'équipe.

sèle CEGOS Adresser lettre man. + CV détaillé sous réf. 50.044/M à Sèle-CEGOS, 33 Quai Gallieni, 92153 SURESNES qui étudiera votre dossier. Des entretiens auront lieu ensuite avec le responsable de la Compagnie.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
proche banlieue Sud
créé pour son service de recherches, POSTE de

PHARMACOLOGISTES
Expert d'initiative
et expérience indispensable

Adresser C.V. et photo, à :
JOUVEINAT
LABORATOIRE
19, rue de la Gare
9238 CACHAN

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue Nord de Paris

recherche pour son département calcul et essais des structures

UN INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
ou équivalent

Avant une bonne expérience de la méthode des éléments finis dans le domaine statique et dynamique.

Anglais indispensable

Ecr. avec C.V., photo et prêt. n° 74.501, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (117)

Sofres
recherche

chargé d'études de haut niveau

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'Études Supérieures, possédant une solide expérience des sondages sur les problèmes sociaux et politiques et capable d'animer une équipe. La pratique des techniques qualitatives d'entretien est indispensable.

Adresser C.V. détaillé avec courte lettre manuscrite sous référence 8852 à :

sema selection Centre Metra
16, rue Barbès
92126 - Montrouge

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
(Groupe CREUSOT-LOIRE)
recherche pour son service montages extérieurs

AGENT TECHNIQUE ELECTRICIEN

Niveau B.T.S., quelques années d'expérience de démarrage machines outils seraient souhaitables. Le candidat devra effectuer de nombreux déplacements à l'étranger. Anglais parlé couramment nécessaire.

Adresser C.V. détaillé et photo sous réf. 2896 GAUTRON 29, rue Rodier 75009 Paris.

I. C. V.
(INDUSTRIES CHIMIQUES DE VOREPPE)
DISTRIBUTEUR EUROPEEN DE STEFAN
CHEMICAL CO. CHICAGO, U.S.A.

recherche

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

- chargé de la prospection et de la vente d'agents tensio-actifs dans la région parisienne ;
- domicile de préférence dans la région parisienne ;
- Formation B.T.S. ou I.U.T. ;
- Expérience professionnelle de la vente de produits chimiques et pratiques de la négociation commerciale ;
- Connaissances des secteurs tensio-actifs, matières premières, pour :
COSMETIQUES, TEXTILES, PHYTO-SANITAIRES, PEINTURES ET VERNIS.
- Langue anglaise utile.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :
I. C. V.
B.P. 12 - 38340 VOREPPE.

160.000 F + PARIS

poste d'état major très grand groupe

Groupe français, niveau international, recherche pour Paris Spécialiste en organisation et structures du Personnel, pour faciliter la communication dans les groupes, adapter efforts, promotions, fonctions, au développement harmonieux du groupe.

Formation du genre diplôme université américaine en psycho-sociologie ou connaissances des méthodes appliquées aux U.S.A. IMPERATIVE.

Le poste (urgent) requiert finesse de diagnostic, créativité, sens du concret, homme de premier plan.

Expérience pratique en organisation et en gestion du personnel pendant au moins 10 ans dans grandes entreprises (+ de 10000 personnes) INDISPENSABLE.

Connaissance de l'anglais souhaitable.

Envoyer C.V. et photo sous pli confidentiel à :
PRONET INTERNATIONAL S.A.
11, rue de Valenciennes - 75016 Paris
sous référence M-3458

Très important Groupe Français
désire engager à Paris

JURISTES DE HAUT NIVEAU

ayant quelques années d'expérience ou débutants. Intégrés dans une équipe structurée, ils auront à traiter des questions de droit très variées qui se posent dans un Groupe multinational.

Niveau exigé : Doctorat en droit privé.

Très larges possibilités de carrière au sein du Groupe.

Envoyer candidature, sous référence JUR à REGIS-PRESSE, n° 461.704 M., 85 bis, r. Beaumour, 75002 PARIS, qui transmettra.

société Générale de Fonderie
CHAPPEE JACOB DELAFON

recherche pour **CONTRÔLE DE GESTION**
PARIS 16ème

l'assistant de gestion

Dans le cadre d'un travail en équipe, il sera plus spécialement chargé du contrôle de gestion des usines.

Les candidats seront diplômés de grandes écoles (commerciales ou d'ingénieurs).

Ils auront 2 à 3 ans d'expérience en usine.

Adresser C.V. et prétentions à S.G.F. - Service du Personnel - 8, place d'Iéna - 75116 Paris.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
RECRUTE
DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

DIRECTEURS ET SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES

Expérience bancaire confirmée
Postes à pourvoir à PARIS
Larges possibilités de carrière.

Adresser C.V. détaillé avec références et photo à :
SWERTS B.P. 269, 75244 PARIS CEDEX 06,
sous réf. 494 qui transmettra.

jeunes ingénieurs d'application

PARIS - LILLE - RENNES - BORDEAUX

Ingénieurs ou titulaires d'un diplôme de même niveau en Sciences ou en Informatique et ayant de préférence des connaissances en gestion.

Ils seront, après formation, chargés d'études et de négociations en milieu industriel et scientifique. La fonction fait appel à la fois à l'esprit de rigueur et au sens des contacts.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 873, 65, avenue de Wagram 75017 Paris

TOLLENS FRANCE
Nous sommes le deuxième groupe en peintures destinées au bâtiment.

« Si vous avez au moins 25 ans, une bonne expérience commerciale et peut être celle de ce type de produit :
« Si vous possédez le Bac ou une formation équivalente :
« Enfin si vous avez une voiture personnelle, vous serez : »

RESPONSABLE DE SECTEUR
dans la REGION PARISIENNE

APRES VOTRE FORMATION, vous développerez nos ventes tout en animant notre clientèle de grossistes en bâtiment.

A VOTRE SALAIRE FIXE, S'AJOUTERONT DES INTERESSEMENTS ET LE REMBOURSEMENT DE VOS FRAIS.

Lettre manuscrite, C.V. et photo adressés à :
J.P. ROUVIERE - TOLLENS FRANCE -
B.P. 629 - 95004 CERGY.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION
recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 11.115 M) Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11 92081-Paris-La Défense.

GIE

COLAS

AU 1er RANG de l'INDUSTRIE ROUTIERE
recherche pour ses agences en France, Outre Mer et à l'Etranger

INGENIEURS TRAVAUX débutants

- un diplôme X, Ponts et Chaussées, Mines, Centrale, E.S.T.P., Arts & Métiers,
- une forte aptitude aux contacts humains et une vocation d'entrepreneur,
- une grande disponibilité.

IL LEUR SERA OFFERT :

- une formation sur le terrain, complétée par des stages d'adaptation ; à moyen terme la responsabilité technique, financière et commerciale d'une unité d'exploitation.
- d'importantes possibilités de carrière au sein d'un groupe en expansion.

Les postes sont à pourvoir RAPIDEMENT

Adresser C.V., photo et prétentions à :
S.R.C. - Département du Personnel
39, rue du Collège - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
PARIS-12*, recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

Débutant ou ayant 3 ans d'expérience dans les circuits logiques et analogiques, appliqués au PROCESS CONTROL et à l'électronique industrielle. Connaissances en programmation très appréciées.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 3. 650 à GAMMA SELECTION, 9 bis, rue de Vessay, 75008 PARIS.

Banque HERVET
recherche pour l'une de ses filiales

CADRE DE HAUT NIVEAU cessions fusions

PARIS BILINGUE ANGLAIS
H.E.C. Sciences Po, SUP. de CO, PARIS, M.B.A. ou équivalent. Jeune mais ayant déjà plusieurs années d'expérience d'opérations de rapprochement de sociétés : fusions, cessions, prise de participation. Il sera en position d'adjuvant direct du président de la filiale concernée, la clientèle ouvrira des analyses des contrats et des négociations jusqu'à la conclusion des transactions.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. Référence 789, 65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Société leader dans sa branche renforce son Service Informatique (IBM 370/158 sous DOS/VS) par

ANALYSTE
ayant : une formation supér. (I.U.T.) ; une expér. d'au moins 4 ans en informatique ; la capacité de s'intégrer dans une équipe jeune.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
ayant : une formation supér. (I.U.T.) ; une solide expérience de programmation PL/1/Assembleur ; une expérience d'au moins 2 ans.

Il est proposé :
• Position cadre ;
• d'importantes possibilités de perfectionnement et d'évolution ;
• Des avantages sociaux importants.

Adr. C.V. et photo, prêt. et photo, sous réf. 34.024 C à :
answare
SELECTION
133, r. de la Pompe, 75116 Paris

IMPORTANT GROUPE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
recherche

INGENIEURS-FORMATEURS

3 A 5 ANS EXPERIENCE CHANTIERS T.P. ET/OU BATIMENT

- Intéressés par l'élaboration et la mise en place de programmes de formation sur chantiers situés à l'Etranger ; expérience similaire souhaitée.
- Sensibilisés aux problèmes humains de l'entreprise.
- Ayant une bonne expérience de l'organisation du travail.
- Anglais (parlé, lu et écrit de façon courante) et bons contacts sociaux INDISPENSABLES.

Adresser C.V. + photo sous No 74659, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

STE DE DISTRIBUTION MATERIEL DE BUREAU
recherche

CHEF DE GROUPE DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

DÉPARTEMENTS :
PHOTOCOPIEURS
MAE IBM RECONDITIONNÉE
Frais, commissions, frais.

S.B.M., 42, av. Foch, 92280 La Garenne-Colombes.
Téléphones pour rendez-vous au 722-17-52/51.

150

Je m'inscris

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	46,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.D.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Double insertion"	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de produit

Groupe International fabriquant et commercialisant des cigarettes de renommée mondiale, recherche un chef de produit en vue de renforcer son département Marketing en France.

De formation commerciale supérieure, ayant une bonne connaissance de l'Anglais, le candidat doit avoir l'expérience de la fonction chez un annonceur « Grande Consommation » ou éventuellement dans une agence de publicité.

En liaison directe avec le Directeur du marketing il aura en charge la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble de l'activité marketing, de ses produits.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2485/M (à mentionner sur l'envoi).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

MATRA



recherche
INGENIEUR
responsable d'affaires

Il est chargé de négocier d'importants contrats de coopération avec les fournisseurs et d'en assurer le suivi des études à la production.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation avec quelques années d'expérience dans le négociation de contrats soit au sein d'une importante administration technique ou militaire, soit dans le cadre d'une grande entreprise électronique ou aéronautique.

— La maîtrise de l'anglais courant est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions en indiquant la référence NK 163.

Monsieur KORFAN
BP N° 1 - 78140 VELIZY

MATRA

LogAbax

informatique

recherche pour définir et installer les procédures d'exploitation dans le cadre de son bureau d'études logiciel

UN INGENIEUR SYSTEME

1 à 2 ans d'expérience O.S. 370

Connaissance d'usage de COBOL

Adresser C.V. photo et prétent. à la réf. 184, à :
Société LOGABAX - Direction du Personnel,
79, av. Aristide-Briand - 94119 ARCUREL.

engineering nucléaire

Important groupe de conception et de réalisation d'usines clés en main recherche

INGENIEURS DE PROJET

Afin de leur confier progressivement la responsabilité complète d'études, conception, études, réalisation sur les plans commerciaux, techniques et financiers.

Animateurs et coordinateurs des affaires qui leur seront confiées, les candidats retenus seront diplômés d'une Grande École et posséderont une expérience de quelques années de différents corps d'état propres à la construction d'usines (industrielles, production d'énergie, génie civil...) acquise si possible à l'étranger.

Env. C.V. photo et prêt. sous réf. 278-279 M à :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Cabinet de Gestion
42 rue Lafayette - 75017 PARIS

PRODUITS D'HYGIENE

LEADERS SUR LEUR MARCHÉ (69 %)

GRANDE DISTRIBUTION

CLIENTELE FEMININE

FILIALE FRANÇAISE SPÉCIALISÉE

d'un PUISSANT GROUPE EUROPÉEN

(C.A. consolidé : 5 Milliards F)

siège proche banlieue Ouest PARIS rech.

JEUNE RESPONSABLE VENTES - MARKETING

Rapporte en direct de la distribution en France d'une ligne de produits EXCLUSIVEMENT DANS LA GRANDE DISTRIBUTION. Action personnelle auprès Acheteurs. Création et animation équipe de vendeurs - marchands.

POSTE ÉVOLUTIF (notamment vers de nouveaux produits)

INDISPENSABLE

EXPERIENCE VENTE PRODUITS DE CONSUMMATION dans GRANDE DISTRIBUTION.

HOMME de TERRAIN ayant déjà animé, avec, si possible, EXPERIENCE de CHEF de PRODUITS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, salaire, photo et réf. 3564 à :

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

42 rue Lafayette - 75017 PARIS

Dans le cadre du développement d'un projet d'ampleur nationale, un important organisme, recherche pour son département informatique

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES débutants

(X, CENTRALE, SUP - AERO, SUP - ELEC, A.M. AGRO,...)

formés ou non à l'informatique

UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES (MAITRISE, MIAG,...)

La compagnie générale d'informatique, chargée du recrutement recevra vos candidatures.

Envoyez C. V. + photo, à Madame HOUNAU

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

84, rue de Grenelle 75007 Paris

IMPORTANT SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

PARIS SUD, recherche

INGENIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

DE FORMATION INGENIEUR ELECTRONICIEN

Possédant au moins 5 années d'expérience technique dans le domaine des radio-communications (P.B. - Satellites) intéressé par intégration dans une importante équipe commerciale où il sera responsable

de la définition et des applications des produits en liaison avec les départements d'études.

— Excellents contacts.

— Anglais indispensable.

Adresser C.V., prêtent et photo, sous la n° 74481, à :
CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}.

radar géant

recherche

pour son Service AUDIT INTERNE

UN COMPTABLE CONFIRMÉ

UN STAGIAIRE

DANS LES DEUX CAS :

— Diplôme exigé DECS ou équivalent.

— Travail basé à CACHAN (94) mais comportant des déplacements en Province.

QUALITÉS RECHERCHÉES :

— Sens de l'organisation.

— Goût du contact humain.

— Dynamisme.

Écrire sous Référence AB-77261 avec C.V., prétentions, téléphone et photo (retournés) à :

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CAPITAUX OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne 40,00
La ligne T.C. 48,70
42,00 48,04
9,00 10,33
70,00 81,78

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER 28,00 32,88
"Placards encadrés" 34,00 38,70
Desites insérées 38,00 44,37
"Placards encadrés" 40,00 46,70
L'AGENDA DU MONDE 28,00 32,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

consultant senior
90 000 F +

La Division Ressources Humaines de BERNARD KRIEF CONSULTANTS recherche un nouveau collaborateur capable de commercialiser et de réaliser des actions de recrutement de cadres. Travaillant au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ce consultant se verra confier des missions variées : études de structure, planification sociale... Une formation supérieure, une expérience de 5 ans acquise dans l'entreprise ou chez un conseil sont nécessaires ainsi que le goût pour la recherche de nouveaux produits et la démarche commerciale. Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 208/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Canton 75263 PARIS CEDEX 06

GFC
SPECIALISTES EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
103, Rue de la Pompe 75116 PARIS

- DIRECTEUR GRAND MAGASIN**
Surface de vente 18000 M2. Réf : 458
- PATRON EXPORT GROSSES UNITES ELECTROMECANIQUE**
Réf : 454
- INGENIEUR COMMERCIAL HAUT NIVEAU PONTS T.P.**
Réf : 455
- DIRECTEUR DU PERSONNEL**
1000 personnes métallurgie. Réf : 458
- 3 COMMERCIAUX EXPORT**
Réf : 457
- JEUNE DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES.**
Réf : 422

VOIR ANNONCE DETAILLEE CONCERNANT CES POSTES EN PAGE INTERIEURE DE CE MEME NUMERO

LogAbax
Informatique
dans le cadre de son expansion recherche

A.T. ELECTRONICIENS
(Niveau B.T.S. - D.U.T.)
Expérience d'une année en plus en informatique sera appréciée.

Adr. C.V., photo et prétentions sous réf. 100 à Direction du Personnel, Société LOGABAX, 79, avenue Aristide-Briand - 94118 ARCEUIL.

chef de produits junior

BSN-Gervais Danone, premier groupe Alimentaire français, recherche pour l'une des sociétés très dynamiques de sa Division Boissons un HEC, ESCP, ESCP, ISA, MBA, détenant pratiquement un marketing très professionnel.

Intégré à une équipe jeune, il pourra mettre en œuvre toutes ses compétences et s'assurer une perspective de développement professionnel très ouverte.

Les candidats à ce poste doivent obligatoirement disposer de 2 à 3 années d'expérience, acquises dans une entreprise de produits de grande consommation pratiquant un marketing élaboré.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 13, à Daniel Hordouin, 128-130 rue J.-Guésses 92202 Levallois-Perret.

bsn, gervais danone

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'administration des P.T.T., il est recherché pour les besoins de la **DÉLEGATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE**.

DE JEUNES DIPLOMÉS DE CERTAINES ÉCOLES D'INGÉNIEURS, ou : titulaires d'une MAÎTRISE de télécommunications : ou : E.S.C.P., H.E.C.J.F., D.E.A. ou DESS (Marketing de Grande II), ou : LICENCE DE SCIENCES ÉCONOMIQUES - ESCA, ESCP, ESCP, EDHEC du NORD, ICNANCY, IEECS-STRASBOURG - ISG, IEP de PARIS (section économique et financière) ; pour études et réalisations techniques organisation, actions commerciales dans les services d'exploitation et de Direction.

Adressez votre candidature avant le 30/09/76. Renseignements et inscriptions : (pour les postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94) : Direction des Télécommunications de Paris Place 100 F 8-10 Boulevard de Vaugirard 75731 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 540 23 52 (Pour les postulants résidant dans les départements 77-78-91-95) : Direction des Télécommunications de Paris extra-muros 7 Boulevard Romain Rolland 92128 MONTROUGE - Tél. : 657.13.30 (p. 68/04)

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
RECHERCHE **DÉLÉGUÉS (ES)**

Dynamiques et sens organisation. Volonté de réussir. Convientrait à enseignants sans poste. Pour vendre produit, connaissance approfondie. Formation assurée. Salaire motivant. Statut V.E.P. Promotions possibles. Voiture obligatoire.

Recevoir avec curriculum vitae à O.P.F. (n° 1562), 2, rue de Séna. - 75009 PARIS, qui transmettra.

UN CHEF DE MARCHÉ POUR LA RÉGION PARISIENNE

responsable dans un souci de rentabilité du développement des ventes.

Il est demandé : - une très forte expérience de la vente et de la distribution de produits alimentaires - la pratique de l'animation d'une équipe.

Une bonne connaissance du marché parisien serait d'autre part appréciée.

Le salaire sera en rapport avec les compétences demandées.

Adr. C.V. et photo en n° 461.478 à REGIE-PRESSE, 83 bis, rue Beaumour, Paris (20), qui transmettra.

Groupe THOMSON-BRANDT

recherche pour l'une de ses divisions de fabrication et de distribution de produits de consommation durables

jeunes commerciaux

Diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce, désireux de faire leurs preuves dans le domaine de la vente après une courte période de formation.

D'une grande mobilité géographique, ils participeront à la réalisation et au développement des objectifs de vente de leur secteur sur le marché de la grande distribution (grandes surfaces, grossistes, revendeurs, détaillants).

Evolution certaine au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. M.F. M.J.M. SELECOM, 225, rue Fg-St-Honoré, 75008 Paris.

directeur marketing

Notre Division Electrohydraulique dont la progression est constante depuis plusieurs années, malgré les difficultés conjoncturelles, offre à un spécialiste du Marketing un poste de premier plan.

Ce poste sera rattaché directement au Directeur de la Division. Il impliquera la responsabilité autonome du développement de la Division et ce qui concerne :

- les produits,
- les marchés.

Les candidats devront avoir une expérience commerciale de 10 ans environ dans le domaine du Marketing. Ils devront en outre avoir eu à traiter avec la clientèle des chauffagistes, installateurs, architectes, entrepreneurs.

Des connaissances techniques dans le domaine régulation thermique, traitement des eaux seraient appréciées.

Une formation supérieure (Ecole de gestion ou Ecole d'Ingénieur) est indispensable.

Si vous êtes intéressés par cette offre, adressez un résumé de carrière en indiquant la rémunération que vous avez obtenue sous réf. 5156M à I.C.A. qui transmettra. Description assurée.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Auteville - 75010 PARIS

FILIALE GROUPE INTERNATIONAL
proche banlieue Sud-Ouest (porte d'Orléans - ligne de Sceaux) recherche

ANALYSTE

formation supérieure, réelle expérience dans la conception de système de gestion, goût et sens du travail d'équipe. Sous l'autorité du responsable informatique, il assurera :

- dans un premier temps, maintenance et développement d'applications sur matériel actuel (IB-115) - connaissances série 100 appréciées,
- ensuite, selon plan de réorganisation, études et lancement d'importantes applications de gestion sur nouveau matériel.

Envoyer CV manuscrit avec photo et présent. à Monsieur MARRER, 8, rue Corot - 91380 CHILLY-MAZARIN

CHEF DE SERVICE DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

Région Parisienne Sud
Entreprise 350 pers. - C.A. HT 100.000.000 F.

Le poste proposé recouvre l'ensemble des aspects de la fonction « Personnel et Relations Sociales ».

En outre, le titulaire du poste devra, à côté des cadres opérationnels, promouvoir l'évolution des rapports et conditions de travail tels que définis par la Direction Générale.

Rémunération annuelle : 100.000 francs

Env. C.V. sous le n° 74.484 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra. - 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

B.E.P.S. ENGINEERING
recherche

3 INGÉNIEURS CHEFS DE PROJETS

pour coordination d'études chimiques importantes, formation béton, chauffage ou électricité, MINIMUM 5 ANS EXPÉRIENCE BATIMENT portés à pourvoir à Paris.

Recevoir avec C.V., photo et prétentions à BEPS-Engineering, 62, av. des Vosges, 97000 Strasbourg.

IMPORTANTE CHAUDRONNERIE ACIERS INOX MÉTAUX SPÉCIAUX LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE

recherche pour son siège social : Porte Sud-Est Paris

ACHETEUR

Ce poste peut convenir à un candidat Ecole Sup. des approvisionnements du B.T.S. - I.U.T. ayant quelques années d'expérience professionnelle, sans des contacts, de la négociation, analyse et suivi des affaires.

- bonnes connaissances en métallurgie aciers inox et chaudronnerie.
- Horaire à la carte - Restaurant self-service.

Adressez C.V. et photo sous numéro 77 977 B, à PLED Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

Société Industrielle de Forge et d'Estampage
recherche

DIRECTEUR D'USINE FORMATION INGÉNIEUR

Connaissant bien travaux sur presses et traitements thermiques. Il aura autorité sur les 80 personnes de l'usine tant sur le plan technique que sur le plan administratif, il aura donc une expérience indispensable de la gestion usine et sera rattaché directement au siège social de Paris.

Le poste est situé à 80 km environ au Sud-Ouest de Paris et offre tous les avantages liés à la fonction, notamment un pavillon pour le logement.

Recevoir sous le n° 74.873 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra. - 75040 PARIS Cedex 01.

PARIS IMPORTANT ORGANISME SOCIAL

Dans le cadre de la mise en place d'un système de gestion automatique dans ses centres de Paris et Province, recherche

RESPONSABLE DE FORMATION

Sera chargé :

- de créer et coordonner des équipes de formateurs,
- d'animer des sessions de formation
- de contribuer à la mise au point des outils pédagogiques.

Ce poste implique :

- une expérience de 3 ou 4 ans en Entreprise,
- une disponibilité pour déplacements de courtes durées,
- si possible, une initiation à l'informatique.

Adressez C.V. et présent. sous référence 122M067 30, rue de Mogador 75009 PARIS

Banque Française
Filiale Groupe bancaire International recherche

L'ADJOINT DU RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ CENTRALE

Ce poste conviendrait à cadre de banque, 35 ans min., expérimenté dans le domaine :

- établissement des bilans bancaires ;
- commission de contrôle des banques ;
- tableaux de bord et gestion.

La rémunération sera en fonction de l'expérience.

Adressez C.V. et prétentions n° 74 181 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra Paris-1e qui transmettra.

directeur régional

recherché par un des leaders français sur son marché (maisons individuelles) pour face à son expansion.

Plus qu'une formation nous recherchons un **TEMPÉRAMENT** d'homme actif, ambitieux, super dynamique, capable d'être patron d'une entreprise pouvant atteindre 200 personnes.

Il faut donc avoir eu des responsabilités polyvalentes : commercial, gestion, animation, coordination.

L'expérience du bâtiment n'est pas obligatoire.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Pour informations complémentaires écrire sous référence 5169 C.

legor 5, rue Meyerbeer 75008 Paris

Société PARIS recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

ayant expérience certaine dans :

- TRAITEMENT AIR COMPRIMÉ ;
- REGULATION PNEUMATIQUE ;
- CONTACTS HAUT NIVEAU

Anglais INDISPENSABLE.

Envoyer curriculum vitae man. et détaillé, à : MESA - B.P. 95 - MONTROUGE 92130. Tél. 735-35-36.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS JURIDIQUES
recherche

JURISTE

Le candidat (e), licencié en droit, devra posséder des connaissances approfondies dans les domaines du droit immobilier, de la copropriété et des baux. Une expérience pratique de ces matières, acquise dans un Cabinet d'Administrateur de biens, une société immobilière ou une fiduciaire spécialisée, est indispensable pour ce poste qui exige une grande aptitude aux travaux de documentation et de rédaction. Des connaissances en fiscalité immobilière seraient appréciées.

Adressez lettre manuscrite et C.V. très complet en indiquant rémunération souhaitée sous réf. 74.394 CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

L'un des plus importants Groupes d'Assurances, siège Paris 9e, recherche

ingénieur système

Diplômé Grande Ecole (Sup. Elec. Mines...) ou Universitaire, minimum 26 ans, ayant quelques années d'expérience dans la fonction, une bonne connaissance DOS/VS, DLI et CICS/VS pour l'intégrer à son équipe système et lui confier une fonction intéressante au sein d'un Département Informatique important (200 personnes) qui lui permettra de mettre en évidence ses qualités de dynamisme et de contact.

chef de poste

Pour son Département Informatique en appui du Chef d'atelier, minimum 28 ans, à qui sera confié l'encadrement d'une équipe de pupitriers et d'opérateurs.

Goût du commandement et habitude de dialoguer avec de jeunes pupitriers recherchés.

Connaissance du matériel IBM 370, du DOS/VS, de CICS/VS et Power/VS indispensable.

Adressez lettre de candidature avec C.V. en précisant la rémunération souhaitée au service 1109 M - Havas Contact - 156, bd Haussmann 75008 Paris.

Société ÉLECTRONIQUE
banlieue Sud-Est recherche

INGÉNIEUR Grande Ecole

CONFIRMER dans les Techniques de vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adressez C.V., présent. et photo, au n° 74.885, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1e, qui tr.

JP 11/62 150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 15
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,33
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 15
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Impt Groupe Fiduciaire
recherche pour ses bureaux de PARIS

REDACTEUR (TRICE)
pour recueillir renseignements de son service information technique (recherches documentaires, traductions, préparation de textes, etc.). Co-éditorialiste devra posséder une solide formation en matière de rédaction et de gestion de la presse. Poste à pourvoir immédiatement.

CONSEILLER INTERNATIONAL CH. CONTROLEUR DE GESTION
pour son siège social de PARIS. Diplômé de l'ESCP, de CO 24 ans d'expérience. Bilingue anglais-français. Intéressé par les problèmes de gestion de grands établissements industriels. Poste à pourvoir immédiatement.

ORGANISME DE FORMATION POUR ADULTES
REGION PARISIENNE recherche

PERSONNEL D'ENCADREMENT
pouvant bénéficier du congé d'enseignement (cadres du secondaire) pour des vacances de 3 à 4 h. par semaine en mathématiques, physique, technique de calcul.

AGENTS DE MAINTIEN
ou personnel d'encadrement très intéressé par les problèmes de relations humaines, autorité, commandement, etc., pour des vacances de 3 à 4 h. par semaine en mathématiques, physique, technique de calcul.

SOCIETE ENGINEERING
DE L'EAU recherche pour PARIS

UN HYDRAULICIEN
(Technicien supérieur ou jeune ingénieur) pour assurer conception, exécution, réalisation technique et maintenance installations pompes et distribution. Connaissance des réseaux et plans de câbles. Adr. C.V. photo et présent. à 74300, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
recherche

UN PROGRAMMEUR D'ETUDES
(ou équivalent)
pour des travaux sur mini-ordinateurs (P.D.P. 11, H.P. 2100, etc.). Préféré bachelier en gros systèmes (H.B. 6000, CDC 3600). Poste à pourvoir CHRS 1 B.

Env. C.V. à Mlle Porteuve, CNET-CRPE/ETD, 35-39, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

DEMANDES PERSONNELLES D'ETUDES
physique. Séries réfr. 100. Adr. : Notre-Dame, 106, bd Charlot, 75014 Paris. Tél. : 70-22-79 - 70-34-43.

GROUPE INTERNATIONAL CH.

CHEF COMPTABLE
NOMME pour son siège social de PARIS. Chargé de la comptabilité d'un grand établissement public. Compétence technique et comptable. Bilingue anglais-français. Poste à pourvoir immédiatement.

TECHNICIEN D'ANALYSE PROGRAMMATION ET D'EXPLOITATION
Niveau de formation : DUT. Des connaissances techniques et informatiques. Expérience en programmation. Poste à pourvoir immédiatement.

UNE PERFO-VERIF.
CONFIRMEE.

2 PROGRAMMEURS CONFIRMES

2 ANALYSTES CONFIRMES

Envoyer C.V. photo et présent. au Service du Personnel.

Un ch. employé de maison
18 ans minimum, pour intérieur et extérieur. Indépendant. Adr. : 34, rue de Valenciennes, 75015 Paris. Tél. : 70-22-79.

MARIE-ANNE-LOUISE
129, rue de Valenciennes, 75015 Paris. Tél. : 70-22-79.

Spécialiste en informatique
recherche pour ses bureaux de PARIS

pour installation et maintenance
Tél. : 70-22-79, 70-34-43.

demandes d'emploi

CADRE INFORMATIEN
15 ans d'expérience en études et exploitation informatique sur matériels BULL. IBM. CO. Méthodes COBOL, LCP, ARIANE. Autorisé par E.N. à enseigner dans institut privé d'informatique suite formation AFPA. recherche place de responsable études, exploitation ou démarrage services. Région industrielle. Etude toutes propositions.

Ecrire n° 3113 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

JURISTE - 34 ans
D.E.S. Droit Public, I.E.P. Bonnes connaissances économiques. 13 ans d'expérience polyvalente : études et analyses, contrats, gestion budget, organisation, relations administratives, publications, etc. Principales qualités : Intelligence et rigueur, excellent rédacteur.

Cherchez position stable.

Ecr. n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

INGÉNIEUR
diplômé Grande Ecole

Ayant bonne connaissance du MARCHE ALGERIEN dans les domaines de l'INDUSTRIE et TRAVAUX PUBLICS. Intéressé par toutes opportunités commerciales pour promouvoir exportation.

Ecrire sous n° 3175 HAVAS CONTACT, 184, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

demandes d'emploi

Francis, 29 ans
Diplômé Etudes Supérieures
Parfaitement bilingue
ARABE-FRANÇAIS
Bonnes connaissances Anglais
CHERCHE SITUATION

Ecr. n° 3042 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

MEUNIER - BENISTE
VILLE HÔ
cherche pour ses établissements
MONTEUR-POSEUR
AGENCEMENT DECOR
SERVICES, etc.

VL 9 Paris
ou par C.V. à 74300, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

LIBRE DUTITE
Ecrire ZAMONI, Jean-Paul
résidence Amal, 3, allée Berlioz,
91200 ATHIS-MONS.

OFFICIER TECHNIQUE
mécanicien

marine marchande, connaissant
diesel, installation, etc., cherche
poste de Direction
sur Paris. Tél. 583-52-28.

H. 29 a., lic. 3^e sec., angl., ital.,
3 a. d'expérience
comm internationale
ch. poste av. respons. 3714745
ou écr. n° 3114 HAVAS

CADRE 49 ans, chef service
connaissant parfaitement les
procédures administratives, rech. poste équivalent. Ecrire
n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

INGÉNIEUR CHIMISTE 25 ans
d'expérience dans les domaines
de la chimie et de la physique.
Ecr. n° 3071 HAVAS

Directeur civil 34 ans, solide
exp. de la vente du matériel
électrique, matériel de bureau,
bâtiment, etc. et prod. qui sont
destinés, ch. empl. simil. Ecr.
n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

Directeur personnel et adminis-
tratif, 47 ans, exp. 15 ans, exp.
disponible, recherche situation
dans le secteur public ou privé.
RAL P.A.E. formation admin.
et comptable, gestion et recr.
personnel, exp. 15 ans, exp.
étranger formation continue, poste
sur ordinateur, services sociaux
et généraux, représentants, per-
sonnel syndical, comité, rela-
tions publiques, etc. Ecr. n° 3123
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

Homme 24 ans, responsable
comm. pte société, ch. empl. simil.
Ecr. n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

J. P. 22 a., diplômé et soci-
logue, exp. prof. d'inf. sect.
économique, angl., esp., rech.
sit. en rapport avec capacités.
Ecr. n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

Chef du personnel chargé des
relations extérieures, 47 ans, exp.
15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
dans la fonction gestion générale
des relations extérieures, exp. 15 ans, exp.
pratique des problèmes syndicaux, recherche situation région
parisienne, ch. empl. simil. Ecr. n° 3123
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

Homme 24 ans, responsable
comm. pte société, ch. empl. simil.
Ecr. n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

J. P. 22 a., diplômé et soci-
logue, exp. prof. d'inf. sect.
économique, angl., esp., rech.
sit. en rapport avec capacités.
Ecr. n° 3123 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

demandes d'emploi

CONSEIL en FORMATION
en fonction dans organisme interprof. national,
spécialiste sensibilisation personnels à niveaux
et organisation stages.

recherche

POSTE CONSEIL ou RESPONSABLE FORMATION
PARIS - PROVENCE

Ecrire sous le n° 48153 M. A. REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Après avoir redressé et rentabilisé
Entreprise de bâtiment 200 ouvriers

51 ans, dynamique et efficace,
expérimenté gestion complète,
s'offre pour poste hautes responsabilités.

Ecr. n° 30490, PUBLICITE ROGER ELET,
101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

demandes d'emploi

CADRE FEMME - 45 ans
BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS
Culture générale élevée
Langues et sciences modernes.
(Secrétariat direction, relations
publiques, production, etc.)
audiovisuel, cherche POSTE
responsabilité milieu : affaires,
culture ou artistique.

Libre immédiatement. T. 604-6-15
ou écr. n° T 09330 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

CHEF COMPTABLE
29 ans, diplômé, exp. 15 ans,
réf. 1^{er} ordre Société
Importance, ch. empl. simil.
Libre de suite. ALEXANDRE,
Rue Villiers, 75002 Paris.
Tél. 774-85-5.

SPECIALISTE
RELAT. INTERNATION.

Francis, 5 langues, très nombreux
séjours étrangers, succès
avancé (not. et imp.) corr.
technol. avancée, très sportif,
ch. empl. simil. Ecr. n° T 09330 M. Régie-Presse,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Francis, 36 ans,
CADRE SUPÉRIEUR
réf. 1^{er} ordre, réels, instrum.
très élevés dans le milieu des
affaires.
(COMPOSANTS HORLOGERIE).
Libre de suite. ALEXANDRE,
Rue Villiers, 75002 Paris.
Tél. 774-85-5.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
4 ans concept, réels, instrum.
très élevés dans le milieu des
affaires.
(COMPOSANTS HORLOGERIE).
Libre de suite. ALEXANDRE,
Rue Villiers, 75002 Paris.
Tél. 774-85-5.

JEUNE GESTIONNAIRE
Formation supérieure
Economie, Jurid., et fiscale.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

CONTRÔLEUR DE GESTION
36 ans, audit, ICC, réels, instrum.
très élevés dans le milieu des
affaires.
(COMPOSANTS HORLOGERIE).
Libre de suite. ALEXANDRE,
Rue Villiers, 75002 Paris.
Tél. 774-85-5.

DOCTEUR EN DROIT
PRIVE, 32 a., grande exp.,
consultations, rédaction, ensei-
gnement, études, toutes propos.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

INGÉNIEUR
EN GENIE CIVIL
J.H. 28 ans, exp. 15 ans, exp.
arab. angl. 3 a. exp. engi-
neur, admin. indust. au Magh-
reb, étude toutes propositions.
Tournant, 16, rue de la Croix,
75019 SAINT-ADRESSE.

EXPERT-COMPTABLE
dipl., exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
15 a., ch. poste salarié gde com.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

CADRE COMMERCIAL
Form. sup., exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

CADRE 45 ANS
Niveau D.E.S.
18 ans de réformes
dans l'industrie.
Très bonne connaissance
en informatique (9 ans).
Compétence analytique.
Ch. empl. simil. Ecr. n° 3115
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

JEUNE HOMME 17 ans
sortant Ecole Sup. (Région)
cherche place stable en lettres.
JUMEAU, 45-La Communié.

Cadre féminin, 25 ans, Paris
exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
société et section du personnel.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

Cadre 45 ans
Niveau D.E.S.
18 ans de réformes
dans l'industrie.
Très bonne connaissance
en informatique (9 ans).
Compétence analytique.
Ch. empl. simil. Ecr. n° 3115
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

JEUNE FEMME
expérience plusieurs années
dans le secteur public
(achats et ventes de médias)
plus expérience 2 années
dans le secteur privé.
Grand support technique.
Ch. empl. simil. Ecr. n° 3115
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

CADRE 45 ANS
Niveau D.E.S.
18 ans de réformes
dans l'industrie.
Très bonne connaissance
en informatique (9 ans).
Compétence analytique.
Ch. empl. simil. Ecr. n° 3115
« le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

CHEF COMPTABLE
ADMINISTRATIF
FINANCIER

H. 34 a., DECIS, certifié, compt.
exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
dans imp. sociétés et PME,
cherche place stable Paris ou
région. Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

INGÉNIEUR INFORMATIEN
25 ans, 2 ans exp. L.B. O.M.
en juillet 76, ch. empl. préf.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

J. P. 25 a., DUT animation
socio-culturelle, cherche empl.
dans toutes propositions. Ecr.
n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

J. P. 27 ans, lic. droit, DES
droit public, 25 ans d'exp.
droit urbain, enseignement
supérieur droit, stud. des prop.
parlées, vacat. dossier.
Tél. 243-33-33.

J. F. licencié ANGLAIS, 1 an
U.S.A. cherche place professeur
anglais ou français pour étranger
dans S.M. entreprise, ou format.
administrative et financière.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

J. P. 25 ans, maîtrise bilingue
+ DEA en philosophie + stage
Université Québec Canada, ch.
poste dans labo. industrie ou
enseignement privé. T. 729-19-26.
Ecr. Mlle Colombel, 12, rue de
la Pie-Vierge, 91 Palaiseau.

J. H. 30 ans, niveau supérieur
parlant anglais, musicien, ch.
emploi dans entreprise ou format.
administrative et financière.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

DECORATEUR-ARCHITECTE
25 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
création, aménagement, direction
administrative et financière.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

STENOGRAPHE, 36 ans, exp.
15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
Ecr. n° 3115 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e)

secrétaires

Importante Société Industrielle
PONT DE NEUILLY
recherche pour son DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne sténodactylo, expérience exigée
d'au moins 5 ans dans poste similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 3171 A.
2, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

MARSEILLE

Capable secrétaire P.-D. G.
Ecrire Sous-Marketing n° 12.109,
246, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.

GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour Dir. Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Ayant réelle expérience professionnelle et très
bonne formation générale. Excellente sténodactylo
indépendante.

Ecrire S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaires

Importante Société Industrielle
PONT DE NEUILLY
recherche pour son DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne sténodactylo, expérience exigée
d'au moins 5 ans dans poste similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 3171 A.
2, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

MARSEILLE

Capable secrétaire P.-D. G.
Ecrire Sous-Marketing n° 12.109,
246, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.

GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour Dir. Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Ayant réelle expérience professionnelle et très
bonne formation générale. Excellente sténodactylo
indépendante.

Ecrire S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaires

Importante Société Industrielle
PONT DE NEUILLY
recherche pour son DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne sténodactylo, expérience exigée
d'au moins 5 ans dans poste similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 3171 A.
2, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

MARSEILLE

Capable secrétaire P.-D. G.
Ecrire Sous-Marketing n° 12.109,
246, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.

GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour Dir. Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Ayant réelle expérience professionnelle et très
bonne formation générale. Excellente sténodactylo
indépendante.

Ecrire S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaires

Importante Société Industrielle
PONT DE NEUILLY
recherche pour son DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne sténodactylo, expérience exigée
d'au moins 5 ans dans poste similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 3171 A.
2, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

MARSEILLE

Capable secrétaire P.-D. G.
Ecrire Sous-Marketing n° 12.109,
246, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.

GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour Dir. Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Ayant réelle expérience professionnelle et très
bonne formation générale. Excellente sténodactylo
indépendante.

Ecrire S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

secrétaires

Importante Société Industrielle
PONT DE NEUILLY
recherche pour son DIRECTEUR GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Très bonne sténodactylo, expérience exigée
d'au moins 5 ans dans poste similaire.

Ecrire avec C.V., photo et prêt. sous réf. 3171 A.
2, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

MARSEILLE

Capable secrétaire P.-D. G.
Ecrire Sous-Marketing n° 12.109,
246, avenue Roger-Salengro, 13015 MARSEILLE.

GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour Dir. Générale

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Ayant réelle expérience professionnelle et très
bonne formation générale. Excellente sténodactylo
indépendante.

Ecrire S.G.P., 13, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

cours et leçons

Cours particuliers d'ARABE IL-
lébre, moderne, dialectal, par
professeur maître 15 lettres
arabes et diplômé de l'Institut
de Linguistique de Paris.
Téléphone : 567-61-99

Cours allem. par social, romani
aut. 15 ans, exp. 15 ans, exp. 15 ans, exp.
M. Stiller, 8, rue de Valenciennes, 75015 Paris.

ELEVE MATH SUP à Jacques
Duclos, ch. élève dans écoles pr.
second. de MATH. et PHYSIQUE
RÉGULIER DURANT L'ANNÉE
1976-77. Adm. : 15, rue de
MATH. Retrait. par prof. exp.
Ts niv. Prx 30-45 F/h.
59-61-63

MATH. Retrait. par prof. exp.
Ts niv. Prx 30-45 F/h.
59-61-63

travail à domicile

Demande
Ts-trav. dactylo, franc. angl.
franç. 150 F/h. - Tél. : 32-34-39

Demande
TRA - TEC

TRADUCTIONS TECHNIQUES
Difficultés françaises-roum.
française-anglais-allemand.
Tél. : 272-12-12 - FON. 60-21

autos-vente

PART. vend R-14 TS 1970
Prx : 2.000 F
Tél. : 72-44-45

Vds 24 Berline Diesel, 10 mois.
Tél. : 57-43-78, Anvers

Fourgonnette Renault L 4 CV.
Très bon état, 5000 km.
Prx 3 débiter, Tél. 672-35-45.
heures brr., Mme Polson

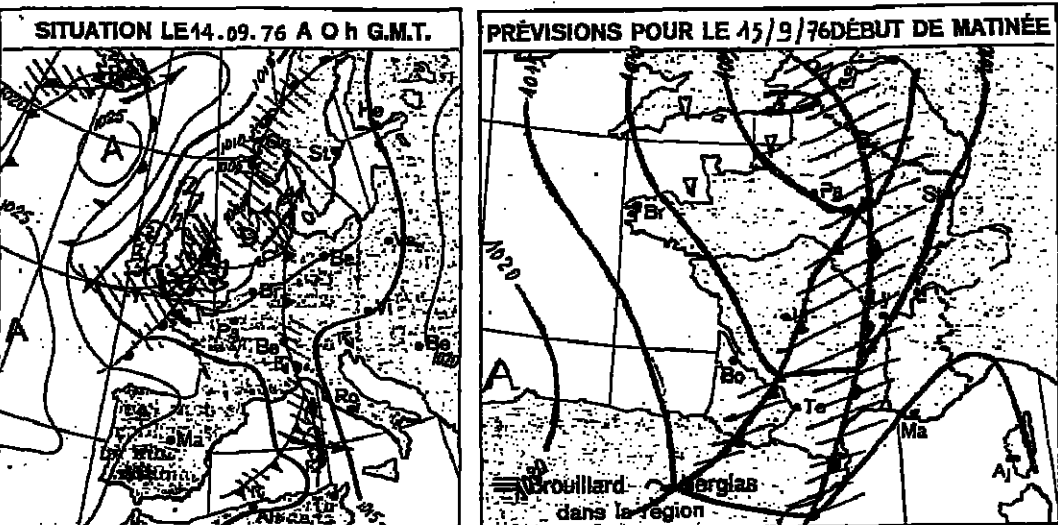
boxes-autos

ASNIERES - A vendre
BOXES ET EMPLACEMENTS
PARKINGS - 423-57-59
(de matin)

CARNET

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2 de mm)
 Zone de pluie ou de neige Front chaud Front froid Front occlusif

Evolution probable des temps en France entre le mardi 14 septembre à 0 heure et le mercredi 15 septembre à 24 heures:
 La perturbation située mardi matin sur l'Angleterre et l'ouest de la France se dirige vers le centre de notre pays; elle se déplacera assez lentement et se dirigera ensuite vers le nord-est.
 Mercredi 15 septembre, le temps sera modéré en France. Les nuages, généralement très abondants, donneront des pluies intermittentes et des averses. Les précipitations seront localement assez fortes sur la moitié sud-est du pays, particulièrement en montagne où elles seront quelques orages. On notera toutefois quelques éclaircies passagères au voisinage de l'Atlantique. Les vents, modérés et variables, souffleront d'ouest à nord-ouest en Bretagne, du sud-ouest ailleurs.
 Les températures varieront peu par rapport à celles de mardi.
 Mardi 14 septembre, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1009,3 millibars, soit 137 millimètres de mercure.
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 14 septembre; le second, le minimum de la nuit du 14 au 15): Ajaccio, 28 et 15 degrés;

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel des 13 et 14 septembre 1976
DES DECRETS
 • Relatif à la lutte contre la rage
 • Relatif à la création d'un certificat de moniteur-cadre manipulateur d'électroradiologie
UN ARRETE
 • Relatif aux aliments diététiques et de régime de l'enfance

UN DÉCRET RENFORCE LA LUTTE CONTRE LA RAGE

Un décret paru au Journal officiel, le 13 septembre 1976, renforce la lutte contre la rage. Il précise et complète, en les étendant à l'ensemble du territoire, certaines directives déjà appliquées dans les vingt et un départements français touchés par la maladie.
 En cas de diagnostic de rage, le ministre de l'Agriculture peut déclarer zone atteinte par la maladie le territoire (département ou autre) dans lequel a été découvert l'animal enragé. Il précise les notions d'« animal contaminé » et d'« animal suspect » et prévoit les mesures à prendre à leur égard (battage ou mise sous surveillance, saut ou s'agit de chiens ou d'animaux d'élevage vaccinés). Dans les territoires déclarés zone atteinte, les propriétaires de chiens devront, en outre, en laisser et muscler les animaux non vaccinés. Pour les animaux vaccinés, leurs propriétaires devront pouvoir présenter à toute réquisition un certificat en cours de validité.
 Le décret précise aussi les conditions dans lesquelles il sera nécessaire de procéder, dans certaines zones, à la destruction des animaux sauvages pouvant être des vecteurs de la maladie. Il fixe enfin les peines applicables aux auteurs d'infractions à ces diverses dispositions: 600 à 1 000 francs d'amende et le double en cas de récidive ou de refus d'appliquer les mesures

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1561

1	2	3	4	5	6	7	8	9
X								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
 I. A des trois, mais également des deux; Roche. — II. Est appelé à s'élever. — III. Domicile ou Maurice; Aventurier. — IV. Obligation facultative. — V. Commence sténographique et finit téléphoniste; Entretien le charme jusqu'à un âge très avancé. — VI. Le étranger; A rêlé. — VII. Châli. — VIII. Point sombre; Orientation. — IX. Peu donnée pour des épreuves de vitesse. — X. Vers latin; Cours étranger. — XI. Ses fils ne

VERTICALEMENT
 1. L'union des chœurs; N'était vraiment; pas. — 2. Dans le ruisseau; Pail un pil. — 3. Qui peuvent plier et mordre; Symbole chimique. — 4. Divinité; Allègement excessif. — 5. Orfèvre connu; Point de suspension. — 6. Evénement certain; région; Malle créature (inversé). — 7. Un légitime besoin; Tire généralement sur le rouge. — 8. Purement illusoire. — 9. Augmente l'attrait d'un minois; Terme musical.

Solution du problème n° 1560
Horizontalement
 I. Argus; Pas. — II. Râ; Modèle. — III. Girouette. — IV. Us; Um; Os. — V. Soirées. — VI. Noé; Nuage. — VII. N; Air. — VIII. Cuit; Gnon. — IX. Rée; Esce. — X. Pison; Se. — XI. Lés; Etre.
Verticalement
 1. Argus; Ce; Pl. — 2. Raison; Urie. — 3. Ionis. — 4. Amou; rélé. — 5. Soule; OE. — 6. Déménagement. — 7. Pet; Sains. — 8. Alto; Grosse. — 9. Sées; Nées.

GUY BROUTY.

PRESSE

Pour l'impression du « Figaro » en province
UN PROTOCOLE D'ACCORD EST SIGNÉ ENTRE LE LIVRE C.G.T. ET M. HERSANT

Un protocole d'accord déterminant les conditions de travail et de salaire dans les centres d'impression du Figaro en province, a été signé le 9 septembre 1976 entre la direction Figaro-SIRLO, la Fédération française des travailleurs du livre C.G.T. et le Comité intersyndical du livre parisien.
 La Fédération du livre, annonçant la signature de ce protocole, estime que « une fois de plus, il est ainsi démontré qu'il est également possible de mettre fin au conflit du Parisien libéré par une solution négociée ».
 Dans une lettre d'information adressée la semaine dernière aux collaborateurs du Figaro, M. Robert Hersant — évoquant la signature de l'accord sur les conditions d'emploi sur le matériel moderne et la modification des aménagements techniques — écrivait: « C'est la première fois depuis trente ans qu'est recherchée en commun une solution offrant des garanties au personnel et un espoir de survie aux entreprises ».
 Annonçant, d'autre part, la suppression de l'édition Paris première du Figaro, qui coïncide avec la mise en œuvre de centres d'impression en province, M. Hersant ajoutait: « De la conception à la réalisation, nous aurons mis tout notre savoir-faire et nos compétences techniques et matérielles à l'œuvre ».

Réceptions

L'ambassadeur d'Ethiopie et Mme Hélène Wolde Giorgis ont offert lundi 13 septembre une réception à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de la révolution du 12 septembre 1974.

Naissances

M. et Mme Roland Barroy, née Liliane Klotz, et leur fils Elio, sont heureux de faire part de la naissance de Simon, le 8 septembre 1976, 78, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris.

M. et Mme François Lemaire sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille Aïda, le 9 septembre 1976, 34, quai National, 92800 Puteaux.

Nicole et Jean-Claude Guilleband ont le plaisir d'annoncer la naissance de Mariel, Eve, le 8 septembre 1976, 100, rue Monge, 75005 Paris.

Mariages

M. et Mme René Fumey, M. et Mme Roger Chambert-Loir, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants: Martine et Pierre, qui se célèbreront le samedi 18 septembre 1976, à 17 heures, en la basilique Notre-Dame de Dole (Jura), à l'église d'Alais, Les Lannes (Gironde), 34, rue de l'Orange, Versailles (Yvelines).

Décès

Nous apprenons le décès, le 6 septembre, à Paris, de M. Louis GALLIEN.
 Né le 2 janvier 1908 à Chartreuse (Manche), diplômé de sciences naturelles en 1930, M. Louis Gallien fut assistant à la faculté des sciences de Paris de 1932 à 1937, il enseigna ensuite à Toulouse, Rennes et Caen et revint à Paris en 1945 comme professeur d'embryologie. Il dirigea le laboratoire de l'embryologie après 1954 et fut élu le 15 février 1965 à l'Académie des sciences, section de zoologie.
 M. Gallien a publié plusieurs ouvrages, entre autres: « La Sexualité », « La Sélection animale », « Problèmes et concepts de l'embryologie expérimentale ».

On nous prie d'annoncer le décès de M. Georges BELON, inspecteur divisionnaire honoraire de la Compagnie des wagons-lits, ancien directeur du service des Adels Westphalie-Cook, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier du Mérite touristique, survenu le 3 septembre 1976.
 Selon la volonté expresse du défunt, les obsèques ont eu lieu au cimetière des Batignolles, le 13 septembre, dans la plus stricte intimité. De la part des familles Belon, Amieux et Leymarie et de son amie dévouée Madeleine Deschamps.
 Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jacques Bernardin et ses filles Florence et Perrine, Mme veuve Robert Chappé, M. et Mme Georges Chappé et leurs enfants, Mlle Françoise Chappé, Mme Geneviève Chappé et ses enfants, Mlle Anne-Marie Chappé, Mme veuve Guiffier et ses enfants, Mme Robert Bonnaud et ses enfants, Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de Mme Yvette BERNARDIN, née Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Parents et alliés, ont le deuil de faire part du décès de M. Yves BERNARDIN, né Chappé, survenu le 13 septembre 1976, munie des sacrements de l'Eglise, dans sa cinquante-quatrième année.
 Ses obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Saint-Pierre de Jarnac (Charente), où l'on se réunira.
 21, rue Richelieu, 92200 Bordeaux-Caudran.

Le docteur et Mme David Barroy, M. et Mme Jocelyn Michel, M. et Mme Florence Barroy, M. et Mme Alexandre Barroy, M. et Mme Olivier Barroy, M. et Mme Marcel Barroy, M. et Mme Isidor Barroy, ainsi que les familles Grünwald, Schaffer et Nach, ont le deuil de faire part du décès de Mme Esther BEROVICI, née Nach, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et parente. Les obsèques auront lieu le 13 septembre 1976, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse.

Le 3 août 1976, s'est éteint à Nice, après une longue et cruelle maladie, dans sa quatre-vingt-neuvième année, Mme Hélène CHIVERT, dite « Madame Béatrice », fille aînée, pendant quarante ans, prodigieuse de ses soins affectueux aux petits enfants de la famille maternelle, rue Saverio, à Paris. Il est demandé à ceux qui l'ont connue et aimée une fidèle pensée. Ses obsèques ont été célébrées à Montrouge (92120) dans l'intimité familiale. Robert et Simone Chivert, Les Camélias, Ch. de la Paroisse, 06600 Antibes, Béz et Françoise Monge, 14, av. Gallieni, 92400 Courbevoie.

Arnaud Cabanès, son fils, Bernard et Madeleine Félix et leurs enfants, Les familles Félix, Pigeaud, Stahl, M. et Mme P. Pigeaud, Poupardin, Pigeaud, ont le deuil de faire part du décès de Mme Hélène CHIVERT, dite « Madame Béatrice », fille aînée, pendant quarante ans, prodigieuse de ses soins affectueux aux petits enfants de la famille maternelle, rue Saverio, à Paris. Il est demandé à ceux qui l'ont connue et aimée une fidèle pensée. Ses obsèques ont été célébrées à Montrouge (92120) dans l'intimité familiale. Robert et Simone Chivert, Les Camélias, Ch. de la Paroisse, 06600 Antibes, Béz et Françoise Monge, 14, av. Gallieni, 92400 Courbevoie.

M. et Mme Alfred Thiragnin, sa sœur et son beau-frère, Sa famille et ses amis, ont le deuil de faire part du décès de Mlle Nicole GANIERE survenu le 9 septembre après une longue et cruelle maladie. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 14 septembre, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc, 4 bis, rue Fabre-d'Eglantine, 75012 Paris.

Nancy, Spinal, Le docteur Jean Mariot, Mme Jean Mariot, née Monique Gerbault, Mlle Judith Gerbault, ses enfants, Pierre, Jacques, Claire-Marie, Odette, André-Claude, Philippe, Marie, ses petits-enfants, Les familles Grinier, Boye, Gerbault, ont le deuil de faire part du décès de Docteur Pierre GERBAULT, médecin des hôpitaux, professeur honoraire, survenu le 7 septembre 1976, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon la volonté du défunt les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, en la chapelle de l'Hôpital central à Nancy. 10, rue de la Cour-Billot, 54000 Nancy.

Reims, Le 8 septembre, Christian est retourné auprès de Dieu. De la part de François et Germaine Kerboul et d'Anne et Claire. La sépulture a eu lieu dans l'intimité familiale à Chézy-sur-Marn.

Dans l'annonce parue hier, il s'agit du décès de Mme Marcelle André LORY, née M. et Mme Marcelle André LORY, survenu le 7 septembre dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le Père Edouard Vienne, M. et Mme Marcel Blancheteau, André Vienne, Pierre Vienne, Jacques Vienne, François Vienne, Bernard Vienne, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père, M. Louis VIEUX, décédé, le 11 septembre 1976, dans sa quatre-vingt-douzième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Anges, à 18 heures, dans le cimetière de la famille, Cimetière de l'Ouest, 17, rue Saint-Sauveur, 75015 Paris.

Le 10 septembre, Christian est retourné auprès de Dieu. De la part de François et Germaine Kerboul et d'Anne et Claire. La sépulture a eu lieu dans l'intimité familiale à Chézy-sur-Marn.

Dans l'annonce parue hier, il s'agit du décès de Mme Marcelle André LORY, née M. et Mme Marcelle André LORY, survenu le 7 septembre dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le Père Edouard Vienne, M. et Mme Marcel Blancheteau, André Vienne, Pierre Vienne, Jacques Vienne, François Vienne, Bernard Vienne, leurs enfants et petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père, M. Louis VIEUX, décédé, le 11 septembre 1976, dans sa quatre-vingt-douzième année. Les obsèques auront lieu le mercredi 15 septembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame d'Anges, à 18 heures, dans le cimetière de la famille, Cimetière de l'Ouest, 17, rue Saint-Sauveur, 75015 Paris.

Le 10 septembre, Christian est retourné auprès de Dieu. De la part de François et Germaine Kerboul et d'Anne et Claire. La sépulture a eu lieu dans l'intimité familiale à Chézy-sur-Marn.

Dans l'annonce parue hier, il s'agit du décès de Mme Marcelle André LORY, née M. et Mme Marcelle André LORY, survenu le 7 septembre dans sa quatre-vingt-troisième année.

24, faubourg Saint-Honoré. "Rocbar", veste sport en lainage "couverture de cheval": 1100 F.

Pour que l'utile soit beau.

HERMÈS

HARRIS TWEED à la "Boutique 30 ans"

Burberrys 8, bd Malesherbes Paris 8° tél. : 266.13.01

Le Monde

Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75001 PARIS - CROIX 69
 C.C.P. 4307-23

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
 ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
 50 F 100 F 120 F 150 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 125 F 250 F 300 F 350 F

ÉTRANGER
 par messagerie
 I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 PAYS-BAS - SUISSE
 115 F 230 F 307 F 400 F

II. - TUNISIE
 125 F 250 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
 tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse: déclarations ou provisions (deux semaines ou plus), non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse: déclarations ou provisions (deux semaines ou plus), non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

(PUBLIQUITE)
INSTITUTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION
DAMAS - SYRIE

APPEL D'OFFRES N° 17

L'Institution Générale de la Consommation fait connaître qu'elle a besoin d'une machine automatique de fabrication de cahiers, aux conditions suivantes :

1. Conditions techniques et de production spécifiées dans la liste ci-jointe.
2. Le dépôt provisoire requis est de 5 % du montant offert et le dépôt de garantie de performance est de 10 % du montant accordé. Le dépôt provisoire et le dépôt de garantie de performance sont payables sous forme d'escompte, soit par chèque certifié par la Commercial Syrian Bank, soit par une garantie bancaire émise par une banque syrienne.
3. Lorsqu'une offre convenable aura été choisie, le soumissionnaire devra signer le contrat en question en accord avec le recat de conditions générales n° 1.073 daté du 10 septembre 1975.
4. Les offres doivent être soumises au bureau central à Damas, Harika, rue Moawia, B.P. 2.532, adresse télégraphique : MASKEI.
5. Dernier délai pour la soumission des offres : heure de fermeture des bureaux le samedi 9 octobre 1976.

Conditions techniques.

1. Machine requise.
Machine entièrement automatique de fabrication des cahiers, comportant les processus suivants :
— Régime (tracé de traits) du papier ;
— Coupe du papier ;
— Pliage du papier ;
— Reliure ;
— Emplage.
2. Types de cahiers.
— Cahiers d'écriture arabe avec des pages à lignes simples, marge rouge à droite de la page.
— Cahiers d'écriture en anglais et en français.
— Cahiers quadrillés.
3. La fabrication s'effectuera de préférence par agrafage, couture et collage.
4. Les offres doivent indiquer les spécifications des machines offertes, surtout sur les points suivants :
— Dimensions de la machine, espace nécessaire pour l'installer pour la production, voltage électrique requis et nombre d'ouvriers nécessaires.
— Production maximale et minimale de la machine (en mètres par heure).
— Capacité de production maximale et minimale pour tous types et dimensions.
— Possibilité d'imprimer les couvertures.
— Types (spécifications) de papier et de carton nécessaires à la production.
— Déchets prévus pendant la fabrication.
5. Les offres doivent comporter la fourniture de pièces détachées pour cinq ans, ainsi que d'un expert chargé de diriger la mise en place, les essais de production et la formation des ouvriers.
6. Le temps nécessaire à la livraison et le prix doivent être indiqués en :
a) Base FOB dans un port maritime du pays fournisseur ;
b) CAP dans un port syrien.
7. Les soumissions peuvent être rédigées en arabe, anglais ou français.

DEPARTEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR.

LA VIE ÉCONOMIQUE

La fausse querelle de l'indexation

L — Le grand malheur de l'épargnant

par GILBERT GANTIER (*)

On évoque, souvent, à propos du programme économique que M. Barre est en train d'élaborer, le précédent de décembre 1968 qui permit à la France d'entrer quelques jours plus tard dans un marché commun dont on doutait qu'elle fût capable de supporter le choc. Et il est vrai que l'on peut relever un certain nombre d'analogies entre les deux situations : nécessité dans un cas comme dans l'autre de mettre fin à l'inflation « à deux chiffres » et de mobiliser les énergies en vue d'affronter la concurrence extérieure ; concomitance, dans un cas comme dans l'autre, avec une opération de politique intérieure dépassant le cadre d'un simple remaniement ministériel et de nature à épaulez un important changement de cap dans le domaine économique. Il ne manque pas au tableau la sécheresse exceptionnelle qui faillit bien, en 1968, faire capoter le plan de redressement, tout comme elle complique aujourd'hui la tâche du premier ministre.

Le travail et l'innovation

Mais les ressemblances s'arrêtent là. En dix-huit ans, il s'est produit un profond changement dans les structures économiques nationales comme dans le cadre international à l'intérieur duquel elles doivent s'insérer. Sur le plan intérieur, des objectifs nouveaux ont succédé à une économie de plein emploi qui achevait à peine la reconstruction de l'après-guerre : il ne suffit plus désor-

mais d'assurer à tous le minimum vital, il faut y parvenir avec un plus grand souci de justice sociale et en accordant à l'individu de meilleures chances de développer sa personnalité et de satisfaire ses aspirations profondes. Quant au monde extérieur, il est plus dur que jamais : la discussion contingente qui occupa les belles années de l'O.E.C.E. apparaît comme un combat à fleurs mouchetés à côté de la guerre des monnaies qui est notre pain quotidien depuis que le dollar n'est plus l'étalon unique et indiscuté des transactions mondiales et que de nombreuses économies nationales — la japonaise et l'allemande assurément, mais beaucoup d'autres encore — cherchent à conquérir des débouchés mondiaux.

Plus que jamais, en cette conjoncture, les deux pôles de notre action doivent être ceux-là mêmes que soulignait M. François Perroux dans ces colonnes voici peu de jours (1) : le travail et l'innovation. C'est dire, en d'autres termes, qu'il nous faut à tout prix développer la productivité nationale, productivité des bras et des machines, mais aussi productivité des cerveaux. L'opération d'assainissement qui consiste — schéma classique — à donner un coup de frin au développement du marché intérieur est

certainement indispensable : elle présente l'avantage de réduire l'inflation des prix, donc la dégradation intérieure de la monnaie, et de reporter une partie des capacités de production vers l'exportation, concourant ainsi doublement au raffermissement des taux de change.

Mais, pour nécessaire qu'elle soit, cette opération n'est pas suffisante. A l'instar de ce que n'a cessé de faire le « modèle » allemand depuis la réforme monétaire de 1948, il est indispensable que le rapport d'échange de l'économie française à l'égard du monde extérieur s'améliore effectivement si l'on veut que le redressement soit plus et mieux qu'une simple opération psychologique d'effet limité dans le temps. Il faut accroître notre « productivité internationale comparée » pour que le travail de chaque Français ne soit plus dévalorisé par rapport à celui de nos concurrents les plus dynamiques, pour que nous puissions payer sans trop de peine nos énormes factures de produits énergétiques, pour que cesse la colonisation discrète de l'économie française par des intérêts étrangers qui peuvent actuellement s'offrir à bon compte, en Bourse ou sur le marché de l'occasion, de belles et bonnes entreprises françaises.

Cette dynamique suppose une réduction draconienne des « frottements » qui handicapent encore

l'essor de l'économie française. Le même souci avait d'ailleurs été perçu en 1968 et il avait donné lieu au fameux rapport Ruffin-Armand sur « les obstacles à l'expansion », qui n'a finalement pas débouché sur grand-chose. Le document est aujourd'hui périmé. Mais surtout, à côté d'un certain nombre de détails folkloriques — par exemple la réforme du régime des taxis ou le plan arctique sur la contribution du service militaire à la formation de la jeunesse — les experts étaient passés à côté de points particulièrement essentiels, tels que le régime du crédit et de l'épargne qui, au même titre que la nécessaire réforme de notre budget social, me semble être aujourd'hui au cœur même du débat.

Il nous faut en effet consommer moins, produire plus et mieux. Pour consommer moins on peut ralentir l'accroissement des revenus individuels, et il sera d'ailleurs raisonnable de le faire. Mais il est également possible d'épargner davantage, c'est-à-dire de reporter à plus tard des consommations auxquelles on renonce dans l'immédiat.

Pour produire plus et mieux, il faut investir davantage, et l'on sait — les pouvoirs publics et le patronat l'ont souligné à diverses reprises — que la France, depuis deux ans, est loin d'investir suffisamment. Or un accroissement de l'épargne permettrait de dégager sans inflation les sommes importantes qui devraient être orientées vers l'investissement, schéma classique là encore, mais qui appelle, si l'on veut qu'il s'exécute dans des conditions réellement satisfaisantes, une modification radicale des errements sur lesquels nous vivons en ce domaine depuis trente ans et plus. Et c'est là qu'intervient ce que j'appellerai la fausse querelle de l'indexation.

Une réévaluation annuelle

Il me paraît vain, en effet, de vouloir porter les courants d'épargne au niveau des besoins actuels de freinage de la consommation et de développement de l'investissement si on ne décide pas d'accorder enfin au petit épargnant le respect qu'il mérite. L'efficacité et la morale se rejoignent d'ailleurs en cette affaire, comme cela est le cas plus souvent qu'on ne le pense. En 1968, le gouvernement avait octroyé l'immunité aux capitaux qui avaient été irrégulièrement exportés afin de favoriser leur retour en France : opération certes bénéfique pour notre équilibre en devises, mais difficile à admettre sur le plan de la morale. Il serait juste, au contraire, surtout lorsque l'érosion monétaire atteint le niveau actuel, de garantir à l'épargnant qui ne souhaite prendre aucun risque spéculatif le maintien du pouvoir d'achat qu'il met de côté.

La morale ne serait d'ailleurs pas seule à y trouver son compte : moins pressés d'utiliser leur pouvoir d'achat, les consommateurs ne se précipiteraient pas comme ils le font actuellement pour acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. Confrontés à un marché intérieur plus difficile, ou obligés de conquérir des marchés extérieurs très concurrentiels, les producteurs — comme cela n'a cessé de se produire en Allemagne depuis 1948 — seraient contraints de se fixer des objectifs de qualité plus sévères, ce qui entraînerait une amélioration structurelle de la production. Mais, surtout, les capitaux ainsi collectés seraient particulièrement abondants. Disponibles pour l'investissement, ils soutiendraient puissamment l'activité économique tout en accroissant les capacités de production futures.

J'entends bien les critiques que l'on ne manquera pas de faire à un tel projet : « Mais ces capitaux étant réévalués annuellement, cela reviendrait à indexer également les sommes prêtées aux investisseurs, donc à accroître leurs charges financières. Or souvent il s'agit de collectivités publiques ou d'industries à faible rentabilité qui ne pourront pas la supporter. Une telle indexation généralisée de l'économie, contraire à ce qu'a voulu faire M. Pinay en 1958, nous ramènerait à la situation de l'immédiat après-guerre ! »

Non seulement, il est aisé, on va le voir, de répondre à ces objections, mais encore il est essentiel d'en mesurer le caractère excessif.

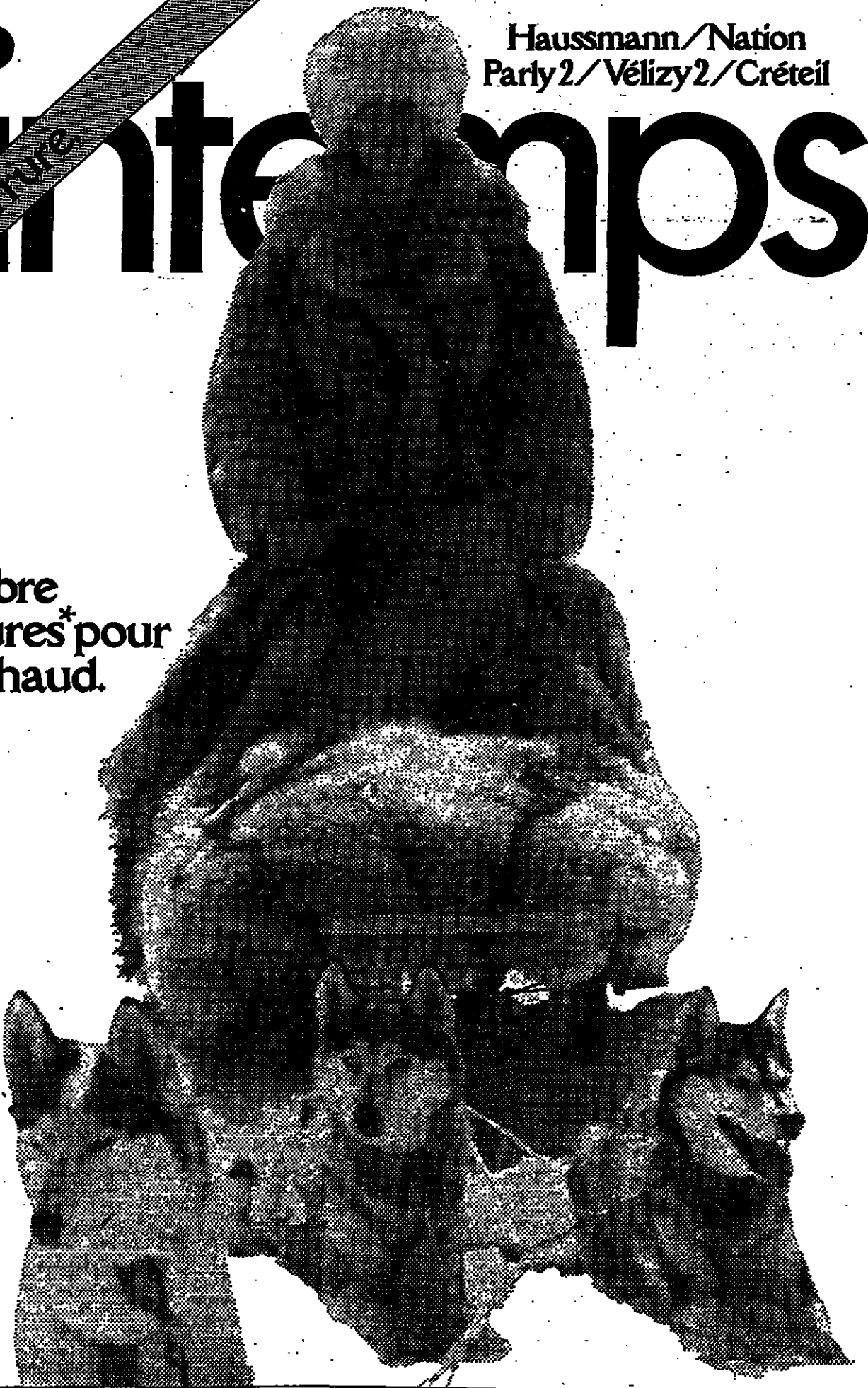
Prochain article :

RÉTABLIR
DES MÉCANISMES
HONNÊTES

Printemps

Jusqu'au 23 octobre
toutes les fourrures* pour
que l'hiver soit chaud.

*Crédit gratuit sur 9 mois
après acceptation du dossier.



JP 1162 150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA SÉCHERESSE ET SES CONSÉQUENCES

SELON LA COMMISSION DES COMPTES DE L'AGRICULTURE

Le revenu brut des paysans serait en baisse de 9,4 % en 1976

La commission des comptes de l'agriculture devait se réunir ce mardi 14 septembre pour évaluer la perte de revenus subie par l'ensemble des agriculteurs en 1976, du fait notamment de la sécheresse. Selon la commission, le revenu agricole brut serait en baisse de quelque 9,4 %, soit environ 8 milliards de francs. C'est sur la base de ce chiffre que le

gouvernement doit arrêter, le 22 septembre prochain, les modalités de l'indemnisation des exploitants. De leur côté, les organisations professionnelles agricoles ont évalué à 8 milliards de francs la perte de revenu. Quel qu'il en soit, ces estimations globales recouvrent des situations extrêmement différentes, comme le montre notre reportage dans le Loiret.

LES GROS ET LES AUTRES

Orléans. — Le Loiret. L'expression « douce France » a une signification dans ce département. La Beauce, la Sologne, le Gâtinais, y filent pour composer les paysages les plus sages et les plus tranquilles qui soient. Cela dit, la végétation a beaucoup souffert cette année avec cette mauvaise sécheresse du printemps et de l'été. Les prairies sont vertes aujourd'hui, mais bien rases. Le soleil a en maints endroits littéralement grillé les jeunes arbres. Mais, peu à peu, la nature paraît reprendre le dessus.

Si les exploitants agricoles ont souffert ? Sans nul doute. On annonce pour le département une baisse du revenu agricole de 24 % cette année. Qu'est-ce que cela veut dire ? Eh bien ! que l'année ne sera pas trop mauvaise pour certains et catastrophique pour d'autres. Affaire de moyenne, jugez-en ! Avec trois amis de la chambre d'agriculture, nous avons rendu visite à cinq exploitants.

Le premier à Sougy, dans la Petite-Beauce : Pierre Le Grand, trente-sept ans. Président du Centre de gestion du Loiret, il cultive en ferme, depuis onze ans, 175 hectares de blé, maïs et betteraves. Depuis neuf ans, il est équipé pour irriguer, car la région est naturellement sèche. Grâce à cette installation, il se procure une partie de ses blés. Résultat : 35 quintaux de blé environ sur les parcelles qui n'ont pas eu d'eau, de 37 à 40 quintaux sur les emblavures irriguées. En maïs et en betteraves, les résultats devraient être respectivement de 50 quintaux et 30 tonnes à l'hectare. Des rendements quasiment fabuleux, cette année. M. Le Grand ne se plaint pas vraiment, mais il insiste pour dire que l'irrigation coûte très cher et que les charges salariales sont élevées, et craint... que ses « propres » soient déformés. Sans doute, pense-t-il que sa situation ne donne pas une bonne image de marque de l'agriculture au moment où on calcule le coût de la sécheresse. A juste titre : on a du mal à s'inquiéter pour son avenir, même lorsqu'il affirme que c'est sa plus mauvaise année depuis qu'il s'est installé.

Chez Jean-Jacques Polron, dans la forêt orléanaise, la situation est tout autre. Quarante-quatre ans, fermier sur 50 hectares, il élève quelques laitons et traite quelques vaches. Il fait aussi seize mille poules de grain par an. Excepté l'augmentation du coût des aliments, il assure que l'état de la poulaille a marché quasiment normalement cet été.

C'est une autre affaire pour l'élevage laitier. Jean-Jacques Polron a fait ses comptes : l'achat d'aliments supplémentaires, dû au manque de fourrage, lui coûte 50 000 F. Autant que le revenu de l'exploitation en 1975 ; autant que le salaire et les charges du salarié qu'il emploie pour décharger sa femme. Les subventions ? Il va toucher 4 500 F « à valoir ». Une goutte d'eau comparée à son chiffre d'affaires. Il ne prend pas mal les choses, mais pose nettement son problème : pour trouver 50 000 F, il faudra « rogner » sur les dépenses d'engrais, vendre une dizaine de vaches. Et puis, il faudra voir s'il est possible de garder le salarié.

De notre envoyé spécial.

Les subventions ? Il n'y croit pas trop. Surtout qu'avec cette histoire d'impôt-sécheresse, les gens de la ville se moquent de ceux de la campagne. Jean-Jacques Polron préférerait qu'on augmente ses prix.

José Bezaud, à Polilly-la-Claye, fait la même réflexion. Lui aussi a une ferme de polyculture-élevage : 62 hectares de céréales et de prairies, vingt-neuf vaches, trente-sept génisses et vingt truies. Il a fait le tiers de la récolte normale de foin et la moitié de maïs-fourrage. Déjà, les rendements laitiers baissent : mille litres de lait en juillet, autant en août. Certes, il a pu acheter 40 tonnes de paille et 60 tonnes de maïs à ensiler, mais il se demande comment il va passer l'hiver.

De 1970 à 1974, la ferme a rapporté, en moyenne, 14 500 F par an. En 1975, elle a perdu 13 000 F. Cette année, elle va perdre 45 000 F. José Bezaud va toucher 4 500 F de prime pour ses bêtes. Comment tenir ? Il va vendre quelques vaches, les plus mauvaises, utiliser moins d'engrais, ce qui revient à hypothéquer les récoltes futures. Il s'inquiète, lui aussi, des réactions des citoyens. Car, si l'agriculture ne passe pas ce mauvais cap, l'industrie d'amont — matériel, produits de traitement — et d'aval — commerce, alimentation — en supporterait les conséquences. Et cela fera du chômage. Pierre Maisons, à Grisseil, tient le même raisonnement : les paysans

ont du mal à écarter le contre-coup de la sécheresse parce que leurs produits ne sont pas payés au prix de revient comme dans l'industrie. Mais quel prix de revient ? Aucun de nos interlocuteurs n'a pu le chiffrer. Pour son ami Pierre Maisons s'estime privilégié. Sur ses 96 hectares, les récoltes sont très nettement inférieures à celles de l'année précédente. Toutefois, il a irrigué, ce qui lui a permis de récolter 25 quintaux par hectare de blé et 38-42 quintaux de maïs. Bref, son revenu sera de l'ordre de 400 F par hectare contre 800 F en moyenne de 1971 à 1973.

Mais tous les autres exploitants de la commune ont des résultats déplorables. Un de ses jeunes voisins, notamment, installé depuis trois ans seulement, il lui manque cette année pour faire face à ses engagements 100 000 F. Il a fait appel au comité départemental d'aide aux exploitants. Au mieux, il recevra 10 000 F. Au total, des situations extrêmement diverses. Pourtant, chez tous, cette idée que cette année est catastrophique — même chez ceux qui s'en sortent sans trop de dommages — avec seulement le sentiment d'être incompris, mal aimés. Chacun l'a dit et a insisté en faisant des comparaisons souvent injustes entre le sort de l'agriculteur sinistré et celui du chômeur. Il est sûr que la blessure de la sécheresse n'est pas seulement économique mais aussi psychologique. Comme à l'époque du plan Marshall et du rapport Vedel.

ALAIN GIRAUDO.

L'aide aux éleveurs belges atteindra 1 milliard de francs français

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'aide aux éleveurs belges victimes de la sécheresse atteindra 9 milliards de francs français (1,1 milliard de francs français) pour une perte estimée à 20 milliards par les syndicats agricoles. Des mesures en faveur d'autres secteurs agricoles (pépinières, cultures maraichères, de plein champ et lin, notamment) devraient également être décidées au cours des prochaines semaines.

Cette aide prendra la forme de subventions et de crédits à des conditions spéciales. En ce qui concerne son financement, aucune décision n'a encore été prise par le gouvernement, mais le premier ministre belge, M. Tindemans, a d'ores et déjà écarté l'idée de recourir à un impôt spécial.

A l'issue du conseil des ministres du vendredi 10 septembre, au cours duquel le montant et les modalités de l'aide ont été arrêtés, il a, en effet, été déclaré que « de toute manière il ne saurait être question d'un impôt sur le revenu ». Au ministère des finances, on songerait plutôt à un emprunt garanti par l'Etat et lancé par le Fonds de calamité créé à l'automne dernier à la suite des inondations de la région d'Anvers.

L'Alliance agricole belge et le Boerenbond, les organisations professionnelles les plus importantes du pays, ont été longuement consultés par M. Albert Lavens, ministre de l'Agriculture. Elles ont accueilli favorablement

les mesures adoptées par le gouvernement. Pour bénéficier du crédit à taux d'intérêt réduit (dit crédit de soutien), les agriculteurs sinistrés doivent être exploitants à titre principal et consacrer la moitié au moins de la superficie agricole utilisée aux cultures fourragères. Des crédits, accordés pour dix ans, sont attribués de franchise et d'un abattement de 7,5 % du taux d'intérêt en vigueur (10,5 % en moyenne actuellement), varieront entre 450 et 1 080 francs français par unité de gros bétail (U.G.B.). Ils ne seront cependant consentis au maximum que pour cinq U.G.B. par hectare fourragère et cent U.G.B. par exploitation.

Les subventions (indemnités de dégâts) — comprises, elles, entre 240 et 780 francs français — seront accordées aux éleveurs dépassant pas sept cents U.G.B. et également limitées à trois U.G.B. par hectare fourragère. Pour fixer tant le crédit que la subvention par U.G.B., l'indicateur des limites imparties, il sera tenu compte non seulement des pertes subies par l'exploitant, mais également de ses revenus autres que ceux tirés de l'élevage. — (Interim.)

La grande misère des fabricants de parapluies

« Nous n'allons pas barrer les routes avec nos parapluies », déclare M. Raymond Charaoui, président des fabricants de parapluies.

« Nous n'en sommes pas moins très inquiets, poursuit-il, car notre industrie est aussi sinistrée que l'agriculture. Non seulement nous avons besoin de pluie, mais en plus, il faut qu'elle tombe le jour... »

Les quarante entreprises familiales de parapluies, réparties à Paris et au sud de la Loire, et employant un peu moins de quatre mille salariés, souffrent de l'absence de pluie depuis l'hiver dernier. C'est dramatique pour certains, qui ont vu leur chiffre d'affaires réduit d'un tiers et ont dû limiter à trente-deux heures la semaine de travail. Les cinq journaux de l'industrie et accessoires pour parapluie sont aussi touchés : le chômage a déjà frappé. C'est en tout dix mille salariés

qui sont menacés. C'est dire si les pluies actuelles sont les bienvenues.

Que demandent les fabricants ? D'abord d'être dispensés de l'impôt sécheresse, car ils en sont, disent-ils, les premières victimes. Ils veulent aussi un désencadrement du crédit et un report des annuités de remboursement des emprunts, nécessaires aux investissements. Ils demandent enfin aux pouvoirs publics d'être protégés des importations de pays d'Extrême-Orient qui, selon eux, cassent les prix.

Comment se battre contre des parapluies qui arrivent en France deux fois moins chers que nos produits le meilleur marché ? Interroge M. Charaoui. Est-ce pour mieux lutter contre les importations d'Extrême-Orient que la collection d'automne est d'inspiration persane ?

ÉNERGIE

L'E.D.F. est inquiète pour l'hiver

En raison des pluies abondantes qui se sont abattues sur la France depuis le début du mois de septembre, et de l'abaissement des températures qui a permis d'utiliser plus massivement l'eau des fleuves et des rivières pour refroidir les centrales thermiques, les risques de coupures de courant sont écartés « pour l'instant », a déclaré M. Paul Delouvrier au cours d'un diner-débat organisé par l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Néanmoins, l'hiver pourrait être difficile, et les inquiétudes persistent (« le Monde » du 31 août).

En ce qui concerne la production de courant, la marche des centrales hydrauliques au fil de l'eau est digne au jour le jour suivant la pluviosité ; les réservoirs des barrages de montagne ne sont remplis qu'à 70 % au lieu de 80 % habituellement, et surtout, le fonctionnement des centrales thermiques, qui ont été poussées et ont pu être perturbées par des incidents et des pannes.

Au niveau de la consommation, qui se partage à raison d'un tiers pour la grosse industrie, un tiers pour la moyenne industrie et le commerce, un tiers pour le secteur domestique, une redoutable conjonction pourrait se produire : celle d'une forte reprise industrielle et d'un froid très vif qui inciterait les ménages à utiliser

un chauffage d'appoint d'origine électrique. Dans un memorandum envoyé à la Commission de la Communauté européenne à la fin du mois d'août, cinq compagnies pétrolières européennes (Elf, Agip, Esso, la Compagnie française des pétroles, l'Enti italienne, Petrofina et la société allemande Veba) se déclarent prêtes à coopérer afin d'harmoniser leur politique. Ces cinq compagnies, qui ne font pas partie des « majors », ont une communauté d'intérêt évidente.

Leur memorandum préconise : 1) une rationalisation de la capacité de raffinage en Europe ; 2) la participation à un programme commun d'exploitation ; 3) l'amélioration de la transparence des prix par une publication des prix à la production. La Commission européenne, qui avait interrogé l'ensemble des compagnies pétrolières présentes sur le marché européen dans le cadre de ses efforts pour l'élaboration d'une politique énergétique commune, s'est dite prête à discuter du memorandum avec les auteurs du document. — (A.F.P.)

FORTE HAUSSE DE LA DEMANDE DE PRODUITS PÉTROLIERS EN AOUT

La consommation française de produits pétroliers s'est fortement accrue au mois d'août, tant en ce qui concerne les carburants automobiles que les fuels lourds, indiquent les statistiques du Comité professionnel du pétrole. Ainsi la consommation de fuel lourd par E.D.F. est en augmentation de 19,6 % sur août 1975 en raison de la sécheresse. La consommation de fuel lourd est en hausse de 9,5 %, et celle de gas-oil de 23,5 %.

De plus, les achats de précaution, traditionnellement lorsque la hausse des prix est annoncée, ont entraîné un accroissement de 29 % des achats de fuel domestique et de 10 % de fuel industriel. Pour les huit premiers mois de l'année les ventes de carburants ont été de 6,9 % par rapport aux huit premiers mois de 1975, celles de fuel domestique de 7,5 % et celles de fuel lourd de 14,5 % (dont une hausse de 31,6 % pour les livraisons aux centrales).

CINQ COMPAGNIES PÉTROLIÈRES EUROPÉENNES PROPOSENT D'HARMONISER LEUR POLITIQUE D'INVESTISSEMENT ET DE RECHERCHE

Dans un memorandum envoyé à la Commission de la Communauté européenne à la fin du mois d'août, cinq compagnies pétrolières européennes (Elf, Agip, Esso, la Compagnie française des pétroles, l'Enti italienne, Petrofina et la société allemande Veba) se déclarent prêtes à coopérer afin d'harmoniser leur politique. Ces cinq compagnies, qui ne font pas partie des « majors », ont une communauté d'intérêt évidente.

Leur memorandum préconise : 1) une rationalisation de la capacité de raffinage en Europe ; 2) la participation à un programme commun d'exploitation ; 3) l'amélioration de la transparence des prix par une publication des prix à la production. La Commission européenne, qui avait interrogé l'ensemble des compagnies pétrolières présentes sur le marché européen dans le cadre de ses efforts pour l'élaboration d'une politique énergétique commune, s'est dite prête à discuter du memorandum avec les auteurs du document. — (A.F.P.)

LES DETTES DES EMPLOYEURS PARISIENS aux régimes de Sécurité sociale ont atteint, pour l'année 1976, 2 478 millions de francs (+ 30,49 % en un an), soit 1,44 % des cotisations encaissées en 1976, au lieu de 1,32 % en 1974. Cette situation, que la conjoncture laissait prévoir, devient préoccupante, indique le directeur général de l'Union pour le recouvrement des cotisations de Sécurité sociale (U.R.S.S.A.F.-Paris) dans son rapport annuel. Une note précise aussi que l'ensemble des dettes « comporte une majorité de créances sur faillites ou règlements judiciaires dont le règlement est douteux ».

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	4 7/8	5 7/8	3 7/8
1 mois	4 7/8	5 7/8	4 1/8
3 mois	5 3/8	6 3/8	4 5/8
6 mois	5 7/8	6 7/8	5 1/4

EN YUGOSLAVIE, LE COUT DE LA VIE a augmenté de 15 % au cours des six premiers mois de 1976 : les prix de détail des produits industriels ont progressé de 7 %, ceux des prix alimentaires, du carburant et de l'électricité de 18,9 %, et celui des loyers de 12,7 %.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Assurance-maladie des non-salariés

LA CAISSE NATIONALE EN MAJORITÉ CID-UNATI ACCEPTE D'APPELER LES COTISATIONS

Le conseil d'administration — en majorité CID-UNATI — de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs indépendants (CANAMI), a décidé, lundi 13 septembre, au cours d'une réunion extraordinaire, d'envoyer à ses assurés les feuilles d'appel de cotisation au nouveau taux (10,85 % au lieu de 9,40 %). En contrepartie, le gouvernement a accordé une avance remboursable de 250 millions de francs pour assurer la trésorerie du régime et a accepté le principe de discussion sur l'amélioration des prestations.

Cette décision semble aussi mettre fin, pour le moment du moins, au conflit qui opposait les pouvoirs publics au CID-UNATI. Celui-ci avait subtilisé cet été des centaines de milliers de feuilles d'appel depuis certaines ont été brûlées par M. Gérard Nicoud, mais d'autres avaient été restituées. Jeudi 9 septembre, à Paris, — amorçant ainsi une désescalade qui s'est confirmée lundi 13 septembre. Dans un communiqué, publié ce même jour, la CANAMI indique que « la majorité du conseil d'administration, après avoir enregistré les propositions gouvernementales, s'est prononcé en faveur, et dans le but supérieur du service des prestations aux assurés, a décidé de laisser partir les appels de cotisation ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Pour protester contre la fixation « unilatérale » de leurs tarifs

LES DIRECTEURS DE LABORATOIRES D'ANALYSES FERONT GRÈVE LES 15 ET 16 SEPTEMBRE

Les directeurs de laboratoires d'analyses médicales sont livrés à fermer leurs établissements le mercredi 15 et jeudi 16 septembre ; un service d'urgence sera assuré. Le Comité interprofessionnel des biologistes français, qui regroupe les quatre principaux syndicats de directeurs de laboratoires entend, par ce mouvement de grève, protester contre le projet d'un arrêté ministériel qui, paru au mois de juillet, fixe « de manière unilatérale et autoritaire » une nouvelle nomenclature des actes de biologie médicale « manipulés dans une antichambre ministérielle ».

Les biologistes font en effet valoir que depuis deux ans une nouvelle nomenclature, destinée à fixer les tarifs applicables aux diverses analyses, était étudiée : conjointement par les professionnels, les ministères de la Santé et du Travail et la Sécurité sociale. Selon certains membres de la profession, la nomenclature « imposée » par les pouvoirs publics « mépris de cette concertation » fait « subir aux laboratoires une baisse de chiffre d'affaires de 10 à 11 %, et mettrait en péril un grand nombre d'établissements, principalement ceux de petite taille ».

Ce mouvement de grève, qui a reçu l'appui du principal syndicat de médecins, la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), a provoqué une réaction du conseil national de l'ordre des médecins, qui « regrette » la décision prise par le Comité interprofessionnel des biologistes français. Le conseil de l'ordre rappelle aux médecins biologistes qu'ils ont le devoir, comme tous les médecins, d'assurer les actes nécessaires à la sécurité des malades » et demande aux autorités responsables d'envisager d'urgence une dernière tentative de concertation, compte tenu de l'impossibilité morale pour les médecins d'user d'un droit inscrit dans la Constitution.

EN YUGOSLAVIE, LE COUT DE LA VIE a augmenté de 15 % au cours des six premiers mois de 1976 : les prix de détail des produits industriels ont progressé de 7 %, ceux des prix alimentaires, du carburant et de l'électricité de 18,9 %, et celui des loyers de 12,7 %.

A TREIZE

(Sous la direction de Paul DUBOIS)

LA PLANIFICATION FRANÇAISE EN PRATIQUE

Treize planificateurs exposent simplement mais clairement les méthodes et les chemins qu'ils utilisent pour mettre au point le Plan français.

Un volume de 352 pages

56

ÉCONOMIE ET HUMANISME

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES PARIS

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Les revues DROIT SOCIAL

et ACTUALITÉ DE LA FORMATION PERMANENTE

organisent les 29 et 30 septembre 1976 deux journées d'études sur les problèmes juridiques actuels de la Formation Professionnelle continue

PARTICIPATION AUX FRAIS : 200 F

Renseignements : France MARTINET

Centre d'information pour le développement de la formation permanente

Tour Europe - Paris - La Défense Cedex 07 - Tél. 748.31.15

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 13 SEPTEMBRE

Nouvelle baisse

La première séance de la semaine a été à l'image des deux précédentes à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont enregistré une nouvelle baisse dans un marché toujours assez creux. D'une ampleur comparable à celle de vendredi, le mouvement de repli a touché une soixantaine de titres, épargnant le reste de la cote, dont quinze valeurs sont même parvenues à progresser. Les plus fortes baisses de la séance ont été celles de : T.S.E. (— 4,5 %), A.D.G. (— 3,5 %), Usinor (— 3,5 %). Toutefois, hormis les secteurs des métaux et de l'alimentation, qui se sont repliés avec les hausses de l'ensemble, il est difficile de déterminer une tendance pour chaque compartiment. Ainsi, la construction électrique, l'on a pu relever les hausses de T.R.T. et de S.A.T. Aux valeurs bancaires, avance d'A.U.F.B. et de Comptoir des Entrepreneurs. Au bâtiment, Lefebvre, Maisons Phénix et Assolins d'Entreprises ont bien tiré leur épingle du jeu, tandis qu'aux valeurs des pétroles Antar et Pétroles BP ont été fermes, françaises des pétroles perdant du terrain. Au risque de se répéter, il faut bien reconnaître que, en raison de la faiblesse persistante du volume des transactions, les mouvements de hausse ou de baisse enregistrés en ce moment à la Bourse de Paris ne reflètent que peu de la situation réelle. Les investisseurs craignent que cet état de choses ne se perpétue au moins jusqu'au 22 septembre, date à laquelle le plan anti-inflation de M. Barre sera livré à leur réflexion. Aux valeurs étrangères, les troubles d'Afrique du Sud, plus que le léger repli de l'or, ont fait passer sur les cours des mines d'or. Les américanistes ont été assez fermes, tandis que les allemandistes étaient plutôt creux. Sur le marché de l'or, le lingot s'est effrité de 70 F à 18 430 F, et le napoleon de 170 à 228 30 F. Le volume de transactions est resté faible, à 4,53 millions de francs.

LONDRES Nouveau repli

Le marché poursuit son repli dans l'attente des résultats du commerce extérieur. Effacement des mines d'or.

VALEURS	CLOTURE	COURS
100 (ouverture) (dollar) 112 98 contre 114 40		
13/9	14/9	
War Loan 3 1/2 %	25 1/4	25 1/4
Standard	318 1/2	318 1/2
British Petroleum	382 1/2	382 1/2
Shell	382 1/2	382 1/2
Imperial Chemical	148	147 1/2
Glaxo	111	110 1/2
De Beers	212	211 1/2
Time zone copy	188 1/2	188 1/2
Western Holdings	15	14 1/2
West Oriental	15	14 1/2

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FONDÉE INTERNATIONALE — La suite de pourparlers avec Balamand International, les deux sociétés vont mettre en commun leurs activités. Le groupe aura un chiffre d'affaires total de l'ordre de 1 400 millions de francs pour l'année en cours. Ce regroupement n'entraînera cependant aucune modification de structure du capital des deux sociétés, qui garderont leur personnalité propre.

CRÉDIT FONCIER IMMOBILIER — Avant amortissement, provisions et impôts, le bénéfice du premier semestre 1976 s'élève à 24,63 millions de francs contre 23,99 millions de francs un an plus tôt. Les résultats de l'exercice 1976 sont élevés à 24,63 millions de francs contre 23,99 millions de francs l'année précédente. Dans la situation provisoire au 30 juin 1976, le résultat net d'exploitation de la société ressort à 22,1 millions de francs contre 22,9 millions de francs l'année précédente. Les dividendes sont de 14,4 millions de francs, contre 17,4 millions de francs l'année précédente. Le résultat net consolidé du groupe a atteint près de 4,5 millions de francs, contre 3,5 millions de francs l'année précédente. Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé, qui s'est élevé à 1 262 millions de francs.

NEW-YORK Repli

Les cours se sont repliés lundi à Wall Street, où, après une avance initiale de 3 points, l'indice Dow Jones a baissé en cours de séance pour s'établir à 983,29, cédant 27 points.

Le volume de transactions est resté faible avec 16,1 millions d'actions échangées contre 16,9 millions vendredi.

La principale raison de ce mouvement de baisse a été la menace, de plus en plus précise, d'une grève des ouvriers de Ford.

Le président du syndicat ouvrier de l'automobile, M. Leonard Woodcock, a déclaré que, si les deux parties n'ont pas encore échangé l'une de l'autre, il n'y a plus guère qu'une chance sur cent d'éviter le déclenchement de la grève, mardi, à minuit.

Dans un tel contexte, même les propos optimistes du principal conseiller de la Maison Blanche, M. Alex Crevier, n'ont pu empêcher de se manifester le redoublement de la reprise économique, à partir de la fin de l'été, sur Wall Street.

De toute évidence, le scénario de novembre prochain constitue toujours un motif d'inquiétude pour les investisseurs.

Indice Dow Jones services financiers, 983,29 (— 0,13) transports, 218,12 (— 0,51).

VALEURS	10/9	11/9
Alcoa	58 5/8	58 3/4
A.T.T.	89 1/2	89 1/2
Boeing	41 1/2	41 1/2
Chemical Bank	41 1/2	41 1/2
De Beers	131 3/8	131 3/8
Eastman Kodak	94 1/8	94 1/8
Exxon	85 1/2	85 1/2
General Motors	56 5/8	56 5/8
International Harvester	32 1/2	32 1/2
Johnson & Johnson	87 1/2	87 1/2
Kimberly-Clark	27 1/2	27 1/2
Lincoln	31 7/8	31 7/8
Lockport	58 1/4	58 1/4
Marlboro	22 1/2	22 1/2
Merck	27 1/2	27 1/2
Pharmacia	34 7/8	34 7/8
Rockwell	58 1/2	58 1/2
Union Carbide	54 1/2	54 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	10/9	11/9
1 dollar (en yen)	236 525	236 30

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Fédération (L.)	112	118	Deutsche	385	385	Renouveau S.A.	484	481	Compt. Ind.	134	134
Providence S.A.	200	201	E.M. Lohmann	580	572	Saint-Rémy	181	181	Compt. Ind.	134	134
Amélie	462	468	Ernst-Sommer	263	196	Synthèse	163	163	Compt. Ind.	134	134
Pat. Saut.	122	122	Ernst-Sommer	196	59	Thiess et Sohn	57	57	Compt. Ind.	134	134
Pat. Saut.	75	75	(J.) F.B.M. ch. fer	121	122	Union S.M.D.	109	109	Compt. Ind.	134	134
Pat. Saut.	255	245	Frager	562	560	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	132	60	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	50	50	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	140	142	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	124	123	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	227	50	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	62	60	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	128	128	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136	Agence-Hot	79	80	Compt. Ind.	134	134
			Frager	136	136						

